This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

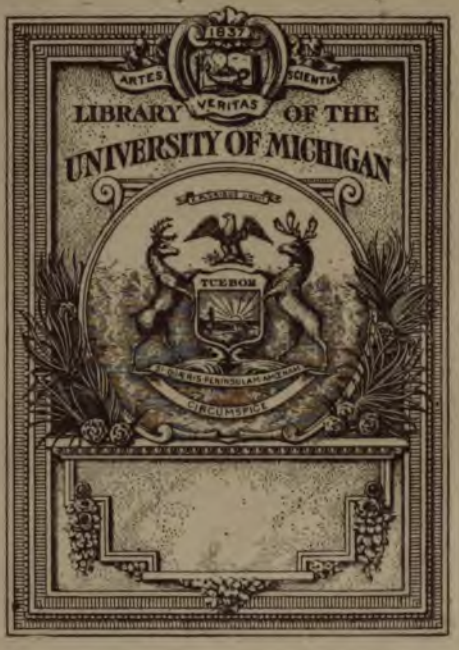
We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

.276


1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

280.5
T5
A4

26. [illegible]
1[illegible]

DISCOURS
PARLEMENTAIRES
DE
M. THIERS
XVI
TABLE GÉNÉRALE

Maison Quantin, Imprimeur
Benoît, 7. à Paris

DISCOURS

PARLEMENTAIRES

DE

M. THIERS

PUBLIÉS PAR M. CALMON

Sénateur, Membre de l'Institut

XVI

TABLE GÉNÉRALE

ANALYTIQUE ET ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

contenues dans les quinze volumes

PARIS

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

3, RUE AUBER ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1889

Tous droits réservés.

TABLE GÉNÉRALE

DES MATIÈRES

N.-B. — Le chiffre romain indique le volume; le chiffre arabe indique la page; V indique les références.

A

ABATTOIRS. Abus de pouvoir des maires en matière des règlements sur les —, II, 231.
V. *Maires, Règlements.*

ABD-EL-KADER. Ses attaques contre les tribus alliées, III, 524; ses prétentions, 627; il a des émissaires à Paris, 628.
— Traité de 1834 avec —, IV, 123; différend avec — au sujet de la tribu des Douairs, 135; sa politique après la paix de la Tafna, 625.
— Il se réfugie au Maroc (1844), VI, 570.
V. *Algérie, Tafna (La), Traités.*

ABSOLUTISME POPULAIRE. L' — repoussé par M. Thiers (1833), I, 538.

ABSTENTIONS. Fréquence des — sous le régime du cens électoral (1834), II, 185.
V. *Élections.*

ABUS. Exposé des — en 1831, I, 266; dans l'armée avant 1830, 278.
— Les abus commis par la marine anglaise dans l'exercice du droit de visite, VI, 74.
V. *Droit de Visite, Traite des Noirs.*

ACADÉMIES DÉPARTEMENTALES. But des catholiques en en réclamant la création, VIII, 594.
V. *Enseignement, Instruction publique.*

ACARNANIE. Insurrection née dans l' — contre le roi Othon, III, 480.
V. *Grèce, Othon.*

ACHMET-BEY. Sa situation en Afrique, IV, 143; son opposition à la France, 144.
V. *Algérie.*

ACQUITS-A-CAUTION. [illegible]
[illegible]
— [illegible]
V. [illegible]

ACRE (Pachalik d'). Propositions de l'Angleterre relatives au — (1839), V, 173; 200.
V. *Égypte, Politique extérieure.*

ACTE ADDITIONNEL. Motifs de Napoléon pour l'accepter, X, 367.
V. *Napoléon Ier, Liberté.*

ACTE DE NAVIGATION. Ses effets en Angleterre, III, 278.
— Abrogation de l' — en Angleterre, IX, 213.
V. *Marine marchande.*

ADANA. Propositions de la France relatives au district d' — (Syrie, 1839), V, 169.
V. *Égypte.*

ADJUDICATION PUBLIQUE. Ses inconvénients en matière de travaux publics, XV, 346.

ADMINISTRATION. L' — en 1830, attitude du nouveau gouvernement vis-à-vis de l' —, I, 51; difficulté d'épurer le personnel de l' — financière, 53; les projets de réforme de l' — appréciés par M. Thiers en 1831, 260; il n'est pas question de réformer l' — judiciaire (1831), 275. L' — actuelle doit exclusivement son existence à la Révolution et à l'Empire, 362; l' — ne peut s'améliorer que lentement, 368; danger et inconvénients des épurations opérées par les partis, 458; ses origines, 482.
— La force de l' — vient de l'unité gouvernementale, II, 73; la Restauration a sagement conservé l' — impériale, 104; difficulté de remédier au désordre dans l' —, 104; une bonne — nécessite la surveillance des gestions municipales, II, 241.
— Son esprit dans le gouvernement de Juillet, III, 191; discours de M. Thiers sur la responsabilité des agents du pouvoir (1836), 295; utilité et nécessité de l'art. 75 de la Constitution de l'an VIII, 297; cette garantie ne donne lieu à aucun abus; attitude du Conseil d'État à cet égard, 298; douceur de l'administration en France, 298; garanties au point de vue politique, 299; rôle de la magistrature, de la presse, du droit de pétition, 299 et suiv.; de la responsabilité des ministres, 301; situation spéciale du conseil d'État, efficacité de sa juridiction, 303; danger de lui substituer les corps judiciaires, principe de la séparation des pouvoirs, 304; action des Parlements et des libertés locales avant 1789, 305; situation dans un pays où l'administration est élective, 306; systèmes imaginés pour remplacer celui de l'art. 75, 308; situation des agents des Contributions indirectes, 312.
— L'unité de l' — dépend surtout de son chef, IV, 195; nécessité de la maintenir dans la main des ministres, 386.
— Conduite que doit tenir une bonne —, VI, 258.
— Son ingérence dans la politique sous le gouvernement de Juillet, VII, 291.
— Rôle de l' — dans les élections (1864), IX, 430 et suiv.
— Son expérience des affaires, XIV, 26; impossibilité de réaliser de grosses économies sur l' — (1872), 179.

— Attitude des agents de l'administration en 1873-77, XV, 678.
V. *Agents, Angleterre, Fonctionnaires.*

ADMISSIONS TEMPORAIRES. Effets des — sur les prix, XI, 630.
— Leurs effets sur l'industrie alsacienne, XII, 353.
V. *Acquits-à-caution.*

ADNET (M. —, député à l'Assemblée nationale). Sa proposition relative à la qualification du chef de l'État (1871), XIII, 453.

ADRESSE. Discours de M. Thiers sur le projet d' —, (9 août 1831), notice de M. Calmon, I, 43; vues principales du gouvernement de Juillet, 46; sa politique intérieure, 49; son attitude vis-à-vis des partis, 56; sa situation et sa politique extérieures, 60; discours de M. Thiers, ministre de l'Intérieur, sur l' — de 1832 (29 nov. 1832), notice de M. Calmon, 467; affaire des troubles de juin 1832, 469; exposé de la politique intérieure du gouvernement, 476; attitude des partis, 483; situation extérieure et politique étrangère, 487; comparaison avec les régimes antérieurs, 492; critique des vues de l'opposition, 496.
— Discours de M. Thiers, ministre des Travaux publics, sur la politique intérieure, à propos de l' — de 1834, notice, II, 161; situation du cabinet, 164; justification de l'attitude de M. Thiers, 165; caractère absolu de la responsabilité ministérielle, 169; système politique du Cabinet, 174; difficulté de changer le système électoral, 183; second discours de M. Thiers relatif à l'adresse de 1834 (discussion du passage relatif aux affaires étrangères), notice, I, 192; attitude du gouvernement de Juillet dans diverses questions après 1830, 194; question d'Orient, 206; principes énoncés par l'adresse de 1827, inutilité de cet avertissement, 283.
— La dynastie est traitée avec respect dans l' — des 221, III, 140; discours de M. Thiers sur le projet d' — de 1836 (13 janvier 1836), notice, 187; politique suivie par le gouvernement de Juillet, 190; son caractère conciliateur, 194;
— Questions relatives à l'Espagne dans l' — de 1838, notice, IV, 205; importance de la question, 207; intérêts de la France en Espagne, 210; politique du gouvernement français en Espagne, 210; sens du projet d'adresse, 213; réplique de M. Molé, ministre des affaires étrangères, 215; nécessité pour la France d'agir en Espagne, 217; second discours de M. Thiers relatif à l' — de 1838 (affaires d'Espagne), notice de M. Calmon, 221; M. Thiers a refusé un portefeuille à cause de cette question, 223; nécessité de réserver l'avenir, 224; effets de la non-intervention en 1836, 226; la politique utile à suivre, 227; critique de la politique du Cabinet, 229; interprétation du traité, 237; dissidence avec l'Angleterre à ce sujet, 240; examen des questions extérieures survenues depuis 1830, 244; situation de l'Europe avant et après 1830, 253; nécessité d'une politique nette en Espagne, 260; discours de M. Thiers dans la discussion du projet d' — de

1839 (7 janvier 1839), notice, IV, 269; attitude de M. Thiers dans l'opposition, 274; nécessité de modifier la politique du gouvernement selon les circonstances, 276; critique de la politique du Cabinet Molé, 277; second discours de M. Thiers sur le projet d'adresse de 1839 (9 janvier 1839), notice, 285; justification du projet d'adresse, 288; critique de la situation du Cabinet Molé, 293; discours de M. Thiers sur le passage de l' — de 1839 relatif à la Belgique, notice, 301; critique du traité de 1838, origines de la question, 304; affaire du Luxembourg, 307; critique des négociations de 1838, 319; discussion du passage de l' — de 1839 relatif à Ancône, notice, 331; conséquences de l'évacuation, 334; politique de Casimir Perier en Italie, 336; politique de M. Thiers en Italie, 341; politique du Cabinet Molé, 346; discussion de la politique étrangère du gouvernement à propos du projet d' — de 1839, notice, 353; systèmes en présence après 1830, 357; abandon de l'entente avec l'Angleterre, 360; conditions de toute alliance durable, 364; discussion du paragraphe de l' — de 1839, relatif à la responsabilité ministérielle, notice, 367; situation du Cabinet Molé, 369; il découvre la couronne, 375; nécessité d'avertir la couronne, 378; discussion de l' — de 1840 (passage relatif aux affaires d'Orient, 13 janvier 1840), notice, 413; systèmes de politique proposés, 418; politique de la Russie, 420; facilité d'une attaque russe contre Constantinople, 422; politique de Méhémet-Ali, 426; intervention des Puissances, IV, 436; division entre la France et l'Angleterre, 439.

— Discours de M. Thiers dans la discussion de l'adresse de 1842 (question d'Orient, 20 janvier 1842), notice, VI, 1; justification de la politique de M. Thiers, 4; politique des puissances allemandes, 6; situation extérieure générale de la France, 14; politique de l'Autriche, 16; attitude des Puissances dans la question d'Orient, 19; politique du Cabinet Thiers, 26; question des détroits, 36; situation de l'empire turc en 1842, 38; de la Russie vis-à-vis de lui, 42; influence de la France sur la question d'Orient, 46; discours relatif à l' — de 1842 (Droit de visite, 22 janvier 1842), notice, 53; examen des conventions de 1831-33, 57; atteinte portée aux droits des neutres, 60; fixation des zones, 67; vues hostiles de l'Angleterre contre notre commerce d'Afrique, 72; affaire du *Marabout*, 74; intérêt de la guerre de course pour la France, 81; premier discours de M. Thiers sur le projet d' — de 1844 (politique intérieure, 16 janvier 1844), notice, 253; défaut de la politique du gouvernement, 255; demandes de l'opposition, 258; influence du pouvoir sur les élections, 263; son exclusivisme quant aux hommes, 266; faiblesse de la majorité, 268; du Cabinet, 271; second discours de M. Thiers relatif à l' — de 1844 (politique étrangère, 22 janvier 1844), notice, 280; formation, rupture et reprise de l'alliance anglaise, causes et

effets, VI, 284; question belge, 307; espagnole, 309; d'Orient, 313; dangers de la politique du Cabinet, 320; discours de M. Thiers sur un incident relatif à l'adresse de 1844 (démission de M. de Salvandy, 22 février 1844), notice, 328; principes constitutionnels relatifs à l'incident, 329; influence du roi dans l'affaire, 332, discours de M. Thiers dans la discussion du projet d'adresse de 1845 (21 janvier 1845, Maroc, Taïti, Droit de visite), notice, 569; affaires du Maroc, 574; de Taïti (Pritchard), 586; question de l'alliance anglaise, droit de visite, 602.

— Discours de M. Thiers sur l' — de 1846 (affaire du Texas, 20 janvier 1846), notice, VII, 1; exposé de la question, 5; attitude du Cabinet français dans l'affaire, 10; extension rapide des États-Unis, 13; situation politique de la France depuis 1789, 20; relations avec l'Angleterre depuis 1840, 29; l' — de 1847, ses dispositions relatives à la politique extérieure, 361; discours de M. Thiers sur la situation financière à propos de l'adresse de 1848 (25 janvier 1848), notice, 429; la situation financière est dangereuse, 433; comparaison des derniers budgets, 435; budget ordinaire, exagération des dépenses, 446; situation de la dette flottante, 454; second discours de M. Thiers dans la discussion de l' — de 1848 (affaires d'Italie), notice, 487; souffrances de l'Italie, 489; ses liens avec la France, 495; politique traditionnelle de la France en Italie, 496; élection de Pie IX, 499; nécessité d'observer les traités de 1815, VII, 501; et de les faire observer aux autres, 502; attitude de M. de Metternich dans la question italienne, 507; de l'Angleterre, 508; situation en Italie et politique propre à la résoudre, 510; nécessité d'une confédération des États italiens, 514; troisième discours de M. Thiers sur l'adresse de 1848 (affaires de Suisse, 2 février 1848), notice 515; situation en Suisse, 519; insuffisance du pacte fédéral, 530; mouvements du Sonderbund, 533; critique de la politique du gouvernement, 556; quatrième discours de M. Thiers relatif à l' — de 1848 (3 février 1848, affaires de Suisse), notice 577, politique de M. Thiers en Suisse, 578; cinquième discours de M. Thiers sur l' — de 1848 (affaire des banquets, 10 février 1848), notice 585; discussion sur les droits respectifs de la majorité et de la minorité, 587; sur les termes du discours du trône, 593; sixième discours de M. Thiers relatif à l' — de 1848 (amendement Sallandrouze, 12 février 1848), notice 597; nécessité de la réforme parlementaire, 599; son imminence, 604.

— Rétablissement de l' — (1860), IX, 355; discussion de l' — de 1864, discours de M. Thiers sur les affaires du Mexique (26 janvier 1864), notice, 447; but de l'expédition, 450; exposé de la question, 452 et suiv.; manière de la résoudre, 489; durée probable de l'entreprise, 493; effets de l'affaire sur les finances, 495; inconvénients des créations d'États lointains, 499; faibles ressources du Mexique, 504; responsabilité

du gouvernement vis-à-vis de Maximilien, IX, 516.
— Discours de M. Thiers sur les principes de 1789 à propos de l'adresse de 1866, notice, X, 331; utilité de l' —, 333; importance des questions politiques en France, 335; situation constitutionnelle du pays, 339; les deux buts de la Révolution française, 340; but que doit atteindre la Constitution, 344; tableau des libertés nécessaires, 345 et suiv.; second discours de M. Thiers sur l'adresse de 1866, (affaires allemandes, 21 mars 1866), notice, 395; influence de la France en Europe, 398; nécessité d'affirmer l'opinion de la Chambre sur ce sujet dans l' — , 401.
— Suppression de l' — (1867), XI, 3.
— L'adresse remplacée par le droit d'interpellation, XII, 157; utilité du droit d' — 322; nécessité du droit d' — 409.
V. *Politique extérieure et intérieure.*

AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Dépenses du Ministère des — au budget de 1832, I, 242; économies proposées sur ce ministère, 246; exagération des économies demandées par l'opposition sur le budget du ministère des — en 1832, 326; discours de M. Thiers sur le budget du Ministère des — (6 mars 1832), 421; discours de M. Thiers sur le budget des —, (traitement des agents diplomatiques, 9 mars 1832), notice, 451; insuffisance des traitements, 453; nécessités de la situation, 454; utilité du choix des hommes, I, 456; effets de l'esprit d'exclusion ou de parti, 458; le défaut de fortune écarte les hommes de talent des fonctions publiques, 463; discours de M. Thiers sur le budget des affaires étrangères 20 février (1833), notice, 549; erreurs de l'opposition, 551; situation de la France, 555.
V. *Politique extérieure.*

AFFAIRES PUBLIQUES. Nécessité de dire la vérité sur l'état des —, I, 371.
V. *Politique intérieure.*

AFGHANISTAN. Expédition de l'Angleterre dans l' — (1840), IV, 518.

AFRIQUE. Certains États songent à s'établir sur la côte nord de l' — (1836), III, 510; but du gouvernement en Afrique (1836), 519.
— Action d'Achmet-bey, son opposition à la France, IV, 143; le commerce exercé par les provinces d' —, 156; situation de la France dans le nord de l' — en 1840, 619; développement de la civilisation romaine en —, 639.
— Incertitude des idées du gouvernement sur la politique à suivre en — (1846), VII, 313.
V. *Algérie.*

AGE MUR. Moyens propres à assurer des secours aux individus ayant atteint l' —, VIII, 477 et suiv.
V. *Assistance.*

AGENTS DES CONTRIBUTIONS DIRECTES. Leur situation au point de vue de la responsabilité, III, 312.

— Utilité de contrôler leurs dires par ceux de l'administration municipale, VI, 128.

AGENTS DIPLOMATIQUES. Discours de M. Thiers sur le traitement des —, 9 mars 1832, I, 451; insuffisance des traitements, 453; nécessités de leur rôle, 454; pénurie d'agents, ses causes, 458; effets des réductions de traitement, exclusion du talent sans fortune, 462; l'esprit d'exclusion et d'économie exagérée restreint le cercle des choix, 458, 461.

AGENTS DU POUVOIR. Discours de M. Thiers sur la responsabilité des — (1836), III, 295.
V. *Administration, Candidature officielle, Élections.*

AGGLOMÉRATIONS. Dangers de la politique des grandes — pour la France, XI, 278.
V. *Politique extérieure.*

AGIOTAGE. Effets du portefeuille du Trésor, danger de leur négociation, possibilité d'un —, I, 340.
— L'agiotage sur les terrains en Algérie, III, 518.
V. *Algérie, Finances.*

AGRICULTURE. Discours prononcé par M. Thiers à l'ouverture des Conseils généraux de l' —, du commerce et des manufactures le 15 février 1833, I, 541; variété des intérêts, difficulté de les concilier, 543; questions posées (laines, statistique, exposition), 546.
— Protection accordée à l'agriculture (1836), III, 289.
— Moyens imaginés pour la soulager (1848), VIII, 107.
— Discours de M. Thiers sur l'état de l'agriculture en France (1866), X, 407; sa situation, augmentation des fermages, 414; des impôts, des salaires, 417; avilissement, 415; du prix des produits, 419; importance de la culture des céréales en France, 425; variété de composition du sol français, 428; prix de revient des céréales en France, 429; les belles récoltes du siècle, 438; leur effet sur les prix, 443; la culture du blé en France, 449; influence du marché anglais sur les prix, 455; progrès de l' —, 459; difficulté de l'emploi du crédit pour l' —, 462; causes et effets de la réforme des tarifs douaniers en Angleterre, 464; raisons qui s'opposent à la réduction des cultures en céréales, 473.
— Effets des traités de 1860 sur l' —, XI, 568, 592.
— Nécessité de la dégrever d'impôts, XII, 370, 377; sa situation (1870), 478; nécessité de la protection pour l' —, 571.
V. *Libre-Échange, Protection.*

AIDES. L'impôt des — préféré aux tailles, XIII, 622.
V. *Impôts.*

ALBY (M. — député). Propose de remettre le service de la dette à la Banque (1832), I, 298; M. Thiers discute sa proposition tendant à réduire l'intérêt servi aux fonds en compte courant (1832), 336.
V. *Trésor.*

ALEXANDRE Ier (le Czar). Ses idées antilibérales, I, 89.
— Il n'ose pas porter secours à la Grèce, pourquoi, II, 149.
V. *Grèce, Politique extérieure, Russie.*

ALGER. Nécessité d'occuper — III, 501; la ville d' — bombardée par les Anglais, 515; état des cultures aux environs d' — (1836), 529; M. Thiers déclare que l'intention du gouvernement est de s'y maintenir, 533; le pays veut l'occupation d' —, 621; divergences dans le Cabinet à cette occasion (1836), 622.
— On ne peut évacuer — (1837), IV, 662.
— Discours de M. Thiers sur le port d' — (4 avril 1842), notice, VI, 83; nécessité d'un port en Algérie en cas de guerre maritime, 85; facilités de la construction, 87; mécontentement causé en Angleterre par la construction d'un port à —, 94; lenteurs dans la construction, 95.
V. *Algérie.*

ALGÉRIE. Discours de M. Thiers sur le budget de l' — (1836), notice, III, 499; divergences dans le Cabinet au sujet de l' —, 501; excès de la discussion sur les affaires d' —, 502; nécessité pour la France de rester en —, 505; importance de la Méditerranée, 511; études des Anglais en Asie Mineure pour rouvrir la route de l'Inde, 514; l'agiotage sur les terrains en —, 518; nécessité d'occuper l' — entière, 520; affaire de la tribu des Douairs, 524; nécessité d'écraser Abd-el-Kader, 527; utilité de l' — au point de vue militaire, 531; excès commis par les troupes françaises en —, 534; second discours de M. Thiers sur le budget de l' — (10 juin 1836), notice, 537; réplique à M. Guizot, 539; part du Cabinet du 22 février dans l'affaire, III, 543; paroles de M. Guizot sur les excès reprochés aux soldats français en Algérie, 547. Discours de M. Thiers sur l' — (5 juillet 1836), notice, 619; l'occupation limitée est impossible en —, 623; conditions nécessaires pour établir des comptoirs, 624; sa situation (1836), 625; nécessité absolue d'une occupation militaire en —, 626; nécessité d'une action militaire décisive (1836), 633; progrès réalisés en — (1836), 635.
— Discours de M. Thiers sur les affaires d'Afrique (21 avril 1837), notice, IV, 123; part de responsabilité du Cabinet du 22 février dans l'affaire, 127; devoirs du Gouvernement en —, 128; cause des insuccès éprouvés en —, 131; conséquences des échecs éprouvés en —, 138; systèmes qui peuvent être appliqués pour la pacification de l' —, 142; relations des Algériens avec Constantinople, 143; but du Cabinet du 22 février, 146; réplique de M. Thiers à M. Piscatory au sujet de l' —, 148; nécessité de pousser la guerre jusqu'à l'occupation complète, 149; impossibilité de s'en tenir à une occupation limitée, 154; d'abandonner l' —, 161; utilité de l'expédition d'Algérie au point de vue de l'armée, 167; discours de M. Thiers relatif aux affaires d' — (14 mai 1840), notice, 619; la situation en —, 621; absurdité du système de l'occupation restreinte, 624; système à suivre pour y assurer la paix, 628; réplique à M. Piscatory, 635; difficultés de la situation, 637; valeur de l' —, 639; avantages d'un établissement fran-

çais en Algérie, IV, 641; utilité de l' — au point de vue militaire, 646.
— Discours de M. Thiers sur la colonisation de l' — (6 juin 1840), notice, V; 89; traité de la Tafna, ses résultats, 90; conduite de l'armée en Afrique, 93; nécessité de la colonisation, 96; projets du général Rogniat pour la défense de la Mitidja, 97; utilité de l' — au point de vue militaire, 100.
— Forces militaires nécessitées par les opérations en — (1842), VI, 175.
— Avenir de l' —, selon M. Thiers (1846), VII, 159.
— Rôle de la France en —, VIII, 534.
V. *Abd-el-Kader*, *Achmet-Bey*, *Al-Mokrain*, *Tafna* (*la*).

ALIBAUD. Effet de son attentat (1837), IV, 9.

ALIÉNATION. De 300,000 hectares de bois de l'État, discours de M. Thiers, du 11 mars 1831, I, 11 et suiv.; avantages de l'opération, 18; projets d' — des bois de l'État pour rembourser la Dette, M. Thiers combat cette idée (1832), 344.
V. *Crédit*, *Emprunt*, *Forêts de l'État*.

ALLEMAGNE. Importance de l'opinion publique en — (1830), I, 68; activité du mouvement libéral en — en 1831, 83; ses forces militaires disponibles en 1831, 216.
— Action de la France en — (1834), II, 203; discours de M. Thiers sur les affaires allemandes (1834), notice, 301; but de la Confédération germanique, II, 303; politique de la France vis-à-vis de l'Allemagne, I, 303; réplique à M. Mauguin, 305; tactique de l'opposition, 306; politique du Cabinet français, 308.
— Ses rapports industriels avec la France, III, 84; tendance générale en — en faveur du *Zollverein* (1836), 347; difficulté de former des alliances avec les États d' — (1836), 359; politique de la France en —, 467, 485; l'unité commerciale de l' — ne fait pas l'unité politique, 490; la division des intérêts y subsiste (1836), 614.
— État des esprits en — au point de vue politique en 1842, VI, 10; effet des armements de la France sur les Puissances allemandes (1840), 30; les chemins de fer en 1842, 160.
— État de l'enseignement en — (1850), VIII, 638.
— Tendances de la Prusse en — (1865), X, 64; Probabilité de sa concentration, dangers de son alliance avec l'Italie unifiée (1865), 133; discours de M. Thiers sur les affaires d' — (1866), notice, 395; influence de la France en —, 398, nécessité pour elle d'indiquer son avis touchant les affaires danoises, 399; les préoccupations de l' — (1866), 613; principe de sa reconstitution politique, 615.
— Succès de la Prusse en —, XI, 1, progrès des idées d'unité en —, 49; sa situation avant 1866, 70; situation politique en 1867, 71; les idées en — relativement à l'unité, 139; déclaration de Napoléon III relative aux affaires d' — (1867), 343.
—Puissance du sentiment fédéraliste

en Allemagne, XII, 49 ; sa nouvelle situation militaire, 610, 618.
— Discours de M. Thiers sur une convention à conclure avec l' — (16 septembre 1871), notice, XIII, 495; motifs de cet arrangement, 497; pourquoi il est soumis à l'Assemblée avant la signature, 499, urgence de la libération du territoire, 500; ses progrès, 501; résultat des emprunts de libération, 505; étendue du Crédit de la France, 506; difficultés des opérations de payement de l'indemnité de guerre, 507; danger d'une crise monétaire, 508; question du régime commercial entre la France et l'Alsace, 510; concessions faites en ce sens, régime temporaire des étrangers, 512; mesures prises pour restreindre cet avantage à l'Alsace-Lorraine, 515; garanties fournies à l'Allemagne pour hâter l'évacuation, 519.
— Négociations commerciales de 1871 avec l' —, XIV, 118.
V. Adresse, Espagne, Guerre de 1870, Politique extérieure, Prusse, Alsace-Lorraine.

ALLEMANDS. Désir de paix chez les — en 1870, XV, 550; 577; 584.

ALLIANCES. Nécessité d'avoir des — pour rompre les traités de 1815, I, 64; l'—franco-anglaise, opinion de lord Brougham citée par M. Thiers, 88; la révolution de 1830 prive la France de toutes ses —, 442.
— Principes qui régissent les —, II, 159; les — ne peuvent être éternelles, 159.
— Nécessité des — en 1831, III, 75; utilité d'une — avec l'Amérique du Nord, III, 78; difficulté de former des alliances avec les États Allemands (1836), 350; attaques du duc de Fitz-James contre l'—franco-anglaise, réponse de M. Thiers (1836), 437; son utilité en 1830, 443; il n'y a pas d' — perpétuelles, 446; 601; influence des analogies constitutionnelles sur les —, 601; les avantages de l' — anglaise en 1830, 603.
— Empressement du gouvernement de Juillet pour l' — anglaise, IV, 32; l' — anglaise mise en péril par le triomphe éventuel de don Carlos, 69; 73; désir du gouvernement de Juillet de se concilier l' — anglaise, 240; nécessité des — pour la France après 1830, 357; nécessité de l' — anglaise pour la France, 358; solidité de l' — du Nord, nécessité de lui opposer une contre-ligue, 359; les avantages de l' — anglaise (avril 1840), 452; 516.
— L'alliance anglaise regrettée par M. Thiers (1840), V, 274.
— Attitude de M. Thiers dans la question de l'—anglaise, VI, 197; M. Thiers fait l'historique de l' — anglaise, 286; caractères nécessaires des — en général, 287; les mauvais côtés de l' — anglaise en 1844, 301; les — peuvent se former sans traités, 307; opinion de M. Thiers sur l' — anglaise en 1845, 602; théorie des — selon M. Thiers, 604;
— Importance d'une — avec l'Amérique du Nord dans tous les temps, VII, 277; utilité de l' — anglaise pour la France (1846), 418; utilité de l' — anglaise pour résoudre la question italienne (1848), 505.
— L'alliance anglaise recherchée

par le gouvernement provisoire de 1848, VIII, 293.
— Comment les alliances sont fondées sur les intérêts, XI, 79; l' — anglaise est plus nécessaire que jamais pour la France (1867), 88; le gouvernement impérial n'a rien fait pour empêcher la conclusion de l' — entre l'Italie et la Prusse, 144.
V. *Adresse, Allemagne, Angleterre, Autriche, Espagne, États-Unis, Politique extérieure, Prusse, Russie.*

ALLIÉS. Nécessité de secourir ses — pour les conserver, VI, 422.

AL-MOKRAÏN. Chef de l'insurrection arabe, tué (1871), XIII, 211.

ALMONTE (le général). Son attitude au Mexique, IX, 483.

ALPES. Leur importance stratégique, I, 95.
V. *Frontière.*

ALSACE-LORRAINE. Effets des admissions temporaires sur l'industrie en —, XII, 353.
— Protestation de M. Keller contre la cession de l' —, discours de M. Thiers (17 février 1871), XIII, 1; nécessité d'une prompte décision, 2 et suiv; négociations relatives à l' — (1871), 531.
V. *Allemagne, Guerre de 1870, Politique extérieure.*

AMBASSADEURS. Réductions proposées sur leurs traitements (1831), I, 246; on ne peut réduire sensiblement leurs appointements, 352; on propose de réduire le nombre et le traitement des —, 191; caractères de leur mission, I, 453; pénurie des agents en 1830, ses causes, 458.
— Leur rôle, son importance, V, 276.
V. *Agents diplomatiques, Diplomatie.*

AMBITION. L' — est moins dangereuse sous le gouvernement parlementaire que sous tout autre régime, IX, 395.
V. *Gouvernement parlementaire.*

AMBITIONS NATIONALES. Utilité des —, VI, 41.
— Les ambitions jouent un rôle utile dans la vie des nations, XI, 320.
V. *Politique extérieure.*

AMÉNAGEMENT des bois de l'État, ses conditions, I, 17.
V. *Forêts de l'État.*

AMENDEMENT. Nécessité du droit d' —, XII, 321.
V. *Liberté, Politique intérieure.*

AMÉRIQUE. Développement rapide des chemins de fer dans l' — du nord, ses causes, III, 333.
— Intérêts français dans l' — du sud, VIII, 338.
— Relations de l'Europe avec l' — (1864), IX, 452; situation troublée de l' — du sud (1864), 454.
V. *Brésil, États-Unis, La Plata, Mexique, Politique extérieure.*

AMILHAU (M. — député). Rapporteur du budget du Ministère de l'Intérieur (1836), III, 417.
— Son amendement au projet d'adresse de 1839, IV, 298.
V. *Budget, Finances.*

AMNISTIE. L' — proposée par le maréchal Gérard en faveur des

insurgés d'avril (1834), II, 379; motifs pour ne pas l'accorder en 1834, 383; l'amnistie réclamée à la Chambre des pairs en faveur des insurgés d'avril (1835), 466; l' — des accusés d'avril serait une erreur politique, 476 et suiv.; son utilité en 1804, 477; l' — ne peut suffire pour réconcilier les partis, 481; la question de l' — a entravé la formation d'un Cabinet (mars 1835), 534; opinion de M. Thiers sur l' —, 534; l' — doit suivre la répression, 547.

— L'amnistie comprise dans le programme du Cabinet du 15 avril 1837, IV, 173.

V. *Emeutes, Politique intérieure.*

AMORTISSEMENT. Loi sur l' — revisée en 1831, I, 27; l' — au budget de 1832, 234; critiques dirigées contre l' — (1831), 285; M. Thiers les réfute, 286 et suiv.; son influence sur la spéculation, 286; son véritable but est de payer les dettes de l'État, 287; causes de son inefficacité jusqu'en 1831, 288; il faut pratiquer l' — pendant la paix et en vue de la guerre, 289; son action sur les cours, 289; un prélèvement sur l' — produira la chute des cours, 290; l' — est le seul moyen pratique de faire disparaître la dette, 349; la Restauration a disposé de l' — en faveur des émigrés, 367; utilité de le conserver intact pendant un temps (1832), 369; discours de M. Thiers sur l' —, (26 janvier 1832); notice de M. Calmon, 373; ses ressources en 1832, 373; critiques dirigées contre l' —, 375; système de l' — exposé par M. Thiers (1832), 381; par la suppression de l'amortissement, l'Angleterre a proclamé son impuissance en face de la dette, I, 383; le système de l'intérêt composé expliqué par M. Thiers, 384; quelle doit être la période d' —, 384; taux successif de l' — par intérêt composé, 387; l' — a été interrompu pendant cinq ans sous la Restauration, 388; opinion de M. Thiers sur le système de l' — au moyen des seuls excédents de recettes, 392; taux moyens des rachats de rentes opérés par l' — sous la Restauration, 393; il est équitable de racheter plus cher qu'on n'a émis, 394; son effet sur le marché des capitaux, 395; danger de sa suppression en 1832, 396; nécessité de le conserver pour préparer une conversion, 397, 499; discours de M. Thiers sur l' — (27 février 1833), notice, 562; nécessité de maintenir l' —, 568; il y a un amortissement fictif et un — réel, 569; l' — est contraire aux jeux de Bourse, 571; pertes du Trésor par le fait de l' —, 572; M. de Villèle a paralysé l' — au profit de l'indemnité aux émigrés, 573;

— Son montant en 1829 et en 1836,111, 575; l' — suspendu pour le service de l'indemnité aux émigrés, 592.

— Plans de Cambon en vue de l' — de la dette, V, 63; sa situation en 1840, 76, 121.

— La réserve de l' — affectée à l'extinction des découverts du Trésor, VI, 139.

— Emploi des réserves de l' — (1840-44), VII, 439, 452; nécessité de l' — pendant la paix, 451.

— Chiffre total des rachats de rentes opérés par l'amortissement (1848), VIII, 23.
— L'amortissement est un service essentiel de l'État, IX, 578.
— L'amortissement détourné de son but (1865), X, 203; on lui prend les rentes rachetées, 213; délai normal d' —, 214; nécessité de l' —, 230; dispositions de la loi de 1833, 273; son influence sur les cours, 274; projets de suspension de l' — (1865), 314.
— Insuffisance des textes pour assurer l' —, XI, 96.
— L'amortissement abandonné en France, XII, 10; le budget de l' — depuis 1866, 18.
— Nécessité de l' —, XIII, 489; l' — négligé par le second Empire, 548.
— Nécessité de maintenir l' — (1872), XIV, 23, 25; nécessité d'un — régulier, 486.
V. *Angleterre, Dette publique, Finances.*

ANARCHIE. Conséquences de l' — en Belgique en 1830, I, 94; l'Europe craint de voir l'esprit d' — renaître en France en 1830, 488;
— Ses conséquences naturelles, XV, 28.
V. *Belgique, Politique intérieure et extérieure.*

ANCEL (M. — député de la Seine-Inférieure au Corps législatif). Son amendement relatif aux droits sur les sucres, IX, 534.

ANCIEN RÉGIME. Différences entre le budget de l' — et celui du gouvernement de Juillet (1832), I, 362.
V. *Budget, Finances.*

ANCÔNE. L'expédition d' — critiquée par le général Lamarque (1832), I, 422; l'expédition d' — appréciée par M. Thiers (1832); 440; l'occupation d' — n'amènera pas la guerre, 448.
— Discours de M. Thiers sur l'évacuation d' — (14 janvier 1839), IV, notice, 331; engagements pris par la France avec le pape, 335; politique de Casimir Perier, 336; concessions libérales demandées au pape, 339; utilité de rester à —, 342; politique de M. Thiers à ce sujet, 345.
— Particularités sur l'affaire de l'occupation d' —, VI, 346 et suiv.
V. *Adresse, Italie, Papauté, Politique extérieure.*

ANISSON-DUPERRON (M. —, député). Prend part à la discussion relative au secours demandé pour les victimes de l'insurrection de Lyon (1835), II, 574.
— Parle dans la discussion des tarifs de douane (1836), III, 270.

ANGLETERRE. Ses raisons pour rester en paix avec la France en 1830, I, 61; importance de l'opinion publique en —, 68; elle est opposée à l'annexion de la Belgique par la France, 70; la réforme parlementaire en — appréciée par M. Thiers, 83; elle veut la paix en 1831, pourquoi, 88; sa sympathie pour le gouvernement de Juillet, 88; elle ne peut se servir de la Belgique pour introduire ses produits en France, 100; détermination de son intérêt politique particulier en 1830, 110; l' — refuse d'intervenir en faveur de la Pologne, 110; sa politique en matière

d'interventions, I, 113; la forme de son gouvernement citée à titre d'exemple par M. Thiers, 154 et suiv.; la réforme parlementaire en Angleterre et l'aristocratie, 167; causes de sa grandeur, 165; conditions de la justice gratuite en Angleterre, 276; on y désire l'institution du parquet, 277; l'armée coûte plus cher en — qu'en France (1831), 278; l' — obérée par la guerre, 295; l'opposition en — n'a pas la prétention de réduire de beaucoup le budget des dépenses (1832), 319; dépenses militaires de l' — (1832), 357; l' — renonce à l'amortissement par rachats de rentes, 374; elle a proclamé l'impuissance du pays en face de sa dette, 383; elle est obligée d'emprunter pour assurer l'amortissement de sa dette, 389; la France a désintéressé l' — dans la question belge (1832), 429; effet produit en — par la modération de la France (1830-32), 443; l' — seule peut former une coalition européenne redoutable pour la France, 445; l' — s'est rapprochée de la France (1832), 488; la France était intéressée à y maintenir le gouvernement whig (1830-33), 553; l' — est unie à la France pour protéger la liberté, 557.

— Le système fiscal de l' — (1833), II, 29; la Restauration et le gouvernement de Juillet ont recherché l'alliance de l' —, dans quelles conditions, 157; l' — a reconnu l'impossibilité de secourir la Pologne, 205; sa tendance à établir l'unité administrative, 236; la nécessité de la réforme parlementaire reconnue généralement en Angleterre (1834), II, 415; influence de la politique française sur les affaires intérieures de l' —, 416; l' — hésite à signer la convention relative à l'expédition d'Anvers, 441.

— L'Angleterre déclare les côtes de France en état de blocus (1806), III, 2; ses raisons pour repousser le droit des neutres, 40; elle neutralise la coalition du Nord (1780), 45, et brûle Copenhague, 46; son attitude vis-à-vis des États-Unis (1802-1813), 49; sa situation maritime (1835), 78; ses rapports industriels avec la France (1835), 84; gravité de sa situation intérieure (1835), 118; situation de la presse en —, 142; ses obligations d'après le traité de la quadruple alliance (1834), 179; divisions de la dette publique en —, 216; effets de la levée des tarifs prohibitifs en —, 269; importance de la question des douanes en —, 274; effets du système protecteur en —, 277; progrès de l'industrie des fers en — pendant les guerres de l'Empire, 326; discours du duc de Fitz James contre l' — (1836), 437; sentiments produits en — par la révolution de Juillet, 443; les sentiments en — à l'égard des Français après 1830, 446; causes des variations de sa politique vis-à-vis de la France, 448; ses intérêts sont parallèles à ceux de la France (1836), 449; ses intérêts en Espagne et en Portugal (1836), 454; ses intérêts parallèles à ceux de la France en Orient (1836), 456; ses intérêts industriels sont opposés à ceux de la France (1836), 457; caractères de son intervention en Espagne, 495; ses

vues sur l'isthme de Suez (1836), III, 513; son expédition contre Alger, 515; usage établi en Angleterre au sujet des réserves faites par un membre du Cabinet sur une question donnée, 622; différences entre les intérêts de la France et ceux de l' —, 595; nécessité de l'alliance de la France avec l' — pour assurer la paix (1836), 603; conformité de ses intérêts avec ceux de la France en Belgique et en Orient, 605.

— Nouveaux engagements pris vis-à-vis de l'Espagne par l' — (1836), IV, 2; caractères généraux de sa politique, 31; son intervention en Espagne et en Portugal, 32; l' — hésite à intervenir en Espagne, 40; conséquences possibles du succès de don Carlos sur l'alliance de la France avec l' —, 69; on craint une crise économique en — (1837), 114; situation des caisses d'épargne par rapport au mouvement financier en —, 115; efforts du gouvernement de Juillet pour conserver l'alliance anglaise, 240; nécessité de l'alliance franco-anglaise, 358; causes de son refroidissement vis-à-vis de la France (1839), 362; ses secours au gouvernement d'Isabelle, 389; utilité de l'alliance anglaise dans la question d'Orient, 422; son dissentiment avec la France sur les affaires d'Orient (1840), 440; causes de son antagonisme contre la France de 1793 à 1815, 449; opinion nouvelle de l' — sur les traités de 1815 (1840), 452; preuves de son entente avec la France après 1830, 453; causes de refroidissement entre les deux pays, 454; elle ne peut s'entendre avec la Russie en Orient, IV, 458; ses intérêts en Égypte et en Syrie (1840), 510; situation des fonctionnaires en Angleterre, 535.

— L'Angleterre développe la navigation à vapeur, V, 134; vues de l' — dans la question d'Égypte (novembre 1840), 150; ses propositions relatives à la question d'Égypte (1839-40), 159; résumé des négociations entre la France et l' — à propos de la question d'Orient en 1836 et 1839, 243 et suiv.; son attitude dans la question d'Égypte (1839-40), 263; l' — se rapproche de Méhémet-Ali (1845), 506 et suiv.

— Son attitude vis-à-vis de la France depuis 1830, VI, 14; effets des armements de la France sur l' — (1840), 29; son but en négociant le traité du 20 décembre 1841 (droit de visite), 72; origines de ce traité, 194; mécontentement causé en — par la construction du port d'Alger, 94; force du gouvernement en —, cause de cette force, 227; accueil fait en — à la Révolution de 1830, 288; hardiesse de son gouvernement, ses causes, 292; son opposition au projet d'union douanière franco-belge, 309; sa politique en Orient (1844), 314; attitude des officiers anglais à Taïti (1843), 344; conduite énergique de ses agents à La Plata (1844), 409; son rôle dans l'affaire du Maroc (1844), 583; influence des partis sur l'alliance de l' — avec la France, 607.

— Concurrence de ses intérêts de commerce avec ceux de la France, VII, 12; la grandeur des États-Unis est pour elle une cause d'inquiétudes, 14; sa situation vis-à-vis

de la France après 1840, VII, 24; ses révolutions politiques, 105; la corruption politique en Angleterre, mesures prises pour la réprimer, 106; le gouvernement représentatif observé strictement en —, 142; comparaison entre les forces maritimes de la France et de l'— (1846), 170; politique de la France vis-à-vis de l' — après 1840, 274; son rôle en Syrie (1846), 279; son attitude dans l'affaire des mariages espagnols, 360 et suiv.; utilité de l'alliance entre l' — et la France (1846), 408; son attitude dans les affaires d'Italie 1847, 507; effets de l'annexion de Cracovie en —, 417.

— Système militaire de l' —, VIII, 183; rôle de l'État dans l'enseignement en —, 421; force de l'esprit public en —, 619.

— Préférences de M. Thiers pour le système politique de l' —, IX, 102; conséquences de l'application du libre-échange à l' — (1851), 136; proportion des impôts directs et indirects en —, 142; influence de la protection sur son développement économique, 198; caractères de son industrie, 212; rôle de l'aristocratie en —, 219; prix de la vie en — et en France (1851), 232; baisse du prix du blé en — après la réforme économique, 251; régime de l'impôt en —, 280; différences entre le caractère anglais et le caractère français, 401; sa politique au Mexique, 455, 466.

— Le mouvement des classes en —, X, 45; l' — fait de la religion un moyen d'action politique, 107; motifs de la suppression de l'amortissement en —, 233; influence de son marché sur le prix des céréales, X, 456; causes et effets de la réforme douanière de sir R. Peel, 464; l'inscription maritime en Angleterre, 521; sa politique dans l'affaire des duchés danois, 596.

— Appréciation du caractère national en Angleterre, XI, 39; son attitude en 1867, 85; son rôle dans la question de Danemark, (1864), 129; sa politique dans l'affaire du Mexique, 172; questions religieuses en —, 314; concurrence de l' — au point de vue industriel et maritime, 542, 603; son attitude dans la question des traités de commerce, 644; ses vues sur la politique de l'Occident, 647; de l'Orient, 648.

— Sa situation financière (1868), XII, 10; l'amortissement en —, 100; situation de la presse en —, 294; situation de la royauté en —, 335; ses avantages industriels, 374; effets de la protection en —, 429; ses avantages économiques sur la France, 440; sa supériorité maritime, 440; ses avantages économiques, 441; richesse de son marché, 485; sa situation économique (1870), 508; son libéralisme politique, 513; sa situation économique, 516; accroissement de son commerce avec la France après 1860, motifs, 534.

— Avantages de son système de gouvernement, XIII 318; négociations commerciales avec l' — (1871), 541; motifs et phases des réformes de sir Robert Peel, 610.

— Son attitude dans la question des traités de commerce (1872), XIV, 49; négociations de 1872 entre la France et l' — à propos des traités

de commerce, XIV, 115; négociations commerciales avec l'Angleterre (1872), 348, 382.
— Issue des négociations commerciales engagées avec l' — (1872), XV, 18, 21; son attitude en septembre 1872, 452, 576.
V. *Acre* (pachalik d' —), *Acte de navigation*, *Adresse*, *Alliances*, *Asie Mineure*, *Palmerston*, *Politique extérieure*.

ANNEXION. Dangers que ferait courir à la France l' — de la Belgique, III, 605.
V. *Alsace-Lorraine*, *Belgique*.

ANNUITÉS proposées comme indemnité après réduction des rentes (1836), III, 212.
V. *Conversion*.

ANNULATIONS DE CREDITS. Définition des —, X, 290.
— Emploi des — (1868), XII, 95.
V. *Budget*, *Crédits*.

ANTIQUITÉ. Utilité de l'étude de l' —, VI, 538.
V. *Instruction publique*.

ANVERS. La ville d' — prise par l'armée française (le 14 décembre 1832), I, 549; l'expédition d' — a été faite sous l'inspiration du roi, 554, 559.
— Nécessité et dangers de l'expédition d' —, II, 436; l'Angleterre hésite à signer la convention relative à l'expédition d' —, 441.
— Effet de l'expédition d'Anvers sur le maintien de la paix, IV, 266.
— Causes de sa prospérité, IX, 125.
V. *Angleterre*, *Belgique*, *Hollande*, *Politique extérieure*.

APPEL NOMINAL. Utilité du vote par — dans certains cas, XII, 407.
V. *Élections*.

APPROVISIONNEMENT DE PARIS. Questions relatives à l' — en cas de siège, V, 342.
V. *Fortifications de Paris*.

ARABES. Les — en Algérie, III, 522; attitude des tribus en Algérie, 526; difficulté de traiter avec les —, 627.
— Nécessité de soumettre les — d'Algérie, V, 92.
V. *Algérie*.

ARAGO (M. —, député). Discute le projet de M. Thiers relatif aux travaux publics (1833), II, 114.
— Demande un droit protecteur pour les machines (1836), III 355.

ARBITRAIRE. L' — intervient forcément dans la répartition de l'impôt sur le revenu, II, 52.
— L'arbitraire dans l'impôt sur le revenu, XIII, 608 et suiv.
V. *Impôts*.

ARBOIS. L'insurrection est préparée à — (1834), II, 601.
V. *Émeutes*, *Politique intérieure*.

ARCACHON. Discours prononcé par M. Thiers à — le 17 octobre 1875, devant les délégués des corps électifs de la Gironde, XV, 643.
V. *Politique intérieure*.

ARGENSON (M. d' —, député). Sa proposition relative à la reprise des mines par l'État, M. Thiers la combat (1832), I, 347.

ARGENTINE (la République). Affaires de 1840 avec la —, IV, 547.
— La situation sous Rosas, VI, 356.
— Traité conclu par la France avec la —, VIII, 372.
V. *Plata (La), Montevideo, Politique extérieure.*

ARGOUT (M. d' —). Nommé ministre du Commerce et des Travaux publics (11 octobre 1832), I, 468; nommé ministre de l'Intérieur, 1er janvier 1833, 541.
— Nommé ministre des Finances (1836), III, 197.

ARISTOCRATIE. Le gouvernement de l' — défini par M. Thiers, I, 153; l' — élément nécessaire de la monarchie représentative, 158; l' — parlementaire doit être libérale, 170; arguments contre le rétablissement d'une —, 171; l' — ancienne comparée avec l' — parlementaire, 173; l' — de robe sous l'ancien régime, 174; l' — parlementaire ne peut donner lieu aux abus de l'ancienne —, 174; qualités et défauts de l' — 177; l' — à Florence, 179; comment se forment des aristocraties nouvelles, 180; l' — rend gratuitement la justice en Angleterre, à quelles conditions, 276; une — d'argent peut sortir de l'esprit d'exclusion et d'économie mal entendue, 462; elle n'est pas redoutable en 1832, 462.
— Lutte de l' — anglaise contre la Révolution, IV, 450.
— Son rôle en Angleterre, VIII, 421.
— Sa situation et ses sacrifices en Angleterre, IX, 161; son rôle et Angleterre, 219.
— Sa situation en France (1865), X, 42; renouvellement des aristocraties par des éléments nouveaux, 42 et suiv.; ce n'est plus l' — qui dirige l'Angleterre (1865), X, 45.
V. *Angleterre, Noblesse, Pairie.*

ARLANGES (le général d'). Suites de son échec en Algérie, III, 527.
V. *Algérie.*

ARMAN (M. —, député), parle sur le libre-échange, XI, 539.

ARMÉE. Une — de 434,000 hommes préparée en 1830, I, 31; l' — de la Révolution, composée de troupes disciplinées jusqu'à Jemmapes, 91; conséquences, 91; proposition du général Lamarque tendant à créer une — de réserve au moyen de la garde nationale mobile, 192; M. Thiers la combat, 193; système militaire du gouvernement de Juillet, exposé par M. Thiers, 197; l' — active sur le pied de paix, quelle doit être sa composition, 198; les éléments de recrutement de l' — active, 199; l' — de réserve doit se trouver dans l'armée active, 198; éléments de recrutement de l' — de réserve, 199; le système français comparé au système prussien, 203; danger de la maintenir trop nombreuse, 201; effectif de l' — proposé pour 1832, 253; abus dans l' — avant 1830, 278; l'entretien de l' — coûte plus cher à l'étranger qu'en France (1831), 278; dépenses militaires en Angleterre, leur taux élevé, 278; dépenses relatives à l' — comparées à celles des autres États (1832), 356; dépense par

homme dans diverses armées d'Europe (1832), I, 357; pied de paix de l'armée française en 1832 et en 1787, 358.
— Projet de loi pour maintenir l'effectif de l'armée, en vue des troubles intérieurs (1834), II, 335; son attitude dans les troubles de Lyon en 1834, 374; accroissement de l' — (1834), 420.
— Danger d'attaquer l' — à la tribune, III, 504; utilité de l'expédition d'Algérie pour son éducation, 531; effectif de l'armée en 1836, 562.
— Esprit de l' — en 1837, IV, 139 : utilité de l'expédition d'Afrique au point de vue de l' —, 166; utilité des expéditions coloniales au point de vue de l' —, 646.
— Sa belle conduite en Afrique, V, 92; M. Thiers propose de la porter à 939,000 hommes (1840), 218; les — sont devenues d'une extrême mobilité, 327, 389; sa situation en 1840, 504; discours de M. Thiers relatif à la question des cadres (11 mai 1841), notice, 587; droit du gouvernement de pourvoir à certaines nécessités en l'absence des Chambres, 590; légalité des appels d'hommes faits en 1841, 593; nécessité de créer des cadres pour les hommes appelés, 594; nombre des régiments à diverses époques, 599; difficulté de créer en peu de temps les quatrièmes bataillons, 602; accroissement des armées modernes, 603; second discours sur le même sujet (amendement Schauenburg), notice, 606; effets des créations de corps nouveaux sur les anciens, 608; la cavalerie légère, 609; l'artillerie, V, 610; état des effectifs en 1841, 611; nécessité des cadres nouveaux, 613; la question de la réserve, 617; influence des cadres sur la valeur de l'armée, 618; influence des cadres en 1813, 622; dépenses exigées par ces créations, 624.
— Sa situation en 1846, VII, 310.
— Discours de M. Thiers sur le remplacement militaire (21 octobre 1848), VIII, notice, 161; reproches faits à ce système, 164; exposé du principe, 166; ses avantages, 167; vices du service universel, 172; rôle du tiers état dans l' —, 177; inconvénients de la réduction du service, 181; comparaison avec divers pays, 183; influence de l'esprit militaire sur la valeur de l' —, 190; opinion de Napoléon sur la question, 192; l'affaire de Baylen citée comme exemple, 193; affaire de Wagram, 197; effets de la conscription, 199; nécessité de respecter l'état de choses établi, 200; sa situation de mai à octobre 1848, 227; nécessité de punir les provocations à l'indiscipline, 286.
— Ses manifestations impérialistes en 1850, IX, 59, 90; l' — doit obéissance absolue aux lois, 319.
— Difficulté de réduire les dépenses de l' — (1865), X, 222.
— Projet de 1867 sur la réorganisation de l'—, XI, 2; l' — désorganisée par l'affaire du Mexique, 242.
— Discours de M. Thiers relatif à l'appel de la classe 1870 (30 juin 1870), XII, 603; nécessité d'avoir une forte organisation militaire, 606; situation de l'Europe, 609, 617; la France doit rester paci-

fique, XII, 621 ; nécessité pour elle de rester prête au point de vue militaire, 623; causes du succès de la Prusse en 1866, 626; nécessité d'un fort effectif de paix, 629.
— Impossibilité d'improviser une armée, XIII, 10; son attitude en 1871, 172, 178; l'armée négligée par le second Empire, 548; son état en 1871, 563; questions diverses relatives à l' —, 564.
— Nécessité de rendre une force considérable à l' — (1872), XIV, 175; discours de M. Thiers relatif au recrutement de l' — (1872), 193; projet de la commission, 193; projet Keller, 194; importance de la question, 196; intentions de la France, 198; causes des malheurs du pays, 200; attitude de M. Thiers en 1870 dans la question de l' —, 201; attitude du gouvernement français en 1870, 204; situation militaire en 1870, 206; fautes militaires du début de la guerre, 208; effets des désastres de Sedan et de Metz, 211; effets de la perte des cadres, 211; combinaison projetée par M. Thiers, 213; détails du système prussien, 216; illusions de ce système, 217; valeur des innovations en matière militaire, 219; système du recrutement régional, 220; ses inconvénients, 222; ses dangers pour l'unité nationale, 223; système des formations permanentes, 228; situation en Prusse, 230; rôle de l'École de Saint-Cyr, 231; question des sous-officiers, 233; nécessité d'une longue éducation pour le soldat, 238; nécessité d'avoir de vieux soldats en outre des cadres, 244; formation de l'armée d'Austerlitz, XIV, 244; différence entre vieux et jeunes soldats, 247; système proposé par la commission, 249; ses résultats prévus, 253; opinion du maréchal Bugeaud, 261; second discours de M. Thiers sur le recrutement de l'armée, durée du service, 267; chiffres probables des classes présentes sous les drapeaux, 270; influence sur la population, 272; système de la disponibilité, 278; question des cadres, 280; de la durée du service, 285; possibilité de réduire le service à quatre ans, 292; impossibilité pour M. Thiers d'accepter une autre combinaison, 294; l' — négligée sous le second Empire, 491.

ARMÉE ALLEMANDE. Discours de M. Thiers sur la proposition Brunet, concernant les opérations de l' — (29 mars 1871), XIII, 153; effets des événements de Paris, 154; convention spéciale d'évacuation, 155; rapatriement des prisonniers français, 158.
V. *Guerre de 1870.*

ARMEMENTS. Nécessité de faire des — en 1831, I, 11 et suiv.; effet produit par les — sur les Puissances étrangères (1831), 219.
— Les — extraordinaires, cause du déficit (1833), II, 47.
— Nécessité de faire des — en 1840, V, 218; motifs des — demandés par M. Thiers en 1840, 289; les — proposés par M. Thiers en 1840, 563.
— Les — de la France en 1840, leur effet en Europe, VI, 27.
V. *Armée, Gouvernement de Juillet, Orient, Politique extérieure.*

ARMES. Vendues par la Prusse à la Russie (1830) ; la France ne peut l'en empêcher, I, 109.
— Dépôt d'un projet de loi contre les détenteurs d' — et munitions de guerre (1839), II, 337.

ARMISTICE. Négociations de Versailles en vue de conclure un — (1870), XV, 557.
V. *Guerre de 1870.*

ARMSTRONG (le général). Cité par M. Thiers, III, 49.

AROUX (M. —, député). Parle sur les subventions aux théâtres, III, 418.
V. *Théâtres.*

ARRESTATIONS faites à Lyon en 1834, leurs conséquences, II, 596.
V. *Émeutes, Lyon.*

ARRÊTÉS MUNICIPAUX. Abus des — par les maires, II, 63 ; nécessité de les contrôler, 95 ; absurdité de certains —, 97 ; autorité qui doit les contrôler, 214 ; doit-on préférer le système de *réformation* au système d'*approbation*? 228.
V. *Communes, Maires.*

ARRIÉRÉ. L' — laissé par le premier Empire, I, 365.

ARRONDISSEMENT. Projet formé pour étendre les attributions de l' — (1836), XV, 297.
V. *Budget, Finances.*

ARTICLE 75 de la Constitution de l'an VIII, Son efficacité, II, 565 et suiv.
V. Administration, Fonctionnaires.

ARTICLES ORGANIQUES. Leur importance comme annexe du Concordat, VI, 628 ; leur sens au point de vue des congrégations religieuses, 632 ; ils ont été admis implicitement par le pape, lors du sacre de Napoléon Ier, 632.
V. *Concordat, Papauté.*

ARTILLERIE. État de l' — française en 1831, I, 216.
— Effectif nécessaire en 1840, V, 610.
— Différence entre la portée utile et la portée nominale de l' —, XV, 247.
V. Armée.

ARTISTES DRAMATIQUES. Leur situation vers 1836, III, 423 ; l'ordre de début, sous l'Empire, 424.
V. *Théâtre-Français.*

ASIE MINEURE. Efforts des Anglais pour rétablir les routes de l' — vers l'Inde 1836, III, 514.
V. *Égypte, Politique extérieure.*

ASSEMBLÉES. Les — de l'antiquité comparées aux Parlements modernes, I, 157.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE de 1789. Son rôle en matière administrative, II, 235.
— Ses dispositions en matière de congrégations religieuses, VI, 627 ; son opinion sur les congrégations religieuses, 652.

— Elle était plus éclairée que celles de 1848-49, VIII, 607.
V. *Révolution.*

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE de 1848. Appui donné par l' — à des associations ouvrières, VIII, 506.
— Éloge de l' — par M. Thiers, IX, 315.
V. *Politique intérieure.*

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE. Réunie le 28 mai 1849, VIII, 247.
— Discours de M. Thiers sur le droit de réquisition directe demandé pour l'Assemblée (17 novembre 1851), IX, notice, 311; explication de son vote, 313; nécessité de ce droit, 315; la circulaire du général Saint-Arnaud, 317; droits de l'Assemblée en ce qui concerne sa sûreté, 322.
V. *Napoléon III, République.*

ASSEMBLÉE NATIONALE de 1871. Première séance, à Bordeaux, le 13 février 1871, XIII, 1; opportunité d'une suspension de ses séances, 5.
— Nécessité de la rapprocher de Paris, discours de M. Thiers (10 mars 1871), XIV, 61; Fontainebleau proposé, 62; tableau des faits écoulés, 64; difficultés des affaires et embarras du gouvernement, 6; nécessité pour celui-ci d'être à Paris, 70 et suiv.; utilité d'amener l'Assemblée près de Paris, sinon à Paris, 84; situation de l' —, 85; motifs de sa réserve en matière de constitution, 86; réserve du choix de la capitale, 91; utilité de choisir Versailles, XIV, 94; date possible du transfert, 96; l'Assemblée nationale n'use pas de son pouvoir constituant, 197; elle ne conspire pas contre la République, 198; elle déclare que l'armée et M. Thiers ont bien mérité de la patrie, 270; rôle et programme de l' — à Bordeaux et à Versailles, 317; étendue de ses pouvoirs (1871), 475; elle est souveraine, 576; question de la prorogation, proposition Target, message de M. Thiers (1871), 484; sa prérogative en matière de traités internationaux, 499.
— La campagne de banquets contre l' — (1872), incident de Grenoble, XV, 45; utilité de laisser au Président de la République accès à la tribune de l' —, 101, divisions des partis dans l' —, 112; son pouvoir constituant affirmé par M. Thiers (1873), 147; sa prochaine dissolution, 148; opinion de M. Thiers sur ce point, 149 et 640; divisions de l' — sur la question de la forme du gouvernement, 182; elle accepte la démission de M. Thiers, 223; l' — n'a pu rétablir la monarchie ni en 1871 ni en 1873, 635 et suiv.; nécessité de la traiter avec modération, 640.
V. *République.*

ASSIGNATS. Leurs différences avec les obligations du Trésor (1831), leurs caractères, I, 19.
— Les assignats créés pour combler le déficit résultant de la suppression des impôts de consommation, II, 25.
— Les émissions d' — tiennent lieu du produit des impôts, VI, 107.
— Leur nécessité, leurs effets

comparaison avec le papier-monnaie proposé (1848), VIII, 111.

ASSISTANCE PUBLIQUE. Rapport fait par M. Thiers au nom de la commission d' — et de prévoyance publique (26 janvier 1850), VIII, notice, 449; but assigné à la Commission, 450; principes généraux, 453; rôle des individus en cette matière, 455; rôle de l'État, 458; impossibilité de supprimer la misère, 463; questions relatives à l'enfance, 468; à l'adolescence, 475; à l'âge mûr, 477; le « droit au travail », 481; les combinaisons de crédit, 483; le Crédit foncier, 491; les associations ouvrières, 504; moyens de parer aux chômages, 511; la colonisation, 527; abolition de la mendicité, 540; amélioration des logements, 542; sociétés de secours mutuels, 544; questions relatives à la vieillesse, 553; caisse d'épargne, 556; caisses des retraites, 561; hospices, 580; conclusions, 584; réformes à introduire dans les services de l'—, 585.
V. *Associations, Droit au travail.*

ASSOCIATIONS. Discours de M. Thiers, ministre du commerce, sur les — (17 mars 1834), II, notice, 249; circonstances qui ont motivé le projet de loi en discussion, 252; examen de la question de principe, 257; les — anonymes, telle que celle des jésuites, 259; portée d'une — politique, 267; opinion de Washington sur les — politiques, 272; le gouvernement de Juillet ne reprend pas le système de la Restauration, 277; expérience acquise sous les régimes précédents, II, 278; second discours de M. Thiers sur les associations (amendement Taillandier (19 mars 1834), notice, 289; attitude du gouvernement vis-à-vis des coalitions d'ouvriers, 290; affaires de Lyon, 291 et suiv.; les — servent d'appui aux conspirateurs (1835), 341; premiers résultats de la loi sur les — (1834), 349.
— Peut-on considérer les congrégations religieuses comme des — et leur appliquer les lois spéciales, VI, 637.
— Les défauts de l' — comme système économique, VIII, 83; difficultés de la fondation des — ouvrières, 504; crédit voté en leur faveur (1848), 506; action de ces — dans l'industrie, 507.
V. *Congrégations, Émeutes, Politique intérieure.*

ASSOCIATION DOUANIÈRE. Discours y relatif (1836), III, 345, 487, 612.
— Ses origines, V, 656.
V. *Prusse, Zollverein.*

ASSOCIATION INTERNATIONALE des Travailleurs.
V. *Internationale.*

ASSURANCE obligatoire. Dangers de l' — par l'État, VIII, 563; chiffre élevé du taux de retenue en cas d' —, 566; rôle du patron en matière d' —, 570; calcul des résultats pour l'État en cas d' — 572.
V. *Assistance publique.*

ATELIERS NATIONAUX. Leur véritable caractère; VIII, 93 et suiv.;

situation faite à divers ouvriers dans les ateliers nationaux, VIII, 96.
— Leurs dangers, 514.
V. *Assistance publique.*

ATELIERS PUBLICS. Danger d'ouvrir simultanément à Paris de nombreux — de travaux publics, II, 114, 119.

ATTACHEMENTS. Détail sur les — dans les travaux de Paris, III, 411.
V. *Monuments de Paris.*

ATTELAGES de l'artillerie. Projet de placer 3,000 chevaux chez des agriculteurs; dangers de cette mesure (1868), XII, 52.
V. *Armée, Artillerie.*

ATTENTATS POLITIQUES. Inefficacité du jury pour les juger, III, 147.
— Nécessité de définir l' — en matière de presse, V, 518.
— Dispositions de la loi de 1819, relative aux — contre le chef de l'État et l'ordre établi, XI, 428.
V. *Presse.*

ATTRIBUTIONS des Conseils municipaux, II, 53, 239; des maires, 213.
— Du pouvoir exécutif, amendement Dufaure (1872), XV, 117; des pouvoirs publics (1873), 119.
V. *Administration, Conseils municipaux, Maires, Politique intérieure, Pouvoir exécutif, Pouvoirs publics.*

AUBIGNY (le commandant d'). Fait arrêter Pritchard, VI, 569.
V. *Politique extérieure, Pritchard, Taïti.*

AUDREN DE KERDREL (M. —, député). Parle sur l'incident soulevé par M. Mortimer-Ternaux (affaires de la Commune de Paris, 1871), XIII, 227.
— Sa proposition relative au Message du 13 novembre 1872, XV, 37.

AUDRY DE PUYRAVEAU (M. —, député). Propose d'éteindre la dette au moyen de la vente des forêts etc. (1832), I, 297; M. Thiers combat sa proposition relative à la suppression du budget des cultes (1832), 353.

AUGUSTEMBOURG (les princes d'). Leur renonciation à leurs droits sur les duchés danois, X, 588; rappel de ces droits en 1862, 601; ils sont exclus par la Prusse, 606.
V. *Danemark, Politique extérieure.*

AUMALE (le duc d'). Élu député (1871), XIII, 295; discours de M. Thiers à ce sujet, 297; nécessité de l'abrogation des lois d'exil contre les princes, 298; situation intérieure et extérieure du pays, 300; politique à suivre, 301; charges du moment, 304; solidité du crédit, 306; dangers de la coexistence de deux gouvernements dans le pays, 309; entrevue entre M. Thiers et Louis-Napoléon en 1849, 310; le rappel des lois d'exil est-il opportun ? 311; sens et portée du pacte de Bordeaux, 312; situation particulière des princes, 330; engagements pris par eux, 332.
V. *Politique intérieure.*

AUSTRALIE. Concurrence faite par les laines d' — aux laines françaises, XII, 572.
V. *Laine, Protection.*

AUTORISATION PRÉALABLE. La suppression de l' — proposée en matière d'établissements d'instruction (1844), VI, 480.
V. *Instruction publique.*

AUTORISATIONS DE POURSUITES. Accordées par le Conseil d'État contre des fonctionnaires (1836), III, 298.
V. *Agents, Article 75 de la Constitution de l'an VIII; Fonctionnaires.*

AUTORITÉ. L' — doit s'appuyer sur la liberté, X, 360.
V. *Liberté, Politique intérieure.*

AUTRICHE. Son intérêt au maintien de la paix en 1830, I, 62; elle est obligée de s'en tenir à la politique du *statu quo*, 87; ne ressent aucune sympathie pour le gouvernement de Juillet, 89; son intérêt particulier en 1830, 110; son attitude prévue en cas d'intervention française en Italie, 114; l' — serait restée en Italie sans l'intervention de la France (1830), 117; son attitude en Italie (1831), 212; ses forces militaires disponibles en 1831, 215; son armée lui coûte moins que celle de la France, pourquoi (1831), 278; dépenses militaires de l' — (1832), 357; l' — ne veut pas interposer sa médiation en Pologne en 1830, 430; elle ne peut former une coalition contre la France sans les subsides de l'Angleterre, I, 445.
— Son impuissance à empêcher la formation du *Zollverein*, III, 348; l' — n'a pu empêcher la formation du *Zollverein*, pourquoi, 489.
— Ses promesses relativement à Cracovie, IV, 349.
— Sa situation en 1839, V, 256; l' — et la Prusse auraient pu être amenées à consentir des concessions dans la question d'Égypte après le traité du 15 juillet 1840, 562.
— Son rôle dans les affaires d'Orient en 1840-41, VI, 6; sa politique vis-à-vis de la France après 1830, 16; motifs de son alliance avec la France en 1756, 287; effets de ses conseils sur l'alliance anglo-française, 293.
— Son attitude en Italie en 1848, VII, 487; l'— a été l'adversaire permanent de la France, 495; ses routes d'invasion contre la France, 495; son influence en Italie (1848), 502.
— Difficultés d'une guerre avec l'— (1849), VIII, 213; l'—secourue par la Russie (1849), 214; nécessité de l'arrêter en Italie (1849), 314.
— Utilité éventuelle d'une alliance entre la France et l'—, X, 66; sa politique dans l'affaire des duchés danois, 592.
— Conséquences de l'application du principe des nationalités à l'—, XI, 43; nécessité de l'alliance autrichienne pour la France, 49; sa situation comparée au XVIIIe siècle et au XIXe, 51; son attitude dans la question danoise, 55; son rôle dans l'équilibre européen, 120.

— Causes de ses échecs en 1866, XII, 611.
— Ses intentions en 1870, XIII, 352; sa politique vis-à-vis de l'Italie (1871), 415.
— Son attitude en 1870, XV, 545, 578.
V. *Adresse, Danemark, Italie, Politique extérieure, Prusse.*

AVERTISSEMENT. Critique du régime de l'— en matière de presse, X, 16.
V. *Presse.*

AVEUGLES. Moyens mis en œuvre pour les instruire, VIII, 472.
V. *Assistance publique.*

AYMAR (le général). Reçoit une épée d'honneur de la ville de Lyon (1834), II, 582.
V. *Émeutes, Lyon.*

B

BACCALAURÉAT. Questions relatives au —, VIII, 634.
V. *Enseignement, Instruction publique.*

BACLE. Cas du nommé —, sujet français, à Buénos-Ayres, VI, 356.
V. *Plata (La).*

BADE (Grand-duché de). Attaque dirigée contre le — par des réfugiés politiques, IV, 4.

BAILLOT. Le sieur — assassiné pendant les journées d'avril 1834, II, 355.
V. *Émeutes.*

BALANCE DU COMMERCE. Son importance, XV, 10; application de la — au mouvement du numéraire, 462.
V. *Douanes, Libre-Échange, Protection.*

BANQUES. Ancienneté et invariabilité des principes en matière de —, V, 7; activité de la concurrence entre les —, 42.
— Les banques ne peuvent prêter sur hypothèques, VIII, 128 et suiv.; causes de l'insuccès des — territoriales, 128; le rôle des — d'escompte, 129; règle de leurs opérations, 135; exemple tiré des — d'Écosse, 139; limites de leur action, 483 et suiv.; l'origine et le but des — territoriales, 494.
— Proportion de la réserve métallique dans les — d'émission, IX, 335.
— Origines et définition des — de dépôt, XV, 369.
V. *Crédit.*

BANQUE D'AMSTERDAM. Exemple fourni par la —, VIII, 135, et XV, 370.

BANQUE D'ANGLETERRE. Son emprunt à la Banque de France en 1839, V, 13; son rôle au point de vue du recouvrement des impôts, 37.
— Supériorité du mécanisme de la Banque de France sur celui de la —, XV, 458; acte de Peel relatif aux émissions, 460.
V. *Impôts.*

BANQUE DE FRANCE. On propose de lui remettre le service de la dette (1832), I, 298.

— Ses relations avec le Trésor, IV, 117.
— Discours de M. Thiers relatif au privilège de la Banque de France (19 mai 1840), V, notice, 1; nécessité d'admettre le progrès, 5; situation éminente de la —, 5; critiques dirigées contre la —, 6; ses origines, 7; cause de la suspension de ses payements en 1805, 10; services rendus par la —, 12; formes de l'escompte, 15; raisons de la solidité de la —, 27; son action sur les crises de 1810 à 1837, 30; secours fournis à l'État par la —, 33; difficulté de lui confier le service des impôts, 35; moyens d'étendre son action (1840), 40; obstacles au développement des comptoirs, 44; ses prêts à l'État en 1848, 47; jeu de ses opérations, 129.
— Excès inusité de son encaisse (1868), XI, 557.
— Concours prêté par la — au gouvernement en 1870-1871, XIII, 51 et 73; solidité de son crédit (1871), 365; emprunts à la — (1871), 364; sa situation, 375; avantages des emprunts faits à la — 378; discussion sur le taux d'intérêt à lui payer, 394; inutilité d'étendre la circulation des billets, 397; sa situation en 1871, 561; discours de M. Thiers sur le projet de loi relatif aux émissions de la — (20 déc. 1871), 631; nécessité du cours forcé, 633; rôle de la — pendant la crise de 1870-1871, 635; solidité du crédit de la France, 639; effets de la crise monétaire, 643; théorie du papier de circulation, 653; situation de la —, 655; limite utile de l'émission des billets, 660; nécessité de l'étendre pour assurer la libération du territoire, XIII, 663.
— Secours fournis par la Banque de France (1871), XIV, 168; nécessité de la rembourser à bref délai, 172; engagements pris par le gouvernement vis-à-vis de la — (1872), 488.
— Son rôle et sa situation fin 1872, XV, 7; déposition de M. Thiers dans l'enquête ouverte sur la — et sur la circulation fiduciaire (27 juillet 1866), 357; caractères du vrai crédit, 359; solidité de la —, 362; critiques adressées à la —, 364; besoins de la circulation, 367; rôle du papier, 368; origine des Banques, 369; conditions de circulation fiduciaire, 372; origines de l'escompte, 373; services rendus par les banques d'escompte, 377; dangers de la multiplicité des banques, 378; crise de 1848, ses causes, 379; conditions nécessaires de l'escompte, 381; dangers des affaires à long terme, 383; crises de la —, leurs causes, 384; conditions de sa solidité, 387; nécessité des trois signatures, 388; dangers des prêts sur titres, 389; nécessité de maintenir le monopole d'émission des billets de banque, 395; dangers de la spéculation pour les banques d'émission, 397; définition des capitaux réels, part des métaux précieux dans le rôle de ces capitaux, 398; rôle des banques en matière de grande industrie, 401; rapports de la —, 403; nécessité de laisser à l'État la nomination du gouverneur de la — 403; de laisser à la — son indépendance, 405; dangers du cours forcé, 407; disponibilité de son

capital en rentes, XV, 409; escomptes du Trésor à la Banque de France, 412; exemple du mauvais effet de la pluralité des banques d'émission, 416; rôle de son capital social, 417; usages de son capital en cas de crise, 422; attitude de la — pendant les crises de 1826, 1830, 1847, effets des crises monétaires, 423; état de la circulation en France, 429; emploi du capital en rentes de la —, 431; achats de métaux, 433; utilité générale de ce genre de commerce, 434; utilité d'une fusion avec la Monnaie, 436; variations du taux de l'escompte, 437; impossibilité de le fixer par la loi, 439; moyens d'y remédier, 440; effets sur la spéculation, 443; nécessité de modérer les mouvements de l'escompte, 447; résumé de la question, 448; difficultés relatives aux établissements pratiquant le prêt à long terme, 449; conclusion, 457; supériorité de son mécanisme sur celui de la Banque d'Angleterre, 458; causes qui ont amené une différence prolongée du taux de l'escompte entre ces deux établissements, 462; absence de solidarité entre les deux établissements, 465; effets des disettes sur la sortie du numéraire, 470.

V. *Billet de banque, Crédit, Emprunts, Escompte, Monnaies.*

BANQUE D'ITALIE. Sa situation comparée à celle de la Banque de France, XIII, 396.

BANQUEROUTE. La — est la conséquence inévitable du désordre, I, 54.

— Véritable origine de la banqueroute de l'an VI, V, 59.

— Nécessité d'amortir pour éviter la —, X, 236.

V. *Amortissement, Dette publique, Finances.*

BANQUETS. Campagne des —, ses résultats (1847), VII, 429; discours de M. Thiers relatif aux — (10 février 1848), notice, 585; droit absolu de chaque député à la parole, 587; pouvoir de chaque parti de juger la politique des autres, limites de ce pouvoir, 590; caractère du discours du trône, 594.

— Discours de M. Thiers sur l'interpellation relative au — de Grenoble (1872), XV, 45.

V. *Adresse, Politique intérieure.*

BANQUIERS. Justification du rôle des — en matière de crédit public, I, 572.

V. *Banque de France, Crédit public, Emprunts.*

BARANTE (M. de —, pair de France). Son rapport à la Chambre des pairs sur les monuments à achever à Paris, III, 374.

BARBÈS. Émeute de mai 1839, dirigée par —, IV, 410.

V. *Émeutes.*

BARBET (M. —, député). Son opinion sur le contrôle des arrêtés municipaux, II, 214.

V. *Arrêtés municipaux, Maires.*

BARLOW (M.). Cité par M. Thiers, III, 49.

BAROCHE (M. —, garde des sceaux). Parle sur la proposition de M. de Rémusat (1851), IX, 62; réponse de M. Thiers, 63.
— Parle sur la liberté de la presse (1868), XI, 435; réplique de M. Thiers, 510.

BARODET (M. —, maire de Lyon). Effets de son élection à l'Assemblée nationale (1873), XV, 171.
V. *Politique intérieure.*

BARROT (M. Odilon —, député). Demande l'extension du corps électoral départemental, I, 530; il réclame l'extension du suffrage dans les élections locales (1833), 537; ses critiques sur la politique extérieure du gouvernement de Juillet (1833), 550; il reproche à M. Thiers de faire intervenir le nom du roi dans les débats parlementaires (1833), 558.
— Ses critiques contre le Cabinet (Adresse de 1834), II, 161; réponse de M. Thiers, 163; il parle sur les affaires polonaises et allemandes, 193; son opinion sur le contrôle des arrêtés municipaux, 226; son opinion sur le projet de loi relatif aux associations (1834), 250; il se déclare partisan de la censure dramatique (1834), 326; parle sur les affaires de Lyon, 464; sur les réclamations pécuniaires relatives au grand-duché de Varsovie, 491.
— Intervient dans la discussion sur la conversion des rentes (1836), III, 261.
— Intervient dans l'affaire Conseil (1837), IV, 5; défend le Cabinet du 22 février, 174; il est proposé pour la présidence de la Chambre (1839), 392.
— Nommé président du Conseil des ministres (1848), VIII, 203.
V. *Conversion, Élections, Gouvernement provisoire. Politique intérieure et extérieure, Théâtres.*

BARTHE (M. —, député). Rapporteur du projet de loi sur la responsabilité des ministres, III, 295.
— Ministre de la justice (15 avril 1837), IV, 173.
— Son ordre du jour dans la question relative au Saint-Siège (1871), XIII, 426.
V. *Cabinet, Ministres, Papauté, Rome.*

BARTHÉLEMY SAINT - HILAIRE (M. Jules —, député). Son opinion sur le droit de l'État en matière d'Instruction publique (1850), VIII, 387; parle sur la loi relative à l'instruction publique (1850), 594.
V. *Enseignement, Instruction publique.*

BASQUES. Émigration des — dans l'Amérique du Sud, VI, 390; VIII, 349, 529.
V. *Plata (La).*

BASSANO (le duc de). Nommé président du Conseil, II, 380.
— Cité par M. Thiers (indemnités aux États-Unis), III, 50.

BASTIDE D'IZAR (M. —, député). Demande l'établissement d'un impôt sur le revenu et sur le luxe (1833), II, 21.
V. *Impôts.*

BASTILLE. Montant des pensions accordées aux vainqueurs de la — (1833), II, 3.
V. *Pensions.*

BATAILLON. Nombre d'hommes que peut contenir le —, V, 596; difficulté de former rapidement les quatrièmes —, 601.
V. *Armée, Cadres.*

BATBIE (M. —, député). Son ordre du jour relatif à la démission de M. Thiers (20 janvier 1872), XIV, 146.

BAUDE (M. —, député). Son attitude dans la discussion relative aux pensions accordées par la Restauration, II, 20.

BAUDIN (l'amiral). Son attitude au Mexique en 1838, IX, 457.

BAUX. Emploi des — dans la fixation des valeurs locatives, VI, 131.
V. *Impôts.*

BAVIÈRE. La — commence le Zollverein, III, 345; elle forme la première des associations douanières, 487.
V. *Zollverein.*

BAYLEN. Considérations sur l'affaire de —, VIII, 193.
V. *Armée.*

BAZAINE (le maréchal). Sa politique au Mexique, IX, 490.
— Sa modération envers les Mexicains, XI, 201.
— Défendu par le général Changarnier contre les accusations soulevées à propos de l'affaire de Metz, XIII, 288; on ne peut refuser de procéder à une enquête, 289.
V. *Metz, Mexique.*

BEAUJOUR (M. de). Cité par M. Thiers, III, 52.

BEAUMONT (M. Gustave de —, député). Parle sur le projet d'Adresse de 1844, VI, 253.
V. *Adresse.*

BELFORT. Son importance au point de vue défensif (discours de M. Thiers relatif à la ratification du traité de paix, 18 mai 1871), XIII, notice, 235; faible importance de la frontière du Luxembourg, 238; force de la frontière des Vosges, 241; Belfort remplace Strasbourg, 242; nécessité d'avoir un rayon militaire autour de — 244; pourquoi M. de Bismarck l'a laissé à la France, 250; lettre du colonel Denfert-Rochereau à ce sujet, 261.
V. *Frontières, Guerre de 1870, Traité de Francfort.*

BELGIQUE. La — ne pouvait pas être réunie à la France en 1830, pourquoi, I, 69; véritable but de l'intervention française, 78; elle a été un embarras pour toutes les puissances, 93; la — tête de pont contre nous, 93; situation de la — en 1830, 94; importance de sa neutralité pour la France, 95; nécessité de lui donner un roi, 97; la France n'y est pas entrée pour conquérir, 98; et elle n'aurait pu y souffrir une occupation prussienne, 99; Guillaume Ier ne songe plus à y rentrer (1831), 100; l'Angleterre ne peut la prendre comme intermédiaire pour introduire ses produits en France, 100; on n'a pas fait de concessions dans la question de —, 101; effet de l'occupation française en — sur l'Europe, 116; impossibilité de l'agrandir, 211; elle a été favorisée par

les puissances, I, 213; importance du traité du 15 octobre 1831 relatif à la Belgique, 220; effets de la Révolution de Juillet en —, 425; principes sur lesquels on a fondé l'existence politique de la — en 1830, 426; l'intervention en — appréciée par M. Thiers, 434; résultats de l'affaire de — au point de vue français (1832), 489.
— Causes de l'intervention française en —, II, 197; la nécessité de la Révolution de — reconnue par l'Europe, 414.
— Ses rapports industriels avec la France, III, 84; activité de son industrie (1836), 323; intérêts communs de la France et de l'Angleterre dans la question de — (1830), 450; attitude de l'Angleterre dans la question de —, 606.
— La Belgique obligée de réprimer par une loi les tentatives des réfugiés politiques, IV, 7; difficulté d'avoir l'alliance anglaise dans les affaires de —, 241; la frontière de la — a perdu de son importance, 247; discours de M. Thiers relatif à la question franco-belge (1839), 301; exposé de la question de —, 305; causes de l'attitude de l'Angleterre en — en 1839, 361.
— Résultat de la création des chemins de fer en —, V, 115; la — crée des lignes de paquebots à vapeur (1840), 133.
— L'attitude des Puissances dans les affaires de — en 1839, VI, 18; développement rapide des chemins de fer en —, 167; état de la question de — en 1844, 307.
V. *Adresse, Angleterre, Anvers, Autriche, Politique extérieure.*

BELLIGÉRANTS. Leurs devoirs vis-à-vis des neutres, III, 38.
V. *Guerre, Neutralité.*

BENEDETTI (M. —, ambassadeur à Berlin). Ses démarches près du roi de Prusse (1870), XII, 638.
— L'incident — (1870), XV, 505.
V. *Politique extérieure, Prusse.*

BÉRARD (M. —, député). Demande l'extension du corps électoral départemental, I, 530.
— A présenté la Charte de 1830, II, 103.

BÉRENGER (M. —, député). Son rapport sur le projet de loi concernant la pairie, I, 151.
— Son amendement relatif aux associations (1834), II, 250.
V. *Associations, Pairie.*

BERNADOTTE (le maréchal). Il est devenu Suédois, I, 98; envoyé comme ambassadeur à Vienne par le Directoire, 351; le — envoyé à Vienne comme ambassadeur de la République, 456.

BERNARD (le général). Ministre de la guerre (1836), IV, 3; il autorise l'expédition contre Constantine, 124; le —, ministre de la guerre (15 avril 1837), 172.
V. *Algérie.*

BERRY (duchesse de). La — en Vendée, I, 467; arrêtée à Nantes, 468; résolutions du gouvernement de Juillet à son égard (1832), 479; son parti lui a conseillé de renoncer à ses projets (1832), 484; causes véritables de son arrestation, 495; discours de M. Thiers sur

l'arrestation et la captivité de la duchesse de Berry (5 janvier 1833), notice, I, 507; nécessité d'une mesure spéciale contre la —, 510; caractère de la Révolution de 1830, 513; situation de la branche aînée, 516; mesures extraordinaires prises pour son arrestation, 519; la famille royale étant hors du droit commun, on ne peut employer contre elle que des mesures politiques, 521; impossibilité d'instruire régulièrement son procès, 523; inconvénients d'intenter un procès à la — devant la Chambre des pairs, 525; les partis le désirent pour se livrer au désordre, 526.

— La duchesse de Berry prépare son expédition à Modène, IV, 344.

V. *Gouvernement de Juillet.*

BERRYER (M. —, député). Son opinion sur l'emprunt en obligations du Trésor (1831), I, 13; M. Thiers combat cette opinion, 15; il critique le projet de budget pour 1832, 298; il s'oppose à la mise en jugement de la duchesse de Berry, 508; effet de l'acquittement de — par une juridiction politique, 524.

— Son opinion relative au procès intenté devant la Cour des pairs aux insurgés d'avril (1834), II, 445; intervient pour défendre la Restauration attaquée par M. Thiers, 460.

— Il intervient dans la discussion sur l'indemnité américaine (1835), III, 23; ses raisons pour contester l'illégitimité des indemnités réclamées par les États-Unis, 34; ses critiques sur la politique financière du gouvernement de Juillet, III, 549; il fait l'apologie de la gestion financière de la Restauration, 580.

— Il intervient dans la discussion sur les affaires d'Espagne, IV, 79; il attaque la politique extérieure du Gouvernement (1839), 353.

— Il parle sur la question de la Régence (1842), VI, 207; se rend auprès du comte de Chambord (1843), 327.

V. *Politique intérieure et extérieure.*

BERTRAND (le général). Intervient dans la discussion relative aux fortifications de Paris et de Lyon, X, 267.

V. *Fortifications de Paris.*

BESANÇON. Une insurrection est préparée à — (1834), II, 601.

V. *Émeutes.*

BÉTAIL. Nécessité de la protection pour l'élève du — en France, IX, 166.

V. *Libre-Échange, Protection.*

BETTERAVE. Développement de l'industrie du sucre de —, IV, 561 et suiv.; situation des cultures en 1840, 600.

— Son importance dans les départements du Nord, X, 421.

V. *Protection, Sucres.*

BEUGNOT (M. —, député). Rapporteur de la loi sur l'Instruction publique (1850), VIII, 387.

BEYROUTH. Bombardé par les Anglais, V, 151; affaire de — (1840), ses effets, 221.

V. *Égypte, Orient, Politique extérieure.*

BIBLIOTHÈQUE ROYALE. Discours de M. Thiers sur la — (31 mai 1833), II, notice, 127; nécessité d'une reconstruction, 129; projet de l'installer au Louvre, 131; projets de Napoléon Ier à ce sujet, 132; détail des plans proposés, 134; idée de subdiviser la —, 137; dépenses à faire, 139.
V. *Monuments de Paris.*

BIENFAISANCE. La — n'est pas humiliante pour celui qui reçoit, VIII, 93; ses caractères, 454; la —, qualité morale opposée à la misère, 456; variété et ancienneté de ses moyens d'action, 465; utilité des secours à domicile, 582.
V. *Assistance publique.*

BIENS DU CLERGÉ. Les pensions ecclésiastiques en sont la représentation, II, 5.
V. *Pensions.*

BIENS COMMUNAUX. Nécessité d'en surveiller la gestion, II, 67; cas de dilapidation des —, 241, 243.
V. *Communes.*

BIENS NATIONAUX. Les — aliénés à des prix misérables, I, 19.
V. *Émigrés, Révolution.*

BIGELOW (M. —, ministre des États-Unis à Paris). Cité par M. Thiers, XI, 233.

BIGNON (M. —, député). Son système de politique étrangère analysé par M. Thiers, I, 80; rapporteur du budget des affaires étrangères de 1832, économies qu'il propose, 451.

— Son respect pour la dynastie restaurée, III, 140; sa proposition relative aux rails étrangers (1836), 232.

BILAN. Le — de la Révolution de Juillet, III, 567.
— Le bilan de la France en 1865, X, 237.
V. *Politique intérieure.*

BILLAULT (M. —, député). Parle contre le droit de visite (1842), VI, 55, 181; parle sur la politique extérieure (1844), 282.
— M. Billault, ministre à Rome, cité par M. Thiers (1865), X, 155.

BILLET DE BANQUE. Dangers de l'emploi du —, VIII, 142.
— Il fait prime malgré le cours forcé (1871), XIII, 365; solidité du —, 639; effets de la crise monétaire de 1871, 643; théorie du papier de circulation, 653; limites utiles des émissions, 660; nécessité de l'étendre (1871), 663.
— Utilité de l'emploi du —, XV, 372; nécessité de maintenir le monopole d'émission du —, 395; circulation du — en France (1866), 429.
V. *Banque de France, Cernuschi, Papier-Monnaie.*

BISMARCK (M. de). Son attitude parlementaire (1865), X, 21; sa politique dans l'affaire des duchés danois, 592.
— Sa politique vis-à-vis de l'Autriche (affaire des duchés danois), XI, 58; sa politique dans l'affaire du Danemark, 135; en Allemagne, 136; sa situation en 1867, 334; modération de sa politique dans la question romaine, 334.

— Hommage rendu à sa politique (juin 1870), XII, 619; sa politique est pacifique, pourquoi, 621.
— Ses paroles à M. Thiers comme négociateur de la paix, XV, 60; relations de M. Thiers avec M. de Bismarck en 1870, 550 et suiv., 584.
V. *Allemagne, Autriche, France, Italie, Prusse.*

BLANC (M. Louis —, député). Sa proposition concernant les maires de Paris (mars 1871), XIII, 143.

BLANC DE CÉRUSE. La protection appliquée à ce produit, V, 649.
V. *Douanes, Libre-Échange, Protection.*

BLÉ. Effets de l'échelle mobile comme moyen de protection, IX, 151; production et prix du — en Russie, 157; prix de revient du — en France, 160; le commerce du — en Angleterre, 249; baisse du prix du — en Angleterre après la réforme économique, 251; le système protecteur appliqué au — en France, 282; prix des — russes à Marseille (1851), 284.
— Avilissement des prix (1866), X, 408; prix de revient moyen du —, 429, 434; chiffres de la production en France, 439, 444; zones de la culture du — en France, 449; mouvement du commerce du — dans divers pays, 456.
V. *Échelle mobile, Libre-Échange, Protection.*

BLOCUS. Le — établi sur la frontière des Pyrénées; ses résultats (1836), III, 494.
— Le blocus de la Plata, ses effets, IV, 552.
— Le blocus de Montevideo (1843), VI, 392; il est fait par les navires français et anglais pour Rosas, 439.
V. *Espagne, Plata (La), Mexique.*

BLOCUS CONTINENTAL. Dispositions des décrets de Berlin et de Milan, leurs conséquences vis-à-vis des États-Unis, III, 2; but du —, 33; les décrets de Berlin et de Milan sont illégitimes selon M. Thiers, 36; rigueur apportée à l'application du décret de Berlin, 48.
V. *États-Unis, Indemnités.*

BOCHER (M. —, député). Son rapport sur le projet de loi relatif aux émissions de la Banque de France (1871), XIII, 633.
V. *Banque de France.*

BOIS. Accroissement de la valeur des — par l'activité des industries du fer, III, 329.
— Importance des — et procédés de conservation pour la marine, VII, 200.
— Le bois indispensable à l'industrie du fer, XII, 471.
— Possibilité d'établir un droit fiscal à l'importation des — (1872), XIV, 366.
V. *Impôts, Libre-Échange, Protection.*

BOIS DE L'ÉTAT. Discours de M. Thiers sur l'aliénation de 300,000 hectares de — (11 mars 1831), I, notice, 11 et suiv.; situation financière, 14; propositions faites pour y pourvoir, 15; projet d'aliénation d'une portion des —, 16; détails sur leur aménagement,

I, 17; M. Thiers recommande cette opération, 18, 20; on propose de les vendre pour rembourser la dette, M. Thiers combat cette idée (1832), 344.
V. *Amortissement, Dette, Forêts.*

BOISSIÈRE (M. —, député). Intervient dans la discussion sur les affaires d'Espagne, IV, 79.
V. *Espagne, Quadruple alliance.*

BOISSONS. Révolte contre l'impôt des — en 1830, I, 27; la perception est rétablie par M. Laffitte, 27.
— Proposition de M. Bastide d'Izar tendant à la suppression de l'impôt sur la circulation des — (1833), II, 21; l'impôt des — devient onéreux par l'effet des surcharges locales, 68; effet des octrois sur l'impôt des —, 244.
— Impopularité de l'impôt sur les boissons en 1848, VIII, 51.
— Consommation et produit fiscal des — en France, XIII, 598.
V. *Impôts.*

BOLOGNE. Attitude de la ville de — en 1831-32, I, 439.
V. *Italie, Papauté, Politique extérieure.*

BOMBARDEMENT. Dangers d'un — pour Paris, V, 408.
— M. Thiers proteste contre le — de Palerme, Copenhague, Barcelone, VII, 491.
V. *Fortifications de Paris.*

BONAPARTE. V. *Napoléon.*

BONAPARTISTE. Le parti — au pouvoir (janvier 1851), IX, 109.
V. *Partis.*

BONPLAND (M.). Retenu prisonnier dans le Paraguay, IX, 457.
V. *Plata (La)*

BONS DE DÉLÉGATION. De la ville de Paris, leur usage, III, 169.
V. *Paris.*

BONS HYPOTHÉCAIRES. Projet relatif aux — (1848), VIII, 107.
V. *Crédit.*

BONS ROYAUX ou DU TRÉSOR. Caractères de ce moyen de crédit, I, 18; émissions en 1830-31, exemples pris en 1822-23, 33; taux de l'escompte sur les — (1832), 339.
— Utilité d'en augmenter l'émission (1837), IV, 121.
— Limite d'émission des — (1848), VII, 462.
— Excès des émissions sous le second Empire, IX, 328; leur utilité, limites de leur emploi, 337; les — remboursés en rentes en 1848, 591.
V. *Budget, Finances.*

BORDEAUX. Ses intérêts dans l'affaire des indemnités d'Amérique, III, 16.
V. *Indemnités, Plata (La), Uruguay.*

BOSPHORE (détroit du). Inutilité d'un acte international pour le fermer aux navires armés, V, 572.
V. *Orient, Politique extérieure, Turquie.*

BOSSUET. Il a dû solliciter Mme de Maintenon pour obtenir la publication de ses œuvres, VII, 100.

— Le Concordat est moralement l'œuvre de Bossuet, XIII, 422.
V. *Concordat, Quadruple alliance.*

BOTSAY. Condamné pour enrôlements carlistes (1832), I, 471.
V. *Espagne.*

BOURBONS. La dynastie des — est étrangère à la France depuis plus d'un siècle, I, 516; ils comptent sur l'invasion étrangère pour rentrer en France (1833), 517.
— Les — sont rentrés en France avec l'étranger, II, 463.
— Désaccord de la dynastie des — avec le pays, III, 135.
— Discours de M. Thiers sur l'abrogation des lois d'exil contre les — (1871), XIII, 295; caractères de cette mesure, 298; situation du pays, 299; nécessité de calmer les passions, 301; de rétablir la confiance, 302; nécessité de l'union des partis, 307; but des lois d'exil, 308; portée du pacte de Bordeaux, 312; fautes du gouvernement de la Défense nationale, 313; but de l'Assemblée en formant le gouvernement de M. Thiers, 315; forme de gouvernement désirée par lui, 317; avantages du régime anglais, 318; danger des révolutions, 319; tâche imposée à l'Assemblée et au gouvernement, 320; dispositions de M. Thiers à ce sujet, 322; effets de ses déclarations sur la province, 325; situation exceptionnelle des princes, 330; leurs promesses, 332.
V. *Politique intérieure, Restauration, Révolution de 1830.*

BOURBON (l'île). Sa situation (1840), IV, 570.
— Son importance militaire, VI. 73.
V. *Colonies.*

BOURGEOISIE. Importance de son rôle en France, VIII, 177.
V. *Classes.*

BOURMONT (le maréchal de). Son rôle en Espagne, IV, 32.

BOURQUENAY (M. de). Accusé d'erreur par M. Passy, défendu par M. Thiers (affaires d'Orient), V, 242.
V. *Politique extérieure.*

BOURSE. Utilité de la — de Paris, I, 143; influence de l'amortissement sur les jeux de la —, 286.
— Nécessité de ne pas surcharger la — par des valeurs flottantes, III, 228.
— Effet produit à la Bourse par les affaires d'Orient (1840), V, 299.
— Influence de l'amortissement sur les cours de la —, X, 274.
— Effet de la hausse du taux de l'escompte sur les jeux de —, XV, 443.
V. *Amortissement, Banques, Crédit.*

BOURSES scolaires. Leur suppression dans les petits séminaires proposée, I, 248; réductions proposées au budget de 1832 sur le crédit relatif aux —, 249; nécessité des — dans les séminaires, 328.
— Création de bourses dans les petits séminaires, VI, 550.
V. *Séminaires.*

BOUSQUET (M. —, député). Sa proposition relative aux pensions (1832), I, 402.
— Il propose la revision des pensions accordées du 1er avril 1814 au 29 juillet 1830 (1833), II, 1.
V. *Pensions.*

BRAME (M. —, député). Parle sur le libre-échange (1868), XI, 538.
— Interpelle le gouvernement sur la question des traités de commerce, XII, 519.

BRÉSIL. Sa situation politique en 1849, VIII, 359; traité de commerce de 1826, 360.
— Causes de sa prospérité, IX, 458, 509.
— Commerce de la France avec le Brésil, X, 546.
V. *Traites de commerce.*

BREVET DE CAPACITÉ. Le — proposé pour les chefs d'établissements d'instruction (1844), VI, 488.
V. *Enseignement.*

BRESSON (M. —, ambassadeur à Madrid). Son rôle dans l'affaire des mariages (1845), VII, 384.
V. *Espagne.*

BRICQUEVILLE (M. de —, député). Demande la mise en jugement de la duchesse de Berry (1833), I, 508.

BROGLIE (le duc V. de). Ministre des affaires étrangères (11 octobre 1832), I, 468.
— Répond aux critiques dirigées contre la politique extérieure du Cabinet (1834), II, 193; donne sa démission de ministre des affaires étrangères (1834), II, 301; nommé président du Conseil (12 mars 1835), 521; opinion de M. Thiers sur le duc de Broglie (1835), 535.
— Son exposé de la situation après l'attentat de Fieschi, III, 128; ses explications sur l'incident Humann (1836), 197.
— Son rôle dans la crise ministérielle de mars 1839, IV, 405; parle en faveur du ministère (avril 1840), 493.
— Son opinion sur la situation après le 15 juillet 1840, V, 224.
— Son rapport sur le projet de loi Villemain relatif à l'instruction secondaire (1844), VI, 446.

BROGLIE (le duc Albert de). Parle dans la discussion de l'interpellation relative au banquet de Grenoble (1872), XV, 46, 53; son rapport sur la question des attributions des pouvoirs publics (1873), 119; réponse de M. Thiers, 121; interpelle le gouvernement (23 mai 1873), 172; sa politique le conduira à devenir le protégé de l'Empire, 222.

BROUGHAM (lord). Son opinion sur l'alliance franco-anglaise, I, 88.
V. *Alliances, Angleterre.*

BRUN (M. Lucien —, député). Son projet d'impôt sur le chiffre des affaires, XIV, 84, 140.

BRUNET (M. Jean —, député). Sa proposition concernant les opérations de l'armée allemande, discours de M. Thiers à ce sujet (29 mars 1871), XIII, notice, 153; l'évacuation arrêtée par la Com-

mune, XIII, 154; prolongation des réquisitions allemandes, 155; règlement de ces difficultés, 156; rapatriement des prisonniers, 158.

BRUNOW (M. de). Envoyé à Londres par la Russie à l'occasion des affaires d'Orient (1839), IV, 443.
— Sa mission et ses propositions en septembre 1839, V, 170.

BUDGET. Discours de M. Thiers sur le règlement du budget de 1828, I, 3 et suiv.; la spécialité budgétaire, principe utile et salutaire, 3; elle apparait en principe dans la loi de 1817, 4; elle est fortifiée en 1822 et 1827, 5; le — doit être divisé par départements ministériels, et ceux-ci par nature de services, 7; raisons de cette limite, 7; rôle du ministère et rôle des Chambres dans la préparation et l'examen du —, 8; délais de vote et d'exécution du —, 26; le — de 1831 n'est pas présenté par le ministère Polignac, 225; projets du gouvernement de Juillet, 225; le — de 1832 déposé par le baron Louis, 225; le — des dépenses de 1832, rapport de M. Thiers (31 décembre 1831), 225; le — sur ressources extraordinaires de 1832, 226; le — de 1831 comparé à celui de 1832, 228; détails du — de 1832, 229; détails du — extraordinaire de 1832, 229; le — de 1832, réductions et augmentations opérées sur les dépenses ordinaires, 230; divisions et chiffres généraux de ce budget, 231; économies réalisées au — de 1832, 243; on ne peut le réduire sensiblement (1831), I, 278; le budget ordinaire de 1832, chiffre total proposé par la commission, 293; moyens de réduire ce chiffre dans l'avenir, 294; résumé de la discussion générale du — de 1832 fait par M. Thiers (23 janvier 1832), notice, 297; il ne présente aucun déficit, 304; ses divisions selon M. Thiers, 310; déductions à faire pour obtenir un budget net, 310; différence avec le — anglais, 314; impossibilité de réaliser de grandes économies au — de 1832, 315; différence qu'il présente avec celui de la Restauration, 319; exagération des économies demandées par l'opposition sur le —, 322; propositions de M. de Tracy relatives au — de 1832, 342; les économies proposées par l'opposition sont plutôt des transpositions de dépenses (1832), 355; le — avant 1789, ses différences avec le budget actuel (1832), 362; chiffres réels du — sous le premier empire, 365; discours de M. Thiers sur le — des affaires étrangères (6 mars 1832), notice, 421; la politique extérieure du gouvernement et ses résultats, 453; second discours de M. Thiers sur le — des affaires étrangères (traitement des agents diplomatiques, 9 mars 1832), notice, 451; insuffisance des traitements, 453; pratique des régimes précédents en cette matière, 456; difficultés du recrutement, 458; impossibilité de réaliser de grandes économies sur ce chapitre, 460; impossibilité de réduire dans une forte proportion le — de 1832, 500; troisième dis-

le gouvernement de Juillet, X, 265.
— Son origine et ses progrès, XII, 19; caractère de permanence de la plupart de ses charges, 20; nécessité de le verser dans le budget ordinaire, 92.
V. *Budget, Finances.*

BUDGET RECTIFICATIF. Importance du — sous le second Empire, X, 271.
V. *Budget, Finances.*

BUDGET SUR RESSOURCES SPÉCIALES. Le —, critiqué par M. Thiers, IX, 577.
V. *Budget.*

BUDGET DE LA VILLE DE PARIS. Le — sous le second Empire, IX, 634.
— Ses accroissements, XII, 179; détail du —, 182.
V. *Paris.*

BUÉNOS-AYRES. Situation des Français émigrés à — avant 1840, IV, 549.
— Situation de cette ville, VI, 355.
— Son infériorité vis-à-vis de Montévidéo, VIII, 348.
V. *Plata (La), Politique extérieure.*

BUFFET (M. —, député). Parle sur le payement des dommages causés par l'invasion, XIII, 442.
— Parle à propos du projet d'impôt sur les matières premières, XIV, 312.
V. *Impôts.*

BUGEAUD (le maréchal). Cité par M. Thiers, I, 91.
— Son opinion sur une intervention française en Pologne, II, 200.
— Proposé par M. Thiers pour diriger l'armée combinée en Espagne (1836), IV, 48; il est chargé de la direction des opérations en Afrique (1837), 123; système de colonisation proposé par le général Bugeaud en Algérie, 630.
— Ses propositions relatives à la colonisation de l'Algérie (juin 1840), V, 89; réponse de M. Thiers, 90.
— Il est cité par M. Thiers (organisation de l'armée, 1872), XIV, 261.
V. *Algérie, Armée.*

BUREAUX DE BIENFAISANCE. Les — ne peuvent être abandonnés à la discrétion des communes, II, 83.
V. *Communes, Conseil municipal, Maire.*

BURGRAVES. Allusion à la commission dite des — (1850), IX, 2.
V. *Politique intérieure.*

C

CABET (M. —, député). Croit les Hollandais disposés à rentrer en Belgique (1831), I, 99; il propose d'abaisser le cens pour l'électorat départemental (1833), 530.

CABINETS. Les — étrangers croient que le gouvernement de Juillet veut la guerre (1830), I, 92; leurs

raisons pour rester en paix avec lui, I, 92.

V. *Adresse, Affaires étrangères, Belgique, Gouvernement de Juillet, Politique extérieure.*

CABINET. Chutes répétées du — en 1830-31, I, 72; nécessité de la stabilité du —, 146; le — du 11 octobre 1832, sa constitution, 467.
— Attaques dirigées contre le —, (adresse de 1834), réponse de M. Thiers, II, 161; questions sur lesquelles un — peut se diviser sans danger, 173; le — du 5 avril (1834), sa constitution, 301; le — du 11 octobre dissous par la retraite de MM. le duc de Broglie, Barthe et d'Argout (1834), 302; discours de M. Thiers sur la crise ministérielle (décembre 1834), 379; causes de la retraite du — du 11 octobre, 390; accord complet de ses membres sur toutes les questions graves, 393; le — du 18 novembre, son système exposé par M. Thiers (1834), 400 et suiv.; ordre du jour de M. Hervé en sa faveur, 430; attitude qu'un nouveau — doit prendre vis-à-vis des Chambres, 434; le — doit être appuyé sur la confiance des Chambres, 440; difficulté de former un — (mars 1835), 517; discours de M. Thiers sur le — du 12 mars 1835, 521.
— Il est toujours exposé à être renversé par la Chambre, III, 122; nécessité de la force pour un —, 123; exemples de divergences dans un — sur des questions spéciales, 198; le — du 22 février 1836, discours de M. Thiers (22 février 1836) sur son programme, notice, 239; unité de vues de ses membres, 241; difficultés de sa formation, III, 245; appel aux partis, 247; il fera la conversion des rentes, 258; sa part de responsabilité dans les affaires d'Algérie, 543; sa chute (6 septembre 1836), 636.
— Causes de sa retraite, IV, 3; formation du Cabinet du 6 septembre (1836), 3; sa politique, exposée par M. Molé, 20; sa disposition d'esprit à ce moment, projets qu'on lui prête, 23; système d'intervention en Espagne du — du 22 février, 23, 47; sa politique en Espagne n'a pas varié, 81; caractères de cette politique, 85; son plan de conduite en Algérie, 143; le — du 11 octobre 1836, sa chute, 172; formation du — du 15 avril (1837), 172; la politique du — du 6 septembre (1836) caractérisée par M. Thiers, 183, 188; le — du 15 avril (1837), son apologie par M. Molé, 271; il a manqué de tact politique, 277; sa politique vis-à-vis de la Belgique, 326; formation du — du 12 mai (1839), 410; le Cabinet du 1er mars (1840), sa formation, 461; sa déclaration aux Chambres, 462; circonstances de sa formation, 469.
— Formation du Cabinet du 29 octobre (1840), V, 151; la part de responsabilité du — du 12 mai (1839), dans les affaires d'Égypte, 159 et suiv.; la part de responsabilité du — du 1er mars (1840) dans les affaires d'Égypte, 176; le — du 29 octobre (1840), son but selon M. Thiers, 228; la politique du — du 12 mai (1839) en Égypte, exposée par M. Passy, 237; la politique du — du 29 octobre (1840), exposée par M. Guizot, 238; situation de la question d'Égypte au moment de l'arrivée aux affaires

du Cabinet du 1er mars (1840), V, 272; calomnies dirigées contre lui, 299 et suiv.; caractères généraux de sa politique, 498; sa politique intérieure, 513; attaques dirigées contre la gestion financière du — du 1er mars 1840, 521; sa justification par M. Thiers, 521; il ne voulait pas la guerre à tout prix, 583.
— Conséquences de la chute du Cabinet du 1er mars (1840) au point de vue des affaires d'Égypte, VI, 34; le — du 29 octobre (1840) n'a pas une majorité suffisante (1844), 270; il est accusé par M. Thiers de découvrir le souverain (1844), 277; faiblesse de sa politique signalée par M. Thiers (1845), 572.
— L'opinion du Cabinet du 1er mars (1840) sur la question des députés fonctionnaires, VII, 97.
— Communication relative au Cabinet du 19 février 1871, XIII, 5; son programme, 9; nécessité de ne pas discuter les conditions de paix pendant la négociation du traité, 14; suspension des séances, 15.
V. *Fonctionnaires, Ministère, Monarchie de Juillet, Politique extérieure, Politique intérieure.*

CABRERA. La mère de — fusillée, le Gouvernement français n'a pas coopéré à cet acte, III, 455.
V. *Espagne, Quadruple alliance.*

CADASTRE. On propose de réduire les crédits relatifs au — (1832), I, 336.
V. *Impôts.*

CADIX. L'occupation française à —, III, 496.
V. *Espagne, Restauration.*

CADOUDAL (Georges). Son complot ignoré par la police, III, 166.
V. *Politique intérieure.*

CADRES. Les — de l'armée française comparés à ceux de l'armée prussienne (1832), I, 357.
— Discours de M. Thiers relatif à la question des — (1841), V, notice, 587; importance de la question, son caractère, 589; droits du Gouvernement en l'absence des Chambres, 590; nécessité de la création de nouveaux —, 594; nombre de régiments nécessaires pour assurer la mobilisation, 599; difficulté de créer les quatrièmes bataillons, 602; exemple de Napoléon Ier, 602; effectifs nécessaires en cas de guerre, 604; nécessité de conserver les — créés, 606; amendement Schauenburg dans le but de les détruire, 607; réponse de M. Thiers, 608; difficulté de créer des corps nouveaux à l'entrée en campagne, 609; nécessité de former de nouveaux — en 1840, 611 et suiv.; utilité des diverses catégories de —, 616; leur influence sur la troupe, 618; leurs dispositions en 1840, 621; exemples de l'influence des — sur la valeur des armées, 622; dépenses occasionnées par les nouveaux —, 623.
— Effets de l'absence de cadres en 1870, XIV, 211; les bons — n'ont pas suffi pour former l'armée d'Austerlitz, 244; impossibilité de former des — à l'entrée en campagne, 281; insuffisance du nombre des sous-officiers, 283; délais nécessaires pour les former, 284.
V. *Armée, Garde nationale.*

CAILLET (le capitaine). Sa mission en Syrie (1839), V, 237.
V. *Égypte, Orient, Syrie.*

CAISSE D'AMORTISSEMENT. La — n'est pas touchée par le projet de vente des bois de l'État (1831), I, 16; prix par hectare des ventes de bois faites à son profit, 17.
— M. Thiers propose d'aliéner les rentes de la — pour solder les dépenses des travaux publics (1833), II, 114.
— Son avoir en rentes 5 0/0 (1836), III, 207.
V. *Amortissement, Bois de l'État, Emprunts.*

CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE. Son origine et son but, III, 208.
V. *Marine.*

CAISSE DES CHEMINS VICINAUX. Sa situation (1868), XII, 71; sa situation vis-à-vis du Trésor (1868), 132.
V. *Chemins vicinaux.*

CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS. Son avoir en rentes 5 0/0 en 1836, III, 210.
— On propose de lui remettre la gestion des fonds des caisses d'épargne (1837), IV, 102; dangers de cette combinaison, 108 et suiv.; elle est chargée du service des caisses d'épargne (1837), 122; restriction qui lui est imposée à ce propos, 122.
V. *Caisses d'épargne.*

CAISSE DE LA DOTATION DE L'ARMÉE. Créance du Trésor sur la —, X, 244.
— Émission des rentes appartenant à la Caisse de la dotation de l'armée (1871), XIII, 54; dangers de cette institution, 57.
V. *Crédit, Emprunts.*

CAISSES D'ÉPARGNE. Discours de M. Thiers sur un projet de loi relatif aux — (1837), IV, notice, 101; M. Thiers combat la remise des fonds des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, 102; l'affaire du syndicat des receveurs généraux donnée comme exemple, 105; dangers de la combinaison proposée, 108; possibilité d'une crise et avenir des —, 115; leur situation relative en Angleterre, qualité des déposants en France, 115; dangers d'un recours à la Banque en cas de crise, 117; le remède est dans le développement de la dette flottante, 118.
— Leurs avantages sur les caisses de retraites, VIII, 554; conditions d'établissement des —, 559.
V. *Angleterre, Assistance, Prévoyance.*

CAISSE DE PRÉVOYANCE. Son avoir en rentes 5 0/0 en 1836, III, 211.

CAISSES DE RETRAITES. Insuffisance des ressources attribuées aux —, nécessité d'en modifier l'organisation, I, 238.
— Leur avoir en rentes 5 0/0 en 1836, III, 209.
V. *Assistance, Prévoyance.*

CAISSE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE. Ses avantages pour l'ouvrier, VIII, 554; étude

de la question de la Caisse des retraites pour la vieillesse (1850), VIII, 561.
V. *Assistance, Caisses d'épargne, Prévoyance.*

CAISSE DES TRAVAUX DE PARIS. Dangers de cette combinaison, XII, 68; sa situation, 125, 199.
V. *Paris.*

CALATRAVA (M. de). Appelé au ministère (1836), IV, 52.
V. *Espagne.*

CALDER (l'amiral). Son procès, cité par M. Thiers, VI, 347.

CALIFORNIE. La — conquise par les États-Unis, VIII, 333.
— Effets des découvertes de mines d'or de la —, IX, 512.
— Richesse en métaux précieux de la —, comparée à celle du Mexique, XI, 196.
V. *Mexique.*

CALLEY SAINT-PAUL (M. —, député). Ses propositions relatives aux finances de Paris, XII, 259.
V. *Paris.*

CALMON (M. —, membre de l'Institut, sénateur). Sa préface au recueil des discours de M. Thiers, I, I à XIII; sa notice sur le premier discours de M. Thiers, le 23 novembre 1830 (règlement du budget de 1828), 1; sur le discours du 11 mars 1831, relatif à création de 200 millions d'obligations du Trésor, et l'aliénation de 300,000 hectares de bois, 11; sur le discours prononcé par M. Thiers le 5 avril 1831, relatif aux contributions extraordinaires de 1831, I, 23; sur le discours relatif au projet d'Adresse (9 août 1831), 43; sur le discours relatif aux affaires étrangères (20 septembre 1831), 75; sur le discours relatif à l'état intérieur de la France (23 septembre 1831), 119 et suiv.; sur le discours relatif à la constitution de la pairie (3 octobre 1831), 149; sur le discours relatif à la mobilisation de la garde nationale en 1831, 193; sur le rapport présenté par M. Thiers le 31 décembre 1831 (budget des dépenses de 1832), 225; sur le résumé de la discussion générale du budget de 1832 (23 janvier 1832), 297; sur le discours relatif à l'amortissement (26 janvier 1832), 373; sur le discours relatif à la revision des pensions à la charge du Trésor (2 février 1832), 401; sur le discours relatif au budget des affaires étrangères (6 mars 1832), 421; sur le discours relatif aux traitements des agents diplomatiques (9 mars 1832), 451; sur le discours relatif à l'Adresse de 1832, 467; sur le discours relatif à l'arrestation et à la captivité de la duchesse de Berry (5 janvier 1833), 507; sur le discours prononcé à l'ouverture des Conseils généraux des manufactures, du commerce et de l'agriculture (15 février 1833), 541; sur le discours relatif au budget des affaires étrangères (20 février 1833), 549; sur le discours relatif à l'amortissement (27 février 1833), 561.
— Notice sur le discours relatif à la revision des pensions accordées du 1er avril 1814 au 29 juillet 1830, II, 1; sur le discours relatif à

l'établissement d'un impôt sur le luxe et le revenu (1833), II, 21; sur le discours relatif à la décentralisation (6 mai 1833), 53; sur le discours relatif à la division des communes en deux classes (7 mai 1833), 89; sur le discours relatif à l'achèvement des monuments de Paris, à divers travaux publics et aux routes stratégiques en Vendée (30 mai 1833), 113; sur le discours relatif à la Bibliothèque royale (31 mai 1833), 127; sur le discours relatif à l'emprunt grec (8 juin 1833), 143; sur le discours relatif à la politique intérieure (4 janvier 1834), 161; sur le discours relatif à la politique étrangère (8 janvier 1834), 191; sur le discours relatif aux attributions des maires (28 février 1834), 213; sur le discours relatif aux attributions des Conseils municipaux (mars 1834), 239; sur le discours relatif aux associations (17 mars 1834), 249; sur le discours relatif aux affaires allemandes (1834), 301; sur le discours relatif aux subventions aux théâtres (1834), 311; sur le discours relatif aux affaires de Lyon (12 mai 1834), 335; sur le discours relatif à une demande de crédits pour secours aux victimes des troubles de Lyon, 369; sur le discours relatif à la crise ministérielle (décembre 1834), 379; sur le discours relatif à la crise ministérielle de novembre 1834 (réponse à M. Sauzet, 6 décembre 1834), 429; sur le discours relatif à la construction d'une salle provisoire pour la Cour des pairs (1834), 445; sur le discours relatif aux dépenses du procès d'avril, II, 465; sur le discours relatif aux réclamations pécuniaires du Grand-Duché de Varsovie (1835), 489; sur le discours relatif à la responsabilité des ministres (27 mars 1835), 549; sur le discours relatif à la crise ministérielle provoquée par la retraite du maréchal Mortier (1835), 513; sur le discours relatif au ministère du 12 mars 1835, 521; sur le discours relatif au secours à accorder aux victimes de l'insurrection de Lyon (1835), 573.

— Notice sur le discours relatif à l'indemnité de 25 millions proposée pour les États-Unis (9 avril 1835), III, 1; sur le discours relatif à l'indemnité américaine (réponse à Berryer), 23; sur le discours relatif à un crédit de 1,200,000 francs pour dépenses secrètes (1835), 93; sur le discours relatif à la juridiction de la Cour des pairs en matière de presse (1835), 127; sur le discours relatif à la législation de la presse (incident sur les troubles d'avril, 25 août 1835), 159; sur le discours relatif à la censure théâtrale (29 août 1835), 169; sur le discours relatif aux affaires d'Espagne (6 janvier 1836), 179; sur le discours relatif au projet d'Adresse (1836), 187; sur le discours relatif à la réduction des rentes (1836), 197; sur les discours relatifs à la formation du cabinet du 22 février 1836, 239; sur le discours relatif à la conversion des rentes (mars 1836), 249; sur le discours relatif à la loi de douanes (1836), 269; sur le discours relatif à la responsabilité des ministres et agents du pouvoir (18 avril 1836), 295; sur le discours relatif

à la loi des douanes (fers au bois), (20 avril 1836), III, 315; sur le discours relatif à l'introduction de rails étrangers (21 avril 1836); 330; sur le discours relatif au *Zollverein* (1836), 344; sur le discours relatif au second projet de loi de douanes (1836), 355; sur un discours relatif à l'achèvement des monuments de Paris (1836), 365; sur le discours relatif aux subventions théâtrales (1836), 417; sur le discours relatif à l'alliance anglaise (1836), 437; sur le discours relatif aux affaires étrangères (2 juin 1836), 465; sur le discours relatif à l'Algérie (9 juin 1836), 499; sur le discours relatif au budget de l'Algérie (10 juin 1836), 537; sur le discours relatif au budget du ministère des finances (1836), 549; sur le discours relatif à la politique extérieure (juillet 1836), 595.

— Notice sur le discours relatif à l'affaire Conseil (1837), IV, 1; sur le discours relatif aux affaires d'Espagne (1837), 19; sur le discours relatif aux affaires d'Espagne (18 janvier 1837), 79; sur le discours relatif aux caisses d'épargne (1837), 101; sur le discours relatif aux affaires d'Afrique (1837), 123; sur le discours relatif aux dépenses secrètes (1837), 171; sur le discours relatif aux affaires d'Espagne (1838), 205; sur le discours contre l'amendement Hébert (1838), 221; sur le discours relatif au projet d'Adresse (7 janvier 1839), 269; sur le discours du 9 janvier 1839 (projet d'Adresse), 285; sur le discours relatif à la question franco-belge (11 janvier 1839), 301; sur le discours relatif à l'évacuation d'Ancône (14 janvier 1839), IV, 331; sur le discours relatif à la politique étrangère (16 janvier 1839), 353; sur le discours relatif à la crise ministérielle (22 avril 1839), 381; sur le discours relatif à la question d'Orient (1840), 413; sur la déclaration faite devant les Chambres (4 mars 1840), 461; sur le discours relatif aux dépenses secrètes (1840), 467; sur un second discours relatif aux dépenses secrètes (1840), 493; sur le discours relatif à la conversion de la rente (1840), 521; sur le discours relatif aux députés fonctionnaires (1840), 529; sur le discours relatif aux affaires de La Plata (1840), 547; sur le discours relatif à un projet de loi sur les sucres, 561; sur le discours relatif aux affaires d'Algérie (1840), 619.

— Notice sur le discours relatif au privilège de la Banque de France (1840), V, 1; sur le discours relatif à la conversion des rentes (1840), 49; sur le discours relatif aux juifs de Damas (1840), 79; sur un discours relatif à la colonisation de l'Algérie (1840), 89; sur le discours relatif au chemin de fer d'Orléans (1840), 103; sur le discours relatif aux paquebots transatlantiques (1840), 131; sur le discours relatif à la question d'Orient (25 novembre 1840), 149; sur un second discours relatif à la question d'Orient (27 novembre 1840), 237; sur le discours relatif à l'adresse (5 décembre 1840), 299; sur le discours relatif aux fortifications de Paris (26 janvier 1841), 375; sur le discours relatif au contre-projet Schneider (forti-

fications de Paris (29 janvier 1841), V, 451; sur le discours relatif aux dépenses secrètes (1841), 495; sur le discours relatif aux crédits supplémentaires (12 avril 1841), 519; sur le discours relatif aux crédits supplémentaires (1841), 557; sur le discours relatif à la question des cadres (1841), 587; sur le discours relatif à l'amendement Schauenburg (12 mai 1841), 607; sur le discours relatif au traité de commerce avec la Hollande (1841), 629.

— Notice sur le discours relatif à la question d'Orient (Adresse de 1842), VI, 1; sur le discours relatif au droit de visite (1842), 53; sur le discours relatif au port d'Alger (1842), 82; sur le discours relatif à la question du recensement (1842), 99; sur le discours relatif aux grandes lignes de chemins de fer (1842), 137; sur le discours relatif au droit de visite (19 mai 1842), 181; sur le discours relatif à la Régence (20 août 1842), 205; sur le premier discours relatif à l'Adresse de 1844, 253; sur le second discours relatif à l'Adresse de 1844, 281; sur le discours relatif à la démission de M. de Salvandy (1844), 327; sur le discours relatif aux affaires de Taïti (1844), 337; sur le premier discours relatif aux affaires de La Plata, 349; sur le deuxième discours relatif aux affaires de La Plata, 399; sur le rapport relatif à l'instruction secondaire (1844), 445; sur le discours relatif aux affaires extérieures (Adresse de 1845), 569; sur l'interpellation de M. Thiers relative aux congrégations religieuses (1845), 617; sur le discours relatif à l'armement de l'enceinte et des forts de Paris (1845), VI, 667.

— Notice sur le discours relatif à l'affaire du Texas (Adresse de 1846), VII, 1; sur le discours relatif au Conseil de l'Instruction publique (1846), 35; sur le discours relatif à la mise à l'ordre du jour de la loi sur l'enseignement (1846), 83; sur le discours relatif aux députés fonctionnaires (1846), 95; sur le discours relatif aux crédits demandés pour la marine (1846), 151; sur le second discours relatif aux crédits demandés pour la marine (16 avril 1846), 209; sur le discours relatif aux crédits supplémentaires (13 mai 1846), 237; sur un discours prononcé dans la discussion du budget de 1847 (politique générale, 27 mai 1846), 261; sur le second discours relatif au budget de 1847 (réplique de M. Thiers à MM. Guizot et Duchâtel, 29 mai 1846), 331; sur le discours relatif à la politique extérieure (4 février 1847), 359; sur le discours relatif à la situation financière (Adresse de 1848), 429; sur le second discours relatif à l'Adresse (affaires d'Italie, 31 janvier 1848), 487; sur le troisième discours relatif à l'Adresse de 1848 (affaires de Suisse), 515; sur le quatrième discours relatif à l'Adresse de 1848 (affaires de Suisse), 577; sur le cinquième discours relatif à l'Adresse de 1848 (affaire des banquets), 585; sur le sixième discours relatif à l'Adresse de 1848 (réformes), 597.

— Notice sur le rapport du 26 juillet 1848 (proposition Proudhon sur les impôts et le crédit), VIII, 1; sur le discours relatif au projet d'impôt sur les prêts hypothécaires (1848), 29; sur le discours relatif au droit au travail (1848), 57; sur le discours relatif au papier-monnaie (1848), 107; sur le discours relatif au remplacement militaire (1848), 161; sur le discours relatif aux affaires d'Italie (1849), 203; sur le discours relatif à la loi sur la presse (1849), 265; sur le discours relatif à la mise en accusation du Président de la République et des ministres (1849), 245; sur le rapport relatif aux crédits extraordinaires pour l'expédition de Rome (12 octobre 1849), 307; sur le discours relatif aux subsides dus à la République de l'Uruguay (1850), 327; sur le discours relatif à l'instruction publique (18 janvier 1850), 385; sur le rapport de M. Thiers relatif à l'Assistance et à la Prévoyance (1850), 449; sur le discours relatif aux Conseils académiques départementaux (1850), 593; sur le discours relatif à l'Instruction publique (amendement Lasteyrie, 23 février 1850), 653; sur le discours relatif aux congrégations religieuses non autorisées (1850), 661.

— Notice sur le discours relatif au projet de modification de la loi électorale (24 mai 1850), IX, 1; sur le discours relatif à la formation du ministère (proposition Rémusat, 17 janvier 1851), 59; sur le discours relatif à l'achèvement du chemin de fer de l'Ouest (1851). 115; sur le discours relatif au régime commercial de la France (1851) IX, 135; sur le second discours relatif au régime commercial de la France (1851), IX, 245; sur le discours relatif au droit de réquisition directe réclamé pour l'Assemblée (1851), 311; sur le discours relatif à la dette flottante (1863), 327; sur le discours relatif aux libertés nécessaires à la France (1864), 355; sur le premier discours relatif à l'expédition du Mexique (Adresse de 1864), 447; sur le discours relatif aux finances de la France (1864), 571; sur le second discours relatif à l'expédition du Mexique (1864), 519; sur le discours relatif à la marine marchande (1864), 533; sur le discours relatif aux candidatures officielles (1864), 407.

— Notice sur le discours relatif aux libertés politiques (1865), X, 1; sur le discours relatif à la question romaine (13 avril 1865), 53; sur le second discours relatif à la question romaine (1865), 135; sur un discours relatif aux finances (1865), 173; sur un second discours relatif aux finances (6 juin 1865), 257; sur un troisième discours relatif aux finances (6 juin 1865), 311; sur le discours relatif aux principes de 1789 (1866), 331; sur le discours relatif aux affaires allemandes (1866), 395; sur le discours relatif à l'état de l'agriculture en France (1866), 407; sur le discours relatif à la marine marchande (1866), 479; sur le discours relatif à la loi sur la marine marchande (art. 3) (18 avril 1866), 561; sur le discours relatif à la politique extérieure (1866), 573.

[illegible] discours relatif à [illegible] de la [illegible] sur [illegible] politique [illegible] mars [illegible] discours relatif [illegible] Mexique (9 juil- [illegible] second dis- [illegible] l'expédition du [illegible] juillet 1867), 249; [illegible] relatif à la poli- [illegible] (9 décembre [illegible] sur le discours relatif [illegible] de la presse (30 jan- [illegible] sur un second dis- [illegible] relatif à la liberté de la [illegible] février 1868), 423; sur [illegible] troisième discours relatif à la [illegible] de la presse (8 février [illegible]; sur un quatrième dis- [illegible] relatif à la liberté de la [illegible] (15 février 1868), 441; sur [illegible] cinquième discours relatif à la [illegible] de la presse (21 février [illegible]; sur un sixième discours [illegible] à la liberté de la presse [illegible]

[illegible] sur le discours relatif aux [illegible] (1er juillet 1868), XII, 1; [illegible] le second discours relatif aux [illegible] (1868), 77; sur le dis- [illegible] relatif aux finances de la [illegible] de Paris (1869), 169; sur le [illegible] relatif au traité passé [illegible] la ville de Paris et le Crédit [illegible] (1869), 259; sur le dis- [illegible] relatif à la politique inté- [illegible] (1869), 271; sur les dis- [illegible] relatifs aux traités de com- [illegible] avril 1869), 351; sur le [illegible] relatif à l'élection de [illegible] de Campaigne (1869), 381; [illegible] relatif au règle- [illegible] (1870), 405; [illegible] relatif au régime économique de la France (1870), XII, 421; sur le discours relatif aux traités de commerce (1870), 519; sur le discours relatif à un appel de 90,000 hommes (30 juin 1870), 603; sur le discours relatif à la rupture des négociations avec la Prusse (juillet 1870), 635.

— Notice sur le discours relatif à la cession de l'Alsace-Lorraine (1871), XIII, 1; sur la communication du 19 février 1871 relative à la constitution du Cabinet, 5; sur une communication relative aux préliminaires de paix (1871), 17; sur le discours relatif à la motion de déchéance (mars 1871), 27; sur le discours relatif au projet de loi concernant les préliminaires de paix (1871), 33; sur le discours relatif à la nomination d'une commission des finances (1871), 45; sur la réponse faite à deux questions sur des émissions de rentes et des emprunts à la Banque (1871), 51; sur le discours relatif à la translation de l'Assemblée de Bordeaux (1871), 61; sur des observations présentées à l'occasion d'un rapport sur l'état des finances (1871), 103; sur une allocution relative au projet de proclamation au peuple et à l'armée (1871), 107; sur le discours relatif au projet de déclaration concernant les élections municipales de Paris (1871), 113; sur des observations relatives aux mesures à prendre pour pacifier Paris (1871), 139; sur le discours relatif à une proposition concernant les maires de Paris (1871), 143; sur le discours relatif aux opérations de l'armée allemande (1871), 153; sur les expli-

cations données par M. Thiers sur l'arrestation de MM. Rouher et G. de Cassagnac (1871), XIII, 159; sur une communication relative à l'engagement du 3 avril 1871 entre les troupes régulières et les insurgés, 171; sur le compte rendu de la visite faite aux militaires blessés par la députation de l'Assemblée, 177; sur un discours relatif au projet de loi sur les élections municipales (8 avril 1871), 181; sur une communication relative aux événements de Paris (1871), 189; sur un discours relatif au traité de paix (1871), 209; sur des observations relatives à une question de M. Mortimer-Ternaux (1871), 213; sur le discours relatif au projet de loi portant ratification du traité de paix avec l'Allemagne (18 mai 1871), 235; notice relative à la communication faite au sujet de l'entrée des troupes dans Paris (1871), 263; sur un discours du 24 mars 1871 relatif aux événements de Paris, 273; sur des observations relatives à une demande d'enquête (capitulation de Metz), 287; sur des observations relatives à la proposition de M. de Ravinel (1871), 291; sur le discours relatif à l'abrogation des lois d'exil (1871), 295; relative à des observations concernant les impôts nouveaux (1871), 335; sur le discours relatif à l'emprunt de 2 milliards (1871), 341; sur le discours relatif au rétablissement du pouvoir temporel du Pape (1871), 405; sur le discours relatif aux indemnités pour dommages causés par l'invasion (1871), 435; sur les observations relatives aux propositions Rivet et Adnet (1871), XIII, 453; sur le discours relatif à la dissolution des gardes nationales (1871), 459; sur le Message du 1er septembre 1871, 479; sur le message relatif à la proposition Target (1871), 483; sur le discours relatif à une nouvelle convention à conclure avec l'Allemagne (1871), 495; sur le discours relatif à l'impôt sur le revenu (1871), 581; sur le discours relatif aux émissions de la Banque de France (1871), 631.

— Notice sur un discours relatif aux impôts nouveaux (1872), XIV, 1; sur le discours relatif à l'impôt sur les matières premières (1872), 19; sur un second discours relatif à l'impôt sur les matières premières (1872), 99; sur un troisième discours relatif aux impôts proposés sur les matières premières (1872), 125; sur un quatrième discours relatif à l'impôt sur les matières premières, 131; sur le discours relatif à la dénonciation des traités de commerce, 149; sur le discours relatif au budget de 1872 (discussion générale), 159; sur le discours relatif à diverses motions relatives au budget de 1873, 177; sur le discours relatif au recrutement de l'armée (1872), 193; sur un second discours relatif au recrutement de l'armée (10 juin 1872), 267; sur un discours relatif à plusieurs projets d'impôt (1872), 301; sur un discours relatif au projet d'impôt sur le chiffre des affaires (1872), 335; sur le second discours relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires, 377; sur le discours relatif à l'article 1er du

projet de loi établissant un impôt sur le chiffre des affaires (1872), XIV, 411; sur le discours relatif au projet de loi établissant des centimes additionnels à divers impôts (1872), 483; sur le second discours relatif aux centimes additionnels à établir sur diverses contributions (1872), 535; sur un discours relatif à l'impôt sur les matières premières (1872), 565; sur un second discours relatif à l'impôt sur les matières premières (18 juillet 1872), 613; sur un troisième discours relatif à l'impôt sur les matières premières (19 juillet 1872), 631.

— Notice sur le Message du 13 novembre 1872, XV, 1; sur le discours relatif au banquet de Grenoble (1872), 45; sur le discours relatif aux conclusions de la commission chargée d'examiner la proposition Kerdrel (1872), 63; sur le discours relatif aux attributions des pouvoirs publics (4 mars 1873), 119; sur le discours relatif à la politique intérieure du gouvernement (1873), 171; sur le discours relatif aux nouveaux forts à construire autour de Paris (1874), 225; sur le discours relatif au classement des chemins vicinaux (1836), 293; sur le discours relatif aux chemins vicinaux (1836), 313; sur le discours relatif à l'achèvement des monuments de Paris (1836), 327; sur la déposition relative à la Banque de France et à la circulation (1866), 357; sur la déposition relative aux actes du gouvernement de la Défense nationale (1871), 475; sur la déposition relative aux événements du 18 mars (1871), XV, 567; sur le discours aux délégués républicains de la Gironde (1874), 635; sur le discours d'Arcachon (1875), 643; sur le manifeste aux électeurs (1875), 663.

V. *Thiers.*

CAMBON. Sens vrai de son rapport sur la rente, V, 55; il est l'auteur du grand livre, 57; son système financier, 63.

V. *Assignats, Banqueroute, Dette, Emprunts.*

CAMPAGNES de la Révolution, conséquences de l'emploi de troupes disciplinées dans les —, I, 91.

— De 1814, elle a été faite avec des troupes sérieuses, XIV, 288.

V. *Armée, Cadres, Garde nationale, Guerre.*

CAMPAGNES. Dépopulation des —, XII, 147.

V. *Agriculture, Industrie.*

CAMPAIGNO (M. de —, député). Discours de M. Thiers sur son élection, XII, 381.

V. *Élections, Politique intérieure.*

CANAL du Danube au Rhin. Ancienneté et difficultés du projet, VI, 166.

CANAUX. Prévisions du budget de 1832 pour l'achèvement des —, I, 229.

— Nécessité d'achever les — commencés (1833), II, 116.

— Discussion du projet de loi sur la navigation intérieure (1840), V, 119.

V. *Marine marchande.*

CANDIDATURE OFFICIELLE. Abus de la — sous le gouvernement de Juillet, VII, 291.
— Sa signification, IX, 382; discours de M. Thiers sur la — (14 janvier 1864), notice, 407; nécessité d'admettre l'autorité de la majorité, 410; abus du gouvernement en cette matière, 412; il a le droit de désigner ses candidats, 414; attitude de M. Thiers en 1834 à ce sujet, 414; conditions auxquelles la — peut s'exercer, 418; principes à appliquer en la matière, 422; intervention du nom du souverain dans les élections, 424; effet de la centralisation sur les élections, 428; abus produits de ce chef, 433; inconvénients de l'ingérence des agents administratifs dans les élections, 436; abus en matière de circonscriptions électorales, 439; obstacles opposés aux candidats non officiels, 440; prétexte tiré du danger présenté par le suffrage universel, 445.
— La candidature officielle établie comme correctif du suffrage universel, X, 17.
V. *Élections, Liberté, Politique intérieure.*

CANDIE. Propositions de la France relatives à — (1839), V, 169.
V. *Grèce, Orient.*

CANNING. (M.) Il a proclamé le principe de la non-intervention, I, 112.
— Son hostilité contre la France, III, 437.
V. *Angleterre, Belgique, Grèce.*

CANONS. Affaire des — réunis à Montmartre (1871), XIII, 77, 121.
— Circonstances de cette affaire, XV, 600, 625.
V. *Commune de Paris.*

CANTON. La substitution d'une administration de canton au sous-préfet serait coûteuse, I, 275.
V. *Sous-Préfet.*

CAPACINI. (M.) Il négocie à Florence pour l'évacuation des États du Pape, IV, 346.
V. *Italie, Papauté.*

CAPACITÉS. L'adjonction des — au corps électoral produirait peu d'effet (1834), II, 184.
V. *Élections.*

CAPITALES. Les — devenues le but des guerres modernes, V, 328; effets de la prise d'une — sur le pays, 406.
— Motifs qui font réserver le choix de la — (1871), XIII, 86 et suiv.
V. *Fortifications de Paris.*

CAPITATION. La — a été la forme primitive de la contribution personnelle, XIII, 591.
— Emploi moderne de la —, XIV, 650.
V. *Impôts.*

CAPITAUX. Les — sont à la disposition du crédit public en temps de crise, I, 379.
— Situation approximative de l'épargne annuelle des — en France (1848), VII, 465, 477.
— Divers modes de placement des —, VIII, 34; les — mobiliers doivent être épargnés par l'impôt, 35; les — se portent de préférence vers les placements immobiliers, 124; la mobilisation des — fon-

ciers est une chimère, VIII, 128; chiffre des capitaux circulant en France (1848), 131; impossibilité de fournir des — à tous sans distinction, 484.
— Définition des — réels, XV, 398; déplacement des — par la spéculation, ses effets, 451.
V. *Conversion, Crédit.*

CAPITULATION. De Paris, accomplie le 28 janvier 1871, XIII, 1; de Metz, observations de M. Thiers sur une demande d'enquête à ce sujet (29 mai 1871), 287.
V. *Guerre de 1870, Metz, Paris.*

CAPO D'ISTRIA (le comte). Cité par M. Thiers (1836), III, 476.
V. *Grèce, Politique extérieure.*

CARICATURE. Exemple de — politique, III, 279.

CARLISTES. Attitude du gouvernement vis-à-vis des —, I, 56; politique du parti — en 1831, 59; les — ne pourraient renverser le gouvernement de Juillet sans le secours de l'étranger, 82; opinion de M. Thiers sur l'importance du parti —, 121; agissements des —, 126; rôle actif du parti — dans les journées de juin 1832, 471; les — travaillent à fomenter le désordre, 518; les — désirent qu'un procès politique soit intenté à la duchesse de Berry, 526.
— Effet du refus d'intervention de la France sur les — espagnols (1835), IV, 99; velléités de soumission dans le parti — en Espagne sous la garantie de la France, 262.
V. *Espagne, Politique intérieure.*

CARLOS. Don — lève l'étendard de la révolte, II, 191.
— Ses menées nécessitent une surveillance active sur la frontière (1835), III, 93; le duc de Fitz-James demande que la France soutienne —, 438; la France ne pouvait reconnaître — pourquoi, 608.
— Il est conduit en Angleterre, son retour en Espagne, IV, 2; mesures additionnelles, suscitées par son apparition en Espagne (1834), 34; effets probables en France du succès éventuel de — en Espagne, 67; il est obligé de se réfugier en Navarre, 221.
V. *Espagne, Quadruple alliance.*

CARNOT. Son mémoire sur la défense de Paris en 1814, V, 411.
V. *Fortifications de Paris, Paris.*

CARRIÈRE. Danger de trop hâter l'entrée des jeunes gens dans une —, VIII, 613.
V. *Travail.*

CARRIÈRES. V. *Château-Landon, Mines.*

CASIMIR PERIER (M. —, député). Appelé à la présidence du conseil (13 mars 1831), I, 23; donne sa démission, la retire peu après, 44; résumé de son discours du 9 août 1831, 44; son projet de loi sur la pairie, 149; combat la proposition Lamarque sur la mobilisation de la garde nationale (1831), 194; combat la proposition relative à la réduction des traitements du Corps diplomatique (1832), 452; sa mort (26 mai 1832), 467; outrages dont il est abreuvé, retour de l'opinion en sa faveur après sa mort, 493;

il est apprécié par M. Thiers, I, 547; sa tentative pour éviter un recours au crédit, 565.
—Raisons qui l'ont fait choisir comme chef du Cabinet en 1831, II, 386.
— Il est apprécié par M. Thiers, III, 75; son programme relativement à l'Algérie, 500.
— Énergie de son caractère, dangers qu'il a courus, IV, 297; a réclamé des réformes au Saint-Siège, 336 et suiv.; son système politique apprécié par M. Thiers, 357.
V. *Gouvernement de Juillet.*

CASIMIR PERIER (M. —, le fils, député). Il est favorable au parti conservateur suisse (1848), VII, 517; réponse de M. Thiers à ce sujet, 523.
— Il est nommé rapporteur du projet de loi relatif à l'emprunt (1871), XIII, 342; du projet de loi rectificatif du budget de 1871, 582.
— Ministre de l'intérieur, soutient le projet d'impôt sur les matières premières (19 janvier 1872), XIV, 131.
— Nommé ministre de l'intérieur (mai 1873), XV, 172.
V. *Politique intérieure.*

CASSAGNAC (M. Granier de). Explications données par M. Thiers sur l'arrestation de — (1871), XIII, 159.

CASTELNAU (le général). Sa mission au Mexique, XI, 233.
V. *Mexique, Politique extérieure.*

CASTLEREAGH (Lord). Son influence dans la coalition en 1814-15, IX, 574.
V. *Alliances, Angleterre, Politique extérieure.*

CATHERINE (La Czarine). A donné un roi à la Pologne, I, 103.
V. *Politique extérieure, Pologne, Russie.*

CATHOLICISME. Son importance en Italie comme facteur politique, I, 114.
— Son principe, X, 102.
V. *Italie, Papauté, Politique extérieure, Religion.*

CATHOLIQUES. Attitude des — en Suisse, formation du Sonderbund, VII, 516.
— Droit traditionnel de protection exercé par la France à l'égard des — d'Orient, X, 108.
V. *Politique extérieure, Question d'Orient, Sonderbund, Suisse.*

CATINAT. Conditions de sa nomination au maréchalat, X, 341.
V. *Liberté de conscience, Religion.*

CAULAINCOURT (M. de —, duc de Vicence). A conseillé à Napoléon d'accepter la paix en 1813, X, 220.

CAUTIONNEMENTS. Intérêts des — au budget de 1832, I, 235.
— Le cautionnement en matière de presse, sa raison d'être, XI, 377.
V. *Budget, Finances, Presse.*

CAVAIGNAC (le général —, Chef du gouvernement provisoire). Éloges donnés par M. Thiers à sa politique extérieure (1849), VIII, 231.
— Il est soutenu par M. Thiers et ses amis, IX, 67.

CAVALERIE légère. Sa situation en 1840-41, V, 609.
V. *Armée, Cadres.*

CAVOUR (le comte de). Se fait le champion de la liberté politique au Congrès de Paris, IX, 368.
V. *Italie, Politique extérieure.*

CÉLIBAT. Le — exigé dans l'Université, VII, 46, 63.
V. *Instruction publique.*

CENS ÉLECTORAL. Questions relatives au —, II, 183; la réduction du — produirait peu d'effet, 185.
V. *Élections.*

CENSURE. Nécessité de la — sur les pièces de théâtre, II, 312; la — sur les écrits n'est plus dans nos mœurs, 313; la — dramatique doit être préventive, 329; nécessité de distinguer entre la parole et l'action, 330 et suiv.
— Discours de M. Thiers sur la — théâtrale (29 août 1835), III, 159.
— Différence entre les écrits et la parole en matière de —, 172; son influence sur la littérature, 174; insuffisance des lois existantes, 176; nécessité d'une loi spéciale nouvelle, 177; son véritable but, 422.
— La censure préventive remplacée par le régime de l'avertissement (1852), X, 16.
V. *Presse, Théâtres.*

CENTIMES extraordinaires. Projet de M. le baron Louis en 1831, I, 24.
— Additionnels, leur montant en 1846, VII, 321, 339.
— Discussion du projet Gaslonde, portant établissement de centimes additionnels (1872), XIV, 483; nécessité d'un amortissement régulier, 485; engagement pris avec la Banque, XIV, 489; nécessité des dépenses militaires, 490; propositions fiscales du gouvernement, 503; nécessité de dresser le budget en excédent, 510; de pourvoir à toutes les dépenses ordinaires par l'impôt, 511; second discours relatif aux centimes (projet Gaslonde, 13 juillet 1872), 535; l'impôt sur le chiffre des affaires écarté par l'Assemblée, 537; justification des dépenses à gager, 545; nécessité de prévoir un excédent de recettes, 548; résultat du vote, 550; troisième discours relatif aux — (article additionnel de M. Féray, 16 juillet 1872), 551; vices de cet article, 553; qualités de l'impôt des patentes, 561.
V. *Finances, Impôts, Patentes.*

CENT-JOURS. Influence des — sur la Restauration, VII, 52.
— Rôle de Napoléon Ier durant cette période, IX, 366.
V. *Centralisation, Napoléon Ier, Politique intérieure, Restauration.*

CENTRALISATION. La — n'est pas la cause de l'augmentation des dépenses publiques, I, 268; la destruction de la — administrative ne peut procurer des économies sérieuses (1832), 354.
— Effets du défaut de centralisation sur les révolutions en Espagne, IV, 226.
— Préférence de M. Thiers pour le système de la —, VI, 103; elle constitue la force vive du pays, 263.
— Ses effets en France, son influence dans les élections, IX, 422, 428 et suiv.
— La centralisation doit être corrigée par la liberté politique, XII, 88.

— Préférences de M. Thiers pour le système de la centralisation, XV, 294; ses effets sur le budget, 309.
V. *Administration, Agents du pouvoir, Angleterre, Napoléon Ier, Politique intérieure.*

CÉRÉALES. La question des — en Angleterre, conséquence de la liberté du commerce, IX, 218.
— Importance de la culture des — en France, X, 425, 473; prix de revient des — en France, 429.
— Avilissement des prix par la concurrence, XII, 485.
V. *Agriculture, Blé, Douanes, Libre-Échange, Prix, Protection.*

CERNUSCHI (M.). Cité par M. Thiers (Question de la Banque de France et de la circulation, 1866), XV, 365.
V. *Banque de France, Billet de banque, Circulation.*

CERTIFICATS D'ÉTUDES. Leur but, VI, 533.
— Difficultés y relatives (1846), VII, 70.
V. *Instruction publique.*

CERTIFICAT D'ORIGINE. Faible sécurité donnée par le — en matière de douanes, XIV, 406.
V. *Admissions temporaires, Douanes, Libre-Échange, Protection.*

CESSION de l'Alsace-Lorraine. Protestation de M. Keller, XIII, 1.

CHABAUD-LATOUR (le général, baron de —, ministre de la guerre). Soutient le projet relatif aux nouveaux forts sous Paris (1874), XV, 225; parle sur la question des nouveaux forts de Paris, 271.
V. *Fortifications de Paris.*

CHABROL (M. de). Propose au conseil des ministres de reconnaître la garantie acccordée aux adjudicataires de l'emprunt d'Haïti pour leurs avances, I, 29.
— M. de Chabrol cité par M. Thiers, 585.

CHAMBORD (le comte de). Son voyage à Londres (novembre 1843), VI, 327.
V. *Politique intérieure.*

CHAMBRES. Limite de leur rôle en matière de spécialité budgétaire, I, 7 et suiv.; rôle des — électives dans la monarchie parlementaire, 183; dualité des — électives, ses dangers, 186; une — ne peut être un bon administrateur en finances, 369.
— Un vote des Chambres sur des mesures générales n'engage que pour la durée d'une session, II, 11; conditions de l'indépendance des —, 432.
— Effet produit par leurs délibérations au dehors, IV, 98; nécessité de leur dire la vérité en matière d'entreprises extérieures, 147.
— Raisons qui doivent amener la décision des Chambres dans les questions techniques, V, 314; pouvoirs financiers d'un gouvernement représentatif en l'absence des —, 590.
— Les Chambres sont en possession du pouvoir constituant, VI, 216; but que doivent s'imposer les —, 233.

— Règles nécessaires pour la bonne composition des Chambres, VII, 112.

La publicité des débats des Chambres est rétablie (1861), IX, 355.

— Leur situation sans la responsabilité ministérielle, X, 38.

— Utilité du système des deux — XV, 151.

V. *Assemblées, Candidature officielle, Crédits, Élections, Finances, Politique extérieure et intérieure.*

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. Formée en uin-juillet 830, adopte le principe de la spécialité financière, I, 3; dissoute en 1831, 24; ouverture de la nouvelle Chambre (juillet 1831), 43; bases de l'élection en 1831, 49; son droit défini par M. Thiers, 172.

— Dissoute le 24 mai 1834, ouverture de la nouvelle, le 31 juillet, II, 379; éloge de la — de 1830 par M. Thiers, II, 433.

La Chambre convoquée en session extraordinaire après l'attentat de Fieschi, III 127.

— Elle est dissoute le 3 octobre 1837; élections de novembre IV 204; dissolution de 1839, élections du 2 mars, 381; état des partis dans la — en 1840, 475.

— La Chambre veut la conversion des rentes (1840), V, 72.

— État des partis dans la — (1844), VI, 259.

— Elections de 1842, dissolution de 1846, VII, 359; nombre considérable de fonctionnaires dans cette —, 599.

— Sa situation dans le pays, son rôle, XI, 468.

— Exposé des actes et de la politique de la — élue en février 1876, XV, 665; on l'a, à tort, taxée de radicalisme, 671.

V. *Candidature officielle, Élections, Fonctionnaires, Politique extérieure, Politique intérieure.*

CHAMBRE HAUTE. Utilité et avantages d'une —, I, 158; elle doit être héréditaire, 166, 186.

— Inconvénients d'une — élective, II, 183.

— Son rôle dans un gouvernement constitutionnel, V, 72, 124.

CHAMBRE DES PAIRS. La — comparée à la Chambre des députés, I, 170; ses discussions appréciées par M. Thiers, 170; le système électif convient peu pour former une —, 186 inconvénient probables d'un procès intenté à la duchesse de Berry devant la —, 525; désirs des partis à cet égard, 526.

— Ses qualités comme juridiction, III, 153; son identité avec le pays, 149; ses droits et sa juridiction 150; la — affaiblie par la Charte de 1830, 154.

— Son rôle, réponse à M. Molé, V, 127.

— La Chambre des pairs de la Restauration, ses origines, X, 50.

V. *Aristocratie, Pairie, Charte, Politique intérieure.*

CHAMBRE DES PAIRS d'Angleterre. Comparée à la Chambre des communes, I, 170.

V. *Angleterre.*

CHAMBRES américaines. Leur attitude dans l'affaire des indemnités, III, 18.

V. *États-Unis, Indemnités.*

CHANGARNIER (le général). Commande en chef l'armée de Paris (1850), IX, 60; hostilité du Pouvoir exécutif contre lui, 62; son éloge fait par M. Thiers, 82, 95; son renvoi (janvier 851), 96.
— Il proteste contre les accusations portées contre Bazaine, XIII, 288.
— Il interpelle le gouvernement à propos du banquet de Grenoble (1872), XV, 45.
V. *Bazaine, Metz, Politique intérieure.*

CHANGE. Les questions de—, en 1871, dans le payement de l'indemnité de guerre, XIII, 556.
V. *Banque de France, Emprunts.*

CHANZY (le général). Intervient dans la discussion du projet de loi sur la ratification du traité de Francfort, XIII, 237.

CHAPUIS-MONTLAVILLE (M.—, député). Attaque la politique du gouvernement (1835), III, 94.

CHARETON (le général). Parle dans la discussion du traité de Francfort, XIII, 237.
— Son amendement à la loi sur le recrutement de l'armée (1872), XIV, 267.
V. *Armée, Cadres.*

CHARGES PUBLIQUES. Leur poids est en raison de l'état de la richesse, I, 295.
V. *Impôts.*

CHARITÉ. Inconvénients de l'abus de la —, VIII, 454.
V. *Assistance.*

CHARLEMAGNE. Son rôle historique, XI, 38.

CHARLEMAGNE (M. —, député). Demande la réduction des pensions accordées par la Restauration, II, 13; parle sur les subventions aux théâtres (1834), 311; sur la situation du Théâtre Français, 317.
— Combat la censure théâtrale, III, 170.

CHARLES Ier d'Angleterre. Le jugement de — fut une hypocrisie, I, 522.
V. *Angleterre.*

CHARLES X. Ses idées et ses procédés en matière de gouvernement VII, 348.
V. *Politique intérieure, Restauration.*

CHARLES-ALBERT. Son insuccès à Novare, son abdication, VIII, 204.
V. *Italie, Politique extérieure.*

CHARLOTTE (l'impératrice). Son voyage en Europe, XI, 230.
V. *Maximilien, Mexique.*

CHARRAS (le colonel). Réponse de M. Thiers au — concernant la proposition des Questeurs, IX, 313.

CHARTE de 1814. Influence du roi de Prusse et du czar sur le don de la —, I, 89; ses dispositions relatives à la pairie, 149.
— Menaces de la retirer par autorité royale, II, 281; elle établit le principe de la responsabilité ministérielle, 549.
— La Charte était respectée par l'op-

position sous la Restauration, III, 137; enthousiasme du public pour la Charte en juillet 1830, 141; ses avantages, 137.
— Discussion de la —, X, 366.
V. *Constitution, Liberté, Restauration.*

CHARTE de 1830. Elle a réservé un vaste rôle complémentaire a la loi, I, 49; la — n'admet pas de religion d'État, 122; ses dispositions sur la pairie, 149; la — prescrit le payement des clergés chrétiens par l'État, 353; son article 60, relatif aux pensions, 416.
— La proposition de reviser les pensions accordées de 1814 à 1830 est contraire à la —, II, 2; nécessité de respecter des dispositions relatives aux pensions, 14; il est toujours aisé, mais dangereux de réformer la —, 103; la — n'a pas eu pour but de donner toutes les libertés à la fois, 189; ses dispositions relatives à la responsabilité ministérielle, 549; elle prescrit la présentation d'une loi sur la responsabilité des fonctionnaires, 563.
— Importance de la loi constitutionnelle ou charte, III, 144; son esprit en matière de juridiction politique, 150; respect du gouvernement de Juillet pour la Charte, 191.
— La charte n'a pas prévu la question de la régence, VI, 213; nécessité de la placer au-dessus de toute loi ordinaire, 219; ses dispositions relatives à l'enseignement public, 452; ses dispositions relativement aux cultes, son esprit à l'égard des congrégations religieuses, 643 et suiv.
— Discussion de la Charte, X, 369.
V. *Constitution, Gouvernement de Juillet, Liberté, Régence.*

CHASSÉ (le général). Occupe Anvers, IV, 316.
V. *Belgique.*

CHASSELOUP-LAUBAT. (M. de —, député). Parle sur la question des chemins de fer (1842), VI, 139; rejet de sa proposition, 179.
V. *Chemins de fer.*

CHATAM (lord). Exemple de sa vie, cité par M. Thiers, I, 178.

CHÂTEAU-LANDON. Qualité de la pierre à bâtir de —, III, 382.
V. *Monuments de Paris.*

CHATILLON. La redoute de —, enlevée par l'armée régulière (avril 1871), XIII, 177.
V. *Commune de Paris.*

CHÉGARAY, (M. —, député). Parle contre le ministère du 1er mars 1840, IV, 491.
V. *Cabinet.*

CHEMINS DE FER. Le gouvernement propose de commencer des études de — à ses frais (1833), II, 117.
— Le premier est construit à Saint-Étienne, III, 283; leur situation en 1836, 332; opinion de M. Thiers sur les —, 333; développement des — aux États-Unis, 334; causes de la lenteur des constructions en Europe, 335; leur avenir, 336; les — construits ou concédés en 1836, 339; prix de

construction des chemins de fer, III, 340.
— Solution mixte adoptée pour la construction des — (1840), IV, 480.
— Discours de M. Thiers sur la garantie d'intérêts demandée pour le — d'Orléans (1840), V, notice, 103; questions relatives au — de Strasbourg à Bâle (1840), 104; Opinion de M. Thiers sur le rôle de l'État en matière de —, 106; on ne peut en imposer l'exécution à l'État, 107, 114; mobilité des idées en France à ce sujet, 108; nécessité pour l'État d'aider les compagnies, 110; critique du système proposé, 111; mouvement créé en Belgique par les —, 115; nécessité d'agir sans retard, 116; acceptation du projet de la commission, 117.
— Discours de M. Thiers relatif aux grandes lignes de — (10 mai 1842), VI, notice, 137; danger de disperser les ressources de l'État, 141; situation des finances françaises, 142; excès des dépenses pour travaux publics, 146; l'État et les compagnies puisent dans les mêmes réserves de capitaux, 149; danger de prolonger les engagements du Trésor, 151; utilité et urgence des — selon M. Thiers (1842), 156; nécessité d'en limiter cependant l'accroissement, 158; M. Thiers propose de commencer la construction par une ligne unique nord-sud (1842), 159; avenir des —, 160; les — en Allemagne en 1842, 161; les — autrichiens ne peuvent faire concurrence à Marseille, 164; prompt développement des — en Belgique, 167; moyens de lutter contre leur concurrence, VI, 170; leur rôle en matière militaire, 173 et suiv.; ils ne seront pas aussi utiles qu'on le prétend, 175; danger et inutilité de l'extension trop grande des constructions, 176; rejet de la proposition tendant à établir une ligne unique, 179.
— Crise des compagnies de chemins de fer (1848), VII, 481.
— L'idée du rachat des — repoussée par M. Thiers (1848), VIII, 52.
— Discours de M. Thiers relatif à l'achèvement du chemin de fer de l'Ouest (1851), IX, notice 115; on n'a pas satisfait les intérêts de la Normandie, 118; l'intérêt des finances est dans l'exécution par l'État, 119; examen des tracés proposés, 120; leur rôle dans la défense des côtes, 122; leurs effets au point de vue de la concurrence intérieure, 127; leurs effets sur les intérêts locaux, 129 et suiv.; les — n'ont pas donné tout ce qu'on attendait, 131.
— Accroissement des garanties d'intérêts (1865), X, 322.
V. *Allemagne, Travaux publics.*

CHEMINS VICINAUX. Discours de M. Thiers relatif au classement des — (1836), XV, 293; systèmes en présence, 296; proposition relative au rôle de l'arrondissement, 297; dispositions de la proposition de loi, 301; choix des agents d'exécution, 306; discours de M. Thiers sur les —, (répartition des subventions départementales, 3 mars 1836), 313; règles applicables en matière de travaux publics (1836), 316; compétence du Parlement en matière de —, 317.

CHERBOURG. Dépenses faites pour le port de — (1830-36), III, 569.
— Sources des approvisionnements du port de — IX, 124.
V. *Marine.*

CHEVALIER (M. Auguste —, député). Parle sur le régime des traités de commerce, XI, 539.

CHEVANDIER DE VALDROME (M. —, ministre de l'intérieur). Son attitude dans l'affaire Hohenzollern (1870), XV, 501.

CHIFFRE DES AFFAIRES. Projet d'impôt sur le —, proposé en 1872, combattu par M. Thiers, XIV, 84, 140; discours sur ce projet (2 juillet 1872), 335; second discours sur le même sujet (3 juillet 1872), 377; discours sur l'art. 1er, 411; rejet du projet (11 juillet 1872), 482; c'est en réalité l'impôt sur le revenu, 494.
V. *Finances, Impôts.*

CHINE. Commerce de la France avec la —, VI, 596.
V. *Commerce extérieur.*

CHOISEUL (le duc de). Sa politique et son influence en Europe, VII, 100; mot de Frédéric II sur lui, 101.
V. *Politique extérieure.*

CHOMAGE. Moyens de parer au —, VIII, 511; il se produit à la fois et par l'effet des mêmes causes dans les chantiers privés et publics, 517.
V. *Assistance. Travail.*

CHRISTIAN IX. Conséquences de son avènement au trône de Danemark, X, 590.
V. *Politique extérieure.*

CHRISTIANISME. Tableau des origines du —, X, 117.
V. *Religion.*

CHRISTINE (la reine). Son attitude dans l'affaire des mariages espagnols, VII, 286; 370.
V. *Espagne.*

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES. Pratiques du second Empire au point de vue des —, IX, 439.
— Emploi de la loi sur les —, XII, 302; abus dans le remaniement des —, 385.
V. *Candidature officielle, Élections, Politique intérieure.*

CIRCULATION. Nécessité d'une — en espèces, VIII, 146; chiffre de la — en France (1848), 149.
— Inutilité et danger d'étendre la circulation du papier (1872), VIII, 397.
— Déposition de M Thiers dans l'enquête ouverte sur la Banque de France et sur la — fiduciaire (27 juillet 1866), XV, 357; état de la — en France (1866), 429.
V. *Banques, Billet de Banque, Crédit.*

CIVILISATION. Avantages des colonies au point de vue de la —, III, 512.
— Climats favorables à son développement, IX, 243.
— La civilisation étendue par la conquête, XI, 305; conditions de son progrès, 369.
V. *Afrique. Colonies.*

CLASSEMENT des chemins vicinaux. Discours de M. Thiers y relatif (1836), XV, 293.
V. *Chemins vicinaux.*

CLASSEMENT des emprunts, comment il s'opère, III, 214.
— Temps nécessaire pour le — (1842), VI, 150.
V. *Crédit public, Emprunt, Rentes.*

CLASSES. Les — riches du midi, leur attitude en 1831, I, 127.
— Les classes pauvres forment le principal appui du gouvernement, II, 22; la — ouvrière, trompée par les anarchistes, prend part au mouvement de février 1835 à Lyon, s'abstient ensuite, 342; antagonisme des — à Lyon, 578.
— Progrès réalisés par la — ouvrière (1837), IV, 115; nécessité de ne plus distinguer des — dans la nation au point de vue politique, 176.
— Mouvement des — dans le corps social, X, 45; mouvement des — à Rome, 47.
— Part des diverses classes dans le rendement des impôts de consommation, XIII, 596.
V. *Émeutes, Impôts, Lyon, Politique intérieure.*

CLAUSEL (le maréchal). Il affirme que Napoléon Ier savait entendre la vérité, III, 53; sa conduite comme gouverneur de l'Algérie, 500.
— Il propose une expédition contre Constantine, IV, 124.
V. *Algérie, Constantine, Napoléon Ier.*

CLAY (M.) Sa proposition à la Chambre des représentants des États-Unis relativement aux soieries d'Europe, III, 82,
— Cité par M. Thiers, 89.
V. *Commerce, Douanes, Libre-Échange, Protection, Soies.*

CLÉMENCE. La — n'a pas été pratiquée par la Restauration, II, 453; le gouvernement de Juillet la pratique, 453.
V. *Politique intérieure.*

CLÉMENCEAU. (M. —, député). Réclame l'élection immédiate d'un Conseil municipal à Paris (21 mars 1871), XIII, 113.
V. *Commune de Paris, Paris.*

CLÉMENT XIV. Ses relations avec Frédéric II à propos des jésuites, XI, 307.
V. *Jésuites.*

CLERGÉ. Le — signalé comme auxiliaire du parti légitimiste, I, 121; le — hostile et provocateur en 1831, 127; sa situation sous l'ancien régime, 174; quelle doit être son attitude vis-à-vis du gouvernement (1831), 247; réduction proposée des émoluments du haut —, 248; on propose de mettre les salaires du — à la charge des communes, 297; traitements du — en 1832, 327; la charte de 1830 met le traitement du — à la charge de l'État, 353; pensions du — en 1832, leur origine, 404; sa défiance à l'égard du gouvernement de Juillet (1832), 501.
— Augmentation des crédits relatifs au traitement des curés de campagne (budget de 1835), II, 420;

M. Thiers blâme son influence sous la Restauration, II, 452.
— Les crédits relatifs au clergé augmentés par le gouvernement de Juillet, III, 567.
— Ses prétentions en matière d'enseignement (1844), VI, 497; conditions de son recrutement, 555; son esprit est bon, 662; son attitude en 1844, 564.
— Influence et domination du clergé dans le Valais (1848), VII, 539.
— Concession faite au clergé dans la loi de 1850 sur l'Instruction publique, VIII, 402; son indépendance vis-à-vis des corporations religieuses, 680.
— Son rôle au Mexique, IX, 461.
— Son attitude en 1877, XV, 666.
V. *Biens, Concordat, Congrégations, Enseignement, Église, Gouvernement de Juillet, Papauté, Politique intérieure, Politique extérieure, Restauration, Séminaires, Société politique.*

CLIMATS. Leur influence sur le développement de la civilisation, IX, 243.
V. *Civilisation.*

CLUBS. Danger des — (1834), II, 330.
V. *Émeutes, Politique intérieure.*

COALITION. De toute l'Europe, est un fait improbable dans l'état actuel (1831), pourquoi? I, 200; forces qu'elle pourrait réunir contre la France (1831), 215; une — européenne serait peu dangereuse pour la France sans le concours de l'Angleterre (1832), 445.
— Utilité de l'alliance avec les États-Unis en cas de — continentale, III, 77.
— La coalition de 1840 dirigée contre la révolution de 1830, V, 232; la France doit toujours les craindre, 322.
— La coalition quasi permanente de l'Europe contre la France montrée par M. Thiers, IV, 14; les — faites en vue de sauvegarder les droits des neutres, 60.
V. *Angleterre, Autriche, Égypte, Napoléon, Politique extérieure, Prusse, Question d'Orient, Révolution.*

COALITION parlementaire de 1839, dirigée contre le pouvoir personnel, IV, 270.
V. *Gouvernement de Juillet, Louis-Philippe Ier, Politique intérieure.*

COALITIONS OUVRIÈRES. Effet des — à Lyon (1834), II, 291 et 591.
V. *Émeutes, Lyon.*

COBDEN. (M.) Cité par M. Thiers, XI, 565.
V. *Libre-Échange.*

COCHELET (M. —, consul général à Alexandrie). Instructions données à — par M. Thiers, en mars 1840, V, 191 et suiv.
V. *Égypte, Méhémet-Ali, Politique extérieure, Question d'Orient.*

COCHERY (M.). Assiste M. Thiers à Versailles (1870), XV, 560.

COCHUT (M. André). Cité par M. Thiers, VII, 43.

COLBERT. Action de — sur la marine, VII, 162; le grand Colbert crée l'inscription maritime, 228.

— Son action économique, IX, 205.
— Tableau de son œuvre, X, 385; utilité de ses règlements maritimes, 505; son action sur l'industrie, XII, 430.
V. *Colonies, Libre-Échange, Marine marchande, Protection.*

COLLÈGES. Effets de la concurrence entre les — libres et publics, VI, 512; comparaison entre les divers — publics et privés au point de vue de l'ordre et des études (1844), 522; question de la religion dans les — publics, 525; question de la surveillance dans les —, 530.
V. *Clergé, Congrégations, Enseignement, Instruction publique, Religion.*

COLLÈGE DE FRANCE. Questions relatives à la reconstruction du —, III, 384.
V. *Monuments de Paris.*

COLLIGNON (M. —, député). Motifs de son élection, VII, 124.

COLONIES. On propose de les abandonner; utilité de les conserver, III, 78; but de la protection accordée aux —, 291; discours de M. Thiers sur la question de l'Algérie (1836), notice, 499; divisions dans le Cabinet à ce sujet, 501; nécessité pour la France de s'assurer la possession de l'Algérie, 505; impossibilité d'éviter les erreurs dans les entreprises coloniales, 506; si la France abandonne l'Algérie, elle sera occupée par une autre puissance, 508, ou livrée à la piraterie, 509; importance de l'Algérie au point de vue économique, 513; précédents historiques, III, 516; fâcheuse situation des colonies françaises en 1836, 517; nécessité d'occuper l'Algérie entière, 520 et suiv.
— La France a cessé de rechercher de vastes — (1840), IV, 451; questions relatives aux colonies à sucre (1841), 561 et suiv.; chiffre du commerce de la France avec ses — (1840), 572; difficultés de tout début en matière de —, 645.
— Leur importance au point de vue maritime, VIII, 341; utilité des — à divers points de vue, 528.
— La question des sucres au point de vue des —, IX, 533; situation de nos colonies à sucre, 539; nécessité de les conserver, 542.
V. *Algérie, Bourbon (île), Colonisation, Marine marchande.*

COLONIES anglaises. Leur politique économique, XII, 431.
V. *Angleterre, Libre-Échange.*

COLONIES hollandaises. Leur situation douanière en 1840, V, 635; leur importance, 654.
V. *Libre-Échange.*

COLONISATION. Sacrifices exigés par une —, III, 623.
— Ses phases, IV, 154; la — n'est pas, en règle, dans le rôle du gouvernement, 128; nécessité de poursuivre la — de l'Algérie, 630.
— Discours de M. Thiers sur la — de l'Algérie (1840), V, 89.
— C'est un moyen de réduire le chômage, VIII, 480 et 527; la — agricole de la France, idée peu pratique, 533; les Français sont aptes à la —, 534; la — de l'A-

frique ne saurait se faire sans le concours actif de l'État, VIII, 539.
V. *Afrique, Algérie, Colonies.*

COLONS. Affaire des indemnités aux — d'Haïti, III, 598.
V. *Haïti, Indemnités.*

COLONS MILITAIRES. Les — en Algérie, V, 89.
V. *Algérie.*

COLONNE DE JUILLET. Détails sur l'érection de la —, III, 413.
V. *Monuments de Paris.*

COLONNE de la place Vendôme. Son rétablissement, XIII, 269.

COMITÉS ÉLECTORAUX. Les — assimilés aux clubs (1865), X, 29; leur utilité, 30.
— Le comité central fixe au 26 mars les élections municipales de Paris, XIII, 143.
V. *Élections, Liberté, Politique intérieure.*

COMITÉ DES FINANCES. Rapport de M. Thiers au — de 1848, VIII, 1; ses tendances exposées par M. Thiers, 50.
V. *Budget, Finances.*

COMITÉ. Des fortifications, ses travaux, V, 454.
— Comités révolutionnaires chargés de répartir l'impôt sur les riches, II, 40.
V. *Fortifications de Paris, Impôts.*

COMMANDANTS MILITAIRES. Caractères de leurs fonctions, II, 570.

COMMERCE. La liberté du — ne peut être établie brusquement, I, 160; le — a reçu des secours du gouvernement en 1830-1831, 228; dépenses du ministère du — et des travaux publics au budget de 1832, 242, 250; discours prononcé par M. Thiers à l'ouverture des Conseils généraux du —, etc. (15 février 1833), notice, 541; nécessité de recueillir l'avis des représentants de tous les intérêts, 542; tendance vers la liberté commerciale, 545; nécessité d'une transition, 546; questions à étudier, 546.
— Atteintes portées à la liberté du commerce par les arrêtés municipaux, II, 215; ses progrès de 1829 à 1833, 417.
— Importance des questions relatives au — avec les États-Unis en 1831, III, 33; le — avec les États-Unis, intérêts de la France (1834), 80 et suiv.; état du — avec divers pays, 84; influence de la protection et de la liberté sur le —, 271 et suiv.; services rendus par le système protecteur, 274; ses effets en Angleterre, 277; critiques adressées à ce système, 279; comparaison des chiffres du — en 1787 et en 1834, 285; répercussion de la protection sur les diverses branches du travail, 288; résultats du traité de 1786, 359.
— Le commerce exercé par les princes africains, IV, 156; situation du — en 1840 (particulièrement avec l'Amérique), 571.
— Traité de — avec la Hollande, discours de M. Thiers (1841), V, 629.
— Le commerce entre la France et

la Belgique (1842), VI, 172; divergence des intérêts de la France et de l'Angleterre en matière de commerce (1844), 308 et suiv.; insignifiance du — entre la France et la Chine, 596.
— Concurrence des intérêts de —, entre la France et l'Angleterre, VII, 12.
— Extension du — français dans l'Amérique du Sud, VIII, 335.
— Le régime commercial de la France, proposition Sainte-Beuve, discours de M. Thiers (1851), IX, notice, 135; dangers des théories libre-échangistes, 138; différence de situation entre la France et l'Angleterre, 141; situation des diverses industries au point de vue de la protection, 149; le blé, 150; le bétail, 165; la laine, 166; le bois, 172; la houille, 175; le fer, 179; le coton, 184; la marine, 191; effet de la protection sur les prix, 195; arguments et exemples contre la théorie libre-échangiste, 196 et suiv.; caractères de l'industrie française, 222; nécessité de la protection, 226; comparaison du prix de la vie en France et en Angleterre, 228; concurrence établie entre l'Angleterre et les États-Unis, 235; politique russe en matière de —, 240; situation de l'Europe par rapport au reste du monde, 242; second discours de M. Thiers sur le régime commercial de la France (1851), notice, 245; la liberté politique n'implique pas la liberté du —, 247; nouvel examen de la question des céréales, 248; action des tarifs contre les révolutions industrielles, 254; cherté des produits français, 266; concurrence de la main-d'œuvre étrangère, IX, 269; préface concernant les deux discours précédents, 278 et suiv.
— Rôle des tarifs de douane, leur variabilité, X, 412.
— Discours de M. Thiers sur les traités de — (17 avril 1869), XII, 351; la France est un pays commerçant, 371; obstacles à son développement à ce point de vue, 372, 378; mouvement du — de la France de 1830 à 1870, 499, 529; accroissement du — de la France avec l'Angleterre depuis 1860, 533.
— Impossibilité d'établir un impôt sur les affaires, XIV, 84, 142; examen de la question des tarifs fiscaux sur les matières premières, et de l'impôt sur le chiffre des affaires (1872), 335; organisation de l'impôt des patentes, 434; impossibilité d'établir un bon impôt sur le chiffre des affaires, 447.
— Sa situation fin 1872, XV, 9; situation nouvelle faite par la politique anglaise au point de vue du — (1866), 360; inconvénients des variations du taux de l'escompte au point de vue du —, 437, V. *Afrique*, *Angleterre*, *Douanes*, *Industrie*, *Libre-Échange*, *Prix*, *Protection*, *Régime économique*, *Tarifs*, *Traités de commerce*.

COMMISSION DU BUDGET de 1832; son organisation et ses travaux, rapport de M. Thiers, I, 227 et suiv.; la — de 1831, son avis sur l'organisation à donner aux caisses de retraite, 238; la — de 1832, prétentions de la minorité combattues par M. Thiers, comme rapporteur, 301.
V. *Budget*, *Finances*.

COMMISSION DE DÉFENSE. Ses travaux, V, 454.
V. *Fortifications de Paris.*

COMMISSION DES FINANCES. La nomination d'une — proposée, discours de M. Thiers à ce sujet (1871), XIII, 45.
V. *Budget, Emprunts, Finances.*

COMMISSION PARLEMENTAIRE. La décision d'une — n'engage pas la Chambre, III, 70.
— De 1851, chargée de préparer les résolutions nécessitées par les circonstances (10 janvier), IX, 62.
V. *Politique intérieure.*

COMMUNES. La Charte de 1830 promet une loi municipale, II, 53; leur situation vis-à-vis de l'État, 57; nécessité de la dépendance des subdivisions locales vis-à-vis du corps social, 58; leur situation légale avant la loi de 1833, 61; leur penchant pour les procès, 70; insuffisance des municipalités dans les petites —, 78; nécessité de reviser leurs plans de constructions, 71; tendance des grandes — à se faire une existence à part, 79; nécessité du contrôle de l'État sur l'acceptation des legs par les —, 82; tendances des — à emprunter, 84; discours de M. Thiers sur la division des — en deux classes (7 mai 1833), notice, 89; les — font elles-mêmes leur budget, 91; nécessité de les diviser en deux classes, 92; droit du gouvernement sur les arrêtés des maires, 94; les grandes — sont soustraites par le projet au contrôle financier, 97; insuffisance du contrôle du préfet, 99.
— Les communes sont aisément portées à la dépense, II, 101; importance des libertés municipales sous l'ancien régime, 103; l'institution des Chambres tient lieu de ces libertés, 103; nécessité de la centralisation, 104; nécessité du contrôle en matière de travaux publics des —, 107; danger des libertés locales pour l'État, 111; discours de M. Thiers sur les attributions des conseils municipaux (1834), notice, 239; nécessité du contrôle sur les —, 241; abus dans l'administration des —, 242; nécessité du contrôle préventif, 247; nécessité d'un contrôle sur leurs finances, 241; leur tendance à s'endetter, 242; tendances fiscales des —, 243.
— Leur avoir en rentes 5 0/0 en 1836, III, 209.
— Les — chargées de la rédaction des rôles de contributions, VI, 106.
— Charges résultant de l'entretien des hospices, VIII, 582.
V. *Administration, Arrêtés des maires, Biens communaux, Conseils municipaux, Impôt foncier, Maires.*

COMMUNE DE PARIS. Engagement entre les troupes et la —, communication de M. Thiers à ce sujet, XIII, 171; communication relative aux événements de Paris (27 avril 1871), 189; comment la — s'est emparée de Paris, 202; la — est une dictature, 203; prétentions des chefs de la —, 206; conditions offertes aux insurgés, 207; question Mortimer-Ternaux relative à la —, observations de M. Thiers, 213; communication à l'Assemblée au

sujet de l'entrée des troupes dans Paris (22 mai 1871), XIII, 263; discours de M. Thiers relatif à un incident se rapportant aux événements de Paris (24 mai 1871), notice, 273; l'insurrection est vaincue, 274; cause du retard des opérations, 275; incendies allumés pendant la nuit, 275; emploi du pétrole par la Commune de Paris, 276; mesures à prendre pour achever la victoire, 277; caractère à donner à la répression, 278; incident J. Ferry, 280; nécessité et difficulté de reconstituer l'administration à Paris, 282; dangers de la —, importance du succès obtenu, 300.

— Déposition de M. Thiers relative aux événements du 18 mars (24 août 1871), XV, 567; l'Internationale, son action, 570; attitude de M. Thiers après le 4 Septembre, 574; sa mission en Europe, 575; ses négociations à Versailles, 580; dispositions du gouvernement prussien, 584; journée du 31 octobre 1870, ses effets, 585; la négociation de paix, 590; ses effets sur l'opinion, 590; occupation de Paris par les Allemands, 591; situation de Paris après leur sortie, 593; l'Assemblée à Versailles, 594; faiblesse des ressources militaires du gouvernement, 595; inquiétude de l'opinion, 596; insubordination de la garde nationale, 599; affaire des canons, 600; retraite des troupes, 604; mesures militaires prises à Versailles, 609; premiers combats, 613; inquiétudes du gouvernement allemand, 615; combat de Châtillon, 617; attaque de la place et des forts, 618; entrée dans Paris, 622; résumé, XV, 624; nécessité de la modération dans la répression, 626.
V. *Paris, Politique intérieure.*

COMMUNISME. Ses effets sur la société, VIII, 82.
— Le communisme est impraticable, IX, 15.
V. *Travail.*

COMPAGNIES de travaux publics. Leur situation critique en 1846, VII, 319, 484.
V. *Travaux publics.*

COMPLOTS. Les troubles d'avril (1835) résultent d'un — organisé sur toute la France, II, 340.
— Projets de loi de 1837 pour la répression des —, IV, 172.
V. *Émeutes, Politique intérieure.*

COMPOSITEURS DE MUSIQUE. Leur opinion sur le théâtre de l'Opéra-Comique, III, 426 et suiv.
V. *Théâtres.*

COMPRESSION POLITIQUE. Ses dangers, VIII, 298.
V. *Politique intérieure.*

COMPTABILITÉ PUBLIQUE. Perfection de la — en France, projet d'en codifier les règlements, I, 9; la — est exacte et claire en France, 28; exactitude de la — militaire (1831), 253; sa régularité, 311; amélioration que le système actuel de — a introduit dans le budget, 363.
V. *Budget, Finances.*

COMPTES COURANTS des Receveurs généraux au Trésor. Impos-

sibilité d'en réduire l'intérêt, I, 337.
V. *Budget, Dette flottante, Finances.*

COMPTE DE LIQUIDATION. Le — alimenté par les annulations de crédits, XIV, 528; sa situation (1872), 623.
— Sa situation (1872), XV, 20; prévisions du —, 275.
V. *Dette publique, Emprunts, Finances.*

COMPTES RENDUS. Des séances du Parlement par la presse; dispositions y relatives de 1852 à 1868, amendement de Janzé, discours de M. Thiers (21 février 1868), XI, 453.
— De la visite faite aux militaires blessés par une députation de l'Assemblée nationale (4 avril 1871), XIII, 177.
V. *Commune de Paris, Presse.*

COMPTOIR D'ESCOMPTE. Il doit se borner à faire l'escompte, XV, 380; son rôle vis-à-vis de la Banque de France, 459.
V. *Banques, Escompte.*

COMTE (M. —, député). Propose d'abaisser le cens pour l'électorat départemental (1833), I, 530.
V. *Élections.*

CONCERT EUROPÉEN. Efforts de la France pour le réaliser en 1839, V, 243 et suiv.; la Russie y accède, 260; la France ne doit pas trop se hâter d'y rentrer (1841), 508; elle y rentre, 575.
— La France est rentrée dans le concert européen, VI, 2.
V. *Égypte, Orient, Politique extérieure.*

CONCLUSUM suisse. Explications de M. Thiers sur l'affaire du — (1836), IV, 6, 13.
V. *Sonderbund, Suisse.*

CONCORDAT. Dispositions du — en ce qui concerne les congrégations religieuses, VI, 628.
— Sagesse du Concordat, XIII, 421; influence de Bossuet sur le —, 422.
V. *Clergé, Congrégations, Enseignement, Papauté.*

CONCURRENCE. Des fers étrangers vis-à-vis des fers français, III, 318 et suiv.; des entrepreneurs dans les marchés de travaux publics, 412.
— Du crédit public et du crédit privé, VI, 149.
— Ses effets, VIII, 68 et suiv.
— Effets des chemins de fer sur la concurrence intérieure, IX, 127; intensité de la — industrielle que la France rencontre en Europe (1851), 224.
— Effets des tarifs douaniers sur la concurrence, XI, 550.
— Effets de la — internationale sur les prix, XII, 586.
V. *Commerce, Protection, Traités de commerce.*

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE. Ses forces militaires disponibles en 1831, I, 216.
— Son but, II, 302.
— Ses prétentions sur le Luxembourg, IV, 309.
— Origines de la —, son principe, X, 615.

— Son caractère défensif, XI, 150; son action pacifique, 269.
V. *Allemagne, Autriche, Politique extérieure, Prusse.*

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD. Sa situation politique, XI, 71.
V. *Politique extérieure, Prusse.*

CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE. Son organisation, VII, 515.
V. *Politique extérieure, Suisse, Sonderbund.*

CONFÉRENCES. De Londres (1830), situation de la France à la —, I, 80; nécessité d'accepter la — sur les affaires belges, 94; manière de délibérer dans les — 94; la — de Londres n'a pu être étendue à la Pologne, pourquoi, 110.
— Comment la conférence de Londres a été saisie de la question belge, IV, 306; une — est proposée à Vienne pour régler la question d'Orient (1839), 436.
— Proposition de réunir une — à Vienne pour régler les affaires d'Orient (1839), V, 164.
V. *Belgique, Grèce, Orient, Politique extérieure.*

CONFIANCE. Elle est nécessaire en matière financière, I, 8.
— La confiance fondement du crédit public et privé, XV, 359.
V. *Crédit, Dette publique, Emprunt, Finances.*

CONGÉS. Les — donnés par le ministre de la Guerre dans des vues d'économie, XII, 57.
V. *Armée, Budget, Finances.*

CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES. Présentation d'un projet de loi pour interdire l'enseignement aux — non autorisées, VI, 446; adoption, 447; controverses sur leur enseignement avant 1789, 464; précautions proposées pour les écarter de l'enseignement (1844), 491; motifs du projet de loi proposé, 497; interpellation de M. Thiers sur les — (1845), notice, 617; droits de l'État vis-à-vis des —, 625; concessions faites aux — par la Restauration, 635; la loi sur les associations leur est applicable, 638.
— Discours de M. Thiers sur les — non autorisées (loi de 1850 sur l'Instruction publique), VIII, notice, 661; le projet donne la liberté à tout le monde, 663; nécessité d'un contrôle, 667; pourquoi la loi ne parle pas des —, 671; situation du clergé séculier vis-à-vis des —, 681.
V. *Clergé, Concordat, Enseignement, Instruction publique, Jésuites.*

CONGRÈS. De Vienne, la Révolution de 1830 devait porter atteinte aux actes du —, I, 424.
— La France propose un — pour régler les affaires danoises, refus de l'Europe, ses motifs, X, 596.
V. *Danemark, Politique extérieure, Traités de* 1815.

CONQUÊTE. La — de la Belgique eût soulevé une guerre générale, I, 69; la France renonce à la politique de —, en 1830, 426.
— Difficulté pour la France de faire et d'assurer des —, III, 603.
V. *Belgique, France, Politique extérieure.*

CONSCRIPTION. Ses résultats, VIII, 199.
V. *Armée.*

CONSCRITS. Opinion de Napoléon sur la valeur des — en campagne, V, 391.
V. *Armée, Cadres.*

CONSEIL. Réfugié politique en Suisse, discours de M. Thiers relatif à l'affaire —, IV, notice, 1; questions relatives au droit d'asile pour les réfugiés politiques, 4 et suiv.; M. Thiers atteste sa bonne foi dans l'affaire —, 14; ses explications sur cette affaire, 16; M. de Montalivet assume la responsabilité de l'affaire, 18.
V. *Suisse.*

CONSEILS ACADÉMIQUES départementaux. Discours de M. Thiers sur la question des — (1850), VIII, 593 et suiv.; motifs en faveur de leur institution, 623; caractère de leurs fonctions, 625.
V. *Instruction publique.*

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT. Discours de M. Thiers sur l'organisation des conseils généraux et des — (16 janvier 1833), I, notice, 529; limites du droit électoral, 532; abstention aux élections, 535; foi politique du pays, 536; le suffrage universel est dangereux et peu praticable, 528; fermeté et sagesse du gouvernement, 539.
V. *Politique intérieure.*

CONSEIL DES BÂTIMENTS CIVILS. Son rôle vis-à-vis des communes, II, 71, 107.
V. *Communes.*

CONSEIL D'ÉTAT. Efficacité de sa compétence en matière d'autorisations de poursuites contre les fonctionnaires, II, 564; son indépendance affirmée par M. Thiers (1835), 567.
— Statistique des demandes en autorisation de poursuites introduites devant le — contre des fonctionnaires, III, 298; caractère de sa juridiction sur les actes des fonctionnaires, 303.
— Le Conseil d'État appelé à intervenir dans les questions de discipline de l'enseignement, VI, 509.
— Inconvénients du service extraordinaire au —, VII, 48; ses caractères et son but (1846), 67.
V. *Administration, Agents du pouvoir, Article 75 de la Constitution de l'an VIII, Instruction publique.*

CONSEILS GÉNÉRAUX. Discours de M. Thiers sur l'organisation des — et des conseils d'arrondissement (16 janvier 1833), I, notice, 529; limites normales du droit électoral, impossibilité de les étendre beaucoup, 532 et suiv.
— Leurs débuts (1834), II, 407.
— Leur influence introduite dans l'enseignement (1850), VIII, 618.
— Succès des élections aux —, en 1871, XIII, 546.
— Le droit de classer les chemins vicinaux remis aux —, XV, 294.
V. *Chemins vicinaux, Instruction publique.*

CONSEILS GÉNÉRAUX des Manufactures, du Commerce et de l'Agriculture. Discours prononcé par M. Thiers à l'ouverture des — (15 février 1833), I, notice, 541;

but de la réunion simultanée des trois conseils, I, 542.
V. *Agriculture, Commerce, Industrie.*

CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Discours de M. Thiers sur le — (1846), VII, notice, 35; attitude des ministres successifs dans cette question, 39; utilité des institutions de la Révolution et de l'Empire, 40; vues de Napoléon en créant l'unité de l'enseignement, 42; sa conception du —, 47; la Restauration prépare la rupture de l'unité universitaire, 51; elle supprime le —, 52; elle revient aux idées de Napoléon, 54; discussion des réformes de M. de Salvandy en 1845, 57 et suiv.; différence entre le — et le Conseil d'État, 67; le — doit être peu nombreux, 68.
— Sa composition, d'après la loi de 1850, VIII, 431.
V. *Enseignement, Instruction publique.*

CONSEILS MUNICIPAUX. Extension des — par la monarchie de Juillet, I, 534.
— Rôle et attributions des —, II, 60; discours de M. Thiers relatif aux attributions des —, notice, 239; dilapidations de certains — sous le Consulat, 241; tendance des — à endetter les communes, 242; leurs mauvaises tendances économiques, 243; nécessité d'un contrôle autorisé, 245; proportion des — dissous sur l'ensemble (1834), 410.
V. *Arrêtés municipaux, Centralisation, Communes, Décentralisation, Maires.*

CONSEIL DE PRÉFECTURE. Nécessité de soumettre au — les procès des communes, II, 70.
V. *Communes.*

CONSEIL DES PRISES MARITIMES. Base de ses décisions, III, 61.

CONSEILLERS DE PRÉFECTURE. La commission du budget de 1832 propose de charger un — du service de secrétaire général, I, 251.

CONSERVATION. Persistance de l'esprit de —, dans les classes appelées à diriger, X, 42 et suiv.
V. *Classes, Politique intérieure.*

CONSOLIDATIONS. État des — de fonds flottants en 1836, III, 232.
V. *Amortissement, Dette publique, Finances.*

CONSOMMATION comparée des diverses classes, XIII, 596.
— La consommation considérée comme base pour l'impôt, XIV, 652 et suiv.
V. *Impôts.*

CONSPIRATIONS. Vigilance du gouvernement pour déjouer les — royalistes (1832), I, 484; effet des — sur les partis, 128; M. Thiers ne croit pas à l'existence de — en 1831, 130.
— Nécessité de les prévenir, II, 182.
— Les conspirations des réfugiés politiques en Suisse, IV, 9.
V. *Conseil, Gouvernement de Juillet, Politique intérieure, Suisse.*

CONSULS. On propose de remplacer les — de carrière par des

agents commerçants, inconvénients de ce système (1831), I, 245.

CONSULAT. Situation intérieure de la France sous le —, I, 492.
— Causes de son succès, II, 478.
— L'enseignement sous le —, VI, 465.

CONSTANTINE. Échec de —, discussion à ce sujet, IV, 124 ; les responsabilités dans l'affaire de —, 146 ; politique appliquée dans la province de — (1840), 621.
V. *Algérie.*

CONSTANTINOPLE. La France s'oppose à l'occupation de — par la Russie (1833), II, 209.
— Cette ville menacée par Sébastopol, IV, 422 ; il n'y a pas de menace immédiate contre — (1840), IV, 511.
— Conférences de Constantinople sur la question d'Égypte (1839), V, 166.
— La Russie ne songe pas à occuper immédiatement — (1842), VI, 42.
— Importance de cette ville aux yeux de Napoléon Ier, XI, 75.
V. *Égypte, Politique extérieure, Question d'Orient, Russie.*

CONSTITUANTE (l'Assemblée). Idées de la — au sujet de la Régence, VI, 222.
V. *Régence.*

CONSTITUTION. La presse ne doit pas pouvoir attaquer la —, III, 143 ; l'analogie de — ne suffit pas pour déterminer des alliances ou des inimitiés éternelles, 601.
— But de toute constitution, VIII, 273.
— La constitution est le premier intérêt d'un peuple, X, 335 ; la France n'a rien emprunté aux — étrangères, 361 ; l'étranger a fait des emprunts à la — de 1814, 370.
V. *Alliances, Charte, Presse.*

CONSTITUTION de 1791. La — appréciée par M. Thiers, I, 152.
— Causes de sa chute, X, 363.
V. *Révolution.*

CONSTITUTION de l'an VIII. Ses dispositions relatives à la responsabilité des fonctionnaires, II, 550 ; efficacité de l'article 75, 565 et suiv.
— Nécessité de cet article, III, 297.
— Ses caractères, X, 364.
— Portée de son article 75, XI, 441 ; nécessité de le modifier, 446 ; contrepoids de cet article, 446.
V. *Administration, Agents du pouvoir, Article 75, Conseil d'État.*

CONSTITUTION de 1814. Sa rédaction, X, 366 ; son influence, 369.
V. *Charte de 1814.*

CONSTITUTION de 1830. Sa rédaction, X, 369.
V. *Charte de 1830.*

CONSTITUTION de 1848. Discours de M. Thiers sur l'article 8 (droit au travail), VIII, 57 ; second discours sur le remplacement militaire, 161 ; elle n'a pas été violée par la politique suivie en Italie, 252 ; ses dispositions relatives à l'Instruction publique, 385.
— Ses dispositions en matière électorale, IX, 2 ; la confusion des pouvoirs dans la —, IX, 110.
V. *Droit au Travail, Instruction publique, Politique intérieure, Politique extérieure.*

CONSTITUTION de 1852. Modification de son article 42, IX, 355; discours de M. Thiers sur les libertés nécessaires à la France, 357.
— Ses dispositions antilibérales, X, 16; son caractère temporaire, 336; droits politiques établis par la —, 339.
— Nécessité de la modifier (1868), XII, 50, 153; la — doit se développer progressivement, 274.
V. *Liberté, Politique intérieure.*

CONSTITUTION de la troisième République. Nécessité de voter les lois organiques essentielles (1873), XV, 167.

CONSTITUTION anglaise. Son influence sur la politique en France, X, 361 et suiv.
V. *Angleterre.*

CONSTITUTION de 1812. La — imposée à la reine Isabelle (1836), IV, 3; imposée à la reine Christine, (1836), 49.
V. *Espagne, Politique extérieure.*

CONSTITUTION civile du clergé. Opinion de M. Jules Simon et de M. Thiers sur la —, XI, 316.
V. *Clergé, Église, Religion.*

CONSTRUCTIONS NAVALES. Supériorité de la France en matière de —, IX, 562.
V. *Marine marchande.*

CONSULTATIONS nationales. Résultats variables des — faites de 1789 à 1830 touchant la forme du gouvernement, XI, 115.
V. *Politique intérieure.*

CONTINGENTS. Projets du baron Louis pour fixer les — des impôts directs (1830), VI, 112.
V. *Impôts.*

CONTRAINTE PAR CORPS. M. Thiers hostile à la suppression de la —, X, 375.

CONTREBANDE DE GUERRE. Seule chose interdite au trafic des neutres pendant la guerre, III, 38.
V. *Neutralité.*

CONTRE-RÉVOLUTION. La — en Espagne, nécessité de la combattre, IV, 260.
— Ses promesses, leur fausseté, VI, 249.
— Le gouvernement favorise la — (1846), VII, 305.
V. *Espagne, Politique intérieure Quadruple alliance.*

CONTRIBUABLE. Effets des impôts fondés sur la simple déclaration au point de vue de la moralité du —, XIV, 462.
V. *Impôts.*

CONTRIBUTIONS extraordinaires de 1831. Discours de M. Thiers (5 avril 1831), I, notice, 23; nécessité des douzièmes provisoires, 26; interruption de la perception, 27; besoins extraordinaires, 30; bases des — proposées, 38.
V. *Budget, Finances.*

CONTRIBUTIONS directes. Loi sur les — revisée en 1831, I, 27.
— Dispositions de la loi de 1832 sur la répartition des —, VI, 99; réforme des — sous le Directoire 108; sous le Consulat, 109; par le baron Louis, 111.
— Rendement des —, XIII, 589.

— Produit donné par les quatre contributions directes XIV, 650.
V. *Agents des contributions directes, Impôts.*

CONTRIBUTION foncière. M. Louis propose d'y ajouter 55 centimes extraordinaires, I, 24 ; refus de la commission, 24; elle peut seule supporter une surtaxe en 1831, dans quelle mesure, 38.
V. *Contributions extraordinaires, Impôts.*

CONTRIBUTIONS indirectes. Loi sur les — revisée en 1831, I, 27.
— Conséquences de la responsabilité des agents des —, III, 311.
— Produit des — en 1871, XIII, 596.
V. *Agents des contributions indirectes, Impôts.*

CONTRIBUTION des patentes. M. Louis propose d'y ajouter 50 centimes extraordinaires, I, 24 ; refus de la commission, 24.
V. *Impôts.*

CONTRIBUTION personnelle et mobilière. La — rejetée sur l'octroi, III, 363.
V. *Impôts, Octrois.*

CONTRÔLE. M. Thiers réclame un — politique obtenu au moyen du gouvernement du pays par le pays, I, VI.
— Nécessité du — de l'État sur les actes des communes, II, 239 et suiv.; exercé par l'opinion sur les fonctionnaires, 560.
— Nécessité du — législatif, ses conditions, IX, 385.
— Le défaut de — politique a permis l'expédition du Mexique, XI, 167.
— Les effets du contrôle politique, XI, 242.
V. *Administration, Agents du pouvoir, Gouvernement représentatif, Maires, Politique intérieure.*

CONTRÔLEURS des contributions directes. Leurs pouvoirs en matière de recensement (discussion de 1842), VI, 114 et suiv.; utilité de contrôler leurs dires par ceux des maires, 128.
V. *Contributions, Impôts.*

CONVENANCES. Nécessité pour le gouvernement de les observer dans les élections, IX, 422.
V. *Candidature officielle, Élections, Politique intérieure.*

CONVENTION NATIONALE. Motif de ses excès, I, 64 ; inutilité de ses efforts pour réformer les mœurs, 464.
— Ses idées relatives à l'enseignement, VI, 460
V. *Instruction publique.*

CONVENTION. Du 27 septembre 1816 relative aux réclamations pécuniaires de la Pologne, II, 499 ; — de 1818, ses dispositions relatives aux réclamations pécuniaires élevées contre la France, II, 502.
— Du 30 décembre 1800, ses clauses (conflit avec les États-Unis), III, 1.
— Du 13 juillet 1841, dite des détroits, VI, 1 ; — du 30 novembre 1831 entre la France et l'Angleterre (Traite des noirs), 53 ; — du 23 mars 1833, 63,
— Du 12 juin 1848, entre la France et l'Uruguay, VIII, 327.
— Du 31 août 1861 (créances mexicaines), IX, 464, 471.

— Du 15 septembre 1864, relative aux affaires de Rome, X, 54 ; appréciée par M. Thiers, 79; ses conséquences, 158, la Convention de Gastein (duchés danois), 403.
— La convention de la Soledad (19 février 1862), XI, 183 ; portée de la — du 15 septembre 1864 avec l'Italie, 355.
— Discours de M. Thiers sur une — à conclure avec l'Allemagne (16 septembre 1871), XIII, 495.
V. *Allemagne, Angleterre, Danemark, Italie, Mexique, Papauté, Plata (La), Politique extérieure, Pologne, Question d'Orient, Rome, Traités de* 1815, *Uruguay.*

CONVERSION des fonds publics. Un amortissement énergique facilite la —, I, 292 ; nécessité de conserver l'amortissement pour préparer une —, 397 ; M. Laffitte demande la — du 5 0/0 (1833), 561.
— Discussion de 1836 sur la —, III, 198 ; légitimité de cette opération, 201 et suiv.; calcul des bénéfices de l'opération proposée (1836), 212 ; difficultés d'une opération de — en 1836, 227 ; discours de M. Thiers sur la — des rentes (21 mars 1836), notice, 248 ; l'idée est ancienne, 252 ; la question de la — a provoqué la chute du Cabinet, 253; le Cabinet l'admet, à quelles conditions (1836), 254; question du choix du type, 257 ; la résolution du gouvernement est transactionnelle, 360; effets d'une menace de — sur les rentes classées, 263.
— Diversité des formes possibles, III, 267.
— Discours de M. Thiers sur la — (1840), IV, notice, 521 ; droit de l'État d'opérer la conversion, IV, 523; utilité de la mesure, 525; le gouvernement ne la prendra que sous condition, 527.
— Discours de M. Thiers relatif à la — (mai 1840), V, notice, 49; affirmation du droit du Trésor, 51 ; signification du rapport de Cambon, 55; causes de la banqueroute de l'an VI, 59 ; le capital de la dette subsiste et se prête au remboursement, 60 ; affirmation du droit de l'État, 65 ; la — est une opération loyale, 66; opportunité de la mesure, 69; opinion du cabinet à ce sujet, 73; rejet du projet, 77.
— Légitimité de cette opération, ses conditions, IX, 340 ; résultats de la — de 1862, 341.
V. *Amortissement, Dette publique, Emprunt, Finances.*

COOPÉRATION. Limites de son efficacité, XII, 552.
V. *Assistance.*

COPENHAGUE. Bombardée par l'Angleterre pour faire échouer la ligue des neutres, III, 41.
V. *Neutralité.*

CORCELLE (M. de). Ministre de France à Rome, son attitude (1849), VIII, 307.
V. *Italie, Papauté, Politique extérieure, Rome.*

CORDOVA (le général). Réorganise l'armée espagnole (1835), IV, 47.
V. *Espagne, Politique extérieure.*

CORPORATIONS. Certaines — rétablies par des arrêtés municipaux, II, 64; réapparition de

l'esprit des corporations dans les localités, II, 215.
V. *Arrêtés municipaux, Communes, Maires, Politique intérieure.*

CORPS LÉGISLATIF. Le — n'est pas consulté à propos de l'expédition du Mexique, XI, 190.
— Il est opprimé par la dictature (1869), XII, 229; discours de M. Thiers relatif au règlement du — (13 janvier 1870), 405; utilité de la publicité des votes, 406; du vote par appel nominal, 407; utilité du droit d'adresse, 409; applications en Angleterre, 412.
— Le corps législatif de 1863 apprécié par M. Thiers, XV, 482; réaction causée dans le — par les échecs de 1870, 515.
V. *Liberté, Politique intérieure.*

CORPS SOCIAL. Mouvement des classes dans le —, X, 45.
V. *Classes.*

CORRESPONDANTS du Trésor. Danger de leurs spéculations, IV, 105 et suiv.
— État de leurs avances (1848), VII, 456.
— Énumération des —, IX, 335.
V. *Finances, Trésor public, Trésoriers généraux.*

CORRUPTION. Dangers de la — électorale en France (1844), VI, 264.
— La corruption administrative, ses diverses formes, VII, 100.
V. *Candidature officielle, Élections, Gouvernement représentatif.*

CORVÉE. La — était très onéreuse pour le pays, I, 355.
V. *Travaux publics.*

CORWIN (M. —, ministre des États-Unis à Mexico). Cité par M. Thiers, XI, 170.
V. *Mexique, Politique extérieure, Texas.*

CÔTES maritimes. Rôle des chemins de fer dans la défense des — IX, 122.
V. *Chemins de fer.*

COTONS. Effet de l'abaissement des tarifs sur l'importation des — américains (1834), III, 81; développement de la fabrication des — en France sous le régime protecteur, 280; le — introduit en Égypte, 512.
— Progrès de la fabrication des — en France (1790-1840), IV, 592.
— Régime économique des cotons avant 1840, V, 638.
— Consommation des cotons à diverses époques, VIII, 78.
— Progrès de l'industrie des cotons en France (1851), IX, 185; nécessité de la protection pour les —, 185; situation de l'industrie des — en France (1851), 295; la culture des — au Mexique, 505.
— Variations du prix des cotons, XI, 550; effets des traités de commerce, 581, 622; progrès réalisés dans l'emploi des —, 583; l'industrie des — n'a pas été activée par les traités de commerce, 634.
— Situation de l'industrie du coton (1870), XII, 370, 439.
— Possibilité d'établir des droits fiscaux à l'importation des — bruts (1872), XIV, 64, 352, 399, 671.
V. *Impôts, Industrie, Libre-échange, Protection, Traités de commerce.*

COTTA (le libraire). Cité par

M. Thiers comme le promoteur du Zollverein, XI, 140.
V. *Association douanière.*

COULMANN (M. —, député). Sa question relative aux affaires d'Allemagne (1834), II, 302.
V. *Politique extérieure.*

COUP D'ÉTAT. Bruits de — mis en circulation en septembre 1870, XV, 526.

COUR D'APPEL. La commission du budget de 1832 propose de réduire le nombre des —, I, 244.
— Arrêt de la Cour de Paris (de 1826) contre les jésuites, VI, 641.
V. *Jésuites.*

COUR D'ASSISES. La — de Colmar acquitte les complices de Louis-Napoléon, IV, 171.
V. *Napoléon III, Politique intérieure.*

COUR DE CASSATION. Son rôle, I, 276.

COUR DES COMPTES. Efficacité de son contrôle, I, 257; proposition de réduire la dépense afférente à la —, 258.
V. *Budget, Finances.*

COUR DES PAIRS. La — chargée de juger les insurgés de Lyon et de Paris (1834), II, 335; discours de M. Thiers relatif à la construction d'une salle provisoire pour la —, (1834) 445; M. Odilon Barrot s'oppose à la reconnaissance de la compétence de la — par la Chambre, 464; pourquoi on lui a remis le jugement des insurgés d'avril, II, 473; nécessité de construire une salle provisoire pour la cour des Pairs (procès des insurgés d'avril), 488.
— Discours de M. Thiers sur la juridiction de la — en matière de presse (1835), III, notice, 127; critiques dirigées contre le gouvernement à ce sujet, 131; attitude de la presse sous la Restauration, 135; la liberté de la presse admise par le gouvernement, 142; limites de cette liberté, 144; inconvénients du jury en matière de presse, 147; justification de la juridiction de la — en cette matière, 149.
— Sa compétence en matière d'attentat, XI, 426 et suiv.
V. *Chambre des Pairs, Presse.*

COURS ÉTRANGÈRES. Les — ont refusé de prêter leur concours pour une seconde Restauration (1833), I, 518.
V. *Gouvernement de Juillet, Restauration.*

COURS de la rente. Le vrai but de l'amortissement n'est pas de soutenir le —, I, 287; action de l'amortissement sur le —, 289; effets de la suppression partielle de l'amortissement sur le —, 290.
— Sa marche de 1814 à 1836, III, 214.
— Des rentes en 1840, IV, 51.
V. *Amortissement, Dettes publiques, Finances.*

COURS FORCÉ. Ses effets en 1871, XIII, 365; sa nécessité (1871), 633.
— Ses dangers, XV, 407.
V. *Banque de France, Billet de banque.*

COURSE. Efficacité de la — contre les grandes nations maritimes, I, 280.
— Inconvénients de la guerre de course, VII, 175, 231.
V. *Marine.*

COUSIN (M. Victor). Nommé ministre de l'Instruction publique, IV, 462.

COUTUMES FÉODALES. Les — reparaissent dans certains règlements municipaux, II, 216.
V. *Arrêtés municipaux, Communes, Conseils municipaux, Maires.*

COUVENTS. Les — supprimés en Suisse, VII, 536.
V. *Politique extérieure, Sonderbund, Suisse.*

CRACOVIE. Questions relatives à l'occupation de — (1836), III, 465; détails sur cet événement, 469; attitude du gouvernement français, 472.
— Promesses de l'Autriche en occupant —, IV, 349.
— Annexion de — (1846), VII, 360; effet produit en Angleterre par l'annexion de —, 417.
V. *Politique extérieure, Pologne.*

CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES. Chiffre des — en 1848 et revenu de ces créances, VIII, 23.
V. *Crédit, Credit foncier, Hypothèques.*

CRÉDITS LÉGISLATIFS. Spécialité des—, I, 4; abus des — complémentaires, 28; définition des — extraordinaires, 28.
— Ouverture d'un crédit de 100 millions pour travaux publics, discours de M. Thiers (1833), II, 113, 127; demande de crédits pour secours aux victimes des troubles de Lyon (1834), II, 369; justification du — demandé pour couvrir les dépenses relatives aux procès d'avril (1835), 485.
— Suppléments de crédits demandés pour dépenses secrètes, III, 93; formalités pour un changement d'affectation de —, 366; emploi des — extraordinaires (1830-1836), 590.
— Discours de M. Thiers sur les — demandés en 1841, V, 519, 557; emploi fréquent des — supplémentaires sous la Restauration, 555; discours de M. Thiers, relatif aux — supplémentaires (12 avril 1841), V, notice, 519; difficulté alléguée de maintenir l'ordre au dedans, 522; dépenses imputées au Cabinet précédent, 523; exposé de sa politique financière, 526 et suiv.; danger des — ouverts par ordonnance, 587.
— Discours de M. Thiers sur les crédits demandés pour la marine (1846), VII, 151, 209; discours de M. Thiers relatif aux — supplémentaires (13 mai 1846), 237.
— Rapport de M. Thiers sur le projet de loi relatif à des — extraordinaires (affaires de Rome 1849), VIII, 307; discours sur une demande de — (affaire de l'Uruguay, 1850), 327.
— Le gouvernement impérial renonce aux — supplémentaires, IX, 610.
— Les crédits supplémentaires sont remplacés par le budget rectificatif, X, 270, et XII, 95.
— Exemples de l'abus des crédit

supplémentaires (1868), XII, 23, 59; annulations de crédits 95.
V. *Budget, Finances.*

CRÉDIT PUBLIC. Sa situation en 1830-31, I, 34; Napoléon Ier se méfiait du —, 163; le — employé parfois à la place de l'impôt, 287; effets de la réduction de l'amortissement sur le —, 290; somme à demander au — en 1832, 306, 309; nécessité pour l'État de conserver des biens immobiliers pour servir de base éventuelle au —, 345; le premier Empire n'a pas usé du —, 365; nécessité de recourir au crédit à notre époque (1832), 378; raison qui fait préférer le recours au crédit à l'impôt dans les temps difficiles, 379; il est entièrement rétabli (1833), 561; impossibilité de se passer du — (1833), 564; il est nécessité par les dépenses extraordinaires, 565; raisons qui le font préférer à l'impôt dans certains cas, 566.
— Dangers d'une réduction des rentes pour le — (1836), III, 202; le — est un des deux éléments de la puissance de l'État, 223.
— Concurrence du crédit public et du — privé, VI, 149.
— Proposition Proudhon sur la réorganisation de l'impôt et du —, rapport de M. Thiers (1848), VIII, notice, 1; exposé du projet, 3; appréciation du projet, 7 et suiv.; situation du — en 1848, 107 et suiv.
— Le crédit employé comme moyen de préparer le communisme, IX, 16.
— Nécessité de l'amortissement pour le soutenir, X, 233; pratique de l'Angleterre en matière de —, X, 234; opinion du baron Louis sur le crédit public, 272, 278.
— Solidité du crédit en France, XII, 150.
— Énergie et solidité du crédit de la France, XIII, 75, 491.
— Dangers de nouveaux emprunts pour le — (1874), XV, 232, 372.
V. *Amortissement, Budget, Conversion, Crise commerciale, Dette publique, Emprunt, Finances, Rente.*

CRÉDIT AGRICOLE. Difficultés que rencontre l'établissement du —, X, 462.
V. *Agriculture, Crédit foncier, Crédit privé.*

CRÉDIT FONCIER. Examen des questions relatives aux établissements de —, VIII, 491; origine ancienne du — en Prusse, 494.
V. *Crédit foncier de France, Crédit privé.*

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE. But et portée du — en ce qui concerne l'agriculture, VIII, 491.
— L'établissement du — n'a pas profité à l'agriculture, X, 462.
— Sa situation vis-à-vis du Trésor, XII, 70, 131; ses prêts non autorisés à la ville de Paris, 230; son intervention dans la situation financière de la ville de Paris, 259.
— Questions relatives aux établissements pratiquant le prêt à long terme, XV, 449.
V. *Crédit privé, Paris.*

CRÉDIT INDUSTRIEL. Dangers des prêts à long terme en matière d'industrie, XV, 449.

CRÉDIT MOBILIER. Questions relatives aux établissements pratiquant le prêt à long terme, XV, 449.

CRÉDIT PRIVÉ. Action des grandes banques sur le —, V, 28.
— Proposition Proudhon relative à la réorganisation de l'impôt et du —, VIII, notice, 1; rapport de M. Thiers, 3; appréciation du projet, 7 et suiv.; rôle de l'État en matière de —, 483; but et portée du — agricole, 491; système des lettres de gage dans divers pays, 496.
— Difficulté d'assurer un bon crédit à l'agriculture, X, 462.
— Distinction entre le crédit public et privé, XIII, 380.
— Déposition de M. Thiers sur la Banque de France, caractères du vrai —, XV, 359 et suiv.
V. *Agriculture, Banque de France, Crédit foncier.*

CRÉDIT RÉCIPROQUE. Proposition de Proudhon relative à l'organisation du — (1848), VIII, 1; rapport de M. Thiers, 3 et suiv.
V. *Assistance, Travail.*

CRIEURS PUBLICS. Nécessité d'une action préventive contre les — II, 331.
V. *Presse.*

CRIMÉE. La guerre de — approuvée par M. Thiers, IX, 599.
— Même sujet, X, 37.
— Conséquences de cette guerre —, XI, 29,
V. *Politique extérieure, Question d'Orient, Russie, Turquie.*

CRIMES POLITIQUES. Inefficacité du jury pour les juger, III, 147.
V. *Cour des Pairs.*

CRISE COMMERCIALE. La — de 1825, ses effets sur le crédit public, III, 230.
— Action de la Banque de France en temps de —, V, 29.
— La crise de 1848, ses causes, VIII, 19; influence de la spéculation sur les — spécialement en matière d'industrie, 490; périodicité des —, 522.
— Effets du libre-échange en cas de crise, IX, 183; effets des tarifs douaniers sur les —, 255.
— La crise de 1869, ses effets en France, XII, 355.
— Les crises de 1826, 1830, 1847, attitude de la Banque de France, XV, 423.
V. *Commerce, Industrie, Libre-Échange, Protection.*

CRISE FINANCIÈRE. De 1848, ses effets, X, 281.
— Crise des banques en 1848, ses causes, XV, 379; effets des crises monétaires, 425.
V. *Banque, Banque de France, Circulation.*

CRISES MINISTÉRIELLES. De novembre 1834, discours y relatif, II, 379; de novembre 1834, discours de M. Thiers en réponse à M. Sauzet (6 décembre 1834), 429; de février 1835, discours de M. Thiers, 513.
— Du 22 avril 1839, discours de M. Thiers sur ses causes, IV, 381.
V. *Cabinet, Ministère, Politique intérieure.*

CRISES MONÉTAIRES. Examen des causes et des effets des —, XV, 422.
V. *Circulation.*

CROISEURS. La question du nombre des — dans les traités relatifs à la traite, VI, 63.
V. *Droit de visite, Traite des noirs.*

CROMWELL. Son action en faveur des Protestants, I, 210; sur la marine anglaise, 545.
V. *Acte de navigation, Politique extérieure.*

CUBIÈRES (le général de). Nommé ministre de la Guerre en 1839, IV, 411, et en 1840, 462.

CULTES. Exagération des économies demandées par l'opposition sur le budget des — en 1832, I, 327.
— Augmentation des dépenses relatives aux — de 1830 à 1836, III, 567.
— Nécessité de l'égalité des cultes, X, 96.
— Leur égalité devant la loi, XI, 301; nécessité de les respecter et de les favoriser, 302; influence politique attachée à l'expansion du —, 319; le respect de tous les — est d'accord avec les principes de 1789, 324.
V. *Clergé, Concordat, Curés, Religion.*

CULTURES. État des — coloniales près d'Alger (1836), III, 529.
— Avantages des cultures industrielles, IV, 598.
V. *Agriculture, Algérie, Industrie.*

CUNIN-GRIDAINE (M. —, député). Son opinion sur les mobiles qui font agir les nations (1836), III, 347.
— Nommé ministre du Commerce (1839), IV, 411.

CURÉS. Traitements des — de campagne en 1832, I, 327; de ceux des villes en 1832, 328.
V. *Cultes, Religion.*

D

DAMAS (M. de —, ministre des Affaires étrangères). Refuse de payer les indemnités américaines, III, 8.
V. *États-Unis, Indemnites.*

DAMAS. Affaire des Juifs de — (1840), V, 79.
V. *Syrie, Politique extérieure.*

DAMRÉMONT (le général). Sa mort héroïque, IV, 646.

DANEMARK. Influence des affaires d'Italie sur celles de —, X, 152; affaires du — (1852-1866), 395; spoliation du —, 577; devoirs de la France envers cet État, 580; il est mal récompensé de sa fidélité envers la France, 582; historique de la question, 586; garantie du — par les Puissances, 587; travaux de la conférence, 596; le — abandonné par l'Europe, 604; les duchés danois occupés par l'Autriche et la Prusse seules, 606.
— Intérêt de l'Europe à préserver le —, XI, 54, 56; action de la France dans la question de —

XI, 126; conséquences de l'abandon de 1852, 129.
V. *Allemagne, Angleterre, Autriche, Copenhague, Politique extérieure, Prusse.*

DARBLAY (M. —, député). Présente un amendement et parle sur la question des banquets (février 1848), VII, 585.
V. *Banquets, Politique intérieure.*

DARDANELLES. La question du passage forcé des — en 1839, V, 246; inutilité d'un acte international pour les fermer aux navires armés, 572.
— L'entrée en est interdite aux navires de guerre, VI, 1.
V. *Constantinople, Détroits, Politique extérieure, Question d'Orient, Russie, Turquie.*

DARIMON (M. —, député). Sa pétition au Sénat, relative au régime de la presse, XI, 462.
V. *Contrôle, Cour des pairs, Presse.*

DAVOUT (le maréchal). Sa conduite à Hambourg, X, 580.

DÉBATS DES CHAMBRES LÉGISLATIVES. La publicité des — est rétablie (1861), IX, 355.
— Historique de la question de la publicité des —, XI, 455.
V. *Chambres, Liberté, Politique intérieure.*

DEBELLEYME (M. —, député). Son amendement au projet d'Adresse de 1839, IV, 352; il intervient dans la discussion de l'Adresse (1839), 367.
V. *Adresse.*

DECAZES (le duc). Parle dans la discussion de l'impôt sur les matières premières (1872), XIV, 107, 377.
V. *Finances, Impôt, Industrie.*

DÉCENTRALISATION. Discours de M. Thiers sur la — (loi municipale, 6 mai 1833), II, notice, 53; il approuve l'esprit du projet, 55; raison de la —, 57; rôle du maire, 59; du Conseil municipal, 60; abus des autorités locales, 63; intérêt de l'État à les contrôler, 66; utilité de l'unité dans le gouvernement, 73; effets de la presse à ce sujet, 75; examen du projet de la commission, 78 et suiv.
— Sens des projets de décentralisation de 1865, X, 11; la — sous le gouvernement de Juillet et sous le second Empire, 377.
V. *Centralisation, Communes, Conseil municipal, Maire, Politique intérieure.*

DÉCHÉANCE DE NAPOLÉON III. Discours de M. Thiers relatif à la motion de — (1er mars 1871), XIII, 27; la France n'a pas voulu la guerre, 29; adoption, 31.
— Détails relatifs à la —, XV, 529.
V. *Napoléon III.*

DÉCIME. Impôt d'un — sur toutes les contributions, proposé en janvier 1871, examen, XIV, 12, 55; difficultés du recouvrement, 61.
V. *Budget, Finances, Impôt.*

DÉCLAMATIONS. Au sujet de la Pologne, I, 101.
V. *Pologne.*

DÉCLARATION faite devant les Chambres, le 4 mars 1840 (formation du nouveau ministère), IV, 461.
V. *Politique intérieure.*

DÉCLARATION GALLICANE. La —, résumée par M. Thiers, VI, 492.
V. *Clergé, Concordat.*

DÉCOUVERTS DU TRÉSOR. Montant des — pour les années 1840-1842, VI, 138.
— Signification de ce terme, IX, 332.
— Leur permanence (1868), XII, 38.
V. *Budgets, Finances.*

DÉCRET DE BERLIN. Justification du —, III, 437.
V. *Blocus continental.*

DÉFENSE NATIONALE. Utilité des forteresses pour la —, V, 326.
V. *Fortifications de Paris.*

DÉFENSE NATIONALE (le gouvernement de la). Ses fautes, XIII, 313 et suiv.
— Déposition devant la commission d'enquête chargée d'examiner les actes du —, XV, 475.
V. *Politique intérieure.*

DEFFAUDIS (M.). Sa mission à La Plata, VII, 237.
V. *Plata (La).*

DÉFICIT. M. Thiers nie que le budget de 1832 soit en —, I, 304; sa définition du —. 306; la dette flottante ne constitue pas un —, 309.
— Origine du — en 1827, son chiffre en 1834, II, 421.
— Abus de ce mot dans les discussions politiques, III, 551.
— Discussion sur le déficit d'un milliard imputé au Cabinet du 1er mars 1840, V, 523, 535.
— Le déficit est à peu près comblé (1842), VI, 144.
— Les budgets de 1846-1848 se soldent en —, VII, 448.
— Évaluation du déficit sur le budget de 1848, VIII, 46.
— Calcul du déficit au budget de 1866, X, 219 et 319; le — des budgets sous le second Empire, 247.
— Évaluation du déficit en 1868, XII, 35.
— Le déficit dans le budget de 1870, XIII, 361; dans celui de 1871, 362 et suiv.
V. *Budget, Finances.*

DE FLOTTE (M. —, député). Élu à l'Assemblée législative, IX , 7; signification de son élection (1850), 8.
V. *Politique intérieure.*

DÉGRÈVEMENT. La suppression de l'amortissement ne saurait permettre un — (1832), I, 396.
V. *Amortissement, Budget, Finances, Impôts.*

DÉLÉGUÉS républicains de la Gironde. Discours aux — (25 mars 1874), XV, 635.
V. *Politique intérieure.*

DELESSERT (M. Benjamin —, député). Combat la conversion de la rente (1836), III, 199.
V. *Conversion, Crédit, Dette publique, Rentes.*

DELFOSSE (M. —, président de la

chambre consultative de Roubaix). Cité par M. Thiers, XII, 464.
V. *Libre-Échange, Traités de commerce.*

DÉLITS DE PRESSE. Détermination des —, XI, 378.
V. *Cour des Pairs, Presse.*

DÉMAGOGIE. Action de la — en Italie en 1848, VIII, 263.
V. *Partis, Politique intérieure, Politique extérieure.*

DEMARÇAY (le général —, député). Intervient dans la discussion sur les affaires allemandes (1834), II, 302; réponse de M. Thiers, 303.
V. *Politique extérieure.*

DÉMISSION donnée par M. Thiers (20 janvier 1872), non acceptée par l'Assemblée et retirée, XIV, 146 et suiv.
— Donnée par M. Thiers et acceptée (24 mai 1873), XV, 223.
V. *Politique intérieure.*

DÉMOCRATIE. Le gouvernement de la — défini par M. Thiers, I, 154; la —, élément nécessaire de la monarchie représentative, 156; danger pour le pays de rester livré aux caprices de la —, 191; l'esprit d'exclusion et d'économie mal entendue amène la — à créer une aristocratie d'argent, 462.
— Nécessité de tempérer la démocratie absolue, III, 306.
— La démocratie n'est pas favorable au développement des études supérieures, VIII, 608.
— Évolution de la démocratie à Florence. X, 69.
— Autre définition de la démocratie par M. Thiers, XII, 54.
V. *Aristocratie, Instruction publique, Politique intérieure.*

DENFERT-ROCHEREAU (le colonel). Sa lettre relative au traité de Francfort, XIII, 261.
V. *Belfort.*

DEPARCIEUX. Cité par M. Thiers, VIII, 573.
V. *Dépopulation, Population.*

DÉPARTEMENTS. La Charte de 1830 promet une loi départementale, II, 53.
V. *Centralisation, Conseils généraux, Décentralisation, Organisation départementale.*

DÉPENSES PUBLIQUES. État des — extraordinaires en 1830-1831; leurs causes, I, 228; accroissement des — au budget de 1832, 230; les — des divers ministères en 1831, 241 et suiv.; la décentralisation n'aurait aucune influence sérieuse sur la réduction des —, 268; danger des — extraordinaires, 295; exagération des économies proposées par l'opposition sur les — (1832), 325 et suiv.; les — en 1789, 364; entraînement des Chambres à voter des — supplémentaires, 369.
— Elles étaient en grande partie locales sous l'ancien régime, II, 25; tendance des grandes villes à exagérer leurs —, 97; la crainte de la guerre porte les États à modérer leurs —, 102.
— Détail des augmentations de dépenses de 1830 à 1836, III, 567; les révolutions les augmentent, 571;

les dépenses publiques de la Restauration comparées à celles du gouvernement de Juillet, III, 584; les — extraordinaires du gouvernement de Juillet, 1830-1836, 590.
— Progression des dépenses (1830-1846), VII, 316; progression des — de 1840 à 1847, 440 et suiv.
— Nécessité de réduire les dépenses, IX,661; accroissement des — entre 1851 et 1865, 615 et suiv.
— Accroissement des dépenses et combinaison des budgets en 1868, XII, 8 et suiv.; dangers de cette pratique financière, 145.
— Détail des dépenses à inscrire au budget de 1873, XIV, 545.
V. *Angleterre, Budgets, Crédits, Finances.*

DÉPENSES LOCALES. L'exagération des — compromet le produit des impôts généraux, II, 68.
— Contrôle nécessaire du gouvernement sur les —, XII, 88.
V. *Communes, Centralisation.*

DÉPENSES MILITAIRES. Les — en Prusse et en France (1831), I, 206.
— Exagération des plans de — (1874), XV, 231.
V. *Armée, Finances.*

DÉPENSES SECRÈTES. Discours de M. Thiers relatif à un crédit de 1,200,000 francs pour — (1835), III, notice, 93; utilité de ce crédit, 99.
— Autre discours de M. Thiers relatif aux — (1837), IV, 171; crises du gouvernement en 1836 et 1837, 178; désunion de la majorité, 180; ses causes, 181; vice de la tendance politique du gouvernement, IV, 199; vote du crédit, 204; autre discours de M. Thiers sur les dépenses secrètes (1840), notice, 467; explications sur la formation du Cabinet, 468; sur sa politique, 476; second discours de M. Thiers relatif aux — de 1840 (Chambre des pairs), notice, 493; explications sur la politique du Cabinet, 495; adoption du crédit, 520.
— Discours de M. Thiers relatif au projet de loi relatif aux — (1841), V, notice, 495; explications sur la politique du Cabinet du 1er mars, 497.
V. *Politique intérieure.*

DÉPOPULATION DES CAMPAGNES. Elle produit des perturbations économiques, XII, 147.
V. *Agriculture.*

DÉPORTATION. Projet de loi sur la —, IV, 172.
V. *Détenus.*

DÉPOSANTS des caisses d'épargne, distingués selon leur qualité (1837), IV, 115.
V. *Caisses d'épargne.*

DÉPOSITIONS de M. Thiers. Dans l'enquête ouverte sur la Banque de France et sur la circulation fiduciaire (27 juillet 1866), XV, 357; devant la commission d'enquête chargée d'examiner les actes du gouvernement de la Défense nationale (17 septembre 1871), 475; devant la commission d'enquête chargée de rechercher les causes de l'insurrection du 18 mars (24 août 1871), 567.
V. *Banque de France, Commune de Paris, Gouvernement de la Défense.*

DÉPÔTS DE MENDICITÉ. Leur utilité, nécessité de les multiplier, VIII, 542.
V. *Assistance.*

DÉPUTÉS. Certains — recommandent des fonctionnaires suspects, I, 55.
— Leur attachement aux intérêts locaux, III, 556.
— Proposition Remilly, tendant à interdire les fonctions publiques aux —, discours de M. Thiers sur ce sujet, IV, notice, 529; mauvais accueil fait à une proposition antérieure, 531; examen de la question, 533; causes du fait signalé, 534; situation de l'Angleterre à ce point du vue, 535; le gouvernement ne cherche pas à multiplier les fonctionnaires dans les Chambres, 536; les députés fonctionnaires ne sont pas dépendants, 537; nécessité de résister à leur trop grande multiplicité, 538; moyens praticables dans ce but, 544.
— Dépendance des députés vis-à-vis des électeurs, abus qui peuvent en résulter, VI, 264.
— Discours de M. Thiers sur les députés fonctionnaires (1846), VII, notice, 95; importance de la question, 96; rappel des faits de 1840, 97; danger des réformes en France, 98; utilité de celle que l'on propose, 99; vices du gouvernement absolu, 100; des gouvernements libres, 101; dangers de la corruption, 103; un exemple donné par l'Angleterre, 105; situation en France, 110; raison fondamentale de l'admission des fonctionnaires dans les chambres, 113; situation actuelle dans la Chambre des députés, VII, 114; comparée à celle de 1832, 119; abus en résultant, 126; dangers qu'elle prépare, 130; motifs de la proposition, 135; M. Thiers se défend de vouloir attaquer la royauté, 140; son vrai but, 142.
V. *Politique intérieure.*

DERBY (lord). Cité par M. Thiers, XI, 77.

DESAIX (le général). Blessé au siège de Kehl, sauve son adversaire, XI, 371.

DÉSARMEMENT. Proposition d'un — général, conditions, I, 147; opportunité du — en 1831, 209.
— Impossibilité d'obtenir le — de l'Europe en juin 1870, XII, 612.
V. *Dépenses militaires, Politique extérieure.*

DÉSAVEU. Gravité d'un — imposé à un agent qui dépasse ses instructions, VI, 345; exemples, Navarin et Ancône, 346.
V. *Politique extérieure.*

DESCARTES. Son influence sur l'esprit humain, X, 113.
V. *Philosophie.*

DESEILLIGNY (M. —, député). Intervient dans la discussion du budget de 1873 (1872), XIV, 613.
V. *Budget.*

DESMICHELS (le général). Traite avec Abd-el-Kader, III, 627.
V. *Abd-el-Kader, Algérie.*

DESMOUSSEAUX DE GIVRÉ (M. —, député). Ses attaques contre M. de Rémusat (décembre 1840), V, 299; réponse de M. Thiers, 300.

DESPOTISME LOCAL. Exemples de — organisé par des arrêtés municipaux, II, 64.
V. *Arrêtés, Maires.*

DESTITUTION des fonctionnaires légitimistes en 1830, I, 136; de fonctionnaires, leurs effets sur le budget, 238.
V. *Députés, Fonctionnaires, Partis, Pensions.*

DÉTENUS. Moyens employés pour moraliser les jeunes —, VIII, 472.
V. *Assistance,*

DÉTROITS. Conséquence de la fermeture des — ottomans, au point de vue français, V, 574.
— La fermeture des détroits ottomans appréciée par M. Thiers, VI, 42 et suiv.
V. *Orient, Question d'Orient.*

DETTE PUBLIQUE. Accroissement des charges de la — en 1830-1831, I, 231; chiffre de ces charges en 1832, 231; détails de la — au budget de 1832, 233; les mesures d'économie ne peuvent porter sur le service de la dette (1831), 241; nécessité de rembourser la —, 287; utilité de l'existence d'une —, 288; sa limite rationnelle, 288; on propose de l'éteindre au moyen de la vente des forêts, 297; M. Thiers combat cette idée, 344; elle ne peut disparaître que par l'amortissement, I, 348; montant de la dette léguée par l'Empire à la Restauration, 365; discours de M. Thiers sur l'amortissement, notice, 375; on prétend que l'amortissement ne peut réussir à éteindre la —, 375 et suiv.; M. Thiers combat cette opinion, 381; nécessité de l'existence d'une —, 381; nécessité de la maintenir dans une proportion modérée, 383; motifs de son prompt accroissement, 383; comment il faut organiser l'amortissement, 384; périodes de paix et de guerre comparées, 385; combinaison de l'amortissement et de la conversion, 386; nécessité de régler d'avance l'amortissement, 392; inconvénients resultant de sa réduction, 396; doit-on rembourser la —, 567.
— Suppression des dettes d'État à État en 1814, II, 493.
— Réalité de la dette contractée envers les États-Unis par application du décret de Berlin, III, 20; conséquences de l'extinction de la — des États-Unis vers 1831, 33; divisions de la — en France et en Angleterre, 216; son augmentation après 1830, 565; sa situation en 1836, 575.
— Extension de la dette de 1830 à 1846, VII, 336.
— Accroissements de la dette de 1851 à 1865, IX, 621.
— Nécessité de l'amortir pendant la paix, X, 231; chiffre de la — française en 1865, 315.
— Abandon de l'amortissement en France, XII, 10.
V. *Amortissement, Angleterre, Conversion, Emprunt.*

DETTE FLOTTANTE. Consolidation de la — par une contribution extraordinaire (1831), son utilité, nécessité de la restreindre, I, 23; elle ne doit figurer au budget que pour les intérêts, règle de remboursement des capitaux de la —, 31; quotité de la — en 1831, sa composition, cette dette est-elle trop forte? 32; motifs de son innocuité actuelle, 33; accroissement de la — en 1830-1831, 231; la — ne constitue pas un déficit, 308.
— État des consolidations en 1836, III, 233.
— Nécessité de la développer (1837), IV, 118: sa différence avec la dette fondée, 120.
— La surcharge de la — en 1842, VI, 138 et suiv.
— Excès de la dette flottante en 1846, VII, 322, 339; sa situation en 1848, 454 et suiv.
— Discours de M. Thiers sur la — (1863), IX, notice, 327; définition de la —, 332; règles qui gouvernent l'emploi de la —, 334; exagération de la — en 1847, 588; son règlement en 1848, 591.
— Sa situation en 1865, X, 297; la — surchargée par les déficits des budgets (1863-1866), 329.
— Sa situation (1868), XII, 65; ses subdivisions, 69; exagération et danger de la — (1868), 122; sa composition, 124.
— Sa situation (1871), XIII, 366; faible chiffre de la — (1871), 648.
V. *Budgets, Finances.*

DETTE HYPOTHÉCAIRE. La — en France (1848), VIII, 113.
V. *Crédit foncier, Hypothèques.*

DETTE DU MEXIQUE. Son montant pour chaque pays créancier, IX, 476.
— Elle sera difficilement payée, X, 294.
V. *Mexique.*

DETTE VIAGÈRE. La — en 1831, I, 235.
— Sa situation en 1846, VII, 337.
V. *Pensions.*

DEUX-SICILES. Les — accèdent aux conventions relatives à la répression de la traite, VI, 193.
V. *Droit de visite, Traite des Noirs.*

DICTATURE. Ses dangers, X, 39.
V. *Politique intérieure.*

DIEU. Nécessité de l'idée de — comme sanction de la morale, XI, 304.
— Son action sur les choses humaines, XV, 3; son existence démontrée par la nature, 77.
V. *Religion.*

DIFFAMATION par la voie de la presse, exception en ce qui concerne les agents du pouvoir, XI, 441.
V. *Agents du pouvoir, Presse.*

DIJON. L'insurrection est préparée à — (1834), II, 601.
V. *Émeutes.*

DILAPIDATIONS de certains conseils municipaux sous le Consulat, II, 241.
V. *Communes.*

DÎME ROYALE (la — par Vauban).

Résumé de cet ouvrage par M. Thiers, V, 382.
V. *Impôts*.

DIPLOMATIE. Nécessité de la —, choix de ses agents, I, 350; Napoléon Ier en a compris l'importance, 456.
— La tromperie n'est pas un bon procédé de —, III, 459; ses vrais moyens d'influence, 460.
V. *Agents diplomatiques, Politique extérieure*.

DIRECTOIRE. Le — a adouci les lois contre les émigrés, I, 411; ses désordres ont été une réaction contre l'austérité imposée par la Convention, 464.
— Le gouvernement du — apprécié par M. Thiers, II, 279.
V. *Émigration, Politique intérieure, Révolution*.

DISCIPLINE. Son importance au point de vue militaire, I, 66; la —, qualité nécessaire en France, 191.
— Absence de discipline chez les jeunes troupes, VIII, 190.
V. *Armée, Cadres*.

DISCOURS DU TRÔNE du 23 juillet 1831, cité, I, 43.
V. *Adresse, Politique extérieure, Politique intérieure*.

DISCUSSIONS. Excès dans les — parlementaires, IV, 130.
— Avantages politiques d'une discussion libre, VIII, 644.
— Nécessité du droit de — et ses effets, XI, 373; nécessité du droit de — dans un gouvernement, 471 et suiv.
V. *Politique intérieure, Presse*.

DISSOLUTION. Des gardes nationales (1834), II, 402, 410; des conseils municipaux, 410.
— Effets de la dissolution sur la Chambre (1840), IV, 499.
— La dissolution considérée comme contrepoids du gouvernement représentatif, X, 356.
— Campagne de banquets tentée pour arriver à la — de l'Assemblée nationale, incident de Grenoble, XV, 45 et suiv.; la — de 1877, manifeste de M. Thiers aux électeurs du IXe arrondissement de Paris, 663 et suiv.
V. *Chambre des députés, Élections, Politique intérieure*.

DIVIDENDES. Moyens employés pour établir des — fictifs, X, 253.
V. *Impôts*.

DOBLADO (le général). Chargé de traiter avec les alliés (affaires du Mexique, 1862), IX, 478.
— Sa négociation avec le général Prim à la Vera-Cruz, XI, 181.
V. *Mexique*.

DODE (le général). Son opinion sur le système de fortifications convenable pour Paris, V, 456 et XV, 242.
V. *Fortifications de Paris*.

DOLLFUS (M. Jean —, député). Sa discussion avec M. Thiers, relativement aux tarifs de douane (1851), IX, 294.
V. *Douanes, Libre-échange, Protection*.

DOMAINE IMMOBILIER DE L'ÉTAT. Nécessité de garder un

domaine pour fournir une base éventuelle au crédit public, I, 345.
V. *Crédit public, Dette publique.*

DOMESTIQUES. Leur situation au point de vue électoral, IX, 35.
V. *Élections.*

DOMICILE. Importance du — au point de vue électoral, IX, 28.
V. *Élections.*

DOMMAGES causés par l'invasion, question du payement par le Trésor (1871), XIII, 435.
V. *Droit public, Guerre de 1870.*

DONATAIRES. Pensions établies en faveur des — 1821, I, 404.
— État des pensions des donataires en 1833, II, 5.
V. *Pensions.*

DONGERMAIN. Attitude des tribunaux dans l'affaire de —, III, 299.

DOTATION. Demande d'une — pour le duc de Nemours (1840), IV, 461.
— Incident relatif au projet de dotation supplémentaire (1844), VI, 277.
— La dotation du président de la République portée à 3 millions, danger de cette mesure (1850), IX, 83.
V. *Politique intérieure.*

DOUAIRS.
V. *Abd-el-Kader.*

DOUANES. Difficulté d'un remaniement des — dans le sens protecteur (1834), II, 362.
— Discours de M. Thiers relatif à la loi de — (1836), III, notice, 269; importance générale de la question des douanes, III, 272; autre discours relatif aux fers au bois 315; autre discours sur l'introduction des rails étrangers (1836), 331; inconvénients du régime des — en Allemagne avant le Zollverein, 347; discours de M. Thiers sur l'union douanière allemande (1836), 345; second projet de loi sur les — (1836), discours de M. Thiers y relatif, notice, 355; utilité de la protection, 358.
— Motifs qui ont dominé la politique anglaise en matière de —, IX, 142 et suiv.; discours de M. Thiers sur le régime commercial de la France (1851), 245; examen du rôle des — comme moyen de protection économique, 246 et suiv.
— Rôle des tarifs de douane en matière économique, X, 412; causes et effets des — en ce qui concerne l'agriculture et la réforme des tarifs en Angleterre, X, 464.
— Insuffisance des tarifs résultant des traités de commerce au point de vue de la protection, XII, 446, 464.
— Faible sécurité donnée par le certificat d'origine, effets de l'expertise, XIV, 406; son action sur l'impôt intérieur, 660; la protection par les — coûte peu au consommateur, 661.
V. *Commerce, Industrie, Libre-Échange, Protection, Tarifs.*

DOUAY (le général). Arrête l'incendie des Tuileries (1871), XIII, 275.

DOUZIÈMES PROVISOIRES. Accordés en 1831, I, 14; demandés en

avril 1831, I, 24 ; constituent un système fâcheux, 26 ;causes de son application en 1831, 26; causes de leur emploi en 1830-1831, I, 225.
V. *Budgets, Finances.*

DRAPEAU. Le — rouge arboré dans les journées des 5 et 6 juin 1832, I, 472.
— Le drapeau tricolore est le vrai drapeau de la France, III, 7.
V. *Émeutes, Lyon.*

DRAPS. Situation de l'industrie des — en 1840, IV, 593.
— Situation de l'industrie des draps en 1870, XII, 467.
V. *Commerce, Industrie, Libre-Échange, Protection.*

DRAWBACK. La faculté du — accordée au sucre indigène, IX, 551.
— Son emploi, avantages et inconvénients, XIV, 63 ; il est accordé aux cotons, 67 ; la faculté du — réservée dans divers traités de commerce, 344 ; avantage des droits élevés avec faculté de —, 665.
V. *Admissions temporaires, Protection.*

DREUX-BRÉZÉ (M. de —, membre de la Chambre des pairs). Combat le projet de loi sur la garantie de l'emprunt grec (1833), II, 144.
— Critique le traité de la quadruple alliance, III, 180.
V. *Espagne, Grèce, Politique extérieure.*

DROIT. Le — acquis des individus ne peut être remis en question par un vote des Chambres, II, 12 ; la monarchie de Juillet a accepté le — européen tel qu'il était établi par les traités, II, 196.
— Opinion de M. Thiers sur le droit d'asile, IV, 6.
— Le droit commun est applicable à l'État, V, 53.
— Nécessité d'avoir la force pour appuyer le —, VI, 48.
— Le droit à l'assistance n'existe pas, VIII, 457 et suiv.
— La question de droit dans la puissance temporelle du Pape, X, 103 ; violations du — en Europe (1866), 575.
V. *Assistance, Droit public, Droit de visite, Papauté, Politique extérieure.*

DROIT D'ASILE.
V. *Conseil.*

DROITS COMPENSATEURS. Les — dans les traités de commerce, XIV, 47 ; leur admission par les gouvernements étrangers, 101 ; applications des —, 343, 382 ; question des — en 1872, 642.
V. *Douanes, Libre-échange, Protection, Traités de commerce.*

DROIT DIVIN. Base qu'il donne à la royauté, I, 172.
— Il est invoqué par la Restauration, en essayant la monarchie représentative, II, 282.
V. *Politique intérieure, Restauration.*

DROITS DE L'HOMME (Société des). Son action dans les troubles de Lyon, II, 590.
V. *Émeutes, Lyon.*

DROIT ÉLECTORAL. Le pays peut limiter par une loi le droit élec-

toral, I, 532 ; conditions du — sous la Restauration, 533.
V. *Droits politiques.*

DROIT DES GENS. Ses progrès, III, 512.
— Progrès réalisés par le — (1841), V, 645.
V. *Droit public.*

DROIT POLITIQUE. Le — défini par M. Thiers, I, 172.
V. *Liberté.*

DROITS POLITIQUES. La monarchie de Juillet a beaucoup étendu les —, I, 534.
— Leur imprescriptibilité, X, 338.
V. *Élections, Gouvernement de Juillet.*

DROITS PROTECTEURS. Les — sur les fers en 1814 et 1822, III, 315.
V. *Douanes, Droits compensateurs, Fers, Libre-Échange, Protection.*

DROIT PUBLIC. Influence des petits États sur la formation du droit public, X, 153.
— Discussion sur les droits et devoirs de l'État en matière d'indemnités aux victimes de la guerre étrangère et civile (1871), XIII, 435 et suiv.
V. *Droit des gens, Politique extérieure.*

DROIT DE RÉUNION. Sa nécessité, XII, 288 ; obstacles au — pendant la période électorale, 318.
V. *Élections.*

DROITS DE TONNAGE. Les — en 1836, III, 290.
V. *Marine marchande.*

DROIT AU TRAVAIL. Discours de M. Thiers sur le droit au travail (1848), VIII, 57 ; discussion de la théorie du —, 88 ; danger politique du —, 102, résumé des objections contre le —, 481.
V. *Assistance, Travail.*

DROIT DE VISITE. Discours de M. Thiers relatif au — (1842), VI, notice, 53 ; explications sur les conventions de 1831-1833, 57 ; stipulations de 1841, 63 ; dangers de ce traité, 67 ; ses inconvénients au point de vue français, 80 ; second discours de M. Thiers relatif au — (19 mai 1842), notice, 181 ; affaire de la *Sénégambie*, 183 ; explications sur les traités de 1831, 133, 191 ; discussion du traité de 1841, 199 ; observations sur le —, 272, 610.
V. *Adresse, Angleterre, Traite des noirs.*

DROUET D'ERLON (le général). Son opinion sur les affaires d'Algérie, III, 500.
V. *Algérie.*

DROUIN DE LHUYS (M.). Nommé ministre des Affaires étrangères (1848), VIII, 203.
— Points soulevés par — dans la question romaine (1864), X, 86.
V. *Rome.*

DRUSES. Les — de Syrie soutenus par l'Angleterre (1846), VII, 279.
V. *Syrie.*

DUALITÉ des Chambres électives, ses dangers, I, 186.
V. *Chambres.*

DUBOIS (M. —, de la Loire inférieure, député). Demande la ré-

duction des pensions accordées par la Restauration, II, 13.
— Poursuivi sous la Restauration pour délit de presse, III, 139.
V. *Pensions, Presse.*

DUCATEL. Fait entrer les troupes dans Paris (1871), XV, 621.
V. *Commune de Paris.*

DUCHÂTEL (M.). Nommé ministre du commerce (1834), II, 302.
— Son projet de loi sur les douanes, III, 269; propose de favoriser l'entrée des rails étrangers, 331.
— Nommé ministre des Finances (1836), IV, 3 ; parle sur la question des caisses d'épargne (1837), 103 ; nommé ministre de l'Intérieur (1839), 411.
— Nommé de nouveau ministre de l'Intérieur, (1840), V, 152.
— Sa réplique à M. Thiers (politique générale, 27 mai 1846), VII, 332; sa réponse aux critiques de M. Thiers, 471.
V. *Douanes, Politique intérieure.*

DUCHÉS DANOIS. Historique de la question des — (1866), X, 586.
V. *Allemagne, Danemark, Politique extérieure.*

DUCOS (M.—, député). Rapporteur du projet de loi sur les douanes (1836), III, 269.

DUFAURE (M. —, député). Intervient dans la discussion de l'adresse de 1839, IV, 368 ; nommé ministre des Travaux publics (1839), 411.
— Rapporteur du projet de loi sur la Banque de France (1840), V, 3.
— Nommé ministre de la Justice (1871), XIII, 8.
— Sa proposition relative à l'organisation des pouvoirs publics (1872), XV, 63 ; votée par l'Assemblée, 117 ; son opinion sur la forme du gouvernement, 174.

DUFOUR (le général). Chef des troupes fédérales contre le Sonderbund, VII, 516.
V. *Suisse.*

DUGABÉ (M. —, député). Prend part à la discussion relative aux droits de douane sur les fers (1836), III, 316.
V. *Fers.*

DUMANOIR (l'amiral). Son procès, cité par M. Thiers, VI, 348.

DUMON (M. —, ministre des Finances). Ses déclarations relatives à à la situation financière (1848), VII, 431; réponse de M. Thiers, 432.
V. *Budgets, Finances.*

DUMOURIEZ (le général). Refuse de venir couvrir Paris (1792), V, 318.
V. *Fortifications de Paris.*

DUNLOP (le commodore). Chef de l'expédition anglaise du Mexique, IX, 475.
— Cité par M. Thiers, XI, 173.

DUPANLOUP (Mgr —, évêque d'Orléans, député). Intervient dans la discussion relative au Saint-Siège (1871), XIII, 424.
V. *Papauté, Rome.*

DUPERRÉ (l'amiral). Dirige l'expédition d'Alger, III, 507.

— Nommé ministre de la Marine (1839), IV, 411.
— Ministre de la Marine (1840), V, 152.

DUPETIT-THOUARS (l'amiral). Impose le protectorat de la France à la reine Pomaré (1842), VI, 338 ; prononce sa déchéance (1843); désavoué, 340.
V. *Pritchard, Tahiti.*

DUPIN (M. —, député). Chargé de former un Cabinet (1835), II, 513.
— Combat la juridiction de la Chambre des pairs en matière de presse (1835), III, 159 ; combat le système du libre-échange (1836), 270 ; son opinion sur les chemins de fer (1836), 331.
— Combat les projets de loi de 1837 relatifs aux complots, IV, 172.
— Rapporteur de la loi sur la régence (1842), VI, 206 ; incident relatif à M. — (1844), 661 ; réclame la suppression des jésuites, 665.

DUPONT (le général). M. Thiers cite l'affaire du — à Baylen, VIII, 193.

DUPONT de l'Eure (M. —, député). Ministre de la Justice (1831), I, 52 ; n'a pu réaliser des économies sur son ministère (1831), 318.
— Son attitude à propos de la loi du 29 novembre 1830, III, 146.

DUPRAT (M.—, député). Parle sur le projet d'Adresse de 1836, III, 187.

DUROC (le général). Envoyé comme ambassadeur en Russie par Napoléon Ier, il reçoit un traitement élevé, I, 351.
V. *Agents diplomatiques.*

DUVAL (M. Raoul —, député). Sa proposition relative aux traités de commerce (1872), XIV, 149.

DUVERGIER DE HAURANNE (M.—, député). Intervient dans la discussion des tarifs de douanes (1836), III, 270 ; dans la discussion relative aux monuments de Paris, 405 ; ses propositions relatives à l'Algérie (1836), 499.

E

ÉCHANGES INTERNATIONAUX. Opinion de M. Thiers sur la loi fondamentale des —, III, 45 ; effet de la protection sur les —, 284.
V. *Douanes, Libre-Échange, Protection, Traités de Commerce.*

ÉCHELLE MOBILE. Détails sur son action, IX, 151.
— Effets de sa suppression, X, 408.
— Son utilité, XI, 568.
V. *Blés, Protection.*

ÉCOLES MILITAIRES. Leur utilité, VIII, 178.
V. *Armée, Cadres.*

ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES. La spécialité budgétaire trop étroite ne leur est pas favorable, I, 8 ; les — ménagées au budget par le gouvernement de Juillet, 230 ; les — réalisées au budget de 1832, 243 ; les — ne peuvent dépasser 10 millions 1/2 sur le budget de 1832, 259 ; des — importantes ne peuvent résulter de la décentralisation, 268 et suiv. ; les — réalisées sur le budget des affaires étrangères (1832), 451 ;

divisions du budget sur lesquelles on peut réaliser des —, I, 294; réponse aux propositions tendant à faire des — sur le budget de 1832, 317; impossibilité de réaliser de fortes — sur le budget (1832), 500.
— Caractères de la véritable économie IX, 349.
— Dangers des économies budgétaires irréfléchies, XIV, 569, 580.
V. *Budget, Finances.*

ÉCONOMIE POLITIQUE. Elle doit s'appuyer sur les faits, IX, 160.
V. *Libre-échange, Protection.*

ÉCOSSE. Indications relatives aux prêts hypothécaires des banques d'—, VIII, 139.
V. *Banque, Finances.*

ÉDUCATION. Sa nécessité pour l'homme, XIV, 238; ses effets, 239.

EFFECTIFS MILITAIRES. Les — en Europe en cas de coalition, I, 215.
— Détails sur les —, pied de guerre, XIV, 251 et 270.
V. *Armée.*

EFFETS DE COMMERCE. Mécanisme et garanties de l'escompte des — à la Banque de France, V, 13.
— Leur rôle dans la rentrée des impôts, XV, 412.
V. *Banque de France, Impôts, Trésor.*

EFFETS PUBLICS. L'achat et la vente des — interdits à la Caisse des dépôts et consignations, sauf autorisation spéciale, IV, 122.
V. *Agiotage, Caisse des Dépôts, Finances, Portefeuille du Trésor, Trésor.*

ÉGALITÉ. Des nations entre elles, V, 645.
— Le remplacement militaire ne blesse pas l'égalité, VIII, 167 et suiv.
— L'égalité assurée par la Révolution, X, 341.
V. *Armée, Politique intérieure et extérieure.*

ÉGLISE. Situation de l'— de France après la Déclaration gallicane, VI, 492; la révolution de Juillet et l'—, 562; son droit d'établir des congrégations religieuses, 624.
— L'Église et l'Université, VIII, 391; elle a profité de la liberté d'enseignement donnée en 1848, 437.
— Causes de la domination de l'Église romaine, X, 96; les partis politiques dans l'—, 110; sa tendance vers l'ultramontanisme, 112; l'— n'entrave pas la pensée humaine, 113; dangers que présente le système d'une — nationale, 115; causes de l'établissement de l'— à Rome et de sa force, 117; causes de l'affaiblissement de l'— d'Orient, 119; impossibilité de la séparer complètement de l'État, 120; la séparation existe en Amérique, 124; danger d'un antagonisme entre l'— et l'État, 149.
V. *Clergé, Concordat, Congrégations, Papauté, Politique intérieure.*

ÉGYPTE. Vues de Napoléon Ier sur l'—, action de la France dans ce pays, III, 512; importance de

la culture du coton en —, 513.
— Exposé de la politique française en — (1840), IV, 414; intervention de l'Europe dans les affaires d'—, 436; ombrages entre la France et l'Angleterre au sujet des affaires d'— (1840), 456; intérêts de l'Angleterre en — et en Syrie, 510; utilité de maintenir Méhémet-Ali (avril 1840), 514.
— Discours de M. Thiers sur la question d'—, (25 novembre 1840), V, notice, 149; historique de la situation, 155; propositions de la France au profit de Méhémet-Ali, 169; faveur dont l'— jouit auprès de l'opinion publique en France, 173; exposé de la politique de M. Thiers dans la question, 180; ses propositions après le traité de juillet 1840, 217; situation de la question, 230; second discours de M. Thiers (27 novembre 1840); notice, 237; réponse aux allégations de MM. Guizot et Passy, 240; propositions de M. Thiers relatives à la question d'Égypte en 1836, 243; isolement de la France dans la question d'—, 261; ses causes, 262 et suiv.; motifs qui ont dirigé la politique de M. Thiers dans la question d'—, 498, situation minima qu'il convenait de faire à l'—, 562.
— La question d'Égypte réglée par le traité du 13 juillet 1841, VI, 1; causes de la sympathie de l'opinion française pour l'—, 295.
V. *Angleterre*, *Méhémet-Ali*; *Orient*, *Politique extérieure*, *Question d'Orient*, *Russie*, *Syrie*.

ÉLECTIONS. Les — de 1831, liberté des opérations, I, 50; effets de l'— sur le progrès et la stabilité du pays, 160; influence de la passion du jour sur les —, I, 162; influence des grandes familles dans les —, 184; caractère libéralité la loi sur les — (1832), 481; nécessité de conserver la loi sur les — (1832), 497; le droit à l'électorat n'est pas inné chez tout individu, 532; le droit de faire des électeurs appartient aux pouvoirs de l'État représentant la souveraineté nationale, 538; les citoyens montrent peu d'empressement à se rendre aux — (1832), 535; causes de cette indifférence, 536; M. Odilon Barrot réclame l'extension du suffrage dans les — locales (1833), 537.
— Nécessité d'une marche progressive dans la réforme du système électoral, II, 184; les — générales de 1834 sont favorables au gouvernement de Juillet, 283.
— Difficultés relatives à la modification de la loi sur les — (1840), IV, 481, 501.
— Les élections de 1842, leur résultat, VI, 205; différences entre la France et l'Angleterre au point de vue de la corruption dans les —, 264.
— La question d'intérêts substituée à la question politique dans les — (1846), VII, 122; la question des — agitée en 1847, 429.
— Projet de modification de la loi de 1849, discours de M. Thiers (24 mai 1850), IX, notice, 1; intentions du projet de loi, 5; il est en harmonie avec la Constitution, 24; conditions naturelles de l'électorat, 28; dangers de l'action de la multitude, 40; conséquences de la loi du 15 mars 1849, 59; détails sur sa présentation, 79;

nécessité de la liberté dans les —, IX, 372; caractère des — sous la monarchie de Juillet, 415; devoirs du gouvernement dans les —, 420.
— Nécessité d'assurer la liberté des élections, X, 350.
— Nécessité d'assurer la liberté électorale, XII, 298; faits de pression électorale dénoncés par M. Thiers, 311; discours de M. Thiers sur l'élection de M. de Campaigno, 381; ses caractères, 384; remaniement des circonscriptions électorales, 385; violations de scrutin, 392; faits signalés dans Saône-et-Loire, 396; à Montbéraud, 400.
— Élection du prince de Joinville et du duc d'Aumale en 1871, XIII, 295.
— Caractères des élections en 1872, XV, 99; les — de 1863, attitude de M. Thiers, 476; pression du gouvernement dans les — (1877), XV, 686.
V. *Adresse, Abstentions, Administration, Candidature officielle, Capacités, Droit public, Loi électorale, Politique intérieure, Suffrage universel.*

ÉLECTIONS départementales. Projet de loi de 1833, discours de M. Thiers à ce sujet, I, notice, 529; le droit électoral est conféré par la loi, 532; droits accordés par le gouvernement de Juillet, 535; excès des abstentions, ses causes, 536.

ÉLECTIONS municipales. Discours sur le projet de loi relatif aux élections municipales (8 avril 1871), XIII, 181; tendances de l'Assemblée, XIII, 182; situation des grandes villes, 184; nécessité de réserver la nomination de leurs autorités municipales, 185.

ÉLECTIONS de Paris. Discours de M. Thiers sur une Déclaration concernant les — (21 mars 1871), XIII, notice, 113; gravité de la question, 114; difficulté d'y appliquer le droit commun, 115; nécessité d'un système spécial, 118; il faut d'abord réprimer l'insurrection, 119 et suiv.
V. *Commune de Paris, Paris.*

ELLIOT (lord). Sa mission en Navarre, III, 466; son intervention en Espagne pour éviter les excès de la guerre civile, 599.
V. *Espagne, Quadruple alliance.*

ÉMEUTES causées à Paris par la prise de Varsovie, I, 75; les — à Paris, 126; les partis se réunissent pour faire des —, 139; le gouvernement n'y prend aucune part, 140; pourquoi elles durent, 141; effet des — sur le pays, 144.
— Manière de combattre l'émeute à Paris, V, 417.
V. *Gouvernement de Juillet, Insurrections, Lyon, Paris.*

ÉMIGRATION. Nécessité de protéger l'—, I, 281.
— L'émigration française à Montevideo, son activité, ses causes VI, 358.
— Motifs du mouvement d'— vers l'Amérique du Sud, VIII, 350: utilité de l'—, 529.
V. *Colonies, Plata (La).*

ÉMIGRÉS. La Restauration a dis-

de la Restauration, I. 573; les émissions au pair sont impossibles, pourquoi (1831), 574, la garantie des — n'existe que dans la bonne politique du gouvernement, 575.
— Tendance des communes à contracter des —, II, 84.
— Les emprunts se classent par l'entremise de la spéculation, III, 214.
— Indication des emprunts faits à la Banque en 1830, V, 33.
— Indication des emprunts autorisés par la loi de 1842, VI, 138.
— L'emprunt de 1847, son insuccès, VII, 431; leur influence sur l'état des capitaux (1848), 464, 477.
— Nécessité de contracter chaque année un — pour équilibrer le budget (1864), IX, 653.
— Diversité des emprunts sous le second Empire, X, 286; l' — est nécessaire pour régler les budgets de 1863-1866, 328.
— Nécessité de l'emprunt par suite de la permanence des découverts du Trésor, XII, 38; le gouvernement a recours à l' — par intermédiaire, 41; M. Thiers signale les — irréguliers de la Ville de Paris (1869), 169; indication du caractère fondamental de tout —, 226.
— Question de M. Germain sur les émissions de rentes et les emprunts à la Banque (1871), discours de M. Thiers; XIII, 51; secours fournis par la Banque, 52; origine des rentes émises, 54, 57; discours de M. Thiers sur l' — de 2 milliards (1871), 341; la vérité condition du crédit, 343; situation du pays, 344; pratiques financières de l'Empire, 346; conséquences de ses fautes, XIII, 349; embarras financiers, 354; conséquences de la prolongation exagérée de la guerre; 357; situation des budgets de 1870 et 1871, 360; déficits des budgets de 1870-1871, 361; emprunts à la Banque, 364; chiffre réduit de la dette flottante, 366; situation favorable du pays, 367; ressources disponibles, 369 conditions de l'emprunt public à ouvrir, 372; rentrées probables, 373; situation de la Banque, 375; ses offres au Trésor, 377; avantages des emprunts à la Banque, 378; utilité d'emprunter à fort intérêt plutôt qu'à forte prime, 381; situation actuelle du budget, 384; succès des emprunts français (1871), 505.
— Le bénéfice de jouissance en matière d' —, XIV, 531.
— Succès de l'emprunt de 3 milliards (1872), XV, 4; rôle des banques nationales en matière d' —, 406.
V. *Amortissement*, *Assignat*, *Banques*, *Conversion*, *Crédit public*, *Dette publique*, *Finances*.

EMPRUNT GREC. Discours de M. Thiers sur la garantie de l' — (8 juin 1833), II, notice, 143; attaques des partis contre le gouvernement, 145; justification de l'action de la France en Grèce, 146; nécessité de la continuer, 152.
— Conditions de cet emprunt, III, 479.
V. *Grèce*, *Politique extérieure*.

EMPRUNT d'Haïti. Détails sur l'—, I, 29.
V. *Haïti*.

EMPRUNT mexicain. La réalisation d'un — est impossible, IX, 498.
— Ouverture d'un emprunt 6 0/0, XI, 206; les nouveaux emprunts mexicains, XI, 212.
V. *Mexique.*

EMPRUNT DE SAXE. Le gouvernement impérial a souscrit à l' —, II, 495.

ENCEINTE FORTIFIÉE. Nécessité de donner une double — à Paris, V, 364.
V. *Fortifications de Paris, Paris.*

ENCYCLIQUE. Il ne faut pas la comprendre dans un sens trop absolu (1865), X, 110.
V. *Papauté, Religion.*

ENFANCE. Ses besoins; moyens de soulager l' — pauvre, délaissée, abandonnée ou infirme, VIII, 468; respect dû à l' —, 647.
V. *Assistance.*

ENFANT. Droits respectifs du père et de l'État sur l' —, VI, 454 et suiv.
— Ancienneté des moyens de secours pour les — abandonnés, VIII, 470; moyens employés pour recueillir les — délaissés, 471; dispositions relatives aux — employés dans l'industrie, 471.
V. *Assistance.*

ENGHIEN (le duc d'). Le jugement du — fut une hypocrisie, I, 522.

ENQUÊTES. Administratives, leur insuffisance, XII, 360; utilité des — parlementaires, 360.
— Déposition de M. Thiers dans l'enquête sur la Banque de France, XV, 357; dans l' — sur le 4 septembre, 475; dans l' — sur le 18 mars 1871, 567.
V. *Banque de France.*

ENSEIGNEMENT PUBLIC. Importance de la matière de l' — VI, 450 et suiv.; droits réciproques du père de famille et de l'État, 455; ses caractères avant 1789, 462; sa situation sous la Révolution, 465; sous le Consulat et l'Empire, 465; sa situation en 1844, 473.
— La gauche demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur l' — (1846), VII, 83.
— La liberté de l'enseignement établie par la Constitution de 1848, VIII, 385 et suiv.; détails sur l'organisation de l' — en France, 392; rôle de l'État en matière d'—, 419; son influence sur les mœurs, 605; danger résultant de la surcharge des programmes, 611; importance de l'administration de l' —, 626; caractères généraux de la loi de 1850 sur l' —, 628 et suiv.
V. *Instruction publique.*

ENSEIGNEMENT ECCLÉSIASTIQUE. Son résultat au point de vue religieux, VII, 302.
V. *Clergé, Église, Religion.*

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE. M. de Lasteyrie propose d'extraire la philosophie des programmes de l' —, VIII, 653; discours de M. Thiers sur ce sujet, 654; la philosophie doit rester dans les programmes de l' —, pourquoi,

VIII, 655; précautions à prendre en cette matière, 658.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Son véritable caractère, VIII, 655.

ENTREPÔTS. Importance donnée aux — anglais par la suppression des surtaxes, XII, 494.
V. *Marine marchande, Protection.*

ENTREPRENEURS. Les — de travaux publics, leurs façons d'agir, III, 412.
— Leurs rapports avec l'État, XV, 346.
V. *Travaux publics.*

ENTREPRISES COLONIALES. Les — nécessitent des sacrifices inévitables, III, 545.
V. *Algérie, Colonies.*

ÉPARGNE. État de l' — en France (1848), VII, 465, 477.
— Ses emplois, danger de l'épuiser par l'emprunt, X, 177.
— Sa formation et son rôle, XV, 452.
V. *Crédit public et privé.*

ÉPURATIONS de fonctionnaires après la Révolution de 1830, I, 52.
V. *Administration, Agents.*

ÉQUILIBRE EUROPÉEN. Sa nature et sa signification, VII, 16; l' — comparé avec l'équilibre américain, 17.
— Sa nécessité, X, 620; il serait détruit par l'unification de l'Allemagne, 620.
— Applications nouvelles de la théorie de l' —, XI, 5; sa valeur comme principe, 6; ses origines, XI, 10; ses effets, 12; utilité de la politique de l'équilibre, 275.
— Il est détruit par l'unification de l'Italie, XIII, 409.
V. *Allemagne, Italie, Politique extérieure.*

ERNOUL (M. —, député). Parle dans la discussion relative aux pouvoirs du Président de la République (1872), XV, 109; son ordre du jour contre M. Thiers (24 mai 1873), 223.

ERSKIN (M.) Envoyé aux États-Unis pour négocier un traité contre la France, III, 55.

ESCAUT. L' — fermé aux Anglais par la neutralité de la Belgique, I, 96.

ESCOMPTE. Taux de l' — sur les bons royaux (1832), I, 339.
— Critiques adressées à la Banque de France au sujet de l' —, V, 1 et suiv.
— Action de la Banque de France sur l' —, VIII, 132.
— Origines et théorie de l' —, XV, 373; la Banque doit se borner à l' —, 381; variations du taux de l' —, inconvénients, 437; différence du taux de l' — en France et en Angleterre, causes (1866), 467.
V. *Banque, Circulation fiduciaire, Crédit.*

ESCOMPTEUR. Rôle de l' — dans la circulation fiduciaire, XV, 389.
V. *Banque, Circulation fiduciaire.*

ESPAGNE. Ses forces militaires disponibles en 1831, I, 216; des

Français se sont joints à l'armée espagnole en 1823, I, 412.
— Les troubles carlistes en —, II, 191 ; motifs de l'attitude de la France en — (1833), 201.
— Sa part dans les indemnités de 1815, III, 9 ; causes de la guerre d' — en 1823, 9; ses rapports commerciaux avec la France, 84 ; effets du blocus de la frontière des Pyrénées sur l'insurrection en — (1835), 113 ; sa prospérité matérielle en 1835, 118 ; discours de M. Thiers relatif aux affaires d' — (1836), notice, 179 ; netteté de la politique française en —, 181 ; la loi de succession a été changée sans opposition, 182 ; but de la politique du Cabinet en —, 185; variations de nos rapports avec l'Espagne, 447 ; intérêts communs de la France et de l'Angleterre en — (1836), 451 ; action de la France en Espagne (1836), 493 ; état des dépenses de l'expédition d' — de 1823, 592; excès commis pendant la guerre civile en —, 599 ; identité de ses intérêts avec ceux de la France, 611 ; causes de son insuccès à Oran, 625.
— Renaissance de la guerre civile en Espagne, mesures prises à cet effet, IV, 2 ; discours de M. Thiers relatif aux affaires d'— (14 janvier 1837), IV, 19; vues du Cabinet du 6 septembre (1836) sur les affaires d' —, 20; opinion du Cabinet du 22 février (1837) sur les affaires d' —, 24; intérêts de la France en —, 26; sa situation morale en 1833, 29; effets de la guerre civile en —, 37 ; nécessité de l'intervention française de 1835, 39; hésitations de l'Angleterre à ce sujet, IV, 40 ; mouvements de 1835 en —, 43 ; propositions de l'Angleterre en 1836, 44 ; système d'intervention en — du Cabinet du 22 février (1836), 47; mouvement de 1836 en —, 49 ; préjugés français au sujet de l'intervention en —, 59; sa lassitude et son éloignement pour les partis extrêmes, 62 ; effets des refus d'intervention du gouvernement français sur l'opinion en —, 71 et suiv.; autre discours de M. Thiers relatif aux affaires d' — (18 janvier 1837), notice, 79 ; examen de la politique du Cabinet du 22 février au point de vue des affaires d' —, 81 ; dangers d'une contre-révolution en —, 87 ; examen des traités, 88 ; nécessité d'une intervention de la Chambre dans la question, 97 ; nécessité d'un appui moral pour le gouvernement d'Isabelle, 98 ; son insuccès en Afrique, 159 ; les affaires d' —, le discours du trône et le projet d'Adresse (fin 1837), discours de M. Thiers sur ce sujet (10 janvier 1838, notice, 204 ; importance de la question, 207 ; position de la question, 209 ; conditions nécessaires d'une intervention, 216 ; autre discours de M. Thiers (contre l'amendement Hébert, affaires d' —, 12 janvier 1838), notice, 221 ; nécessité de réserver la question d'intervention, 226 ; exposé de la situation, 229 ; discussion des objections présentées contre la politique d'action, 237 ; intérêts de la France dans la question, 244 ; dangers d'une contre-révolution en —, 247 ; importance de la frontière d' —, 249 ; certains chefs carlistes offrent leur sou-

mission sous la garantie de la France, IV, 262 ; opinion de M. Thiers sur les affaires d' — (avril 1839), 388 ; action personnelle du roi Louis-Philippe dans les affaires d' —, 395.
— Influence des cours allemandes sur la politique française en —, VI, 17 ; état des affaires d' — en 1844, 281 ; situation de la question d'— en 1844, 310.
— Ruine de sa marine, VII, 162 ; résumé de sa situation (1846), 282 ; politique respective de la France et de l'Angleterre en — (1833-1846), 366 et suiv.; utilité de son alliance pour la France, 395 ; politique de Louis XIV en —, 397 ; de Napoléon Ier, 400 ; impossibilité de placer un prince français en —, 405 ; la Révolution a établi un lien entre la France et l' —, 407.
— Son intervention dans l'Amérique du Sud (1861), IX, 468.
— L'Espagne abandonne Saint-Domingue, X, 19.
— Caractère national des Espagnols, XI, 39 ; politique de l' — au Mexique, 174.
— La candidature au trône d' — offerte au prince de Hohenzollern, XII, 635.
— La question espagnole en 1870, XV, 491 ; l' — renonce au prince de Hohenzollern, 497.
V. *Adresse, Angleterre, Christine, Isabelle, Politique extérieure, Prusse, Quadruple alliance.*

ESPARTERO (le maréchal). Régent d'Espagne, renversé en 1843, VI, 281.
— Jugement sur son rôle, VII, 283.
V. *Espagne.*

ESPÈCES monétaires. Nécessité d'une circulation en —, VIII, 146 ; effet des émissions de papier-monnaie sur les —, 150.
V. *Banque, Circulation.*

ESPÉE (M. de l' —, député). Parle sur la création de nouveaux régiments en 1839, V, 607.
V. *Armée, Cadres.*

ESPIONNAGE. Son inutilité, I, 453.

ESPRITS. Division des — à notre époque, XIV, 95.
V. *Partis, Politique intérieure.*

ESPRIT de corps. Sa puissance, VI, 520.
— Son influence sur la valeur des armées, VIII, 190.
V. *Armée, Cadres.*

ESPRIT humain. Il est sauvé par l'Église, X, 96.
V. *Église, Pensée, Religion.*

ESPRIT de parti. Ses inconvénients, I, 458.
V. *Partis.*

ESPRIT PUBLIC. Sa mobilité en France, VI, 541.
— Sa force en Angleterre, qualités désirables de l' —, VIII, 619.
— Effet des moyens modernes de communication sur l' —, XI, 392.
V. *Angleterre.*

ESSAI LOYAL du gouvernement républicain. Tenté en 1851, IX, 105.
— Renouvelé en 1871, XIII, 328 ; conditions du succès, 627.
V. *Politique intérieure.*

ESSLING. Conduite de Napoléon Ier à —, XIV, 247.

ÉTABLISSEMENTS de bienfaisance. Danger de les livrer à l'arbitraire des communes, II, 85, 106.

ÉTABLISSEMENTS de crédit. Examen de la question des — (1850), VIII, 483 ; détails sur les — créés en Allemagne, 496.
— Dangers présentés par les —, XV, 449.
V. *Banque, Circulation, Crédit privé, Escompte.*

ÉTABLISSEMENTS d'instruction. Conditions d'ouverture à imposer aux — privés (1844), VI, 475 et suiv.; mode de surveillance proposé par la commission, 496.

ÉTABLISSEMENTS publics. Leur avoir en rentes 5 0/0 en 1836, III, 210.

ÉTAT. Son véritable but selon M. Thiers, I, 343.
— Principes qui doivent dominer les rapports entre États, II, 510.
— Son droit de convertir les rentes, III, 203, 249 ; l' — ne peut se charger de la construction des chemins de fer (1836), 336.
— Son droit absolu à la conversion des rentes, IV, 523.
— Son droit de conversion des rentes affirmé de nouveau par M. Thiers, V, 51 ; l' — devrait se se charger de la construction des chemins de fers dans certaines conditions (1840), 107 ; l' — charge d'entreprendre des lignes de paquebots à vapeur (1840), 140.
— Ses droits sur l'enfant, VI, 455; son droit de repousser les congrégations religieuses, VI, 625.
— A quoi se réduisent ses devoirs en cas de chômage, VIII, 101 ; son rôle en matière d'enseignement, 419 ; son rôle en matière d'assistance, 454 ; son rôle vis-à-vis des ouvriers sans travail, 481 ; en matière de crédit privé, 483 ; son rôle vis-à-vis des associations ouvrières, 504 et suiv.; moyens dont l' — dispose pour parer aux chômages, 514 ; son rôle en matière de mendicité, 540 ; de logements ouvriers, 542 ; limites de son action sur l'individu, 545 ; son rôle vis-à-vis des sociétés de secours mutuels, 548 ; dangers de l'assurance obligatoire par l' — 564 ; détails sur l'opération, 572.
— Son aptitude spéciale pour exécuter les travaux de chemins de fer, IX, 118; dangers résultant de la création des nouveaux États, 499.
— Intérêt des États à ne pas laisser s'élever près d'eux des Puissances rivales, X, 60 et suiv.; causes de la domination de l'Église sur l' —, 95; phases de la lutte entre l'Église et l' —, 97; impossibilité de séparer complètement l'Église de l' —, 120; ses devoirs en matière d'amortissement, 233.
— Nécessité de conduire la politique d'après les intérêts de l' —, XI, 22.
— Ses devoirs en matière d'indemnités, à la suite d'invasion ou de guerre civile, XIII, 435 et suiv.
— Services que les banques nationales peuvent rendre à l' —, XV, 403.
V. *Assistance, Crédit, Droit public, Politique intérieure et extérieure.*

ÉTATS allemands. Intérêts des — à se réunir en Zollverein, III, 487 et suiv.
V. *Allemagne, Douanes, Zollverein.*

ÉTATS romains. Historique du démembrement des —, X, 141.
V. *Italie, Papauté.*

ÉTATS secondaires. Politique traditionnelle de la France vis-à-vis des —, I, 246.
— Leurs droits méconnus par la diète de Francfort (1834), II, 302.
— Nécessité de maintenir des petits États en Europe, X, 153.
— Utilité des petits États en Europe, XI, 22.
V. *Allemagne, France, Politique extérieure.*

ÉTATS-MAJORS. La question des — devant la commission du budget de 1832, I, 255; nécessité de les réduire (1831), 278.
V. *Armée, Cadres.*

ÉTATS-UNIS d'Amérique. Le système politique des — apprécié par M. Thiers, I, 187.
— Détails sur l'affaire de l'indemnité réclamée par les — (1834), II, 301.
— Discours de M. Thiers sur l'indemnité de 25 millions proposée pour les — (1835), III, notice, 1; la Restauration n'a pas voulu la payer, 7; légitimité de la dette, 10; intérêt de la France à clore cette affaire, 15; détails sur l'affaire, 20; second discours de M. Thiers sur l'indemnité proposée pour les — (1835), notice, III, 23; objections faites au principe de la dette, 26; réfutation de ces objections, 27; cette dette n'a jamais été prescrite, 30; opportunité de la régler en 1831, 32; examen des décrets au point de vue des neutres, 37; transaction établie entre les deux gouvernements, 58; considérations politiques sur la question, 77; utilité d'une entente commerciale avec les — (1834), 80 et suiv.; la question du tonnage entre la France et les — en 1822, 86; conséquences possibles d'une interruption du commerce entre la France et les —, 87; importance de la question des douanes aux —, 274; les tribunaux ont droit de poursuivre les agents du pouvoir, pourquoi, 306; affaire des indemnités, sa solution, 598.
— Leur attitude dans l'affaire du droit de visite, VI, 58.
— Discours de M. Thiers sur l'affaire du Texas (1846), VII, notice, 1; rôle politique de M. Thiers, 3; exposé des faits, 5; situation du Texas, 8; développement économique des —, 13; il ne saurait inquiéter la France, 14; existe-t-il un équilibre américain? 15; influence des — sur la politique européenne, 22; motifs de la politique du Cabinet dans l'affaire du Texas, 25; les — alliés naturels de la France, 277.
— Les États-Unis, rivaux maritimes de l'Angleterre, mot de Napoléon à cet égard, IX, 162; développement de l'industrie aux — (1851), 235 et suiv.; leur politique commerciale, 247.
— Motifs de la séparation des

Églises et de l'État aux —, X, 124; pourquoi les — sont vraiment libres, 391.
— Leur alliance avec la Russie, XI, 105; leur intervention dans l'affaire du Mexique, 225; action des — sur l'affaire du Mexique, 356; effets de la guerre de Sécession sur les industries textiles en France, 584.
— Leur politique économique, XII, 279 et 432.
— Résultats de l'établissement d'un impôt sur le chiffre des affaires aux —, XIV, 444, 462.
V. *Angleterre, Impôts, Indemnités, Politique extérieure.*

ÉTATS-UNIS. La Grèce et l'Égypte pourraient devenir les — de la Méditerranée, II, 208.
V. *Politique extérieure.*

ÉTIENNE (M. —, député). Attaque la politique du gouvernement (1835), III, 94.

ETNA (le bateau l'). Incident y relatif (juillet 1840), V, 299 et suiv.

ÉTRANGERS. Situation des — dans les républiques Sud-Américaines, IV, 548.
V. *Plata (La), Politique extérieure.*

ÉTUDES. Abaissement du niveau des — dans la première moitié de 1850, VIII, 606.
V. *Enseignement.*

ÉTUDIANTS. Conseils donnés aux — par M. Thiers, II, 484.

EUPHRATE. Le gouvernement anglais fait étudier le cours de l'Euphrate (1836), III, 514.
V. *Égypte, Syrie.*

EUROPE. Relations de la France avec l' — en 1830, I, 60; opinion de Napoléon Ier sur l'extension de la Russie en —, 105; son erreur à ce sujet, 106; l' — craint une nouvelle révolution après 1830, 145; ses dispositions à l'égard de la France, 147, 442, 487.
— Surabondance des industries en Europe (1834), III, 83; l' — n'admettra jamais la monarchie universelle, 184; la formation du Zollverein est plutôt utile pour l' —, 352; effets de la révolution de Juillet sur l' —, 441 et suiv.; la méfiance de l' — vis-à-vis de la France diminue (1836), 460.
— L'Europe est fatiguée des opinions extrêmes, IV, 61; état de l' — en 1838, 253.
— Situation de l'Europe en 1840, V, 158.
— L'Europe coalisée presque constamment contre la France après 1830, VI, 22; sa situation en 1844, 302.
— Sens général de la politique en Europe depuis 1789, VII, 20; situation de l' — en 1846, 420.
— Sa situation en 1849, VIII, 241; elle n'interviendra pas dans les difficultés de la France avec l'Amérique, 331, 382.
— Les trois époques de son histoire, IX, 398.
— Ses droits dans la question romaine, X, 152; nécessité des petits États en —, 153; triomphe des idées libérales en —, 370; elle forme une société, 621.

— Mouvement militaire en — après 1866, XI, 4; origine de la politique de l'équilibre en —, 10; comment l' — a échappé à la monarchie universelle, 13; son intérêt à préserver le Danemark, 54; nécessité d'une politique conservatrice en —, 97; inquiétude de l' — en présence de la politique des nationalités, 154; effets de l'expédition du Mexique sur l' —, 243; tous les États d' — pratiquent la politique de l'équilibre, 278; effets des affaires d'Italie en —, 287.
— Caractère dangereux de la situation en — (1868), XII, 143; sa situation (1870), 617; son attitude dans la question soulevée entre la France et la Prusse (1870), 647.
— Son attitude dans le conflit franco-allemand, XIII, 68, 83.
— Son attitude vis-à-vis de la France (1872), XIV, 188.
— Son attitude vis-à-vis de la France (1875), XV, 656; l'esprit réformateur en —, 658.
V. *Équilibre européen, Politique extérieure, Protection.*

ÉVÊQUES. Leur attitude vis-à-vis de l'Université, VI, 659.
V. *Académies départementales, Enseignement.*

EXCÉDENTS des recettes sur les dépenses, réalisés sous la Restauration, I, 390; les — peuvent seuls assurer l'amortissement, opinion de M. Thiers sur ce système, 392.
— Les excédents réalisés au budget sous la Restauration, III, 13.
V. *Amortissement, Budget, Finances.*

EXCEPTION (lois d'). Possibilité de gouverner sans — (1834), II, 189.
V. *Politique intérieure.*

EXCÈS commis par nos troupes en Algérie, danger de les publier, III, 360.
V. *Algérie.*

EXERCICE. Caractères du contrôle fiscal par —, XIV, 468.
V. *Impôts.*

EXIL. Discours de M. Thiers relatif à l'abrogation des lois d' — (8 juin 1871), XIII, notice, 295; motifs qui lui font accepter cette mesure, 298; gravité de la situation, 299; utilité de ces lois, 308; portée du pacte de Bordeaux, 312; engagements pris par les princes, 332.
V. *Politique intérieure.*

EXPÉDITION d'Ancône, son but, I, 557.
V. *Ancône, Italie, Papauté, Politique extérieure.*

EXPÉDITION du Mexique. Origines du conflit, IX, 451; détails sur l' — (1864), 519.
— Discussion de cette affaire (1867), XI, 163; le but en a été modifié, 251; dépenses de l' —, 253.
V. *Mexique, Politique extérieure.*

EXPÉDITION de Rome. Ses causes (1849), VIII, 313; son but, 315.
V. *Italie, Papauté, Politique extérieure, Rome.*

EXPORTATIONS. Nos — en 1787 et 1834, III, 286.

— Chiffre des — en 1849, IX, 140.
— Caractères des — françaises, X, 531 ; détails sur les —, 532 et suiv.
— Progrès des — de 1869 à 1872, XV, 10.
V. *Commerce.*

EXPOSÉ de la situation de l'Empire. Critique de ce document (1870), XII, 564.
V. *Politique extérieure et intérieure.*

EXPOSITION industrielle. Une — serait-elle utile ? (1833), I, 546.
V. *Industrie.*

EXTRADITION. Disposition relative à Cracovie (1815), III, 469.
V. *Cracovie, Pologne.*

F

FABRICATION. Situation de la France au point de vue de la —, XI, 553.
V. *Commerce, Industrie.*

FACTIONS. Le gouvernement de Juillet ne veut pas faire la guerre par crainte d'une diversion des factions (1840), V, 294.
— Le gouvernement surveille les factions (1872), XV, 61.
V. *Émeutes, Politique intérieure.*

FALLOUX (M. de —, ministre de l'Instruction publique). Son projet de loi sur l'Instruction publique (1850), VIII, 385.
V. *Instruction publique.*

FAMILLE. Conditions de développement social d'une — I, 178; les grandes — boudent le gouvernement de Juillet, 182 ; leur attitude sous l'Empire, 182 ; moyen de les neutraliser par la pairie, 183 ; leur influence dans les élections, 184; la famille royale reste en dehors du droit commun, pourquoi, 520.
— Mesures prises contre les — ayant régné sur la France, XIII, 295.
V. *Politique intérieure.*

FARON (le général). Enlève les Moulineaux (1871), XIII, 194.
V. *Commune de Paris.*

FAVIER Affaire — à la Plata (1844), VI, 404.
V. *Plata (La).*

FAVRE. (M. Jules —, député). Son amendement à l'Adresse de 1866, discours de M. Thiers, X, 395; adoption, 405.
— Son interpellation au sujet des affaires de Rome (1867), XI, 256.
— Parle sur l'appel de 90,000 hommes (1870), XII, 614.
— Nommé ministre des Affaires étrangères (1871), XIII, 8.
— Associé à M. Thiers pour signer les préliminaires de paix (1871), XV, 140 ; sa démarche auprès de M. Thiers pour l'envoyer en mission (septembre 1870), 537; opinion de M. Thiers sur sa conduite en 1871, 589.
V. *Adresse, Politique intérieure, Politique extérieure.*

FEMMES. Inconvénients du règne des —, VI, 232.
V. *Politique intérieure, Régence.*

FERS. Nécessité de protéger l'industrie des — en France, III, 280; discours de M. Thiers relatif aux droits de douane, spécialement sur les — au bois (1836), notice, 315; qualités de — qui se trouvent en France, 320; marche de l'industrie des — en France, 326.
— L'industrie des — en 1840, IV, 592.
— Progrès des industries du fer (1851), IX, 180; nécessité de la protection pour les —, 180.
— Nécessité de l'industrie des fers au bois, XI, 576, 614.
— Effet des traités de commerce sur l'industrie des — au bois, XII, 471; nécessité de l'industrie des — au bois, 563.
V. *Industrie, Libre-Échange, Protection, Traités de commerce.*

FÉRAY (M. —, député). Intervient dans la discussion des centimes additionnels à établir sur diverses contributions (1872), XIV, 551.
V. *Impôts.*

FERDINAND VII. Situation de l'Espagne après la mort de —, IV, 28.
V. *Espagne.*

FERMAGES. Augmentation des — (1866)) effets sur l'agriculture, X, 414.
V. *Agriculture.*

FERMIERS. Situation des — en Angleterre, IX, 157.

FERRY (M. Jules). Incident relatif à — (24 mai 1871), XIII, 280; son attitude comme préfet de la Seine, 281.
V. *Commune de Paris, Défense nationale. Politique intérieure.*

FIESCHI. Suites de son attentat (1835), III, 127.
V. *Politique intérieure.*

FILATURE. Progression des salaires dans la —, VIII, 73.
— Effets des traités de commerce sur la —, XI, 582, 622.
V. *Commerce, Industrie, Libre-échange, Protection, Traités de commerce.*

FINANCES. Situation des finances en 1831, I, 14; rapport de M. Thiers sur le budget de 1832, 226 et suiv.; dépenses du ministère des — au budget de 1832, 242; modifications et économies proposées par la commission du budget, 257; économies à réaliser, sur quelles dépenses elles doivent porter, 294; résumé de la discussion relative au budget de 1832, fait par M. Thiers, 298; situation des — en 1832, 305 et suiv.; état des dépenses et des impôts en 1789, 363; sous l'Empire, 365; une Chambre ne peut être un bon administrateur en matière de —, 369; situation de l'amortissement en 1832, 373; mauvaise gestion des — sous la Restauration, 467.
— Discours de M. Thiers contre l'impôt sur le luxe et le revenu (1833), II, 22; le système financier expliqué par M. Thiers (1833), 26; état des — en 1834, 418.
— Discours de M. Thiers sur le budget du ministère des —, III, notice, 549; le budget n'est pas en déficit, 551; fréquent usage des crédits supplémentaires sous la Restauration, 555.
— Bonne situation des — en 1840, V, 121; discours de M. Thiers

relatif aux crédits supplémentaires (12 avril 1847), notice, V, 519; explications sur le déficit, 523.
— Leur situation en 1842, VI, 142.
— Situation des — en 1846, VII, 314, 339; situation des —, discours de M. Thiers (25 janvier 1848), 429; motifs d'inquiétude résultant de cette situation, 431; sa gravité est urgente, 473; les ministres refusent de le reconnaître, 483.
— Discours de M. Thiers sur les finances (6 mai 1864), IX, notice, 571; réflexions générales, les bonnes — sont la base de l'influence politique, 574; inconvénients des budgets multiples, 576; examen des budgets de 1862, 1863, 1864, 581; accroissement des dépenses, 582; comparaison avec les budgets de 1843 à 1847, 585; la dette flottante, 588; règlement de cette dette en 1848, 591; division des finances impériales, 594; tendance de la première période 595; tendances de la seconde période, politique financière de M. Magne, 601; impôts nouveaux et augmentations, 602; emprunts spéciaux, 603; effets du libre-échange sur les —, 606; élévation du chiffre des budgets, 607; abus des crédits supplémentaires, 608; système de M Fould, 609; la conversion de 1862, sa rigueur, 612 et suiv.; comparaison entre les budgets de 1851 et de 1865, 615; augmentation du service de la dette, 621; accroissement des dépenses des ministères, 625 et suiv.; exagération des dépenses locales, 632; budgets des villes principales de France, 636; augmentation des dépenses militaires, ses motifs, IX, 645; accroissement des impôts et de leur produit, 650; nécessité de l'emprunt pour équilibrer le budget, 653; difficulté de réduire les dépenses, 655; moyens d'y réussir, 660; activité du pays, utilité de la liberté pour l'occuper, 663.
— Discours de M. Thiers sur les finances (1865), X, notice, 173; causes de l'augmentation des budgets, 175; abus dans les travaux publics, 178; conséquences de la division des budgets, 187; état des budgets, 209; second discours de M. Thiers sur les — (6 juin 1865), X, notice, 257; origines du budget extraordinaire de 1840, 265; abus des crédits supplémentaires, 271; les budgets ne se soldent pas en équilibre, 284; troisième discours de M. Thiers relatif aux — (6 juin 1865), notice, 311; comparaison des budgets de 1863 à 1866, 313.
— Discours de M. Thiers sur les finances, XII, notice, 1; nécessité de faire la lumière sur la situation des —, 3; relations entre la politique et les —, 5; augmentation rapide des budgets, 8; situation du budget ordinaire (1867-1869), 9; les dépenses extraordinaires, 11; situation vraie des —, 13; caractères du budget sur ressources spéciales, 15; le budget de l'amortissement d'après la loi de 1866, 18; le budget extraordinaire, son origine, 19; permanence de la plupart de ses charges, 20; difficultés du travail de rapprochement des divers budgets, 25; budget rectificatif, sa portée, 27; les crédits supplémentaires, 34; insuffisance des recettes, 35; per-

manence des découverts et nécessité de l'emprunt, XII, 38; recettes accidentelles, leur emploi, 39; emprunts par intermédiaire, 41; aggravation du budget de 1869, 44; raisons de ce fait, 45; nécessité de modifier la constitution, 50; propositions de la commission du budget pour 1869, 51; situation de la dette flottante, 65; ses subdivisions, 68; ses dangers, 71; causes générales de la mauvaise situation des finances, 73; second discours de M. Thiers sur les — (3 juillet 1868), notice, 77; nécessité d'unifier le budget, 82; emploi des annulations de crédits, 95; question de l'amortissement, 96; progression des dépenses publiques, 101; calcul du budget de 1868, 107; situation des recettes, 110; déficit probable, 117; permanence du déficit depuis 1864, 118; exagération de la dette flottante, 122; charges du budget de 1869, 134; besoins des places fortes, 142; progression des dépenses, 145; accroissement des recettes, causes d'arrêt, 146; solidité du crédit, 150; nécessité de changer de politique, 151; utilité d'une réforme constitutionnelle, 153; discours de M. Thiers sur les — de la ville de Paris (1869), 169.

— Proposition de nommer une commission des — (1871), discours de M. Thiers, XIII, 45; impossibilité de régler de suite les prévisions, 47; dangers de l'ingérence de l'Assemblée dans les attributions du pouvoir exécutif, 48; fautes financières commises pendant la guerre de 1870, 74; solidité du crédit de la France, 75; observations de M. Thiers sur l'impression d'un rapport relatif à l'état des finances (11 mars 1871), XIII, 103; proposition J.-Barthélemy Saint-Hilaire, rapport Léon Say, 103; réserves faites par M. Thiers, 104; demande d'ajournement, 105; effets des fautes commises par le second Empire et par le gouvernement de la Défense nationale sur les —, 354 et suiv., les — sous le second Empire, 548; situation en 1871, 550; crise monétaire de 1871, ses causes 556.

— Discours de M. Thiers dans la discussion générale du budget de 1872 (15 mars 1872), XIV, notice, 159; impossibilité d'une forte réduction sur le budget, 162; relations du Trésor avec la Banque de France, 168; second discours sur diverses motions relatives au budget de 1873 (30 mars 1872), notice, 177; difficulté de la situation, 179.

— Situation des finances fin 1872, XV, 12.

V. *Adresse, Banque de France, Budget, Contributions, Crédits, Impôts, Dépenses publiques, Dette publique, Emprunt.*

FISCALITÉ. Tendances des autorités communales à la —, II, 243.

V. *Communes, Conseils municipaux, Maires.*

FITZ-JAMES (le duc de), pair de France). Attaque le projet de loi sur les indemnités américaines (1835), III, 5; analyse de son discours contre l'alliance anglaise (1836), 437.

V. *Angleterre, Politique extérieure.*

FLEUVES. Le principe de la libre navigation des — amoindri par des mesures de douanes, V, 644.
— Nécessité de maintenir ouverts les — de l'Amérique du Sud, VIII, 357.

FLORENCE. État de l'aristocratie à —, I, 179.
— Devient la capitale du royaume d'Italie, X, 55; devient capitale du royaume d'Italie, conséquences de ce transfert, 89.
V. *Aristocratie.*

FLOTTE. Effectif des équipages de la — en 1829 et en 1836, III, 562.
— Ses transformations, X, 199.
V. *Inscription maritime.*

FOI. La nation a manifesté sa foi politique après 1830, I, 536.
— Nécessité de la liberté en matière de —, X, 96.
V. *Religion.*

FONCTIONS PUBLIQUES. Proposition Remilly tendant à interdire les — aux députés, discours de M. Thiers à ce sujet, IV, 529.
— Nécessité de distinguer les — des autres, caractères de ces fonctions, VI, 453.
V. *Agents du pouvoir.*

FONCTIONNAIRES. Conduite du gouvernement vis-à-vis des — après la révolution de 1830, I, 52; question des — hostiles, difficulté de les distinguer, 133; rôle des — modérés dans les élections de 1830, 134; épuration des — en 1830, 136; le luxe de représentation chez les fonctionnaires en 1831, opinion de Napoléon Ier à ce sujet, I, 261; il n'existe guère en France, 262; difficulté du recrutement des fonctionnaires, ses causes (1832), 463.
— Leur situation sous le régime de Juillet, II, 535; projet de loi sur la responsabilité des — (1835), 549; rôle de la presse vis-à-vis des —, 560.
— Projet de loi sur la responsabilité des —, discours de M. Thiers, III, 295; statistique des autorisations de poursuites (1836), 298.
— La question des — en 1836, IV, 187 et suiv.; intentions du Cabinet du 1er mars (1840) à l'égard des —, 508; nombre des — députés en 1840, 529; leur situation en Angleterre, 529, 535.
— Motifs qui les attachent à l'administration, VI, 516.
— Discours de M. Thiers relatif aux — députés (1846), VII, 95; les — exclus du Parlement anglais, 106; leur part dans la majorité de la Chambre des députés en 1846, 114; nécessité de régler la question des incompatibilités (février 1848), 599.
— Emploi des fonctionnaires dans les élections, IX, 430.
— La presse doit pouvoir discuter leurs actes, XI, 380; exception en matière de diffamation contre les —, 441.
— Intégrité de la classe des fonctionnaires en France, XII, 52.
V. *Agents du pouvoir, Article 75, Candidature officielle, Chambres, Presse.*

FONDS. Loi sur le — commun votée en 1831, I, 27; le — commun peut devenir le gage d'un emprunt en 1830, 34; le — de rembourse-

ments, primes et non-valeurs ne doit pas être compté en dépense, I, 233 ; les — divers attribués au service des pensions au budget de 1832, 237.
— Nécessité de l'allocation de fonds secrets pour la police, III, 99.
V. *Emprunt, Finances, Politique extérieure.*

FONTAINEBLEAU.
V. *Assemblée nationale de* 1871.

FORCADE LA ROQUETTE (M.de—, député). Parle sur les traités de commerce (1870), XII, 520 et 525.
V. *Commerce, Douanes, Libre-Échange, Protection.*

FORCE militaire qu'une coalition pourrait réunir contre la France en 1831, I, 215; — militaire de la France en 1831, 216.
— Nécessité de la — pour appuyer le droit, VI, 48.
V. *Coalition, Monarchie de Juillet, Politique extérieure.*

FORÊTS de l'État. Discours de M. Thiers concernant l'aliénation de 300,000 hect. des — (11 mars 1831), I, notice, 11 ; situation financière, 13 ; nécessité de cette mesure, 16 ; projets d'aliéner les — afin de pourvoir au remboursement de la dette, M. Thiers combat cette idée (1832), 344 ; l'État seul peut administrer utilement les grandes —, 345.
V. *Amortissement, Dette publique, Emprunt, Finances.*

FOREY (le général). Ses succès au Mexique, IX, 488.
V. *Mexique, Politique extérieure.*

FORGES. Disparition des — au bois, XI, 618.
V. *Fers.*

FORME de gouvernement. Nécessité de se prononcer nettement sur la — que chacun préfère (1834), II, 187.
V. *Politique intérieure.*

FORMULES. Puissance des — en France, XIV, 260 et XV, 509.
V. *Politique intérieure.*

FORTERESSES. Leur efficacité en 1792 et en 1814, V, 326.

FORTIFICATIONS de Paris. Rapport de M. Thiers sur le projet relatif aux — (1841), V, notice, 313 ; nécessité de fortifier la capitale, 331 ; prévisions de dépenses, 350 ; côté politique de la question, 360 ; discours de M. Thiers sur le projet de loi relatif aux —, (1841), notice, 375 ; les — commencées par M. Thiers en 1840, 377 ; nécessité de ces travaux, 379 ; opinion de M. Thiers sur le système à suivre, 422 ; détails sur le système de défense de Gênes, 425 ; le côté politique dans la question des —, exposé par M. Thiers, 446 ; contre-projet du général Schneider, 451 ; discours de M. Thiers sur ce contre-projet, notice, 451 ; avis de la commission spéciale de 1838 touchant les —, 462 et suiv.
— Dépenses nécessitées par la construction des —, XV, 239.
V. *Forts extérieurs, Paris.*

FORTS extérieurs. Nécessité des — à Paris, V, 364.

— Discours de M. Thiers relatif aux — à construire autour de Paris (1874), XV, notice, 225; systèmes en présence, 227; points à occuper, 236.
V. *Fortifications de Paris, Paris.*

FORTUNES. État des grandes — en France, I, 182.

FOULD (M. —, ministre des Finances). Parle sur l'affaire des Juifs de Damas, V, 79.
— Résultats de la conversion de 1862 faite par —, IX, 341 ; son système financier, 609.
V. *Conversion, Finances, Syrie.*

FOX. Ses attaques contre Pitt, IV, 130.
— Ses efforts pour diminuer la corruption parlementaire, VII, 109.
V. *Angleterre.*

FOY (le général). Ouverture d'une souscription nationale en faveur de ses enfants, VIII, 95.

FRAIS DE REPRÉSENTATION. Alloués au ministre des affaires étrangères, I, 247 ; au président du Conseil, 250.

FRANÇAIS. Caractère national du —, XI, 39.
V. *France.*

FRANCE. Elle est en état de résister à l'Europe, I, 64 ; mais par des mesures qui la bouleversent, 65 ; la — appelée au secours de la Belgique, 98 ; n'y est pas allée pour conquérir, 98 ; elle ne pouvait y souffrir une occupation prussienne, 99 ; la — ne doit intervenir que là où son intérêt l'exige, I, 113 ; elle n'est pas intervenue en Italie, pourquoi, 114 ; conséquences d'une intervention française en Italie, 114 ; si elle se montre modérée, la paix est présumable (1831), 115 ; les résultats de sa politique en 1830-1831, 1 6 ; discours de M. Thiers sur l'état intérieur de la —, (23 septembre 1831), 119 et suiv.; la situation en 1831, à Paris, 126 ; dans le Midi, 127 ; dans l'Ouest, 138 ; dans le Nord et l'Est, 139 ; qualités et défauts de la —, 160 ; ses qualités et son défaut capital, 190 ; la constance a manqué au peuple français, 190 ; l'expansion territoriale de la — considérée comme nécessaire par les partis avancés (1831), 208 ; on lui fait des offres de désarmement, 209 ; cas où elle devrait agir militairement, 210 ; elle n'a rien à craindre de la Russie en 1831, 212 ; ses forces militaires disponibles en 1831, 216 ; la paix est nécessaire à la — pour rétablir sa situation intérieure (1831), 220 ; la — doit avoir une marine, pourquoi, 280 ; la — a gagné moralement et matériellement à toutes les révolutions, 366 ; son attitude dans la question belge en 1830, résultats qu'elle a obtenus, 425 ; la neutralité de la Belgique équivaut à une alliance de ce pays avec la —, 428 ; ses intérêts en Italie, 433 ; rôle qu'elle doit jouer en Italie (1832), 438 ; les révolutions l'ont privée de toutes ses alliances, pourquoi, 442 ; elle a l'Angleterre pour alliée (1832), 443 ; raisons et but de cette alliance, 444 ; elle a peu à redouter d'une coali-

tion européenne si l'Angleterre reste neutre (1832), I, 445; sa situation intérieure se rétablit (1832), 491 ; sa situation politique et ses besoins en 1815, 479 ; la — ne voulait plus de révolutions après 1815, 513 ; elle y a été ramenée par le gouvernement lui-même en 1830, 514.

— Son rôle dans l'affaire de Grèce, II, 149; ses intérêts dans la question d'Orient, 151 ; l'ordre règne dans le pays (janvier 1834), 176 ; état du pays en 1833, 417 ; prospérité du pays sous le gouvernement de Juillet, 417 et suiv.; il était facile d'y établir l'ordre et la liberté en 1815, 459 ; la — a toujours été monarchique et libérale (1835), 469; elle est juste-milieu en politique, 541.

— Ses intérêts dans l'affaire des indemnités d'Amérique, III, 16 ; elle impose aux États-Unis le respect des droits des neutres (1778), 41 ; sa situation industrielle vis-à-vis de l'Europe (1834), 84; son adhésion au régime de Juillet (1835), 117 ; sa situation en 1835, 120 ; ses obligations d'après le traité de la quadruple alliance (1834), 179 ; division de la dette publique en —, 216; la — n'a pu empêcher la formation du Zollverein, 348 ; nécessité de la modération en — en 1830, 441 ; elle a été contrainte de faire la Révolution de Juillet, 442 ; son intérêt dans la question de Belgique, 450 ; ses intérêts sont parallèles à ceux de l'Angleterre en Orient (1836), 456 ; ses intérêts industriels sont opposés à ceux de l'Angleterre, 457 ; son attitude dans l'affaire de Cracovie, 472 ; sa politique naturelle vis-à-vis des petits États, particulièrement en Allemagne, III, 485 ; la — n'a pu empêcher la formation du Zollverein, 4487; caractère de l'intervention de la — en Espagne (1836), 495 ; intérêt de la — à occuper Alger, 505 ; son rôle en Égypte. 512; son avenir dans la Méditerranée (1836), 516 ; son état de prospérité en 1836, 551 ; conformité de ses intérêts avec ceux de l'Angleterre en 1830, 606 ; identité de ses intérêts avec ceux de l'Espagne, 611 ; influence de la Sainte-Alliance sur la politique de la —, 615 ; sa liberté politique après 1830, 615.

— Nouveaux engagements pris vis-à-vis de l'Espagne (1836), IV, 2; dangers d'une intervention européenne en Suisse pour la —, 9 ; ses intérêts sur les Pyrénées, 26; ses engagements vis-à-vis de la quadruple alliance (1834), 34; la — appelée en Espagne par l'opinion comme pacificatrice (1836), 64 ; ses intérêts en Espagne, 67; danger pour la — de perdre son influence en Espagne, 67, 72; ses intérêts en Espagne, 210, 217, 246; importance comparée de ses frontières nord et sud, 247; sa situation en 1839, 280; la — est une alliée utile pour le Saint-Siège, 348; sa politique en Orient en 1840, 413 et suiv.; la — a renoncé à la politique coloniale (1840), 451; preuve de son entente avec l'Angleterre après 1830, 453; causes de refroidissement entre les deux pays, 454; sa situation dans la question d'Égypte (1840), 458; sa politique en Égypte, 514; ses

intérêts dans l'Amérique du Sud, IV, 548.
— Nécessité de multiplier ses relations avec les autres pays, V, 133; son attitude dans la question d'Orient (1836-1840), 149 et suiv.; loyauté de sa politique en Égypte (1840), 210; la — perd son influence dans la Méditerranée (1840), 230; causes de l'irritation de l'Europe contre la —, 232; l'Angleterre compte sur la faiblesse de sa politique extérieure (1840), 290 et suiv.; son isolement en janvier 1841, 323; son unité, 329; ses intérêts en Orient niés par le maréchal Sébastiani, 559; la — pourrait braver l'Europe, 441; sa situation militaire en 1840, 504; la — ne doit pas trop se hâter de rentrer dans le concert européen (1841), 508; la — n'était pas prête à faire la guerre en 1840, 561; comment elle devait rentrer dans le concert européen après 1840, 569; son droit exclusif de protectorat en Syrie, 571; dangers de la convention des détroits, 572; avantages de la politique d'isolement pour la — après 1840, 574; la — doit chercher des alliés parmi les puissances secondaires, 659.
— Sa situation générale au point de vue extérieur, VI, 8; sa situation vis-à-vis de l'Allemagne (1842), 10; jalousie de l'Europe causée par son influence extérieure, 13; l'Europe presque constamment réunie contre la —, 14 et suiv.; sa situation vis-à-vis de l'Angleterre (1842), 14; attitude du Cabinet de Vienne vis-à-vis de la — après 1830, 16; influence des Cours allemandes sur la politique de la — en Espagne, VI, 17; la — abandonnée par les puissances dans l'affaire de Belgique, 18; sa politique en Orient, résumée par M. Thiers, 20; nécessité pour la — d'une politique hardie, 23; effet de ses armements en Europe en 1840, 27; la — ne peut admettre aucun partage en Europe, 46; la — peut garantir l'empire Turc contre un partage, 48; elle a toujours eu le droit pour elle depuis 1789, 49; nécessité d'appeler son attention sur le soin de sa grandeur extérieure (1842), 50; la situation du pays en 1839 comparée à celle de 1844, 256; son alliance avec l'Angleterre après 1830; phases de cette alliance, 286; attitude qu'elle aurait dû prendre en 1840, 297; la — et les partis en Angleterre, 304; projet d'union douanière franco-belge, opposition de l'Angleterre, 309; sa situation en Orient (1844), 315; la — tire sa puissance de son unité nationale, 461; mobilité de l'esprit public en —, 541; la question des alliances pour la —, 602 et suiv.
— Concurrence de ses intérêts de commerce avec ceux de l'Angleterre, VII, 12; effets de la Révolution sur sa politique extérieure, 20; sa situation vis-à-vis de l'Angleterre après 1840, 24; avantages de son unité, 40; caractère de la nation, 123; le gouvernement représentatif est praticable en —, 145; nécessité pour la — d'avoir une marine, 156; comparaison de ses forces maritimes avec celles de l'Angleterre (1846), 170; résumé de la politique du gouvernement de Juillet (1830-1846),

VII, 261; ses liens naturels avec les États-Unis, 277; action de l'Espagne sur la politique de la —, 395; utilité de l'alliance anglaise pour la France (1846), 408; son isolement en 1847, 363; son attitude dans l'affaire des mariages espagnols, 363; rôle politique de la — dans le monde, 411; son action intellectuelle au dehors, 497; chiffre de l'épargne annuelle en — (1848), 465, 477; bénéfice qu'elle tire de la neutralité de la Suisse, 565.

— Situation du crédit en — (1848), VIII, 107 et suiv.; chiffre des capitaux en circulation en — (1848), 131; sa situation vis-à-vis de l'Europe depuis 1789, 144; chiffre de la circulation monétaire en — (1848), 149; politique qu'elle doit suivre en Italie (1849), 209; dangers d'une intervention de la — en Italie (1849), 211; nécessité de son intervention à Rome, 315; ses intérêts en Amérique, 338; traité conclu par la — avec la République Argentine (1848), 372; nécessité pour la — de faire respecter partout son pavillon, 378; la — est capable de coloniser, 533; son rôle en Afrique, 534; la — est une nation catholique, son rôle comme telle, 648.

— Instabilité du caractère national en France, IX, 110; discours de M. Thiers sur le régime commercial de la — (1851), 135; caractère de la production industrielle en —, 222; prix de la vie en — et en Angleterre (1851), 230; son action en Europe (1863), 350; affirmation de son droit de choisir son gouvernement, 358; sa tendance persévérante vers la liberté, IX, 365; différence entre les caractères français et anglais, 401; effets de la centralisation en —, 428; état de la marine marchande en —, 561; le maintien de la paix en Europe dépend de la — (1864), 660; son activité d'esprit, nécessité de l'occuper, 663.

— La France a enseigné le régime parlementaire à l'Europe, X, 22; situation de l'aristocratie en — (1865), 42; la — possède tous les éléments de la liberté, 51; son influence dans la question du pouvoir temporel, 105; son droit traditionnel de protection en faveur des catholiques, 108; dangers de l'établissement d'une église nationale en —, 115 et suiv.; inconsistance de l'opinion publique en —, 126; craintes de l'Europe vis-à-vis de la —, 131; sa situation extérieure depuis 1789, 278; elle n'a pas cherché à copier l'Angleterre en 1789, 362; sa situation en Europe (1866), 398; zones de la culture du blé en —, 449; discours de M. Thiers sur l'état de l'agriculture en — (1866), 407; sa politique dans l'affaire des duchés danois, 574; son droit à empêcher l'unification de l'Allemagne, 620.

— Discours de M. Thiers sur la politique extérieure de la — (14 mars 1867), XI, 1; esquisse de son rôle en Europe, 12; comment la — a empêché la monarchie universelle de s'établir en Europe, 14; caractère de sa politique dans les quatre derniers siècles, 21; son rôle en Allemagne, 27; sa situation devant l'Europe après 1815, 28; après 1848, 29; consé-

quences de la guerre de Crimée, XI, 29; nécessité de l'alliance autrichienne pour la France, 49; son influence dans la question danoise, 56; dangers de la guerre austro-prussienne pour la —, 60; son rôle dans ce conflit, 62; politique à suivre par la — (1867), 80; ses alliances possibles, 84; second discours de M. Thiers sur la politique extérieure de la — (18 mars 1867), 93; résultat de son intervention en faveur de l'Italie, 123; son action dans l'affaire du Danemark, 126; elle pouvait arrêter l'Italie en 1866, 144; politique à suivre en 1867, 152; sa politique au Mexique, 176; conséquences de l'expédition du Mexique pour la —, 242; dangers de la politique des grandes agglomérations pour la —, 278; la — devait arrêter la maison de Savoie en Italie, 282; sa responsabilité en cas de chute de la papauté, 322; effets de ses interventions en Italie, 331; son vrai rôle politique, 352; la — est-elle ingouvernable? 362; discours de M. Thiers sur le régime économique de la — (1868), 537; sa situation économique, 553; sa situation politique avant 1859, 647.

— Dangers de la politique du second Empire pour la —, XII, 47; politique à suivre en 1868, 49; solidité du crédit public en —, 150; effets des traités de commerce en —, 351 et suiv.; discours de M. Thiers sur le régime économique de la —, 421; état des diverses industries en —, 437; sa situation économique, 516; sa situation politique en Europe, 616; la — doit rester pacifique (1870), 621.

— Sa situation en février 1871, XIII, 6; la — n'a pas voulu la guerre en 1870, 29; sa situation après les malheurs de 1870-1871, 150; communication faite à l'Assemblée nationale par M. Thiers sur la situation de la — (27 avril 1871), 189; exposé de la situation (20 juin 1871), 345; faute capitale de sa politique en 1866, 349; situation militaire de la — en juillet 1870, 352; puissance de l'opinion en —, 407; sa situation en Europe avant 1859, 408; Message de M. Thiers à l'Assemblée nationale (7 décembre 1871), 525; situation à la chute de l'Empire, 526; situation actuelle, 527; situation extérieure, 529; rapports avec l'Allemagne, 530, négociation relative à l'Alsace-Lorraine, 531; question des traités de commerce, 536; nécessité de relever les tarifs. 539; objections de l'Angleterre, 541; attitude du gouvernement vis-à-vis de l'Italie, 543; situation intérieure, 544; succès des élections aux Conseils généraux, 546; état des finances sous le second Empire, 548; situation budgétaire actuelle, 550; crise monétaire de 1871, ses causes, 556; situation de la Banque, 561; état de l'armée, 563; résumé de la situation générale, 574; la situation politique, 576; dangers préparés par les partis, 578; répartition de l'impôt en —, 588.

— Sa situation intérieure et extérieure (1872), XIV, 186 et suiv.; sa situation en Europe (1872), 156; causes de ses malheurs (1872), 200; nécessité des alliances pour la — en cas de conflit, 215, 256; grandeur politique de l'ancienne

France, XIV, 222; grand effet des formules en —, 260; son chiffre d'affaires présumé, 473.
— Situation de la —, message du 13 novembre 1872, XV, 2; la — s'accoutume à la République (1872), 26; nécessité pour la — de se concilier la confiance des autres nations, 31; sa situation politique en 1871, 81; impossibilité de rétablir la monarchie en —, 92; sa situation en 1871, progrès réalisés de 1871 à 1873, 139; sa situation politique en 1873, 127; caractère transitoire des formes de gouvernement en —, 162; la — ne voulait pas la guerre en 1870, 502; influence des mots et des formules en —, 509; sa situation en 1871, 628, 644; sa situation vis-à-vis de l'Europe (1875), 658.
V. *Achmet-bey, Adresse, Administration, Algérie, Alliance anglaise, Budget, Commerce, Finances, Empire, Monarchie de Juillet, Politique intérieure, Politique extérieure, Restauration.*

FRANCFORT. Son traité de commerce avec l'Angleterre, il reste inexécuté, pourquoi, III, 488.

FRANCIA (le docteur). Sa domination dans le Paraguay, IX, 456.
V. *Plata (La), Paraguay, Politique extérieure.*

FRANCISATION des bâtiments étrangers, conditions, X, 561.
V. *Marine marchande.*

FRANÇOIS Ier. Emprunte à 25 et 50 0/0, I, 379.

FRANÇOIS D'ASSISE (don). Choisi comme époux de la reine Isabelle (1845), VII, 384.
V. *Espagne.*

FRAUDES. Commises dans la liquidation des pensions sous la Restauration, II, 16.
— Les fraudes en matière d'impôt, XIV, 63.
V. *Impôts, Pensions.*

FRAYSSINOUS (Mgr de). Devient grand maître de l'Université, VII, 54.

FRÉDÉRIC II. Principal auteur du démembrement de la Pologne, I, 103.
— Son mot sur la situation de la France, au moment du partage de la Pologne, VI, 47.
— Sa règle en matière de politique extérieure, VII, 21; son administration citée par M. Thiers, 327.
— Fonde des banques provinciales, VIII, 494.
— Anecdote relative à Frédéric II, IX, 390.
— Son respect pour les cultes établis, XI, 305.
V. *Allemagne, Prusse.*

FRET. Conséquences de l'absence du — de retour au point de vue de la concurrence maritime, IX, 193; la question du — en France, 556.
— La question du fret en France, X, 494; le défaut de — de sortie en France, ses causes, 530.
V. *Marine marchande.*

FRIAS (le duc de). Son opinion sur la valeur des traités de la Quadruple alliance, IV, 91.
V. *Espagne, Politique extérieure.*

FROHSDORF. La démarche de —, son caractère illégal, XV, 649.
V. *Politique intérieure.*

FRONTIÈRE. Comparaison entre la — de Belgique et celle d'Espagne, IV, 246.
— La politique les modifie avec plus de rapidité qu'autrefois, V, 327.
V. *Politique extérieure.*

FRONTIÈRES NATURELLES. La question des — en 1830, son inopportunité, I, 426.
V. *Politique extérieure.*

FULCHIRON (M. —, député). Prend part à la discussion relative au secours demandés pour les victimes de l'insurrection de Lyon, II, 574.
V. *Émeutes.*

G

GAMBETTA (M. Léon —, député). Appuie l'ordre du jour de M. Marcel Barthe, XIII, 428.
— Propose de suspendre la dénonciation des traités de commerce, XIV, 151.
— Son discours au banquet de Grenoble, interpellation à ce sujet et discours de M. Thiers, XV, 45; il demande la convocation d'une assemblée nouvelle pour organiser le gouvernement, 149.
V. *Défense nationale, Traités de commerce.*

GANNERON (M. —, député). Combat le projet de loi relatif aux secours à accorder aux victimes des troubles de Lyon, II, 370.
— Sa proposition relative à la corruption électorale, VI, 266.

GARANTIE D'INTÉRÊT. Demandée pour le chemin de fer d'Orléans, discours de M. Thiers (1840), V, notice, 103; il est partisan de l'exécution par l'État, 106; impossibilité actuelle de lui imposer cette charge, 107; légitimité de la —, 108; résultats obtenus en Belgique, 115.
— Accroissement des — dues aux chemins de fer (1865), X, 322.
— Situation des garanties en 1872, XIV, 547.
V. *Chemins de fer.*

GARDE NATIONALE. Discours de M. Thiers sur la mobilisation de la — en 1831, I, 193; le véritable but de la loi sur la mobilisation de la —, 197; elle ne doit entrer en ligne que dans les cas désespérés, 198; frais directs et indirects de la mobilisation de la —, 206; inconvénients du système qui appelle la — à faire le service de l'armée active, 279; courage déployé par la — lors des journées de juin 1832, 174; la — a sauvé la France (1832), 534; la monarchie de Juillet a soumis les officiers de la — à l'élection, 534.
— Sa conduite à Paris pendant les troubles d'avril 1834, pourquoi elle n'a pas marché à Lyon, II, 378; nécessité de la dissoudre quand elle est dominée par les partis, II, 402; proportion des — dissoutes sur l'ensemble (1834), 410; la — de Lyon s'est montrée séditieuse en 1831, 578.
— Discours de M. Thiers sur la dissolution des — (24 août 1871), XIII, 459; proposition de M. de Meaux, 460; but de l'organisation des —, 463; l'ordre assuré en

France, XIII, 469; nécessité d'agir avec précaution, 472; elles sont dissoutes sans résistance, 528.
— Son attitude en 1871, XV, 599, 624.
V. *Commune de Paris, Émeutes.*

GARDE NATIONALE MOBILE. L'institution d'une — critiquée par M. Thiers, XII, 62, 138.
V. *Armée.*

GARIBALDI. Résultats de son expédition en Sicile, XI, 114; son attaque contre Rome (1867), 255; son rôle dans l'affaire de Naples, 290.
V. *Italie, Papauté, Rome.*

GARNIER-PAGÈS (M. — aîné, député.) Intervient dans la discussion du projet de loi sur les associations (1834), II, 289; intervient dans la discussion sur le contrôle des théâtres, 325; ses critiques contre le gouvernement de Juillet (1834), 336; intervient dans la discussion relative au ministère du 12 mars 1835, 522.

GARNIER-PAGÈS (M. — le jeune, député.) Il a su éviter l'emploi du papier monnaie, X, 282.
— Sa politique extérieure en 1848, XI, 103; son interpellation sur la politique extérieure de la France (déc. 1867), 343.
— Parle sur les travaux de Paris (1869), XII, 170.

GASCOGNE (M.) Cas de M. Gascogne à Buenos-Ayres, VI, 565; exposé de l'affaire de —, 402.
V. *Plata (La).*

GASLONDE (M. —, député). Sa proposition relative à l'impôt sur le chiffre des affaires (1872), XIV, 411; arguments favorables à cette proposition, 422; discours de M. Thiers à ce sujet, 483.
V. *Finances, Impôts, Patentes.*

GASPARIN (M. de —, préfet du Rhône). Lettre du conseil municipal de Lyon à — au sujet de l'insurrection, II, 582; son arrêté relatif à l'administration de Lyon, 584; son attitude pendant les troubles de Lyon, 591.
— Nommé ministre de l'intérieur (1836), IV, 3; il se trouve mêlé à l'affaire Conseil, 14; il est taxé d'incapacité, 197; il est nommé ministre de l'intérieur (1839), 382.
V. *Émeutes, Lyon, Politique intérieure.*

GASTEIN. La convention de — citée, X, 608.
V. *Allemagne, Autriche, Danemark, Politique extérieure, Prusse.*

GAUCHE. Attitude de la — en 1870, après le désastre de Sedan, XV, 522, 535;
V. *Partis.*

GAUGUIER (M. —, député). Sa proposition relative aux députés fonctionnaires, IV, 529; M. Thiers cite sa proposition relative aux députés fonctionnaires, 531.
V. *Chambres, Fonctionnaires.*

GAZETTE DE FRANCE. La — réclame le suffrage universel (1833), pourquoi, I, 530.
V. *Partis.*

GAZETTE DE MOSCOU. Son importance comme organe de l'opinion, XI, 479.
V. *Russie.*

GÊNES. Son système de défense, V, 363; détails sur son système de fortifications, 425; belle défense de — par Masséna, 427; V. *Fortifications de Paris.*

GENTEUR (M. —, conseiller d'État). Parle sur les travaux de Paris, (1869), XII, 171.
V. *Émeutes.*

GEOFFROY (le nommé). Condamné pour port du drapeau rouge (juin 1832), I, 472.

GEORGES III d'Angleterre. Situation créée en Angleterre par ses accès de démence, VI, 237.
V. *Angleterre, Régence.*

GÉRARD (le maréchal). Nommé ministre de la guerre, II, 379; le — chargé de former un cabinet (1835), 513.

GERMAIN (M. H. —, député). Interroge le gouvernement sur ses emprunts (1871), XIII, 51; propose l'établissement d'un impôt sur le revenu, 393.

GIRAUD (M. Aug. —, député). Parle sur la réduction de la rente (1836), III, 198; réclame la conversion immédiate des rentes 5 0/0 (1836), 250.

GIROD (M. —, de l'Ain). Nommé président de la Chambre, I, 44; devient ministre de l'Instruction publique, 467.
— Nommé ministre de la Justice (1839), IV, 382.

GLADSTONE (M.) Cité par M. Thiers, XII, 100.
— Cité par M. Thiers (question de l'amortissement), XIV, 485.
— Son entrevue avec M. Thiers (septembre 1870), XV, 540.

GOMEZ. Agent chargé de propager l'insurrection carliste en Espagne, IV, 47; insuccès de ses tentatives pour soulever l'opinion en faveur de don Carlos, 62.
V. *Espagne.*

GORTSCHAKOFF (le prince). Invite M. Thiers à venir à Saint-Pétersbourg (septembre 1870), XV, 542, 577.
V. *Politique extérieure, Russie.*

GOUDCHAUX (M. —, ministre des finances). Son projet d'impôt sur les prêts hypothécaires (1848), VIII, 30.
V. *Impôts.*

GOUIN (M. —, député). Sa proposition relative à la réduction des rentes (1836), III, 197; discussion de sa proposition relative à la conversion des rentes, 249.
— Nommé ministre du commerce (1840), IV, 462.

GOÛT. Indications relatives au — du public français en matière dramatique, vers 1836, III, 420.
V. *Théâtres.*

GOUVERNEMENT. Politique extérieure du — français en 1830 et 1831, I, 31; résultats obtenus, 116; inquiétude des divers — de l'Europe en 1830, 60; ils ne sont point disposés à la guerre, 61; le — français n'a rien fait contre la Pologne, 111; le — doit rester impartial en face des

partis, I, 131; M. Thiers donne la définition d'un — fort, 146; les trois formes de — exposées par M. Thiers, 153 et suiv.; la constance, qualité première du —, 167; son véritable objet, 343.
— Discours de M. Thiers relatif à la tutelle du — sur les communes, II, 53; son rôle vis-à-vis des communes, 245; sources de la force de tout —, 268; le — ne tire aucune force de la répression des insurrections, 345; les — périssent par l'exagération de leur principe, 358.
— Conditions de la durée des — III, 195; le — doit concilier les opinions absolues, 260; il doit défendre tous les intérêts sans exception, 264.
— Il doit tenir le pays en éveil sur ses intérêts généraux, IV, 58; sa double mission, 58; le — est toujours accusé de contribuer aux crises financières, 111; son véritable rôle, 128; nécessité de la modération dans le —, 259; nécessité pour le — de plier sa politique aux circonstances, 264; cause véritable de la chute des — en France, 276; nécessité de la force pour tout —, 374.
— Nécessité de l'esprit de suite dans le —, V, 178; il doit rester, à l'occasion, dans sa capitale assiégée, 415; son droit de pourvoir à certaines nécessités en l'absence des Chambres, (1841), 589.
— Il doit faire des concessions raisonnables à l'opposition, VI, 261.
— Influence du milieu sur les formes de —, VII, 110; raison de l'élévation des — et causes de leur chute, 130.
— Bornes à imposer à la presse dans ses attaques contre le —, VIII, 270.
— Conditions de légalité de tout —, ses devoirs envers le pays, IX, 359; identité des formes de — en Europe aux diverses époques de l'histoire, 398; son droit d'avoir des candidats préférés, 414; ses devoirs dans les élections, 420 et suiv.
— Il doit avoir l'initiative, correctif de ce droit, X, 40.
— Évolutions nécessaires dans les formes de —, XI, 99; effet du défaut de contrôle politique sur le —, 167; ses devoirs envers le pays, 302; nécessité de la publicité dans le —, 471.
— Incident relatif à la forme du — (1872), XIV, 519.
— M. Thiers pose la question de — (18 novembre 1872), XV, 52; nécessité de consolider la forme du — (1872), 66; situation de M. Thiers dans le — de 1871 à 1873, 153; caractère transitoire des formes de — en France, 162; nécessité de fixer la forme du — (1872), 207.
V. *Empire, Gouvernement de Juillet, Politique intérieure, Politique extérieure, Restauration, Révolution.*

GOUVERNEMENT ABSOLU. Les libertés locales étaient un moyen de résistance contre le —, II, 103; son principal défaut; 440.
— Il doit être tempéré par des libertés locales, 305.
— La corruption sous le —, VII, 100.
V. *Commune, Empire, Gouvernement de Juillet, Restauration.*

GOUVERNEMENT CONSTITUTIONNEL. Pouvoirs du souverain dans un —, discours de M. Thiers (incident de Salvandy, 1844), VI, 329 ; en quoi réside le prestige du —, 335.
— Ses conditions, XI, 476.
V. *Gouvernement de Juillet.*

GOUVERNEMENT REPRÉSENTATIF. M. Thiers ne cesse d'en réclamer l'application, I, IV ; l'harmonie des pouvoirs, est la première condition du —, 121 ; les divers éléments du — exposés par M. Thiers, 155 ; ses conditions selon M. Thiers (1833), 511 ; sa définition pratique, 542.
— Il a réalisé le système de l'unité administrative, II, 103 ; questions qui produisent des divergences dans le —, 173 ; ses bases, 381 ; il ne peut subsister sans le concours des trois pouvoirs, 434 ;
— Son principal défaut, III, 440 ; rôle de la presse dans un —, 560. Nécessité de s'assurer de la confiance des Chambres dans le —, 96 ; le — est capable de concevoir de grandes vues, 514.
— Ses pouvoirs financiers en l'absence des Chambres, V, 590.
— Conditions de sa force, VI, 226 ; son esprit, 234 ; le — faussé en France (affaire Salvandy, 1844), 327.
— La corruption dans le —, VII, 101 ; le — observé strictement en Angleterre, 143 ; opinion de M. Thiers sur le —, 144 ; son caractère, 289 ; sa théorie, 317.
— Ses principes méconnus par Napoléon Bonaparte (1850) IX, 75; nouvel exposé de son principe, 373.
— Son principe, X, 354 ; son contrepoids, 356.
— Ses avantages, XI, 246.
V. *Angleterre, Droits politiques, Empire, Gouvernement de Juillet, Restauration.*

GOUVERNEMENT PARLEMENTAIRE. Conditions du —, IV, 496.
— Liberté de la couronne dans le —, VI, 200 ; inconvénients résultant de la faiblesse du souverain dans le —, 232.
— Justification de son utilité (1864), IX, 394.
V. *Empire, Gouvernement représentatif, Gouvernement de Juillet, Restauration.*

GOUVERNEMENT PERSONNEL. La lutte contre le — en 1839, IV, 270.
V. *Gouvernement parlementaire, Gouvernement de Juillet, Restauration, Salvandy (M. de).*

GOUVERNEMENT DE JUILLET. Raisons qui l'ont obligé à recourir aux douzièmes provisoires, I, 26; son rôle après la Révolution de 1830, il a été pacifique, 48 ; sa politique intérieure et extérieure en 1830-1831, 49 ; son attitude vis-à-vis des libéraux, 58 ; elle est justifiée par leur conduite, 59 ; fautes des gouvernements antérieurs au régime de Juillet, causes de leur chute, 58 ; effets de sa politique en Europe en 1830-60, ses motifs pour conserver l'état de paix en 1830-1831, 82; l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire aurait été le résultat certain d'une guerre entreprise en 1830-1831, 84 ; critique de sa politique inté-

rieure par M. Laurence (1831), I, 119 ; réponse de M. Thiers, 120 ; sa politique intérieure comparée à celle de la Restauration, 126 ; son respect pour la légalité, 128 ; on lui reproche de préparer les émeutes, 142 ; le — doit se placer dans la situation d'armement, non de guerre déclarée (1831), 218 ; résultats de son habileté diplomatique en 1831, 221 ; sa manière de comprendre le principe de non-intervention, 434 ; justification de sa politique extérieure par M. Thiers (1832), 441 ; effets de sa modération en Europe en 1830, 443 ; le — a assuré le maintien de la paix (1832), 448 ; critiques dirigées contre la politique du — en 1832, 476 ; M. Thiers les réfute, 477 ; effets de sa politique extérieure (1832), 488 ; le — est fondé sur le droit, 512 ; le — s'appuie sur la nation, 534 ; le — craint le désordre, mais il est prêt à le réprimer (1833), 539 ; il a maintenu l'amortissement, 569.

— Côtés méritoires de son rôle, II, 156 ; le — est un gouvernement de droit, 158 ; sa modération, 180 ; sa politique extérieure résumée (1834), 189 ; son système de politique intérieure, 189 ; principes sur lesquels est établi le — 284 ; son devoir au lendemain de la révolution de Juillet, 359 ; a été le plus doux et le plus honnête dont l'histoire fasse mention, 365 ; résultats obtenus par le — (1834), 403 ; influence de sa politique sur les affaires intérieures de l'Angleterre, 416 ; prospérité du pays pendant les premières années du —, 417 et suiv. ; différences entre le — et la Restauration, II, 422 ; le — n'a pas dressé d'échafauds, 423 ; justification de sa politique par M. Thiers (1830-1834), 438 ; son principe, 449 ; le — adopte une politique de clémence, 453 ; il n'a demandé aucun secours étranger, 456 ; conduite qu'il devait tenir après 1830, 469 ; il est capable de maintenir l'ordre et la liberté (1835), 470 ; situation des fonctionnaires sous le —, 554 ; sa conduite à Lyon (1834) expliquée par M. Thiers, 576.

— But de sa politique extérieure en 1830, III, 10 ; sa politique vis-à-vis de l'Espagne, 82 ; douceur de sa politique, 190 ; son respect pour la Charte, 191 ; violence des attaques dirigées contre lui, 156 ; exposé de la politique économique du — (1836), 359 ; caractères de son rôle, 416 ; bases de sa politique extérieure (1836), 440 ; il repousse toute idée de propagande extérieure, 461 ; sa politique en Grèce (1830-1836), 474 et suiv. ; but qu'il se propose en Afrique (1836), 519 ; son action sur la prospérité du pays, 551.

— Ses motifs pour rentrer dans la quadruple alliance de 1834, IV, 32 ; il exprime ses sympathies pour la reine Isabelle (1837), 205 ; il demande à entrer dans l'alliance contre don Carlos et don Miguel, 240 ; systèmes politiques qui se sont présentés à son choix en 1830, 357 ; le — représente une révolution, conséquences de ce fait vis-à-vis de l'Europe, 483.

— Faiblesse de sa politique extérieure (1841), V, 290 ; il craint

une diversion des factions en cas de guerre extérieu re(1840), V, 294 ; le — ne peut recourir au procédé des ordonnances, 419.
— Fondements de son pouvoir, VI, 335 ; son attitude en matière de religion, 564 ; sa tolérance pour les congrégations religieuses, 652.
— Il se rapproche du parti aristocratique (1846), VII, 299 ; discours de M. Thiers sur la politique générale du — (27 mai 1846), 261 ; second discours sur le même sujet (29 mai 1846), 331 ; il abuse de la candidature officielle (1846), 291.
— Caractère des élections sous le —, IX, 415.
— Le budget extraordinaire sous le —, X, 265.
V. *Administration, Adresse, Afrique, Angleterre, Budget, Finances, Politique extérieure, Politique intérieure.*

GOUVERNEMENT PROVISOIRE. Son attitude vis-à-vis de l'Italie (1848), VIII, 224 ; sa politique générale, 290.
V. *Politique extérieure et intérieure, République, Révolution.*

GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE. Conséquences de la prolongation de la guerre par le —, XIII, 357 et suiv.
— Déposition de M. Thiers dans l'enquête sur les actes du — (17 septembre 1871), XV, 475 ; attitude de M. Thiers pendant les dernières années de l'Empire, 476 ; appréciation sur le Corps législatif, 482 ; le ministère Ollivier, 485 ; incident Hohenzollern, XV, 486 ; le parti de la guerre, 487 ; insuffisance des moyens militaires en 1870, 490 ; la candidature Hohenzollern en Espagne, 491 ; conséquence du veto opposé à la candidature Montpensier, 492 ; politique suivie vis-à-vis de la Prusse, 493 ; politique de la Prusse, 497 ; efforts de M. Thiers pour obtenir le maintien de la paix, 501 ; état de l'opinion, 502 ; incident Benedetti, 504 ; situation militaire en 1870, 509 ; fautes commises au début de la guerre, 512 ; entente établie entre Berlin et Pétersbourg, 513 ; réaction dans le corps législatif, 515 ; M. Thiers au conseil de défense, 516 ; expédition de Sedan, 517 ; il est appelé par l'impératrice, 520 ; démarche de la gauche auprès de M. Thiers, 522 ; le 4 septembre, 525 ; proposition de déchéance, 529 ; envahissement du Corps législatif, 532 ; la gauche à l'hôtel de ville, 535 ; chute de l'Empire, 536 ; démarche de M. Jules Favre auprès de M. Thiers pour l'envoyer en mission, 537 ; son voyage en Europe, 540 ; note anglaise, invitation du prince Gortschakoff à M. Thiers, 542 ; désarroi de la délégation de Tours, 544 ; attitude de l'Italie, de l'Autriche, 545 ; négociations avec la Russie, 546 ; propositions d'armistice appuyées par les Puissances, 548 ; voyage de M. Thiers à Paris, désir de paix chez les Allemands, 550 ; nécessité d'un armistice, 554 ; négociation de Versailles, 557 ; conditions mises à l'armistice, 562 ; possibilité de conclure la paix en novembre 1870, 562 ; influence des troubles de Paris

sur les négociations, XV, 564; leur rupture, 565.
V. *Allemagne, Empire, Guerre de 1870, Politique extérieure, Prusse.*

GRADES UNIVERSITAIRES. Les Universités pouvaient seules les conférer avant 1789, VI, 462; questions relatives à la collation des — (1844), 500; question de la collation des — (1844), 532.
V. *Instruction publique.*

GRAISSES. Questions fiscales y relatives, XIV, 362.
V. *Impôts.*

GRAMONT (M. de —, ministre des Affaires étrangères). Son attitude en juillet 1870, XV, 504.

GRAND-DUCHÉ DE VARSOVIE. Discours de M. Thiers sur les réclamations pécuniaires y relatives (1835), II, 489.
V. *Indemnités.*

GRAND-LIVRE de la dette publique. Sa composition, III, 215.
— Motifs de sa création, V, 57.
V. *Dette publique.*

GRANIER DE CASSAGNAC. Explications données sur son arrestation (mars 1871), XIII, 159.
V. *Politique intérieure.*

GRANVILLE (Lord). Impression produite sur lui par l'attitude de M. Thiers en 1840, VI, 28.
— Son entrevue avec M. Thiers (septembre 1870), XV, 540.
V. *Angleterre, Égypte, Orient.*

GREC. L'étude du — est moins indispensable que celle du latin, VIII, 612.
V. *Instruction publique.*

GRÈCE. Discours de M. Thiers sur la garantie de l'emprunt grec (8 juin 1833), II, 143; l'émancipation de la — a mis fin à la Sainte-Alliance, 148; existence de sentiments hostiles à la France en —, 151.
— Questions relatives à la — (1836), III, 466; difficulté de régler sa situation intérieure en 1830, 474 et suiv.
— Dangers qu'elle fait courir à l'empire Turc (1842), VI, 38; indications sur les affaires de — (1843), 281; situation réciproque de la France et de l'Angleterre en —, 317.
— Exposé des raisons qui ont fait créer le royaume de —, IX, 499.
V. *Alexandre Ier, Orient, Politique extérieure, Russie, Sainte-Alliance.*

GRENOBLE. L'insurrection est préparée à — (1834), II, 601.
V. *Émeutes.*

GRESSIER (M. —, ministre de l'agriculture). Parle sur les traités de commerce de 1860; réplique de M. Thiers (1869), XII, 366.
V. *Régime économique, Traités de commerce.*

GRÈVES. Les — dans le Nord (1872). leur caractère inquiétant, XV, 49; dangers des —, 73; leurs résultats, 630.

GREY (Lord). Il a combattu le système d'amortissement anglais, I, 389.

GROS (M.). Envoyé comme agent à la Plata, VIII, 352.

GUADELOUPE (la). Son importance à divers points de vue, IV, 571. V. *Colonies*.

GUERRE. Une coterie la juge indispensable pour faire diversion (1870) I, VI, — M. Thiers proteste, VI; son imminence en 1831, nécessité de préparatifs immédiats, 30; possibilité pour la France de la soutenir longtemps, à quelles conditions, 38; raisons pour et contre en 1830, 60; utilité de ne pas la faire aussitôt après la révolution de juillet, 66; opinion du maréchal Soult, 66; elle serait la seule chance d'un ministère avancé en 1831, 73; opinion des partisans de la — analysée par M. Thiers, 79; elle amènerait au pouvoir un gouvernement révolutionnaire (1831), 84; insuffisance des moyens de faire la —, proposés en 1830, 90; a été faite jusqu'à Jemmapes avec des troupes disciplinées, 91; c'est la seule condition du succès, 91; la —, résultat certain de tous les projets des libéraux en 1830, 116; le système belliqueux défini et combattu par M. Thiers en 1831, 210 et suiv.; M. Thiers a cru à la — (1831), il a bientôt changé d'opinion, pourquoi, 222; résultats probables d'une — générale (1831), 222; dépenses ordinaires et extraordinaires du ministère de la — au budget de 1832, 242, 252 et suiv.; on ne peut réduire sensiblement le budget de la — (1831), 278; périodes de — au XVIIIe siècle, 385; elle n'est pas à craindre tant que l'Angleterre restera neutre (1832), I, 446; le gouvernement de Juillet a évité la — par sa modération, 552;
— On s'attendait généralement à la guerre en 1830, II, 412.
— Dangers imminents d'une guerre en 1830, III, 441; la — empêchée par l'alliance franco-anglaise en 1830, 444; progrès réalisés par le droit des gens en temps de —, de la fin du XVIIe siècle à 1836, 512; nécessité d'employer la — en Algérie, 545; causes qui ont nécessité la — en Algérie, 626; progrès réalisés au point de vue de l'humanité dans la pratique de la —, 632.
— Conséquences de la mauvaise direction de la — en Algérie, IV, 140; il faut l'éviter sans paraître la craindre, 266; les désirs de — de certains partis en 1830, 324.
— Elle est impossible en juillet 1840, V, 217; la — conséquence possible de la politique de M. Thiers en 1840, 228; M. Thiers déterminé à la — en 1840, 296; les services de la — négligés en France de 1833 à 1840, 543; la France n'était pas prête pour la — en 1840, 561; nécessité d'une armée de métier pour les guerres politiques VIII, 187.
— Dangers des guerres partielles et lointaines, IX, 351; conditions nouvelles de la — au point de vue financier, 573.
— La guerre employée comme moyen politique, X, 176.
— La guerre entre l'Autriche et la Prusse, ses conséquences possibles (1866), XI, 60; la — repoussée par M. Thiers (1867), 157.
— Nécessité d'éviter la — (1868), XII, 47; caractères des — nationales, 625; pertes causées par les — mal faites, 628.
— Principes du droit public, en ma-

tière d'indemnités aux victimes de la — (1871), XIII, 435 et suiv.; conditions de la — moderne, 529.
— Caractères nouveaux de la — en Europe, XIV, 191.
— Craintes de guerre en 1875, XV, 660.
V. *Armée, Marine, Politique extérieure.*

GUERRE de 1859. Elle pouvait être évitée, X, 140.
V. *Italie, Politique extérieure.*

GUERRE DE 1870. M. Thiers signale le danger d'une guerre (en juillet 1868), XII, 123; la France doit éviter d'être l'agresseur en cas de guerre (juin 1870), 607.
— On ne peut continuer la résistance (1871), XIII, 41; les causes de la —, 353; ses conséquences financières, 357.
— Dépenses résultant de la —, XIV, 165; situation militaire de la France en 1870, causes de ses malheurs, 200; diverses fautes commises, 201.
— Il y avait un parti de la guerre en 1870, XV, 487; causes de nos défaites dans la —, 512.
V. *Allemagne, Angleterre, Autriche, Empire, Espagne, Italie, Politique extérieure, Prusse, Russie.*

GUERRE D'AMÉRIQUE. Rôle de la marine française dans la —, VII, 212.
V. *Marine.*

GUERRE CIVILE. Elle a été peu dangereuse dans l'Ouest en 1830, I, 138.
— Elle a été une guerre d'assassinats (1834), II, 355.
— Ses excès en Espagne, III, 599.
— Ses conséquences en Espagne, IV, 37.
— Détails sur la — en Suisse, VII, 515; origines de la — dans ce pays, 533.
— Principes du droit public en matière d'indemnité aux victimes de la —, XIII, 435 et suiv.
V. *Commune de Paris, Espagne, Sonderbund, Suisse.*

GUERRE DE CRIMÉE. Elle a été un acte politique louable, IX, 599.
V. *Russie.*

GUERRE D'ESPAGNE DE 1823. Ce qu'elle a coûté, ressources appliquées à la —, I, 367.
— Influences qui l'ont déterminée en 1823, III, 615.
V. *Intervention, Restauration.*

GUERRES MARITIMES. Leur influence sur l'industrie française, III, 315.
— Moyens employés par la France contre l'Angleterre en cas de —, VI, 81.
V. *Marine, Neutres, Droit de visite*

GUERRE DU MEXIQUE. M. Thiers combat l'idée d'engager la —, IX, 351.
V. *Mexique, Politique extérieure.*

GUICHARD (M. — député). Propose la nomination d'une commission des finances, M. Thiers s'y oppose (3 mars 1871), XIII, 45.

GUILLAUME III. Obligé d'établir des incompatibilités parlementaires contre les fonctionnaires, VII, 107.
V. *Angleterre, Élections, Fonctionnaires.*

GUILLAUME D'ORANGE, roi de Hollande, ne songe plus à rentrer en Belgique (1831), I, 100.

GUILLEMINOT (le général). Ambassadeur à Constantinople, désavoué et rappelé, I, 76.

GUILLEMOT (M. Eugène —, ministre de France au Brésil). Son opinion touchant les affaires de La Plata, citée par M. Thiers, VIII, 360.

GUIZOT. (M.). Nommé ministre de l'Instruction publique, I, 468.
— M. Thiers lui offre la présidence du Conseil (1834), II, 390; ses explications relatives à la crise ministérielle de février 1835, 514.
— Jugement de — sur le discours relatif à la réduction de la rente (1836), III, 200; son opinion sur les affaires d'Algérie (1835), 499, 537; son opinion sur la publicité donnée aux excès commis par l'armée en Algérie, 547.
— Il est nommé ministre de l'Instruction publique (1836), IV, 3; son opinion sur l'intervention en Espagne en 1835, 40; son opinion sur l'état des esprits (1837), 173; il soutient la nécessité d'une politique de résistance (1837), 174; il attaque le gouvernement personnel (1839), 270; il blâme l'évacuation d'Ancône, 332.
— Nommé ministre des Affaires étrangères (1840), V, 152; il est envoyé à Londres comme ambassadeur (février 1840), 175; il a approuvé la politique de M. Thiers en 1840, 182 et suiv.; il avise M. Thiers des méfiances des Puissances vis-à-vis de la France (juillet 1840), 209; il expose la politique du Cabinet du 29 octobre en Orient, V, 238; but de sa mission en Angleterre (1840), 272; relations de M. Thiers avec lui pendant sa mission à Londres, 279; sa politique extérieure jugée par M. Thiers (1841), 558 et suiv.; M. Thiers lui répond que le Cabinet du 1er mars 1840 ne voulait pas la guerre dans tous les cas, 583.
— Il prévoit les difficultés relatives au droit de visite, VI, 54; il apprécie le discours de M. Thiers sur la Régence (20 août 1842), 251; il parle sur la politique extérieure, (Espagne et Grèce, 1844), 283; ses explications sur les affaires de La Plata (mai 1844), 399; faiblesse de sa politique, signalée par M. Thiers (1845), 586.
— Sa réplique à M. Thiers (27 mai 1846, politique générale), VII, 331; il parle sur les affaires d'Italie, réplique de M. Thiers (1848), 489; débat entre lui et M. Thiers sur les affaires suisses (1848), 577; il admet la nécessité des réformes (février 1848), 598.
V. *Gouvernement de Juillet, Politique intérieure et extérieure.*

H

HAÏTI. Emprunt d' —, explications fournies par M. Thiers, I, 29.
— Détails sur les affaires d' —, III, 596.
V. *Politique extérieure.*

HARAS. La commission du budget de 1832 propose de réduire les dépenses des —, I, 251.
V. *Budget, Finances.*

HARISPE (le général). Son opinion sur le blocus de la frontière des Pyrénées (1835), III, 112.

HAUSSMANN (M. —, préfet de la Seine). Exagération de ses dépenses à Paris, X, 178.
— Dangers de ses opérations de crédit, XII, 68; exagération des dépenses de son administration, 104; dépenses engagées par — pour les travaux de Paris, 169; critique de son œuvre, 205; c'est lui qui est le véritable vice-empereur, 217.
V. *Finances, Paris.*

HAUTS FOURNEAUX. Extension de l'industrie des — en France, IX, 153.
V. *Fers, Industrie, Protection, Traités de commerce.*

HAVANE (La). Intérêts de l'Espagne à —, IX, 470.

HAVIN (M. —, député). Critique l'attitude du gouvernement (1832), I, 468.
— Attaque la politique du gouvernement (1835), III, 94.

HAVRE (le).
V. *Le Havre, Marine marchande.*

HÉBERT (M. —, député). Parle sur les affaires d'Espagne, IV, 206; réplique de M. Thiers, 207, 221.

HÉDOUVILLE (comte d'). Envoyé à Varsovie pour la liquidation des créances polonaises, II, 502.
V. *Grand-duché de Varsovie.*

HENRI IV. M. Thiers rappelle son rôle politique, XI, 14; sa politique extérieure, 350; autre allusion à ses plans de politique extérieure, 449.
V. *Politique extérieure.*

HENRY VIII. Il développe le tissage de la laine en Angleterre, IX, 198.
V. *Angleterre, Industrie, Laine.*

HÉRÉDITÉ monarchique. Elle peut être corrigée par la responsabilité ministérielle, I, 169.
V. *Monarchie.*

HÉRÉDITÉ de la Pairie. Raisons qui l'ont fait rejeter, I, 125; l'opinion la repousse en 1831, 150; l' — défendue par M. Thiers, 151; inconvénients qu'on lui prête, 166; défendue par M. Thiers, 166; l' — de la pairie est un droit, 172.
— Effets de la suppression de l' — relativement à la Chambre des pairs, II, 465.
— Sa nature et ses avantages, VI, 225.
V. *Aristocratie, Pairie.*

HERNOUX (M. —, député). Son rapport sur les crédits demandés pour la marine (1846), VII, 209 réplique de M. Thiers, 209.

HERVÉ (M. —, député). Son ordre du jour en faveur du Cabinet de novembre, 1834, II, 430.

HERVÉ DE SAISY (M. —, député). Sa proposition sur l'appel au peuple (1872), XV, 36.

HISTOIRE. L' — montre que la po-

litique est dirigée par des raisons d'intérêt, non de sentiment, III, 446; elle prouve l'intérêt et l'avenir de la France en Algérie, 516.
— L'histoire de Rome indique la marche à suivre en Afrique, IV, 155.
— Comment on enseigne actuellement l' —, VIII, 612.
— Les trois époques de l' — de l'Europe, IX, 398.
V. *Algérie, Instruction publique. Politique extérieure.*

HOHENLINDEN. Grandeur de la journée de —, VIII, 213.
V. *Armée, Cadres.*

HOHENZOLLERN. La candidature du prince de — posée en Espagne (1870), XII, 635.
— Suites de l'incident de —, XV, 486, 492.
V. *Espagne, Politique extérieure, Prusse.*

HOLLAND (lord). Favorable à la politique française en Orient, V, 212.
V. *Égypte, Orient, Politique extérieure.*

HOLLANDE. Son armée évacue la Belgique (septembre 1831), I, 75.
— Les décrets de Berlin et de Milan appliqués en —, III, 57; la — abandonnée par la France en 1787, 79; causes des variations de la politique de la — vis-à-vis de la France, 447.
— Discours de M. Thiers relatif au traité de commerce avec la — (1841), V, 629; état de nos relations économiques avec ce pays, V, 635.
— Motifs de l'incompatibilité entre la Hollande et la Belgique, IV, 305.
V. *Belgique, Commerce, Traités de Commerce.*

HOLSTEIN. Situation du —, X. 583; droits de l'Allemagne sur le —, 585.
— On propose de le céder à l'Allemagne, XI, 134.
V. *Autriche, Danemark, Politique extérieure, Prusse, Slesvig.*

HOMME. Sa condition morale et matérielle sur la terre, VIII, 455.
— Difficultés rencontrées par lui en Europe, IX, 243.
— Ressources offertes par la nature à l' —, XI, 370.
— Nécessité de l'éducation pour l' — à tous les points de vue, XIV, 238.
V. *Philosophie, Religion.*

HOMOGÉNÉITÉ du Cabinet du 22 février 1836, III, 241 et suiv.
V. *Cabinet, Ministère, Politique intérieure.*

HONNEUR MILITAIRE. L' — réside surtout dans les cadres, V, 618.
V. *Cadres.*

HOSPICES et Établissements de bienfaisance. Danger de les livrer à l'arbitraire des communes, II, 85; l'État doit en contrôler la gestion, 105.
— Leur rôle en matière d'assistance, leur nécessité, VIII, 581.
V. *Assistance.*

HOUILLE. Nécessité de protéger l'industrie de la — en France,

III, 280; emploi de la — dans l'industrie du fer, 327.
— L'industrie de la houille en 1840, IV, 593.
— Utilité de protéger la — française, IX, 175; on interdit l'emploi de la — en Angleterre au XVIe siècle, 198.
— Variations dans le prix de revient, X, 491.
V. *Industrie, Libre-Échange, Protection.*

HOVYN-TRANCHÈRE (M.—, député de la Gironde). Parle sur la question du régime commercial de la France (1851), IX, 245.
V. *Traités de Commerce.*

HUET-COLOMBIER (M.). Cité par M. Thiers, XII, 465.

HUGON (le contre-amiral). Envoyé devant Constantine, IV, 145.
V. *Algérie.*

HUMANITÉ. Souffrances nécessaires de l' — dans chaque siècle, XI, 369.
V. *Homme.*

HUMANN (M. —, ministre des Finances). Se déclare partisan de la conversion du 5 0/0 (1833), I, 562.
— Dépose le projet de budget pour 1837, III, 197; annonce la réduction de la rente, 197.
— Son rôle dans la crise ministérielle de mars 1839, IV, 402.
— Il est nommé ministre des Finances (1840), V, 152; parle sur la gestion financière du Cabinet du 1er mars, réponse de M. Thiers, 519.
— Ses projets (1841), VII, 437; appréciation de ces projets, 440.
V. *Budget, Finances, Travaux publics.*

HUMBOLDT (M. de). Ses travaux sur le Mexique, IX, 504 et suiv.
V. *Mexique.*

HUSKISSON (M. —, ministre du Commerce en Angleterre). Difficultés de son rôle en matière de douanes, III, 274.

HYPOTHÈQUE. Caractère des créances hypothécaires en France, VIII, 16; évaluation du capital placé sur — (1848), 23; discours de M. Thiers relatif à un projet d'impôt sur les prêts hypothécaires (1848), 29; montant de la dette hypothécaire en 1848, 113; but ordinaire des emprunts sur —, 118; le placement sur — ne peut convenir aux banques, 128 et suiv.
V. *Banque, Créances hypothécaires, Crédit.*

I

IBRAHIM PACHA. Vainqueur à Konièh (1833), conquiert la Syrie, II, 191.
— Ses succès en 1839, IV, 413; vainqueur à Nezib, 429, 435.
V. *Égypte, Orient, Politique extérieure, Question d'Orient.*

IFFLAND. Affaire du sieur — à Buenos-Ayres, VI, 407.
V. *Plata (La).*

ÎLES. L'— Bourbon, son importance

VI, 73; les — Marquises, critiques dirigées contre la prise de possession, VI, 601.
— L'occupation des îles Marquises est une erreur, VII, 173.
V. *Bourbon, Colonies, Marquises.*

IMPORTATION. Principaux articles d' — (1872), XV, 11.
V. *Commerce, Douanes.*

IMPÔTS. Déductions à faire sur la somme brute des — pour obtenir le chiffre exact des charges (1832). I, 313; chiffre des — en 1789, 364; C. Perier préfère l' — au crédit, 565.
— Proposition tendant à l'établissement d'un impôt sur le luxe et le revenu; discours de M. Thiers contre ce projet (1833), II, 21; les — indirects supprimés par l'Assemblée constituante, 24; origines de notre système d' —, 24; nécessité de chacune des deux grandes catégories d' —, 26; divisions des — par rapport à leur incidence (1833), 31; motifs et nécessité de la variété des —, 36; le rendement des — peut être compromis par l'excès des dépenses locales, 68.
— Inutilité de certaines réductions d' —, III, 361; leur rendement en 1835, 570.
— Application de l' — de quotité à la capitation et aux portes et fenêtres, VI, 112.
— Proposition de Proudhon sur l'— et le crédit; rapport de M. Thiers (1848), VIII, 1; discours de M. Thiers relatif à un projet d'— sur les prêts hypothécaires (1848), 29; l' — doit épargner les capitaux mobiliers, 35; les — sont payés par les pauvres plus que par les riches, VIII, 103; le produit des — est fourni surtout par les classes pauvres, 459, 579.
— Le payement de l' — personnel pris comme indication du domicile (1850), IX, 32; proportion des — directs et indirects dans le revenu de la France et de l'Angleterre, 142; inconvénients et dangers des — nouveaux, 601; accroissement des —, de 1851 à 1865, 650.
— Effets des augmentations d'— sur l'agriculture française, X, 415.
— Leurs effets sur la production, XI, 632.
— Nécessité de dégrever les — qui pèsent sur l'agriculture, XII, 370, 377.
— Déficit dans les — en 1871, XIII, 305; observations de M. Thiers sur un projet de loi concernant l'établissement d' — nouveaux (12 juin 1871), 335; nécessité d'une prompte décision, 336; compétence de la commission du budget en cette matière, 337; difficulté d'établir de nouveaux — (1871), 489.
— Discours de M. Thiers sur le mode de procéder à l'examen de divers — nouveaux (8 janvier 1872), XIV, 1; vice fondamental de l' — sur le revenu, 6; ses dangers en France, 7; nouveaux — possibles, 10; ordre à mettre dans la discussion, 13; discours dans la discussion de l' — sur les matières premières, 19; difficultés de la situation, 22; nécessité de l'amortissement, 23, 25; préparation des — nouveaux, 26; impossibilité d'augmenter les contributions directes, 29; aggravations

d'—réalisés, XIV, 30; proposés, 37; inapplicabilité de l' — sur le revenu, 39; son véritable caractère, 40; nécessité de l' — sur les matières premières, 43; clause des traités de commerce qui l'autorise, 47; impossibilité d'imposer des décimes à l'ensemble des —, 53; l' — sur les matières premières seul praticable, 61; ses caractères, 62; emploi des drawbacks, conséquences au point de vue de la fraude, 63; taxe sur le coton, 64; ses effets, 68; sur la laine, 69; sur les soies, 75; sur les autres matières, 81; impossibilité d'établir un — sur les affaires commerciales, 84; effets des — nouveaux sur la production, 89; dangers d'un — sur les matières fabriquées, 91; nécessité de suivre le gouvernement dans l'état des choses, 95; second discours de M. Thiers dans la discussion de l' — sur les matières premières, 99; légitimité des droits compensateurs, 101; nécessité de dénoncer les traités de commerce, 105; leurs effets, 110; reprise des affaires dans le pays, 113; vues de l'Angleterre en matière de traités de commerce, 116; clause de « la nation la plus favorisée », ses effets, 118; produit probable des — proposés, 122; troisième discours dans la discussion de l'— proposé sur les matières premières (18 janvier 1872), 125; proposition Germain, 125; nécessité de voter d'abord le principe des — proposés, 126; quatrième discours de M. Thiers dans la discussion de l' — sur les matières premières (19 janvier 1872), 131; proposition Lucien Brun, 132; nécessité de clore l'agitation soulevée par la discussion, caractère de cette agitation, XIV, 134; impossibilité d'appliquer un — sur le chiffre des affaires commerciales, 142, proposition Féray, 145; démission de M. Thiers, 145; discours de M. Thiers sur plusieurs projets d' — (24 juin 1872), 301; la situation financière, 306; question de l' — sur les matières premières, 308; incertitudes de la commission du budget, 312; insuffisances de ressources aux budgets de 1872 et 1873, 328; nécessité d'une discussion immédiate, 333; discours de M. Thiers sur un projet d' — sur le chiffre des affaires (2 juillet 1872), 335; justification de l' — sur les matières premières, 340; situation au point de vue des traités, 341; vues du gouvernement en matière de protection, 346; négociations avec l'Angleterre, 348; matières imposables et tarifs, 352; inconvénient des traités de commerce au point de vue fiscal, 375; second discours de M. Thiers relatif à l' — sur le chiffre des affaires (1872), 377; son impopularité, 380; l' — sur les matières premières est préférable, 381; droit pour la France de l'établir, 382; sa légitimité, 389; certitude de son efficacité, 399; discours de M. Thiers sur l'article Ier du projet de loi relatif à l' — sur le chiffre des affaires, 411; conditions d'un bon —, 413; besoins du Trésor, 414; ressources proposées, 421; principes de la Révolution en matière d' —, 430; organisation de l' — des patentes, 434; effet de l' — sur le chiffre des affaires aux États-Unis, 444; im-

possibilité de l'établir en France, XIV, 447; mauvaise influence morale de tout — fondé sur la déclaration du contribuable, 462; impossibilité d'un contrôle exact, 465; caractères de l'exercice, 468; chiffres d'affaires présumé de la France, 473; politique du gouvernement en matière d' — (1872), 492; second discours de M. Thiers relatif à l'établissement de centimes additionnels sur diverses contributions (13 juillet 1872), 535; troisième discours de M. Thiers relatif aux centimes additionnels à établir sur divers — (16 juillet 1872), 551; proposition Féray, 551; impossibilité de surcharger les patentes, 553; importance du nombre des assujettis en matière d'impôts, 560; discours de M. Thiers dans la discussion de l' — sur les matières premières (17 juillet 1872), 565; économies réalisées sur les budgets antérieurs, 568; augmentations nécessaires, 586; déficits à prévoir sur les — nouveaux, 594; impossibilité de faire des économies sur le budget de la guerre, 603; discours de M. Thiers relatif à l' — sur les matières premières (18 juillet 1872), 613; nécessité de cette taxe pour maintenir le budget en équilibre, 614; charges du budget de 1873, 615; situation du compte de liquidation (1872), 623; légitimité et utilité de cet —, 628; nouveau discours de M. Thiers relatif à l' — sur les matières premières (19 juillet 1872), 631; avantages des — indirects, 652; action de la douane sur les — intérieurs, 660.

— Situation des impôts en 1872, XV, 13; rendement probable des — votés en 1872, 18; l' — considéré comme moyen d'action socialiste, 631.

V. *Aides*, *Angleterre*, *Budget*, *Contributions*, *Finances*, *Politique intérieure*.

IMPÔT DES BOISSONS. Effet des octrois sur l' —, II, 244.

V. *Communes*, *Octrois*.

IMPÔT DIRECT. Ses caractères exposés par M. Thiers, II, 26.

— Mode de répartition des —, VI, 105; les communes chargées de la rédaction des rôles, 106, loi du 22 brumaire an VI, résumée par M. Thiers, 108; loi du 3 frimaire an VIII, ses effets, 109.

V. *Contributions*, *Impôts*, *Impôt foncier*.

IMPÔT SUR LES DIVIDENDES. L' — est une gêne pour l'industrie, II, 39.

V. *Dividende*.

IMPÔT FONCIER. Sa solidité et son extensibilité, II, 27; il est à la longue supporté par les denrées, 36.

— Exagération de son poids en France (1840), IV, 604.

— Son influence sur la culture du sol, VIII, 116.

V. *Contributions*.

IMPÔTS INDIRECTS. La perception en est interrompue en 1830, I, 27.

— Leurs caractères exposés par M. Thiers, II, 27.

— Résistances opposées à la perception en 1830, VI, 111.

— Causes des excédents de recettes sur les —, X, 323.
V. *Impôts*.

IMPÔT SUR LE PAPIER. Il n'a pas nui à la production, XIV, 663.

IMPÔT SUR LA RENTE. On ne peut l'établir en France, I, 382.
— Ses effets sur le crédit, II, 38.

IMPÔT SUR LE REVENU. Difficulté d'établir le revenu imposable de chacun, II, 39; c'est un impôt influencé par la passion, 40; la nature des choses le rend progressif, 51.
— Ses caractères, VIII, 39 et suiv.
— Ses dangers, X, 254.
— Illusions et dangers de l' —, XIII, 399; sa ressemblance avec la taille, 400; déclaration de M. Thiers à ce sujet, 403; discours de M. Thiers contre l'établissement d'un — (26 décembre 1871), 581; vices de cet impôt, 585; action de la Révolution sur le système fiscal, 586; situation du budget avant la guerre de 1870, 587; répartition des charges en résultant, 588; impôts sur la propriété et sur la personne, leurs caractères, 589; — sur les consommations, 594; répartition des — indirects, 596; situation en Angleterre à ce point de vue, 602; motifs des différences, 604; conséquences au point de vue spécial de l' — sur le revenu, 607; caractère arbitraire de cet —, 608; motifs et phases des réformes de R. Peel, 610; difficultés de l'assiette d'un — en France, 615; l'— et la taille, 617; opinion de Vauban sur l' —, 619; rigueur de cet —, 622; effets de l'arbitraire, XIII, 623; ses dangers en France, 626.
— Définition de l' — sur le revenu, XV, 155.

IMPÔT SUR LE SEL. Inutilité d'un dégrèvement de l' — (1834), II, 361.

IMPÔT SUR LE SUCRE. Origines de l' —, IV, 561.

IMPÔT SUR LES TRAITEMENTS. C'est une simple réduction au budget, II, 38.

INAMOVIBILITÉ de la pairie. Son utilité et son danger, I, 150.
V. *Hérédité, Pairie*.

INCOME-TAX. On le déclare désastreux, II, 29; on lui attribue le salut de l'Angleterre, 43.
— Ses caractères, VIII, 40 et suiv.; son taux, 43.
— Il est employé en Angleterre pour alléger les impôts de consommation, IX, 145.
— Nouveaux détails sur l' —, XIII, 582, 591.
V. *Angleterre, Finances*.

INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES. Les — les plus nécessaires, VII, 135; questions y relatives, 429; nécessité de régler la question des — (février 1848), 599.
V. *Chambres, Élections, Politique intérieure*.

INDE. Commerce de la France avec l' —, X, 547.
V. *Asie Mineure, Commerce*.

INDEMNITÉ AUX ÉMIGRÉS. Mau-

vaise opération de M. de Villèle à propos de l' —, I, 573.
— Son montant, III, 591.
V. *Émigrés*.

INDEMNITÉS PAYÉES aux États-Unis. Proposition rejetée par la Chambre (1834), II, 301.
— Discours de M. Thiers sur les — proposées pour les États-Unis (9 avril 1835), III, 1; second discours sur le même objet (16 avril), 23; les — payées par le Danemark, la Suède, l'Angleterre, 28; indications sur les — accordées aux États-Unis en 1803, 55; elles ont été payées à Paris, 67.
V. *États-Unis*, *Haïti*, *Louisiane*, *Mexique*, *Plata* (*La*), *Politique extérieure*.

INDEMNITÉ DE GUERRE. Succès des emprunts émis pour l' — (1871), XIII, 505; difficultés des opérations de payement, 506.
— Opérations nécessitées par le payement de l' — (1872), XV, 5.
V. *Finances*, *Guerre de* 1870.

INDEMNITÉ D'HAÏTI. Exagération de son chiffre, III, 596.
V. *Haïti*.

INDEMNITÉS MEXICAINES. Abus des demandes dans l'affaire des —, XI, 171.
V. *Mexique*.

INDEMNITÉ PRITCHARD. Détails sur l'affaire de l' — (1844), VI, 586.
V. *Marquises*, *Pritchard*, *Tahiti*.

INDIENS. Rapports des — (d'Amérique) avec les blancs, IX, 506.
V. *Inde*.

INDIGENTS. Doit-on donner aux — les droits politiques, IX, 39.
V. *Élections*.

INDISCIPLINE. Elle est inévitable chez les jeunes troupes, VIII, 190.
V. *Armée*, *Cadres*.

INDIVIDU. Sa condition dans la société actuelle, VIII, 562.
V. *Droit électoral*, *Droits politiques*, *Homme*.

INDÉPENDANCE. De la Belgique, I, 69.
— Nécessité d'assurer l' — du Saint-Siège, VIII, 314.
V. *Belgique*, *Papauté*.

INDUSTRIE. L'— belge est redoutable pour la France, I, 100; difficulté de recourir à l'— privée pour l'exécution des travaux publics, 271; on ne peut en précipiter le développement par mesure législative, 501; toute — a besoin de protection à son début, 545.
— Sa prospérité en 1833, II, 174.
— La protection profite à toutes les —, III, 288; l'— française a besoin de protection (1836), 358; antagonisme des intérêts français et anglais en matière d'—, 457.
— Dangers des règlements à long terme dans l'—, V, 21; son impuissance à construire les chemins de fer (1840), 109; supériorité des Anglais en matière d'— (1840), 138; l'— privée refuse de se charger de l'établissement des lignes de paquebots à vapeur (1840), 142.
— Insuffisance de l'— privée pour les grands armements en cas de danger urgent, VI, 671.

— Elle est privée de ses capitaux par les emprunts publics, VII, 465, 477.
— Dispositions relatives aux enfants employés dans l'—, VIII, 471; périodicité des crises dans l'—, 522.
— Effet de la protection sur le développement de l'— en Angleterre, IX, 198; effets de la protection en Angleterre, 210; caractères de l'— anglaise, 212; de l'— française, 222; de l'— américaine, 237; conséquences politiques du développement de l'—, 238; caractères de l'— en Russie, 240; aux États-Unis, 247; en France, 259; perfection du dessin industriel en France, 263; causes de la prospérité de l'— française, 267; caractères de l'— en Suisse, 269.
— Moyens employés dans l'— pour établir des dividendes fictifs, X, 252; effets de la liberté commerciale sur l'— textile, 486.
— L'industrie française donne surtout des produits inférieurs, XI, 554; effets des traités de commerce sur l'—, 568 et suiv.; effets de la conscription et des impôts sur l'—, 634.
— Effet des traités de commerce sur l'— textile, XII, 354; caractères de l'— en Suisse, 358; en France, 372; expansion générale de l'—, 377; état des diverses — en France (1870), XII, 437; en Angleterre, 442; en Suisse, 444; effets des traités de commerce sur l'— textile, 438, 581; l'— française doit chercher la qualité, non le bon marché, 513.
— Caractères de l'— française, XIV, 678.
— Rôle des banques en matière de grande —, XV, 401.
V. *Admissions temporaires, Allemagne, Angleterre, Douanes, Libre-Échange, Protection.*

INFANTERIE. Ses effectifs en 1841, V, 611.
V. *Armée.*

INFORMATION. Besoins modernes en matière d'—, XI, 394; effets sur l'esprit public, 396.
V. *Politique intérieure, Presse.*

INITIATIVE. L'— du pouvoir exécutif doit être contrôlée par les Chambres, IX, 384.
— Le droit d'— appartient au gouvernement, limites de ce droit, X, 39.
— Son utilité XII, 321.
V. *Chambres, Gouvernement parlementaire.*

INSCRIPTION MARITIME. Chiffres du contingent de l'—, III, 532.
— Ses éléments, IV, 574.
— Sa situation en 1846, VII, 179; sa progression depuis la guerre d'Amérique (1846), VII, 211; développements dont elle est susceptible, 220; sa raison d'être, 228.
— Elle est est indispensable, IX, 564.
— Question de l'— dans la marine marchande, X, 513; elle est supprimée pour les ouvriers des ports (1865), I, 516.
V. *Marine marchande.*

INSPECTION. L'— de l'enseignement confiée à l'Université (1850), VIII, 426.
V. *Enseignement.*

INSTITUTIONS. Action du gouvernement de Juillet sur nos — intérieures, I, 49.
— La liberté des — locales peut tenir lieu de liberté politique, IV, 339.
— M. Thiers demande l'établissement définitif des — nécessaires, XV, 124.
V. *Liberté, Politique intérieure.*

INSTRUCTIONS. Données au préfet du Rhône à l'occasion des troubles de Lyon, II, 591.
— Proposées par le Cabinet anglais pour l'escadre combinée devant agir à Constantinople (1839), V, 248.
V. *Égypte, Émeutes, Lyon, Orient, Politique extérieure, Question d'Orient.*

INSTRUCTION PRIMAIRE. Augmentation des crédits pour l' — (au budget de 1835), II, 420.
— Le gouvernement de Juillet a voulu la diffusion de l' —, III, 586.
— Détails sur la loi de 1833, organisant l' —, VI, 445.
V. *Enseignement.*

INSTRUCTION PUBLIQUE. Dépenses du ministère de l' — au budget de 1832, I, 242; économies proposées sur ce ministère, 248.
— Augmentation des dépenses de 1830 à 1836, III, 568.
— Discours de M. Thiers sur le Conseil de l' — (1846), VII, 35; M. Thiers demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur l' —, (1846), 83.
— Discours de M. Thiers sur l' — (18 janvier 1850), VIII, notice, 385; difficulté de la matière, 388, fidélité de M. Thiers à ses idées. 390; organisation actuelle de l' —, 392; critiques réciproques de l'Université et de l'Église, 398; concessions faites à l'Église dans le projet, 402; dispositions de la Charte de 1830 à cet égard, 406; la loi établit l'égalité pour tous, 412; situation faite par la loi à l'Université, 419; question de la collation des grades, 425; organisation des divers conseils de l' —, 427; nécessité pour l'Université et pour l'Église de vivre en paix, 446; notice de M. Thiers sur les conseils académiques départementaux (1850), 593; l' — est plus répandue en 1860, mais moins solide qu'en 1789, VIII, 609; second discours de M. Thiers sur l' — (amendement Lasteyrie, 23 février 1850), notice, 653; question de l'enseignement philosophique, 654; troisième discours de M. Thiers sur l' — (question des congrégations religieuses non autorisées, loi de 1850), VIII, notice 661; la loi donne la liberté selon la Constitution, 663; questions relatives aux Jésuites, 671.
V. *Allemagne, Angleterre, Clergé, Enseignement.*

INSTRUCTION MILITAIRE. Inconvénients du système des courtes périodes d' —, I, 279.
V. *Armée.*

INSTRUCTION SECONDAIRE. Rapport de M. Thiers sur le projet de loi relatif à l' — (13 juillet 1844), VI, 445; son influence particu-

lière, VI, 451; état de l' — en 1844, 473; examen de diverses questions y relatives, 475; son objet et son étendue, 537.
— Nécessité du maintien de l'enseignement philosophique dans l' —, VIII, 655.
V. *Enseignement, Philosophie.*

INSURRECTIONS. Les — en Italie, les insurgés prennent leur mot d'ordre à Paris, I, 113; l' — des 5 et 6 juin (1832) est réprimée avec énergie, 467; l' — de juin (1832) a-t-elle été préméditée? 470; détails sur l' — de la Vendée, moyens employés pour la réprimer, 502; l' — de juin 1832 n'a pas été l'œuvre de la police, 515.
— Les — d'avril 1834 à Lyon et à Paris, II, 335; leurs causes, 340; caractères de l' — de février 1835, 346; de celle d'avril 1835, 350; les — de Lyon et de Paris en avril 1834, leurs causes, 358; discours de M. Thiers relatif à une demande de secours pour les victimes des troubles de Lyon, 369; historique de l' — de Lyon (1834) exposé par M. Thiers, 576.
— L' — de juin (1849) provoquée par Ledru-Rollin, VIII, 264.
— Enquête sur l' — du 18 mars (1871); déposition de M. Thiers (24 août 1871), XV, 567.
V. *Émeutes, Politique intérieure.*

INTÉRÊT DE L'ARGENT. On doit préférer une réduction de l' — à un prélèvement sur l'amortissement, I, 293; le système de l' — composé appliqué à l'amortissement, 384.
— Impossibilité de fixer arbitrairement le taux de l' —, III, 223; le taux de 4 1/2 0/0 est admissible comme base de conversion, III, 258; divers modes de réduction de l' —, 266.
— Taux d' — bonifié aux caisses d'épargne par la loi de 1835, IV, 101.
— Action de l'impôt sur le taux de l' —, VIII, 36 et suiv.; son taux à diverses époques, 80; action de la Banque de France sur le taux de l' —, 493.
— Marche de l'amortissement basé sur l' — composé, X, 214.
V. *Banques, Crédit, Dette publique.*

INTÉRÊTS POLITIQUES. Les — particuliers des Puissances en 1830, I, 110; nécessité de consulter directement les — nationaux, 542.
— Influence des — locaux sur les Chambres, III, 356; fixité naturelle des — du pays, 440; la variabilité des — fait celle des alliances, 447; les — de la France et de l'Angleterre sont parallèles (1836), 449; antagonisme des — Français et Anglais en matière d'industrie, 458.
— Puissance des — dans les relations internationales, IV, 446.
— Les — de la France en Orient, V, 559.
— Les — de la France en Italie (1849), VIII, 216.
— Influence des chemins de fer sur les — locaux, IX, 129.
— nécessité de fonder la politique extérieure sur l' — de l'État, XI, 100.
V. *Politique extérieure et intérieure.*

INTÉRÊTS MATÉRIELS. Leur importance politique, I, 86.

— Nécessité de les ménager, III, 237.
— Ils ne doivent pas faire oublier les intérêts généraux, IV, 58.
— La question des — domine la question politique dans les élections (1846), VII, 122.
V. *Politique intérieure.*

INTÉRIEUR. Dépenses du ministère de l' — au budget de 1832, I, 242, 250.
— Augmentation des dépenses de l' — de 1830 à 1836, III, 568.
V. *Budget, Finances.*

INTERNATIONALE. Opinion de M. Thiers sur l' —, XV, 570; fusion des partis avancés dans l' —, 629; ses dangers, 630.
V. *Émeutes.*

INTERPELLATION. De M. Mauguin sur les affaires étrangères (1831), I, 75; son résultat, 120; de M. Laurence sur la politique intérieure (1831), 119; les — gênent souvent les négociations diplomatiques, 422.
— De M. Isambert sur l'affaire relative au grand-duché de Varsovie (1835), II, 490; de M. de Sade sur la crise ministérielle (1835), 513; de M. Mauguin sur le ministère du 12 mars (1835), 521; droits du gouvernement dans la discussion d'une —, 523.
— De M. Thiers concernant le port d'Alger (1842), VI, 83; du même sur la question des congrégations (1845), 617.
— Utilité du droit d' —, X, 32; sa nécessité, 352.
— De M. Garnier-Pagès sur la politique extérieure (1867), XI, 343; le droit d'interpellation considéré comme contrepoids de l'article 75 de la constitution de l'an VIII, XI, 448; de M. Pouyer-Quertier et autres sur les traités de commerce (1868), 537.
— Discours de M. Thiers sur le refus d'une —, (27 janvier 1868), XII, 155; portée du droit d' —, 157; nécessité de permettre les interpellations ayant un caractère général, 160; nécessité du droit d' —, 322; de M. Brame sur les traités de commerce (1870), 519.
— Du général Changarnier relative au banquet de Grenoble (1872), XV, 45; de M. de Broglie sur la politique intérieure (1873), 171.
V. *Politique extérieure, Politique intérieure.*

INTERVENTION. L'intervention française en Belgique, son véritable but, I, 78; la France ne doit intervenir que là où son intérêt l'exige, 113; politique de l'Angleterre, en matière d' —, 113; conséquences d'une — française en Italie, 114; une — en Italie, c'était la guerre religieuse, 115; l' — selon le système de la Sainte-Alliance n'est plus possible après 1830, 557.
— La France empêche une intervention en Suisse, en se fondant sur le droit européen, II, 414; le gouvernement de Juillet refuse d'intervenir en Espagne, 192.
— Des Puissances à Cracovie, III, 471; caractères de l' — franco-anglaise en Espagne (1836), 494.
— L'intervention française réclamée en Espagne (1835), IV, 38; hésitations de l'Angleterre au sujet

d'une — en Espagne, IV, 40; transaction imaginée par le gouvernement français, 41; affaire de l' — en Espagne, préjugés français à ce sujet, 59; opinions favorables à notre — en Espagne, 63; question de l' — de la France en Espagne (1838), 209; l' — en Espagne refusée par M. Thiers, dans quelles conditions, 232; le vrai but de l'— en Espagne, 258; causes de l' — anglo-française en Belgique, 316; l' — d'une nation appelle souvent celle des autres, 336.
— L'intervention européenne en Amérique condamnée par M. Thiers, VII, 8; les Puissances n'ont aucun droit fondé de procéder à une — en Suisse (1848), 559; attitude prise par M. Thiers contre toute idée d' — autrichienne en Suisse (1836), 579.
— Dangers d'une — de la France en Italie (1849), VIII, 211.
— Ses dangers XI, 285.
— Inutilité de l' — extérieure, XV, 658.
V. *Angleterre, Belgique, Espagne, Italie, Plata (La), Mexique, Non-intervention, Politique extérieure.*

INVALIDES DE LA MARINE. Détails sur la Caisse des —, III, 207.
V. *Inscription maritime, Marine marchande.*

INVASION. La France est suffisamment armée pour résister à une — (1831), I, 217.
— Leur fréquence, ses causes, V, 327.
— L'invasion de 1870-1871, payement des dommages causés, XIII, 435; nécessité d'une indemnité, discussion sur le principe, 436; caractère de l'indemnité, 445.
V. *Guerre de 1870, Politique extérieure.*

INVIOLABILITÉ. Conséquences de l'— du souverain, VI, 226.
V. *Souverain.*

IRLANDE. État de la question d'Irlande (1869), XII, 335.
V. *Angleterre.*

ISABELLE. La reine — reconnue par la France, II, 192.
— Elle est menacée par l'insurrection carliste (1836), III, 179; elle est préférée par le gouvernement français à don Carlos, pourquoi, 183; intérêt du gouvernement de Juillet à soutenir la reine —, 452; nécessité et utilité de reconnaître la reine —, 607.
— Difficultés rencontrées par son gouvernement, IV, 3; offres du gouvernement français à la reine — (1833), 30.
— Elle est déclarée majeure, VI, 281.
V. *Espagne, Intervention, Politique extérieure, Quadruple alliance.*

ISAMBERT (M. —, député). Son interpellation relative aux créances du grand-duché de Varsovie, II, 490.
— Parle sur la question des Juifs de Damas, V, 84.

ISLY. La bataille d'—, gagnée par le maréchal Bugeaud, VI, 571; elle a peu d'importance, 577.
V. *Algérie.*

ISOLEMENT. La politique d'— seule efficace pour la France après 1840, V, 574; la politique d'isolement est ordinairement mauvaise (1847), 415.
V. *Alliances, Politique extérieure.*

ISRAÉLITES. Leur influence (1840), V, 86.
V. *Juifs.*

ISTHME DE PANAMA. La spéculation hésiterait à en entreprendre le percement (1845), VI, 596.
— Le percement de l'— est un projet d'une réalisation bien lointaine (1850), VIII, 357.
V. *Commerce, Marine marchande.*

ISTURITZ. Son rôle en Espagne en 1835, IV, 44.

ITALIE. Opinion des libéraux sur la politique française en —, analysée par M. Thiers (sept. 1831), I, 81; le mouvement libéral en — en 1831, 83; les insurgés de Parme, Modène, Bologne, prennent leur mot d'ordre à Paris, 113; conséquences d'une intervention française en Italie, 114; importance du catholicisme en —, 114; l'intervention en — pouvait allumer la guerre religieuse, 115; la question d'Italie appréciée par M. Thiers (1832), 433; résultats de l'intervention française en Italie (1832), 435; obstacles qui s'opposent à l'unité de l'—, 436; rôle que la France doit jouer en — (1832), 438; raisons de son intervention en 1832, 440; la France a dû intervenir en — (1832), 489.
— Causes du maintien de la division territoriale en — (1834), II, 202.
— Ses rapports commerciaux avec la France, III, 84.
— Impossibilité d'intervenir en Italie après 1830, IV, 245; sa situation intérieure (1839), 342.
— Effets des premiers actes de Pie IX en —, VII, 359, 420; discours de M. Thiers sur les affaires d' — (31 janvier 1848), VII, notice, 487; état de l'opinion en France sur les affaires d' —, 490; appréciations sur le rôle de l'—, 495; le mouvement libéral en — (1847), 499; utilité d'un accord franco-anglais pour régler la question d'— (1848), 507; idée d'une confédération italienne indiquée par M. Thiers, 513.
— Discours de M. Thiers relatif aux affaires d'— (31 mars 1849), VIII, notice, 203; nécessité d'éclairer le débat, 206; la France n'a aucun engagement vis-à-vis de l' —, 208; systèmes en présence, 209; peut-on agir par la force en —, 212; politique suivie depuis le 24 février vis-à-vis de l' —, 218; l'armée n'a pas été mise sur un pied suffisant, 226; le gouvernement a toujours voulu la paix, 229; faiblesse des partis avancés en —, 234; rôle que la France doit prendre en —, 237; M. Ledru-Rollin propose la mise en accusation du président de la République et des ministres, à l'occasion de la question romaine (1849), 245; discours de M. Thiers à ce sujet, 247; accusations de la gauche, 250; justification de l'expédition de Rome, 254; action de la démagogie en Italie, 263; rapport de M. Thiers sur le projet de loi relatif à des crédits extraordinaires pour l'ex-

pédition de Rome (12 octobre 1849), notice, VIII, 307; exposé de la situation, 310; justification de l'expédition, 314; elle était constitutionnelle, 318; attitude gardée vis-à-vis du pape, 320.
— Elle a été affranchie par l'appui de la France, IX, 369.
— L'expédition n'est annoncée aux Chambres qu'après le départ des troupes, X, 38; danger de faciliter son unification complète, 133; discours de M. Thiers sur la question romaine (13 avril 1865), 53; dangers qui peuvent résulter de l'unification de l' —, 57; moyens d'assurer la liberté à l'— sans la bouleverser, 55; influence des questions maritimes sur sa politique, 64; diversité de l'esprit pubic en — (1865), 69; second discours de M. Thiers relatif à la question romaine (15 avril 1865), notice, 135; le gouvernement laisse de l'obscurité dans le débat, 139; on pouvait éviter la guerre d' —, 140; motifs de la politique du pape, 141; on veut lui prendre Rome, 143; conséquences possibles de ce fait, 145; on a traité des intérêts du pape sans le prévenir, 148; les Romains n'ont pas le droit de changer de souverain par leur seule initiative, 150; exposé de la convention de septembre, 157; dangers de la situation dans l'avenir, 158; la France devrait rester à Rome, 164; dangers que présente l'unification de l'Italie (1866), 380; attitude du gouvernement français vis-à-vis de l'— (1866), 574; l'unité de l'—, son action sur la politique allemande, 618; nécessité de l'arrêter dans ses tendances vers la Prusse (1866), X, 626; son indépendance vis-à-vis de la France, 627; attitude que la France doit prendre vis-à-vis de l'— (1866), 629.
— Discours de M. Thiers sur les affaires extérieures (Allemagne et Italie, 1867), XI, 1; M. Thiers revient sur les dangers que présente l'unité de l'—, 33; conséquences de l'unification de l'—, 46; effet produit par l'unification de l'— en Allemagne, 53; sa place dans la politique de M. de Bismarck, 59; effets de sa diversion contre l'Autriche (1866), 68; discours de M. Thiers sur la question romaine (1867), 255; dangers de l'unité, 263; combinaisons possibles en 1849, 264; nécessité de contenir la maison de Savoie dans le nord de l' —, 281; caractères de l'intervention française en —, 285; effets de la politique de la maison de Savoie en Europe, 287; sa situation en 1867, 331; points de contact entre les affaires d' — et celles d'Allemagne, 333; ligne de conduite à suivre dans la question de Rome, 338; droits de la France vis-à-vis de l'—, 354.
— Fautes du gouvernement du second Empire en —, XIII, 409; son rôle dans les affaires d'Allemagne, 412; sa situation en Europe (1871), 414; rapports de la France avec l' — (1871), 543.
— Sa politique commerciale, XIV, 350.
— Son attitude en 1870, XV, 545, 578.
V. *Adresse, Allemagne, Italie, Papauté, Politique extérieure, Prusse, Rome.*

J

JACKSON (le président). Son attitude dans l'affaire des indemnités dues aux États-Unis (1834), III, 4 ; influence de l'affaire des indemnités sur son élection à la présidence des États-Unis, 75 ; il est désapprouvé par le Sénat des États-Unis (affaire des indemnités), 89.
V. *États-Unis, Indemnités.*

JACOB (l'amiral). Nommé ministre de la Marine (1834), II, 302.

JACQUEMINOT (le général). Son intervention dans la formation du Cabinet du 12 mars (1835), II, 536.

JANVIER (M. —, député). Il interroge le gouvernement sur la crise ministérielle de novembre 1834, II, 380.
— Ses critiques contre le système appliqué en Algérie, IV, 124.
— Son amendement concernant la marine présenté de concert avec M. Thiers (1836), VII, 234.

JANZÉ (M. de —, député). Son amendement concernant la reproduction des débats législatifs, XI, 454.

JARDIN DES PLANTES. Détails donnés par M. Thiers sur les constructions du —, III, 375 ; sur les serres, 378.
— Nouveaux renseignements relatifs aux serres, XV, 330.
V. *Monuments de Paris.*

JARS (M. —, député). Demande la réduction de la subvention de l'Opéra (1833), II, 315 ; réclame une indemnité en faveur des victimes de l'insurrection de Lyon (1834), 573.

JAUBERT (le comte —, député). Intervient dans la discussion des tarifs de douane (1836), III, 270 ; prend part à la discussion relative aux droits de douane sur les fers (1836), 316 ; il combat l'introduction en France des rails étrangers (1836), 331 ; son rapport sur les travaux d'achèvement des monuments de Paris, 365.
— Nommé ministre des Travaux publics (1840), IV, 462.
— Prend part à la discussion sur le classement des chemins vicinaux (1836), XV, 294, 306.

JAVA. Causes de la prospérité de cette colonie, IX, 550.

JAY (M. —, député). Prend part à la discussion relative aux secours demandés en faveur des victimes de l'insurrection de Lyon, II, 574.

JECKER. Production de la créance — contre le gouvernement mexicain, son caractère, IX, 477.
V. *Mexique.*

JEFFERSON. (M.) chef du parti français aux États-Unis, III, 51.

JÉSUITES. L'association des — est mal vue en France, II, 259.
— Précautions proposées pour les empêcher de s'introduire dans l'enseignement (1844), VI, 491 ; comment les — sont rentrés en France (1845), VI, 617 ; historique de l'ordre en France, 620 et

suiv.; leur situation en 1845, 622; détail des lois dirigés contre les —, 627 ; caractère dangereux de leur esprit, 662; les — dissous en France, après accord avec le pape (1845), 666.
— Dissolution de l'ordre, VII, 83 ; les — appelés dans le Valais, effets produits en Suisse par leurs manœuvres, 515 et suiv.
— Situation faite aux — par la loi Falloux, VIII, 439; les — mis en cause dans la discussion de cette loi (loi de 1850 sur l'enseignement), 661, 675 ; une loi sur les associations réglera la situation des —, 677 ; ils sont couverts par la Constitution, 682.
— Les Jésuites maintenus en Silésie par Frédéric II, XI, 306.
V. *Clergé, Église, Enseignement.*

JEU. Effets de la hausse du taux de l'escompte sur le —, XV, 443.
V. *Banques, Bourse, Escompte.*

JEUNESSE. Mauvaises tendances de la — en 1850, VIII, 614.

JOHNSTON (M. —, député). Parle dans la question de l'impôt sur les matières premières, XIV, 99.
V. *Impôts.*

JOINVILLE (le Prince de). Élu député (1871), XIII, 295 ; discours de M. Thiers sur l'abrogation des lois d'exil (8 juin 1871), 297.

JOUFFROY (M. —, député). Ses attaques contre le Cabinet du 1er mars 1840, V, 495 ; réponse de M. Thiers, 497.

JOURNAL. Exposé de son rôle, XI, 375 ; attrait et utilité du journal quotidien, 396.
V. *Presse.*

JOURNAL DES DÉBATS. Son attitude vis-à-vis de la dynastie des Bourbons, III, 139.

JOURNAUX. Rareté des procès intentés aux — (1834), II, 180.
V. *Politique intérieure, Presse.*

JUAREZ. Il est le chef du parti populaire au Mexique, IX, 462 ; nécessité de traiter avec lui pour en finir, 527.
— Sa situation au Mexique, XI, 170.
V. *Mexique, Politique extérieure.*

JUIFS. L'affaire des — de Damas, (1840), V, 79 ; discours de M. Thiers, exposé de l'affaire, 81 et suiv.
— Pourquoi ils se sont adonnés à l'usure, VIII, 66.
V. *Israélites, Syrie.*

JURIDICTION. De la Cour des Pairs en matière de presse, III, 127; droits de — des divers corps de de l'État sur eux-mêmes, 307.
— Question de la — sur les établissements privés d'Instruction; qui doit l'exercer (1844), VI, 496.
V. *Cour des Pairs, Presse.*

JURIEN DE LA GRAVIÈRE (l'amiral). Sa politique au Mexique, IX, 474.
— Ses instructions dans l'affaire du Mexique, XI, 179; sa politique, 188.

JURISPRUDENCE. La — fixée par l'Angleterre à propos du principe de non-intervention, I, 111.

— Nécessité de maintenir l'unité de la — administrative des arrêtés municipaux, II, 215.
— Conditions de la formation et but de la —, XI, 499.
V. *Communes, Intervention, Maires.*

JURY. Le — est une institution politique, III, 129 ; son inefficacité en matière d'attentats politiques, 147.
— La question du — dans les procès de presse, but des lois de Septembre 1835, XI, 423 et suiv.
— Utilité de lui soumettre les procès de presse, XII, 296.
V. *Cour des Pairs, Presse.*

JUSSIEU (M. de —, député). Son amendement au projet d'Adresse de 1839, IV, 352.
V. *Adresse.*

JUSTE-MILIEU. En France l'opinion est —, pourquoi, II, 541.
V. *Politique intérieure.*

JUSTICE. Dépenses du ministère de la — au budget de 1832, I, 242 ; économies proposées sur ce ministère, 243 ; conditions de la gratuité de la justice en Angleterre, 276 ; la gratuité de la — n'est pas possible en France, 276 ; exagération des économies demandées par l'opposition sur le budget du ministère de la — en 1832, 325 ; impossibilité de réduire les dépenses du ministère de la — (1832), 349.
— Elle doit compléter l'effet de la force en cas de troubles politiques, II, 471 ; il est possible d'organiser une justice politique, II, 472 et suiv.
— Augmentation des dépenses de la — de 1830 à 1836, III, 567.
— Pourquoi elle est gratuite en Angleterre, IV, 535.
V. *Budget, Finances.*

JUSUF. Il est nommé bey, IV, 143.
V. *Algérie.*

K

KATKOF (M.). Cité par M. Thiers, XI, 479.
V. *Russie.*

KAUNITZ. Le chancelier — était favorable à l'idée du partage de la Pologne, I, 103.
V. *Pologne, Russie.*

KELLER (M. —, député). Sa protestation contre la cession de l'Alsace-Lorraine (1871), XIII, 1.
V. *Traité de Francfort.*

KERDREL (M. Audren de —, député.) Sa proposition relative au message du 13 novembre 1872 ; discours de M. Thiers, XV, 63.

KERSABIEC (Mlle de). Arrêtée avec la duchesse de Berry et renvoyée devant les tribunaux, I, 521.

KHOSREW pacha. Effets de sa disgrâce sur la question d'Égypte, V, 150, 205.
V. *Égypte.*

KLÉBER (le général). Cité par M. Thiers, XIV, 242.

KOLB-BERNARD (M. —, député). Parle sur le régime économique de la France, XI, 537.

KONIEH. Résultats de la bataille de —, II, 191.
V. *Égypte, Orient, Question d'Orient.*

L

LABOULIE (M. —, député). Prend part à la discussion relative au secours demandé en faveur des victimes de l'insurrection de Lyon (1835), II, 574; réponse de M. Thiers, 575.

LACAVE-LAPLAGNE (M. —, député). Son rapport sur la proposition Gouin (conversion des rentes), mars 1836, III, 249.
— Parle sur la question des Caisses d'épargne (1837), IV, 103; il est nommé ministre des Finances (15 avril 1837), 173; son opinion sur le régime des sucres, 564.

LAFARELLE (M. de —, député). Cité par M. Thiers, VII, 114.

LAFAYETTE (marquis de). Attitude de ses amis politiques vis-à-vis des États-Unis (1834), III, 79.

LAFFITTE (M. —, ministre des Finances). Ses projets financiers en 1831, I, 11; détails sur son administration, 27; il présente un projet de budget pour 1831, 225; il ne peut réduire sensiblement les dépenses (1831), 318; il propose de répartir le fonds d'amortissement entre les diverses natures de rentes (1831), I, 373; il demande des réductions sur le budget des Affaires étrangères (1832), 452; il réclame une modification dans l'amortissement (1833), 561.
— Parle sur le budget du ministère des Finances, réponse de M. Thiers, III, 549; 577; ses préoccupations au sujet de la situation en 1831, 578.
V. *Amortissement, Finances, Gouvernement de Juillet, Politique intérieure.*

LA GUÉRONNIÈRE (M. le vicomte de —, sénateur). Résumé de son rapport sur la pétition Darimon (affaire des comptes rendus des débats des chambres), XI, 462; son autre rapport au Sénat (loi sur la presse), 518.

LAINES. Doit-on permettre l'introduction en France des —étrangères (1833), I, 545; nécessité d'examiner la question de l'introduction des — étrangères, 546.
— Développement de l'industrie des — de 1829 à 1833 en France, II, 418.
— Concurrence faite aux laines françaises par celles d'Australie, IX, 293.
— Situation de l'industrie de la — en France, XII, 461; effets de la concurrence des — d'Australie, 572.
— Possibilité d'établir un droit fiscal à l'importation des — brutes (1872), XIV, 69, 358, 405, 675.
V. *Impôt, Industrie, Libre-échange, Protection, Traités de commerce.*

LAINÉ (l'amiral). Bat Rosas à Obligado, VIII, 378.
V. *Plata (La), Montevideo, Politique extérieure, Rosas, Uruguay.*

LAISSER-FAIRE. Dangers de la théorie du — en politique, II, 181.
— Danger de la doctrine économique du —, IX, 135 et suiv., 158, 204.
V. *Politique intérieure, Protection.*

LAITY. Difficultés soulevées par le procès —, IV, 479.
V. *Gouvernement de Juillet, Politique intérieure.*

LAMARQUE (le général). Il attaque le Cabinet (septembre 1831), I, 75; propose en 1831 de mobiliser 300 bataillons de la garde nationale, discours de M. Thiers sur cette proposition, 194; ses attaques contre la politique extérieure du gouvernement de Juillet en 1832, 421; sa mort, 467.

LAMARTINE (M. de —, député). Propose une loi spéciale sur la censure théâtrale, III, 170; parle contre la protection économique (1836), 355; sa question relative à la Grèce (1836), 466.
— Ses attaques contre le Cabinet du 22 février, IV, 174; son opinion sur les affaires d'Égypte (1840), 416.
— Solution de la question d'Orient indiquée par —, V, 267; il parle contre le projet de loi sur les fortifications de Paris, 375.
— Il parle sur la question de la Régence (1842), VI, 207; il attaque M. Thiers à propos de la question des fortifications de Paris, 667.
— Son manifeste de 1848 apprécié par M. Thiers, VIII, 221.

LAMBRECHT (M.). Nommé ministre du Commerce, XIII, 8.

LAMORICIÈRE (le général). Son rôle à Rome, XI, 293.
V. *Papauté.*

LANDWEHR. Origines du système de la — en Prusse, I, 203; il est inapplicable en France, pourquoi, 208; l'adoption du système de la — ne donnerait pas une économie réelle (1832), 356.
V. *Armée.*

LANGLOIS (le colonel —, député). Intervient dans la discussion de la loi sur les élections municipales (1871), XIII, 186; dans la question des impôts nouveaux, 338.

LANGUE. La — française employée exclusivement dans la diplomatie, VI, 64; utilité de l'étude des — anciennes, 538.
— Danger du prétexte de la conformité de — en matière de politique extérieure, X, 150.
V. *Enseignement, Nationalité, Politique extérieure.*

LANJUINAIS (M. —, député). Rapporteur de la commission chargée d'examiner les résolutions nécessitées par les circonstances (10 janvier 1851), IX, 62.

LANYER (M. —, député). Son amen-

dement à l'adresse de 1839 (question du Luxembourg), IV, 302.

LANZA (M. —, ministre de l'Intérieur d'Italie). Cité par M. Thiers (question romaine), X, 84.

LA PINSONNIÈRE (M. —, député). Son amendement au projet d'adresse de 1839, IV, 252.

LA PLATA. V. *Plata* (*La*).

LARCY (M. de —, nommé ministre des Travaux publics (1871), XIII, 8.

LASTEYRIE (M. F. de —, député). Son amendement au projet de loi sur l'Instruction publique (1850), VIII, 653.

LAURENCE (M. —, député). Interroge le gouvernement sur l'état intérieur de la France (23 septembre 1831), I, 119; réponse de M Thiers, 120.
V. *Politique intérieure*.

LAVERGNE (M. Léonce de —, député). Prend part à la discussion sur le recrutement de l'armée (1872), XIV, 268.
V. *Armée, Cadres*.

LAW. M. Thiers cite son écrit sur les banques, V, 8.
V. *Banques*.

LEBLANC (l'amiral). Sa conduite à Montevideo, VI, 420.
V. *Plata* (*La*).

LEBŒUF (le maréchal). Sa démarche auprès de M. Thiers (1870), XIV, 201.
— Son attitude en 1870, XV, 490.

LECOMTE. Le nommé — attente à la vie du roi Louis-Philippe, VII, 333, 351.

LECOUVREUR. Le nommé — condamné pour détention de munitions de guerre (1832), I, 472.

LEDRU-ROLLIN (M. —, député). Parle sur la question de la régence (1842), VI, 207; parle sur la question de politique intérieure; réponse de M. Thiers (1846), VII, 1.
— Propose d'intervenir en Italie (1849), VIII, 205; réponse de M. Thiers, 206; demande la mise en accusation des membres du gouvernement (1849), 247; incident entre — et M. Thiers (12 juin 1849), 259.

LEFEBVRE (M. Jacques —, député). Parle sur la question des Caisses d'épargne (1857), IV, 103.
— Son amendement relatif à la traite des noirs, VI, 82.

LEFEBVRE (le maréchal). Cité par M. Thiers, XIV, 448.

LE FLÔ (M. le général). Nommé ministre de la Guerre (1871), XIII, 8.

LÉGALITÉ. Respect du gouvernement de Juillet pour la —, I, 128.
V. *Gouvernement de Juillet*.

LÉGATION. Suppression des — françaises en Allemagne, questions soulevées (1836), III, 486.
V. *Allemagne, Politique extérieure*.

LÉGATIONS. La France demande au pape des réformes dans les —, IV, 332 et suiv.
— Elles sont livrées à l'Italie par la France, X, 141.
V. *Italie, Papauté, Politique extérieure.*

LÉGION ÉTRANGÈRE. La — mise au service de la reine Christine, IV, 20, 42; désertion dans la — à la suite des déclarations du Cabinet du 6 novembre (1836), 92.
V. *Espagne, Intervention, Politique extérieure.*

LÉGION D'HONNEUR. Son avoir en rentes 5 pour 100 (1836), III, 207.

LÉGISLATION. La — sur la spécialité budgétaire, I, 4 et suiv.; dispositions de la loi de 1817 dans ce sens, 4; de l'ordonnance de 1827, 5.
V. *Budget, Finances.*

LÉGITIMISTE (le parti). Situation du — en 1830, I, 121.
— Le — devrait se ranger du côté du gouvernement (1834), II, 458.
— Attitude du — (1842), VI, 249.
V. *Gouvernement de Juillet, Partis, Politique intérieure.*

LÉGITIMITÉ. La — est le principe de la Restauration, son impuissance, II, 449.

LEGS. Importance des formalités d'acceptation des — au point de vue communal, II, 82.
V. *Communes.*

LE HAVRE. Ses intérêts dans l'affaire des indemnités d'Amérique, III, 16; 285.
— Son commerce ne peut se charger de l'établissement de lignes de paquebots sans une forte subvention (1840), V, 145.

LENOBLE. Son récit de la prise d'Oporto, V, 433.

LEKAIN. L'acteur — cité par M. Thiers, V, 620.

LÉOPOLD Ier. Nécessité de l'accepter comme roi des Belges, I, 97; il est devenu Belge de cœur et d'intérêt, 98.
— Sollicité de devenir roi des Belges; ses conditions, IV, 311.
— Le gouvernement de — loué par M. Thiers, X, 359.
V. *Belgique, Politique extérieure.*

LÉOPOLD DE HOHENZOLLERN (le prince). La couronne d'Espagne offerte à —, XII, 635.
V. *Espagne, Politique extérieure, Prusse.*

LEPELETIER D'AUNAY (M. —, député). Parle contre l'admission des fonctionnaires dans les Chambres, IV, 532.
V. *Fonctionnaires.*

LÉPINE. Le nommé — condamné pour embauchage politique (1832), I, 471.

LE PRÉDOUR (l'amiral). Son traité avec Rosas (1850), VII, 354; il n'est pas ratifié, 384.
V. *Plata (La), Politique extérieure.*

L'ESPÉE (M. de —, député). Parle

sur la réduction des cadres (1841), V, 607.

LESSEPS (M. de). Envoyé à Rome et désavoué (1849), VIII, 246.

LETTRES DE GAGE. Leur usage dans certains pays, VIII, 496.
V. *Banques, Crédit.*

LEUCHTEMBERG (prince de). Le — exclu du trône de Belgique, pourquoi, I, 97.
V. *Belgique, Politique extérieure.*

LEURANT (M. —, député). Parle dans la discussion de l'impôt sur les matières premières (1872), XIV, 377, 631.

LEVÉE EN MASSE. Dangers de toute — au point de vue sanitaire, I, 207.
V. *Armée.*

LHERBETTE (M. —, député). Combat le projet d'installer la Bibliothèque royale dans une galerie du Louvre (1833), II, 128.
— Prend part à une discussion sur l'introduction des rails étrangers (1836), III, 332.

LIADIÈRES (M. —, député). Parle sur le projet d'Adresse de 1839, IV, 285; sur la question des députés fonctionnaires (1840), 530.

LIBÉRALISME. Son véritable intérêt, I, 113; le — s'impose à l'aristocratie parlementaire, 170.
V. *Partis.*

LIBÉRAL (le parti). Dangers de l'attitude du — en 1830-31, I, 59; la guerre serait le résultat de tous les projets du — en 1830, si on les appliquait, I, 116; ses attaques contre le gouvernement sur la question financière, 315; réfutation de ses arguments par M. Thiers, 317.
V. *Partis.*

LIBÉRAL-NATIONAL. Formation du parti — en Allemagne, XII, 619.

LIBÉRATION du territoire. Efforts de M. Thiers pour l'obtenir, XIII, 501.
— Nécessité d'une action fiscale énergique pour assurer la —, XIV, 373.
— Procédés employés pour assurer le payement des indemnités de guerre, XV, 5.
V. *Banque de France, Impôts, Traité de Francfort.*

LIBERTÉ. Situation au point de vue de la — en 1831, I, 51.
— Elle résulte de la paix plutôt que de la guerre, I, 82; mouvements libéraux à l'étranger, 83; la — n'est un bon fruit que quand ce fruit est naturel, 111.
— Elle existe sous le gouvernement de Juillet (1834), II, 180; on ne doit pas l'imposer par des moyens violents, 402; la — est le principe du gouvernement de Juillet, 449.
— Ses limites nécessaires, VI, 646.
— Elle est le premier principe des sociétés modernes, VIII, 67; elle ne peut être illimitée, 268; la — sous la monarchie de Juillet et sous la République, 671.
— Discours de M. Thiers sur les li-

bertés nécessaires à la France (1864), IX, notice, 355; motifs de la présence de M. Thiers au Corps législatif, 357; nécessité de la —, 359; réformes acquises, 361; conduite dictée aux opposants par ces réformes, 362; tableau des vicissitudes de la — en France, 365; la — au Congrès de 1856 à Paris, 369; conditions nécessaires en fait de liberté, 371; liberté personnelle, 371; liberté électorale, 372; liberté de parole, 373; différence entre la république et la monarchie, 373; restrictions actuelles à ces —, 374; nécessité de la — de la presse, 375; situation au point de vue de la — électorale, 382; de la — d'initiative parlementaire, 384; défense du gouvernement parlementaire, 394; examen de la question électorale, 397; périodes de l'évolution politique en France, 398; effets de la Révolution, 402.

— Second discours de M. Thiers sur les — nécessaires (1865), X, notice, 1; la — assure depuis deux siècles la grandeur de l'Angleterre, 5; la — a été promise par le gouvernement en 1853, rappel de cette promesse par M. Thiers, 5; la — politique vient avant les autres, 8; mauvais vouloir du gouvernement en ce qui concerne la —, 13; sens véritable du mot —, 14; le rétablissement indirect de la censure, 16; le suffrage universel est dirigé, 17; situation des autres pays au point de vue de la —, 18; effets des exemples donnés par la France en matière de —, 22; pratiques électorales contraires à la —, 28; influence de la responsabilité ministérielle sur la —, X, 34; le mouvement social, ses effets sur la —, 45; la France possède tous les éléments de la —, 51; troisième discours de M. Thiers sur les — nécessaires, ou sur les principes de 1789 (1866), notice, 331; utilité de cette discussion, 333; la Constitution confirme les principes de 1789, 339; la Révolution a voulu la —, 343; définition exacte de ses diverses manifestations, 345; tableau des libertés nécessaires, 345; situation qu'elles font au gouvernement, 356; le régime parlementaire est sorti de la Révolution, 361; la — politique est nécessaire, 374; origines de l'organisation actuelle, 377; examen des actes du gouvernement, 380; exemples des inconvénients de l'absolutisme, 385; caractères de la — politique, 388; l'Angleterre et les États-Unis possèdent la —, 391.

— Définition et résultats de la — politique, XI, 31; nécessité de la — en matière de presse, 359 et suiv.; tableau des — nécessaires, 416; définition de la —, 414; condition première de son existence, 468.

— Elle peut seule concilier les partis, XII, 282.

— Puissance de son action, XIII, 602.

— Effets de la —, XV, 441.

V. *Politique intérieure, Presse.*

LIBERTÉ DU COMMERCE. Elle ne peut être établie brusquement, I, 160;

— Ses dangers, III, 282.

— Dangers de la doctrine du laisser-faire, IX, 135 et suiv.; ses effets

en Angleterre, IX, 141; opinion de Montesquieu sur la —, 173; différences entre la — politique et la — commerciale, 246.
— Effets de la — sur les industries textiles, X, 486.
— Les industries textiles souffrent du libre-échange, XI, 581.
— Nécessité de la protection en France au point de vue des industries textiles, XII, 352; la — n'est qu'un leurre, 365.
V. *Libre-échange, Protection, Traités de commerce.*

LIBERTÉ DE CONSCIENCE. La — violée par la spoliation du pouvoir temporel du pape, X, 87; nécessité de la — en matière de foi, 96.
— Sa nécessité, XIII, 410.
— Définition de la tolérance, XV, 161; nécessité de la respecter en politique comme en religion, 178.
V. *Religion.*

LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT. Comment il faut entendre la —, VI, 453.
— Discussion de la loi concernant la — (1846), VII, 83; la — établie par la Constitution de 1848, VIII, 385.
V. *Clergé, Enseignement, Instruction publique.*

LIBERTÉ INDIVIDUELLE. La — atteinte par l'assurance obligatoire, VIII, 565.
— C'est une des libertés nécessaires, IX, 356; 371; 384.
— Progrès réalisé en 1865, X, 23; nécessité de la —, 345.
— Atteintes portées à la — (1869), XII, 286; elle était nulle sous le second Empire, 320.
V. *Empire.*

LIBERTÉS LOCALES. Leur importance sous l'ancien régime, II, 103; les — ruinent le pouvoir de l'État, 111.
— Leur raison d'être avant 1789, III, 305.
V. *Centralisation, Communes.*

LIBERTÉ DES MERS. Nécessité d'avoir une marine pour assurer la —, I, 281.
V. *Marine, Neutralité.*

LIBERTÉ PARLEMENTAIRE. Sa nécessité, IX, 356, 384.
— Elle est nulle sous le second Empire (1869), XII, 320.

LIBERTÉ DE LA PRESSE. La — admise par M. Thiers (1834), II, 189.
— Ses caractères, sa mesure nécessaire, III, 142.
— Elle doit être limitée comme toute autre liberté, VIII, 269; ses conséquences en 1848, 276.
— C'est une liberté nécessaire, IX, 356, 375.
— Elle n'existe pas en 1865, X, 24; sa nécessité, 346.
— Discours de M. Thiers sur la — (1868), XI, notice, 359; elle est la plus nécessaire de toutes les libertés, 366; réponse à M. Nogent Saint-Laurens sur le même sujet, 423; à M. Baroche, 435; à M. Rouher, 441; M. Thiers parle sur l'amendement Janzé, 453; réplique à M. Baroche, 509; à M. Rouher, 529.

— Progrès réalisés par la — en 1869, XII, 291.
V. *Politique intérieure, Presse.*

LIBERTÉ DU TRAVAIL. Son principe et son utilité, VIII, 67.
V. *Travail.*

LIBERUM VÉTO. Le — est la caractéristique d'un gouvernement sans cohésion, I, 102.

LIBRE-ÉCHANGE. Conséquences de son application en Angleterre (1851), IX, 136; ses effets en cas de crise économique, 183; dangers du —, 280 et suiv.; ses effets sur les finances publiques, 606.
— Le pays n'en veut pas, X, 10; ses effets sur l'agriculture (1866), 412; ses effets de 1860 à 1866 : 485; le — nous a nui après 1860; mais il était favorable à l'Angleterre, XI, 562; ses effets sur nos diverses industries, 567.
— Motifs de la réforme de sir Robert Peel, XIII, 610.
— Situation économique faite par la politique nouvelle de l'Angleterre, XV, 360.
V. Commerce, Douanes, Industrie, Liberté de commerce, Protection, Traités de commerce.

LICENCES. Les — de commerce accordées pendant le blocus continental, III, 43.
V. *Neutralité.*

LIMAYRAC (M. de —, député). Son rapport sur la situation économique (1851), IX, 136.

LIN. Rétablissement de l'industrie du — en France, IX, 209.
— Situation de l'industrie du lin (1870), XII, 458.
V. *Protection.*

LINTZ. Allusion au camp retranché de —, par M. Thiers, V, 476.

LIQUIDATION. Des diverses créances pour ou contre la France en 1815, II, 493.
V. *Restauration.*

LISBONNE. Allusion au blocus de — par l'escadre française, I, 67.

LISTE CIVILE. La loi sur la — revisée en 1830, I, 27.
— Ses charges sous la Restauration, III, 592.

LITTÉRATURE. L'administration ne peut agir sur la —, III, 421.
V. *Censure, Presse.*

LIVRES DE COMMERCE. La majorité des commerçants ne tient pas de —, XIV, 466.
V. *Impôt.*

LIVRES D'ENSEIGNEMENT. Nécessité de les contrôler, VIII, 635, 667.
V. *Instruction publique.*

LIVRE JAUNE. Le — de 1864, cité par M. Thiers, XI, 130.
V. *Danemark.*

LOCALITÉS. Exagération de leurs exigences, III, 362.
V. *Communes, Libertés locales.*

LOCKROY (M. —, député). Effets de son élection à l'Assemblée nationale (1873), XV, 171.

LOGEMENTS OUVRIERS. Rôle de l'État en matière de —, VIII, 542; question de l'amélioration des —, 544.
V. *Assistance.*

LOI. La — seule finit les révolutions, I, 131; nécessité de l'appliquer à tous également, 132; conséquences d'une — générale au point de vue des intérêts, 346.
— Nécessité du respect général de la —, III, 141.
— Elle ne doit pas aller contre la nature des choses, V, 19.
— L'égalité devant la — assurée par la Révolution, X, 341; l'égalité devant la — souffre une exception en ce qui concerne la famille royale, 520.
V. *Révolution.*

LOIS AGRAIRES. Caractère socialiste des —, impossibilité de leur application, IX, 15.

LOI ÉLECTORALE de 1830; ses bases, I, 49.
— Du 15 mars 1849, discours de M. Thiers sur le projet de modification de la — du 24 mai 1850, IX, notice, 1; M. Thiers ne répondra pas aux attaques personnelles, 5; origines de la loi, 6; signification des élections De Flotte et Eug. Süe, 7; la loi est conforme à la Constitution, 24; influence du domicile en matière électorale, 28; dangers de la multitude flottante, 40; nécessité de l'écarter, 49; le gouvernement essaye de décliner la responsabilité de la présentation de la — de 1850, 79; violations ordinaires de la loi électorale sous le second Empire, IX, 438 et suiv.
V. *Candidature officielle, Élections, Politique intérieure, Suffrage universel.*

LOI de 1850 (sur l'Instruction publique). Discussion de la —, discours de M. Thiers, VIII, 385, 593, 653, 661.
V. *Clergé, Enseignement, Instruction publique.*

LOI MUNICIPALE de 1833. Système proposé par la Commission parlementaire, discours de M. Thiers y relatif, II, 53.
V. *Communes.*

LOI SALIQUE. Abandon de la — en Espagne, son utilité, III, 611.
V. *Espagne.*

LOIS DE SEPTEMBRE 1835 sur la presse; nécessité de les conserver (1840), IV, 478; elles ont été proposées et soutenues par M. Thiers, 491; on peut les amender; mais il faut les conserver, 500.
V. *Liberté de la presse, Presse.*

LORENCEZ (le général). Chargé du commandement des troupes au Mexique, IX, 482, et XI, 187.

LORRAINE. M. Keller proteste contre la cession de la —, XIII, 1.

LOTERIE. Proposition de la commission du budget de 1832 relative à la —, I, 257.

LOUIS XIV. Emprunte à 25 et 50 0/0, I, 379.
— Sa politique en Espagne jugée

par M. Thiers, III, 181; sa politique en Allemagne, 467.
— Mobiles de sa politique en Espagne, IV, 218.
— Le siècle de — apprécié par M. Thiers, VI, 655.
— Sa politique en Espagne, VII, 397.
— Esquisse de son règne, X, 385; opinion de M. Thiers sur le siècle de —, 505.
— Examen de sa politique, XI, 16.
V. *Politique extérieure et intérieure.*

LOUIS XVI. Le jugement de — fut une hypocrisie, I, 522; il ramène quelques vertus sur le trône, 516.
— Son attitude vis-à-vis des États-Unis, louée par M. Thiers, III, 79.
— Projet de relèvement du monument expiatoire de —, XIII, 269.
V. *Révolution.*

LOUIS XVIII. Cité par M. Thiers comme premier auteur de la Charte, III, 587.
— Opinion du maréchal Davout sur lui, X, 581.
V. *Restauration.*

LOUIS-PHILIPPE Ier. Résumé de son discours du 23 juillet 1831, I, 43.
— Son avis sur les affaires d'Espagne; il se refuse à une intervention, IV, 3; son action personnelle dans les affaires d'Espagne, 395.
— Sa résistance aux plans de M. Thiers (1840), V, 223.
— Son attitude dans l'affaire de la manifestation légitimiste (1844), VI, 328; voyage de Louis-Philippe en Angleterre (1844), VI, 570.
V. *Gouvernement de Juillet.*

LOUIS (roi de Hollande). Il n'a pas sacrifié la Hollande à la France, I, 98.
V. *Napoléon Ier.*

LOUIS (le baron). Nommé ministre des Finances, I, 23; propose une contribution extraordinaire pour consolider la dette flottante, 23; détails sur son administration, 25; son rôle au ministère des Finances en 1830, 54; présente le projet de budget pour 1831, 225; pour 1832, 225; la Restauration lui doit la gloire d'avoir été fidèle à ses engagements financiers, 568.
— Crée le système des avances au Trésor, IV, 106.
— Ses plans fiscaux en 1830, VI, III.
— Le — cité par M. Thiers, VII, 338; nécessité de l'amortissement affirmée par —, 451.
— Ses mots sur la connexité de la politique et des finances, IX, 348.
— Son opinion touchant la dette publique, X, 272, 278.
— Cité par M. Thiers à propos de l'influence de la politique sur le crédit, XII, 123.
— Autre citation sur le même sujet, XIII, 382.
— Appui donné par — au crédit privé, XV, 415.
V. *Budget, Finances.*

LOUISIANE. Indications sur l'indemnité stipulée à l'article 8 du traité de cession de la —, III, 22.

LOUVET (M. —, député). Cité par M. Thiers, XI, 5.

LOUVOIS. Importance de son œuvre, X, 386.

LOUVRE. On propose d'y placer la Bibliothèque royale (1833), II, 127.
V. *Monuments de Paris.*

LUBECKI (le comte). Envoyé du czar Nicolas à Paris, II, 489.

LUDRE (M. de —, député). Demande la mise en jugement de la duchesse de Berry (1833), I, 508.

LUNEAU (M. —, député). Il attaque le projet de garantie d'intérêt proposée pour le chemin de fer d'Orléans, V, 105; réponse de M. Thiers, 106.

LURDE (le comte de —, ministre de France à Buenos-Ayres). Cité par M. Thiers (aff. de La Plata, 1842), VI, 370.
V. *Plata (La).*

LUXE. Discours de M. Thiers contre l'établissement d'un impôt sur le — et le revenu (1833), II, 21; l'impôt sur le — est une illusion, 23; il ne pourrait donner qu'un produit minime, 34; l'impôt sur le — n'a presque rien produit en France, 49.
— C'est un signe de civilisation, IX, 262.
V. *Impôts.*

LUXEMBOURG. Le grand-duché de — rattaché à la Confédération germanique, IV, 301; il existe des raisons pour le laisser à la Belgique, 307, 320 et suiv.
— Le cas du Luxembourg est un exemple utile, XI, 275.
— Situation de ses frontières, XIII, 239.
V. *Allemagne, Politique extérieure.*

LUXEMBOURG (palais du). Dépenses relatives à la salle provisoire du — (procès d'avril), III, 108.
— Insuccès des conférences du — (1848), VIII, 304.
V. *Cour des Pairs.*

LYON. Le budget municipal de la ville de — en 1778, II, 101; désordres de février 1834 à —, 249; influence des Sociétés mutuellistes à —, 289; discours de M. Thiers sur les affaires de Lyon (1834), 336; motifs qui ont poussé les anarchistes à choisir cette ville en 1834, 342; attitude des ouvriers de — en février 1835, 346; caractères de l'insurrection d'avril 1835, 348; pourquoi les combats de — ont duré plusieurs jours (1834), 353; discours de M. Thiers sur une demande de crédit pour secours aux victimes des troubles de —, 360; la population de — n'est pas responsable des troubles d'avril 1834, 370; la ville de — lourdement grevée (1834), 378; développement de l'industrie de la soie à — (1834), 418; les passions ne sont pas encore calmées à — (1834), 435; discours de M. Thiers sur le secours demandé pour les victimes de l'insurrection de — (1835), 573; historique de l'insurrection de — (1834), exposé par M. Thiers, 576; état de la population ouvrière à — (1834),

II, 589; ordres donnés au préfet du Rhône à l'occasion des troubles de — (1834), 602; plan militaire adopté à l'occasion des troubles de — (1834), 604; motifs de l'emploi du canon contre les insurgés de Lyon (1834), 611; attitude de la population de — pendant l'insurrection d'avril 1834, 617; causes de l'insurrection d'avril 1834, 620.
— Son intérêt dans l'affaire des indemnités d'Amérique, III, 16; M. Thiers justifie l'attitude du gouvernement dans l'affaire de —, 160.
V. *Émeutes, Politique intérieure.*

M

MACHIAVEL. Cité par M. Thiers, I, 191.
— Caractères de ses ouvrages, X, 393.

MACHINES. Effet des — sur la consommation, II, 177.
— Nécessité de protéger l'industrie des — (1836), III, 355.
— La France ne peut fabriquer de grandes — à vapeur (1840), V, 138.
— Leurs effets économiques, VIII, 70, 512.
V. *Industrie, Protection.*

MACHINE INFERNALE. Son auteur principal échappe à la police, III, 166.

MACKAU (l'amiral de). Traite avec Rosas à Buenos-Ayres (novembre 1840), VI, 349; discussion sur l'article 4 de ce traité, 363 et suiv.; instructions données à M. de Mackau dans cette affaire, VI, 416.
— Son projet de loi sur la marine (1846), VII, 151; réponse à — par M. Thiers sur les affaires de La Plata, 253.
V. *Plata (La), Marine.*

MAC-MAHON (le maréchal de). Chargé par M. Thiers de réprimer l'insurrection communaliste, éloge de sa conduite, XIII, 192.
— Nommé Président de la République (1873), XV, 223.

MACTA (la). Échec de —, ses conséquences, III, 628.
— Causes de la défaite du général Trézel à —, IV, 136.
V. *Algérie.*

MADAGASCAR. Expédition projetée contre —, M. Thiers opposant, VII, 173, 245, 249.

MADELEINE. Détails sur la construction de la —, III, 391.
V. *Monuments de Paris.*

MADISON. Chef du parti français aux États-Unis, III, 51.

MAGISTRATURE. Modicité des émoluments de la — (1831), I, 242; réductions opérées sur les traitements des chefs de la —, 243.
— Son rôle vis-à-vis des fonctionnaires publics, III, 299.
V. *Administration, Agents du pouvoir, Fonctionnaires publics.*

MAGNE (M. —, ministre des Finances). Éloge de — par M. Thiers, IX, 600.

— Parle sur le budget de 1869, XII, 77.
— Intervient dans la discussion du budget de 1873, XIV, 535.
V. *Finances*, *Impôt*.

MAINMORTE. La — permise de nouveau aux congrégations religieuses (1817), VI, 636.
V. *Congrégations*.

MAINTENON (Mme de). Sollicitée par Bossuet, VII, 100.

MAIRE. Son rôle et ses pouvoirs, II, 59; abus du pouvoir réglementaire par les —, 63; discours de M. Thiers sur les attributions des — (28 février 1834), 213; leurs abus de pouvoir en matière de règlements sur les abattoirs, 231; leur tendance à exagérer les dépenses communales, 242; leur situation sous le régime de Juillet, 557; leur responsabilité, 559.
— Leurs pouvoirs en matière de recensement, VI, 121; utilité de les associer au contrôleur pour établir les matrices fiscales, 128.
— Situation des — en 1868, XII, 88.
— Propositions relatives au — de Paris, réponse de M. Thiers (27 mars 1871), XIII, 143.
V. *Arrêtés*, *Communes*.

MAISON (le maréchal). Nommé ministre de la guerre (12 mars 1835), II, 521.
— Son opinion relativement à l'Algérie (1836), III, 500.

MAÎTRES D'ÉTUDE. Leur situation dans les collèges de l'État, VIII, 601.
V. *Enseignement*.

MAJORATS. Effets du système des —, I, 175; le droit de — existe en faveur de la couronne seule (1833), 520.
— Leur avoir en rentes 5 0/0 en 1836, III, 212.

MAJORITÉ. La — fait le gouvernement fort, I, 146; nécessité d'une — parlementaire nationale dans le gouvernement représentatif, 480.
— On reproche au ministère du 11 octobre de n'avoir pas de —, réponse de M. Thiers, II, 170; la — de 1827, sa conduite appréciée par M. Thiers, 283; la — est la base du gouvernement parlementaire, 525.
— Nécessité de voir la — parlementaire se manifester clairement, III, 125.
— Dislocation de la — parlementaire vers 1836, ses causes, IV, 180; émiettement de la — parlementaire en 1840, 498.
— Conditions qui font les — durables, VI, 233; nécessité d'une forte — pour la bonne marche du régime parlementaire, 268.
— Part des fonctionnaires dans la majorité en 1846, VII, 114.
— Elle ne représente pas exactement le pays (1870), XII, 592.
V. *Gouvernement parlementaire*, *Politique intérieure*.

MALET (le général). Son complot, ignoré par la police, III, 166.

MALLEVILLE (M. Léon de —, député). Attaque la politique du gouvernement (1835), III, 94.
— Sa proposition relative au recensement (1841), VI, 100.

MANDAT IMPÉRATIF. Le — repoussé par M. Thiers, XII, 406.
V. *Loi électorale.*

MANDEVILLE (M.). Consul anglais à Buenos-Ayres, cité par M. Thiers (affaires de La Plata, 1842), VI, 368.

MANIFESTATIONS. Les — impérialistes de Satory (1850), IX, 59, 90.
V. *Second Empire, Napoléon III.*

MANIFESTE. Le — de M. Thiers aux électeurs du IXe arrondissement en 1877, résumé des motifs qui l'ont inspiré, résultat, I, x.
— Texte du —, XV, 663.

MANUFACTURES. Discours prononcé par M. Thiers à l'ouverture des Conseils généraux des —, etc., le 15 février 1833, I, 541.
— Dispositions relatives au travail des enfants dans les —, VIII, 471.
V. *Commerce, Industrie, Libre-échange, Protection, Traités de commerce, Travail.*

MARABOUT. Affaire du bateau le — arrêté par un croiseur anglais, VI .74.
V. *Traite des Noirs.*

MARCHAL (M. —, député). Rapporteur de la loi des comptes, son opinion sur les pensions invoquée par M. Thiers (1832), I, 419.

MARCHANDAGE. Rôle du — dans l'industrie, VIII, 486.
V. *Travail.*

MARCHÉ DES FONDS PUBLICS. Effets de l'amortissement sur le —, I, 395.

MARCHÉ ÉCONOMIQUE. Nécessité pour chaque pays de se réserver son propre marché, XI, 548.
V. *Commerce, Protection.*

MARCHÉS DE L'ÉTAT. Détails relatifs aux — de travaux pour les monuments de Paris (1836), III, 412.

MARIAGES ESPAGNOLS. Origines de la question des — (1844), VI, 280, 310.
— Appréciation de la question par M. Thiers, VII, 366, 393; examen des faits, 368; historique des négociations, 370; attitude des Puissances, 425.
V. *Espagne, Politique extérieure, Quadruple alliance.*

MARIA. La reine doña — rentre à Lisbonne, II, 192.
V. *Portugal, Quadruple alliance.*

MARIE (M. —, membre du gouvernement provisoire de 1848). Caractères de sa loi sur la presse (loi du 11 août 1848), VIII, 278.

MARINE. Dépenses du ministère de la — au budget de 1832, I, 242; économies proposées par la commission du budget, 257; critiques adressées à la — en France (1831), 280; sa nécessité dans ce pays, 281; réduction du budget de la — par la Restauration, ses résultats, 358; effets d'une augmentation décidée en 1820, 360; son effectif nécessaire, selon M. Thiers (1832), 359.

— Sa situation comparée à la situation antérieure (1836), III, 287.
— Effectifs de guerre de la — (1840), IV, 575.
— Insuffisance du nombre des croiseurs (1842), VI, 70; situation comparée de la — française et de la — anglaise, 598.
— Discours de M. Thiers sur les crédits demandés pour la — (15 avril 1846), VII, 157; histoire de la — française, esquissée par M. Thiers, 162; comparaison des forces de la — anglaise et de la — française (1846), 170; inscription maritime, sa situation en 1846, 179; influence des traités de commerce sur l'état de la — en général, 185; second discours de M. Thiers sur les crédits demandés pour la — (16 avril 1846), 209; état de la — pendant la guerre d'Amérique, 212; la — négligée par le gouvernement de Juillet, 308.
— Situation de la — française dans l'Amérique du Sud (1849), VIII, 340.
— Causes de l'infériorité de la — française, IX, 192.
— Comparaison entre la — en fer et la marine en bois, X, 568.
— Réductions opérées dans le budget de la —, XIV, 574.
V. *Inscription maritime, Liberté des mers, Neutralité.*

MARINE MARCHANDE. Ses rapports avec l'industrie des sucres, IV, 562 et suiv.
— Discours de M. Thiers relatif à la — (1864), IX, 533; importance de la question des sucres en cette matière, 534; situation des colonies, 536; cas de la Réunion, 537; conséquences de la rupture du pacte colonial, IX, 539; nécessité de conserver les colonies, 542; concurrence du sucre indigène, 546; causes de la prospérité de Java, 550; le sucre colonial considéré comme fret, 554; la question du fret en France, 556; le sucre considéré comme fret, 560; causes de la décadence de la —, 561; prix des transports maritimes en France, 565.
— Autre discours de M. Thiers sur la — (1866), X, 479; variabilité nécessaire des tarifs de douane, 483; effets du libre-échange depuis 1860, 485; conditions du bon marché dans la production, 489; la question du fret dans la —, 493; situation de la — en France, X, 494; la construction, 497; prix de revient des navires, 499; question des équipages, 500; des règlements et de l'inscription maritime, 505; calcul de ses frais du fait des règlements maritimes, X, 523; budget d'une année de navigation pour un navire de 500 tonnes, 525; le défaut de fret de sortie, ses motifs, X, 530; concurrence des marines étrangères, 533; mouvement de la — dans les différents pays, 538; effets de l'abaissement des surtaxes de pavillon, 543; situation de la — dans la Méditerranée, 549; autre discours de M. Thiers relatif à la — (18 avril 1866, discussion de l'article 3), 561; prix de la construction en France et en Angleterre, 565; avenir des navires en fer, 568.
— Effets des traités de commerce sur la —, XI, 571, 603.
— Sa situation (1870), XII, 489.
— Critiques de M. de Montgolfier

sur la loi de 1872, XIV, 632; sa situation en 1872, 633.
V. *Protection, Traités de commerce.*

MARINS. Leurs obligations, III, 208.
— Qualités des — français, IX, 564.
V. *Inscription maritime, Marine marchande, Rapatriement, Règlements maritimes.*

MARMONT (le maréchal). Sa conduite en 1830, V, 118.

MAROC. Affaires du —, discours de M. Thiers (1845), VI, 569; soulèvement des Marocains par Abd-el-Kader, 570; détails sur l'affaire du - , 574; danger de former des prétentions sur le — , 576.
— La guerre contre le —, VIII, 332.
V. *Adresse, Angleterre, Abd-el-Kader, Politique extérieure.*

MARQUISES (les îles). Détails sur l'affaire des —, VI, 588.
— L'occupation des — est une faute (1846), VII, 173.
V. *Colonies.*

MARSEILLE. L'insurrection est préparée à — (1834), II, 601.
— Exagération des dépenses faites pour construire l'hôtel de la préfecture, IX, 639.
— Même sujet, X, 179.
— L'ordre compromis à — (1871), XIII, 184.
V. *Émeutes.*

MARTEL (M. —, député). Son amendement à la loi sur la presse (1868) XI, 441; il est rejeté, 507.

MARTIN (M. —, du Nord). Nommé ministre des Travaux publics et du Commerce (1836), IV, 3; ministre des Travaux publics (15 avril 1837), 173.
— Ministre de la Justice (1840), V, 152.
— Répond à M. Thiers sur l'affaire des congrégations religieuses (1845), VI, 665.

MARTINEZ DE LA ROSA (M.). Succès de son ministère (1835), IV, 36; il demande l'intervention française, 38.
V. *Espagne.*

MARTINIQUE (La). Son importance, IV, 571.
V. *Colonies.*

MASCARA. Nécessité de la destruction de —, IV, 136.
V. *Algérie.*

MASSÉNA. M. Thiers cite la défense de Gênes par —, V. 427.

MASSIEU DE CLERVAL (l'amiral). Sa conduite dans les affaires de La Plata, VI, 380.
V. *Plata (La).*

MATHIEU (M. —, de la Drôme, député). Sa proposition relative au droit au travail (1848), VIII, 57; réponse de M. Thiers, 90.

MATIÈRES FABRIQUÉES. Impossibilité d'établir un impôt sur les —, XIV, 91.
V. *Impôts.*

MATIÈRES PREMIÈRES. Préférences de M. Thiers pour l'impôt sur les —, XIV, 9; discours de M. Thiers dans la discussion d'un

impôt sur les —, XIV, 19; il est dicté par la nécessité, 61; ses caractères, 62; second discours dans la même discussion (15 janvier). 99; troisième discours (19 janvier), 125; quatrième discours, 131; il faut établir le principe de l'impôt, 134; cet impôt fournira un indispensable complément de ressources, 305; il est le seul possible, 317; nouvelle justification de l'impôt sur les —, 340, 382; son emploi en Italie, 350, 395; examen de diverses — considérées comme matières imposables, 369; l'impôt sur les — opposé à l'impôt sur le chiffre des affaires (1872), 381; nouveau discours de M. Thiers dans la discussion de l'impôt sur les — (17 juillet 1872), 565 et suiv. discussion de l'impôt sur les —; autre discours de M. Thiers (18 juillet 1872), 613; autre discours de M. Thiers relatif à l'impôt sur les —, (19 juillet 1872), 631; rapport de M. Cordier, 632; situation de la marine marchande, 633; application de cet impôt aux États-Unis, 639; question des droits compensateurs, 642; principes fondamentaux des diverses taxes, leur ancienneté, 649; raisons qui justifient cet impôt, 655; ses avantages de perception, 659; calculs sur le rendement de la taxe, 666; innocuité de cet impôt au point de vue de la production, 670; il sera peu sensible pour le contribuable, 681; vote de cet impôt le 26 juillet 1872, 682.
V. *Finances, Impôts.*

MAUBREUIL (M. de). Indiqué par M. Thiers comme ayant dirigé le renversement de la statue de Napoléon Ier en 1815, IX, 45.

MAUGUIN (M. —, député). Interpelle le gouvernement sur les affaires étrangères (1831), I, 75; son opinion sur le cens de 200 francs, 125; son opinion sur l'amortissement, combattue par M. Thiers, 394; ses critiques sur la politique extérieure du gouvernement (1833), 549; il demande la suppression de l'amortissement (1833), 562.
— Il est pris à partie par M. Thiers, II, 176; il attaque la politique étrangère du gouvernement (1834), 192; il prend part à la discussion sur les affaires d'Allemagne (1834), 305; il intervient dans la discussion de l'interpellation relative à la crise ministérielle (de mars 1835), 514; son interpellation relative au ministère du 12 mars 1835, 521.
— Il reproche au gouvernement son attitude dans les troubles de Lyon, III, 159; résumé de son discours relatif à la quadruple alliance et à la politique française en Allemagne, 466.
V. *Politique intérieure, Politique extérieure.*

MAURICE (l'île). Devenue un centre industriel, IX, 538.

MAXIMILIEN (l'archiduc). Accepte la couronne du Mexique, IX, 148.
— Sa mort, XI, 163; il a été appelé par le parti clérical, 196; sa politique au Mexique; 208; sa rupture avec le clergé, 209; attitude du gouvernement français vis-à-vis

de — après 1865, XI, 228 et suiv.; sa propre conduite, 234.
V. *Mexique, Politique extérieure.*

MAYENCE. Importance stratégique de —, XI, 72.

MAZARIN. Éloge de sa politique extérieure, XI, 16.

MEAUX (M. de —, député). Réclame la dissolution des gardes nationales, XIII, 460.
— Intervient dans la discussion des nouveaux impôts (1872), XIV, 600.

MÉDIATION. En faveur de la Pologne, refus de l'Angleterre d'y participer, I, 110; la — de la France en Pologne a été impuissante, pourquoi, 430.
— Entre la France et les États-Unis au sujet de l'affaire des indemnités, III, 599.
— Nécessité d'une — armée en Espagne, IV, 261.
V. *Espagne, États-Unis, Politique extérieure, Pologne.*

MÉDICIS. La famille de —, citée comme exemple, I, 179.

MÉDITERRANÉE. Politique de la France dans la — (1834), II, 208.
— Son importance commerciale, III, 511; avenir de la France dans la — (1836), 516.
— Situation de la France dans la —, après la conquête d'Alger, IV, 157.
— Lignes à vapeur créées dans la —, V, 134; l'influence de la France dans la — est sacrifiée (novembre 1840), 231.
V. *Algérie, Orient, Politique extérieure.*

MÈGE (M. —, ministre de l'Instruction publique). Son attitude dans l'affaire Hohenzollern (1870), XV, 501.
V. *Espagne, Prusse, Politique extérieure.*

MÉHÉMET-ALI, pacha d'Égyte. Conquiert la Syrie, II, 191.
— Ses projets, IV, 426; ses prétentions en 1840, 433; opinion de M. Thiers sur sa situation, 445; opinion de M. Thiers sur —, 486.
— Discours de M. Thiers sur la question d'Égypte (1840), V, 149; ses dispositions en avril 1840, 194; il se met d'accord avec la France après le traité du 15 juillet 1840, 220 et suiv.; dispositions de lord Palmerston vis-à-vis de — à l'époque du 5 mai 1840, 283; il s'est rapproché de l'Angleterre (1841), 506; situation minima qu'il convenait de lui assurer, 562.
— Sa situation en 1840, VI, 32.
V. *Adresse, Égypte, Orient, Politique extérieure.*

MÉMOIRES DE NAPOLÉON Ier. Discussion sur leur authenticité, V, 398.
V. *Napoléon Ier.*

MENDICITÉ. Ses abus, moyens d'y remédier, VIII, 540; question des dépôts de —, 542.
V. *Assistance.*

MENDIZABAL (M.). Devient chef du ministère espagnol, IV, 43.

MENEURS. Action des — dans les troubles populaires, II, 361.
V. *Émeutes.*

MÉNEVAL (M. de). Cité par M. Thiers, XI, 75.

MÉRILHOU (M. —, ministre de la Justice). N'a pu réaliser des économies sur son ministère, I, 318.

MÉRIMÉE (M. Prosper). Sa démarche près de M. Thiers en 1870, XV, 519.

MESNARD (M. de). Arrêté avec la duchesse de Berry et renvoyé devant les tribunaux, I, 521.

MESSAGE de Louis-Napoléon Bonaparte (31 octobre 1850). Son effet sur la majorité, IX, 73.
— Du Président de la République à l'Assemblée nationale (1er septembre 1871), XIII, 479; du 13 septembre 1871 (proposition Target), 483; du 7 décembre 1871 (situation générale de la France), 525.
— Du 13 novembre 1872, XV, 1; incidents provoqués par sa lecture, 34 et suiv.; l'Assemblée y répondra d'urgence, 43.
V. *Politique intérieure.*

MÉTALLURGIE. Progression des salaires dans la — (1848), VIII, 73.
— Effets des traités de commerce sur la —, XI, 576, 613.
— Situation de l'industrie de la — (1870), XII, 470, 562.
V. *Acquit-à-caution, Fers, Libre-échange, Protection, Traités de commerce.*

MÉTAUX PRÉCIEUX. Leur rôle dans la circulation, XV, 367; leur rôle dans l'ensemble des capitaux, XV, 398; utilité pour la Banque de France de se livrer régulièrement au commerce des —, 434.
V. *Circulation, Banque de France.*

METTERNICH (le prince de). Négocie à Florence pour l'évacuation des États du Pape, IV, 346.
— Son avis sur l'attitude de la Russie en 1839, V, 258.
— Son attitude dans la question italienne (1847), VII, 506.
— Démarche du — (le fils) auprès de M. Thiers (1870), XV, 522.
V. *Autriche, Italie, Politique extérieure.*

METZ. Observations de M. Thiers relatives à une demande d'enquête au sujet de la capitulation de —, XIII, 287; demande d'enquête formulée par le maréchal Bazaine, 288; disposition de la loi de 1812, 288.
— Effets du désastre de —, XIV, 211.
— Effets produits à Paris par la nouvelle de la reddition de — (1870), XV, 564, 581.

MEXICO. La ville de — occupée en mai 1863, IX, 493.
— Effets de cette occupation, XI, 199.

MEXIQUE. Relations de la France avec le —, V. 135.
— Inutilité de ses efforts pour soumettre le Texas, VII, 9; relations de la France avec le — en 1846, 11.
— Premier discours de M. Thiers sur l'expédition du — (Adresse de 1864), IX, notice, 447; exposé de

la question, IX, 449 et suiv.; expédition de l'amiral Baudin en 1838, 457; situation politique du pays, 458; origines du conflit, 463; limites fixées à l'action de l'Angleterre, 466; de l'Espagne, 468; convention de 1861 entre l'Angleterre, l'Espagne et la France, 471; projets français, 474; négociations des alliés avec le —, 477; conférences d'Orizaba, 485; insuccès de Puebla, 487; succès du général Forey, 488; plan français, 488; nécessité de terminer l'affaire du —, 489; politique du général Bazaine au —, 490; vanité du plan formé par le gouvernement français, 492; danger de laisser une armée au —, 495; situation de Maximilien à son arrivée à Mexico, 495; son impuissance pour contracter des emprunts, 497; attitude de l'Angleterre, 502; des États-Unis, 502; situation économique du —, 504; les mines d'or et d'argent, 507 et suiv.; nécessité de terminer l'affaire du —, 515; second discours de M. Thiers relatif à l'expédition du —, 519; sens de l'article de l'adresse y relatif, 522; amendement de l'opposition, 524; responsabilité de la France vis-à-vis de Maximilien, 525; nécessité de traiter avec Juarez, 530.

— L'expédition du — blâmée par M. Thiers, X, 37; elle a été faite sans consulter les Chambres, 38; dépenses de l'expédition du —, 176; nécessité de l'évacuation (1865), 219; sommes promises à la France par le —, 242; incertitude du payement de sa dette vis-à-vis de la France, 293; nécessité d'en finir avec l'affaire du — (1865), X, 305 et suiv.; impossibilité pour le — d'acquitter la créance due à la France, 317.

— Discours de M. Thiers sur l'expédition du — (9 juillet 1867), XI, 163; cause véritable de cette affaire, 167; impossibilité du succès, 168; historique de la question, 169; affaire des créances étrangères, 170; politique des Puissances intéressées, 172; réclamations pécuniaires des puissances, 184; rupture entre les alliés, 188; échec de Puebla, 190; silence gardé sur l'expédition, 191; difficultés de l'expédition, 194; illusions sur la richesse du pays, 196; prise de Mexico et établissement d'un gouvernement provisoire, 199; état du pays après l'occupation, 200; démarche de Maximilien à Rome, 205; son arrivée au Mexique, 207; sa rupture avec le clergé, 209; situation de l'armée française, 210; situation financière, 211; aggravation des difficultés, 220; décret d'octobre 1865, ses effets, 223; intervention des États-Unis, 225; la situation fin 1865, 226; engagements pris envers les États-Unis, 228; conditions imposées à Maximilien, 229; voyage de l'impératrice Charlotte en Europe, 230; règlement du départ des troupes françaises, 232; résumé de l'affaire, 236; ses conséquences, 237; effet en Europe, 243; déclarations de M. Rouher touchant les origines de l'expédition, 249; leur inexactitude, 251; but de la France dans l'expédition, 252; inexactitude des comptes financiers de l'expédition, 252; action des

États-Unis dans l'affaire du —, X, 356.
V. *Adresse, Almonte, Angleterre, Espagne, Politique extérieure.*

MIGNET. Sa note sur le manifeste de M. Thiers aux électeurs du IXe arrondissement de Paris (1877), XV, 663.

MIGUEL (don). Le duc de Fitz-James demande que l'on soutienne —, III, 438.
— Il est obligé de capituler, IV, 2; causes de son échec, IV, 66.
V. *Portugal.*

MILAN (décret de). Justification du —, III, 437.
V. *Blocus continental, Napoléon Ier.*

MILLIARD DES ÉMIGRÉS. M. Thiers le reproche à la Restauration, III, 12; il se réduit en réalité à 652 millions, 591.
V. *Émigrés, Restauration.*

MINES. Prescriptions de la loi de 1810 sur les —, I, 346; proposition de M. d'Argenson sur les — combattue par M. Thiers (1832), 347; calcul du produit des — concédées en 1832, 347; il en reste peu à concéder (1832), 347.

MINISTÈRES. Dépenses des divers — au budget de 1832, I, 242; économies proposées sur les dépenses des — au budget de 1832, 243 et suiv.; exemples des réformes réalisées dans le personnel des —, 266; réforme du personnel de 1814 à 1831 dans le — des Finances, 266; dans celui de la Guerre, I, 267; observations sur la durée du travail dans les —, 330; on propose de dédoubler le — des Finances, M. Thiers combat cette proposition (1832), 360; résultats produits par le dédoublement sous l'Empire, 361.
— Réunion du ministère de la police avec celui de l'Intérieur, III, 104; détails sur la construction du — des affaires étrangères (quai d'Orsay), 388; discours de M. Thiers relatif au budget du — de l'Intérieur (subventions aux théâtres, 1836), 417; discours de M. Thiers sur le budget du — des Finances, 549.
— Question de l'installation des — (1871), XIII, 291.
V. *Cabinet, Politique extérieure et intérieure, Théâtres.*

MINISTRES. Leur action sur la division du budget selon la loi de 1817, I, 4; selon les ordonnances de 1822 et 1827, 5; ils ont trop de latitude avec la division du budget par ministères, 6; il faut cependant leur laisser une certaine liberté d'action, motifs de cette opinion, 7; le traitement des — fixé à 80,000 francs par la commission du budget de 1832, 243 et suiv.; supplément accordé à celui des Affaires étrangères, 247; au président du Conseil, 250; au ministre de la Guerre, 256.
— Ils ne peuvent en aucun cas décliner leur responsabilité, II, 169; les — doivent avoir le contrôle de certains arrêtés municipaux, 214 et suiv.; les — doivent s'appuyer sur le concours des Chambres, 408; discours de M. Thiers sur la responsabilité des — (1835),

II, 549; projet de loi sur la responsabilité des ministres et des fonctionnaires, 549.
— Ils ne peuvent éviter la calomnie, III, 102 ; ils sont soumis à une juridiction spéciale, pourquoi, 151 ; discours de M. Thiers sur la responsabilité des — et agents du pouvoir, 295.
— Ils doivent conserver leur libre action, IV, 50 ; autre discours de M. Thiers sur la responsabilité des —, 367.
— Nécessité de la responsabilité des —, VII, 349.
— Nécessité de la responsabilité ministérielle, X, 34 ; force qu'ils puisent dans l'appui des Assemblées, 358.
— Droits de la presse vis-à-vis des —, XI, 379.
— La responsabilité des — considérée comme contrepoids de l'article 75 de la Constitution de l'an VIII, 446.
— Nécessité de la responsabilité ministérielle, XII, 325.
— Discussion sur l'établissement de la responsabilité des — (1872), XV, 64.
V. *Administration, Agents du pouvoir, Angleterre, Gouvernement parlementaire, Politique intérieure.*

MIRAMON (le général). Chef du parti conservateur au Mexique, IX, 462.

MISE EN ACCUSATION. Discours de M. Thiers sur la proposition Ledru-Rollin, contre le Président de la République et les ministres (1849), VIII, 245.

MISÈRE. Rapport de M. Thiers sur les moyens de la combattre, VIII, 450.
V. *Assistance.*

MISSIONNAIRES. Les — considérés comme agents d'influence politique, XI, 319.
V. *Orient, Politique extérieure. Syrie.*

MISTRAL (le vent). Effets du — au point de vue du blocus de Toulon, VI, 86.
V. *Marine, Ports.*

MITIDJA. Projets du général Rogniat pour protéger la —, V, 97.
V. *Algérie.*

MOBILISATION. Proposition du général Lamarque sur la — de la garde nationale en 1831, discours de M. Thiers sur ce sujet, I, 193.
V. *Armée.*

MODÉRATION. Effets politiques de la — du gouvernement de Juillet en Europe, I, 443 ; la — est une force en politique, 485.
— Nécessité de la — dans le gouvernement, IV, 259.
V. *Politique extérieure et intérieure.*

MŒURS PUBLIQUES. Les — ne peuvent être changées par le législateur, I, 464.

MOGADOR. Nécessité d'évacuer — (1844), VI, 581.
V. *Algérie, Maroc.*

MOLÉ (le comte). Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères (1836), IV, 3; explique

les vues du Cabinet du 6 septembre 1836, 20 ; réponse de M. Thiers, 21 ; ses critiques contre le Cabinet du 22 février 1836, 79 ; réponse de M. Thiers, 80 ; président du Conseil (ministère du 15 avril 1837), 172 ; son opinion sur la portée de la quadruple alliance, 215 ; réponse au — sur la politique du Cabinet du 15 avril, 272 ; il essaye de justifier l'évacuation d'Ancone, réponse de M. Thiers, 331 ; impossibilité de l'associer au Cabinet du 1er mars 1840, 471.
— Parle sur le rôle de la Chambre des Pairs, V, 127.

MOLTKE (M. de). Son influence sur les négociations de novembre 1870, XV, 586.

MONARCHIE. La — représentative est la meilleure des républiques, I, 124 ; les conditions normales de la — exposées par M. Thiers, 153 ; la — représentative expliquée par M. Thiers, 155 et suiv.; ses avantages, 188 ; sa nécessité en France (1832), 496.
— Avantages de la — représentative sur la République, II, 272 ; la — représentative essayée par la Restauration, dans quelles conditions, 281 ; la — représentative, définie par M. Thiers, 406 ; la Restauration n'était pas en réalité une — représentative, 422 ; sa nécessité en France affirmée par M. Thiers (1834), 452.
— La — universelle est devenue impossible, III, 184 ; l'idée seule de la — universelle est une chimère, 612.
— M. Thiers affirme ses préférences pour la monarchie constitutionnelle (1846), VII, 3 ; concert des — contre la France après 1789, 21 ; nécessité de la — en France, 347.
— Caractères de l'ancienne — française, X, 342 ; la — est nécessairement fondée sur la souveraineté nationale, 344.
— La — universelle évitée par la politique d'équilibre, XI, 12 ; diversité des formes de la —, 245.
— La — constitutionnelle désirée par M. Thiers, XIII, 317 ; caractères qu'elle doit affecter, 319.
— Impossibilité de rétablir la — (1872), XV, 92 ; même situation en 1873, 161 ; M. Thiers constate de nouveau l'impossibilité de rétablir la — en 1871, 636, 646, 676 ; son rétablissement amènerait la guerre civile, 683, 693.
V. *Gouvernement, Politique intérieure.*

MONNAIE. Idée émise par M. Thiers de joindre la — à la Banque de France, XV, 436.

MONNAIES. Effets des altérations des —, XV, 368 ; effets des crises monétaires, 425 ; nécessité de la monnaie de papier, 428.
V. *Banques, Circulation, Crédit.*

MONOPOLES. Certains — rétablis par des arrêtés municipaux, II, 219.
— Influence du traité du commerce avec la Hollande sur les —, V, 643.
— La protection commerciale ne constitue pas un —, XII, 585.
V. *Maires, Protection, Traités de commerce.*

MONTALEMBERT (M. de). M. Thiers est d'accord avec —, (1850), VIII, 410 ; parle sur la loi relative à l'Instruction publique (1850), 593 ; soutient l'idée de créer des académies départementales, 594.

MONTALIVET (M. de). Devient ministre de l'Intérieur (1832), I, 467.
— Il est nommé de nouveau ministre de l'Intérieur (1836), III, 239.
— Assume la responsabilité de l'affaire Conseil, IV, 18 ; nommé ministre de l'Intérieur (15 avril 1837), 173.

MONTBÉRAUD. Le scrutin violé à — en 1869, XII, 400.
V. *Élections.*

MONTEBELLO (M. de). Fait relatif à —, cité par M. Thiers, I, 175.
— M. de — (le fils), ambassadeur en Suisse, mêlé à l'affaire Conseil, IV, 14; nommé ministre des Affaires étrangères (1839), 382.

MONTÉPIN (M. —, député). Parle sur le projet d'Adresse de 1836, III, 187.
V. *Adresse.*

MONTESQUIEU. Son opinion en matière de protection, IX, 174.

MONTEVIDEO. Affaires de — (1840), IV, 555.
— Situation de cette ville, VI, 355 ; blocus de — (1843), 392 ; nécessité de protéger cette ville, 416 ; attitude de l'amiral Leblanc à — en 1838, 420 ; la population française de — prend les armes, VI, 431; nécessité de l'appuyer, 443.
— Situation des Français à — (1846), VII, 237 et suiv.; nécessité d'obliger Oribe à évacuer —, 256.
— Ses avantages sur Buenos-Ayres, VIII, 348 ; historique de l'intervention française à —, 366.
V. *Plata (La), Uruguay.*

MONTGOLFIER (M. de —, député). Parle sur l'impôt des matières premières, réponse de M. Thiers, XIV, 631.
V. *Impôts, Matières premières.*

MONTLOSIER (M. de). Sa campagne contre la compagnie de Jésus, VI, 640.
V. *Jésuites.*

MONTMARTRE. Les canons de la garde nationale sont concentrés à — (1871), XIII, 77, 121.
— Difficultés nées de ce fait, XV, 600, 625.
V. *Commune de Paris.*

MONTPENSIER (le duc de). Inconvénients de son mariage avec une princesse espagnole, VII, 386.
— Sa candidature au trône d'Espagne, veto du gouvernement français, conséquences, XV, 491.
V. *Espagne, Mariages espagnols.*

MONTRETOUT. Importance stratégique des hauteurs de —, XV, 245.
V. *Fortifications de Paris.*

MONUMENTS DE PARIS. Discours de M. Thiers sur l'achèvement des —, II, 113 ; raisons d'en presser l'achèvement, 117.

— Autre discours de M. Thiers sur l'achèvement des — (1836), III, 365 ; nécessité d'une décoration intérieure pour les —, 394.
— Autre discours sur l'achèvement des — (1836), XV, 327.
V. *Paris*.

MONUMENT EXPIATOIRE. Texte du projet de loi relatif au — de Louis XVI (1871), XIII, 269.

MORALE. Nécessité des idées morales dans la société, X, 94.
— Nécessité de la sanction religieuse pour la —, XI, 303.
V. *Philosophie, Religion*.

MORÉE. Les frais de l'expédition de — sont retombés à la charge du régime de Juillet, III, 566.
V. *Grèce*, *Politique extérieure, Gouvernement de Juillet*.

MORMONS. Mesures prises contre les — aux États-Unis, X, 125.

MORNAY (le marquis de —, député). Son discours relatif à l'occupation de Cracovie (1836), III, 465.

MORTIER (le maréchal). Nommé à la présidence du Conseil (novembre 1834), II, 380 ; il l'accepte, 395 ; sa retraite du ministère (1835), 513.
V. *Cabinet, Politique intérieure*,

MORTIMER-TERNAUX (M. —, député). Observations de M. Thiers sur une question de — (affaires de Paris, 1871), XIII, 213.

MOSCA (M. —, député italien). Cité par M. Thiers (question romaine), X, 82.

MOSELLE. La — fermée aux importations hollandaises en France, V, 635; causes de cette interdiction, 637.
V. *Traités de commerce*.

MOTEURS HYDRAULIQUES. Avantages résultant de leur emploi en Suisse, 358, 444.
V. *Industrie, Protection*.

MOTS. Prestige des — dans diverses circonstances, XIV, 360.
V. *Formules*.

MOTU PROPRIO. Pie IX accorde par un — les libertés locales à ses sujets, VIII, 322.
V. *Italie, Papauté, Pie IX, Rome*.

MOUNIER (le baron —, pair de France). Prend part à la discussion sur la responsabilité des agents du pouvoir, III, 296 ; réponse de M. Thiers, 296, 311 ; son opinion sur la politique à suivre en Algérie, 619.
V. *Agents du pouvoir, Algérie, Ministres, Responsabilité*.

MOURGUES (M. —, capitaine au long cours). Cité par M. Thiers (aff. de La Plata, 1844), VI, 439.
V. *Plata (La), Montevideo*.

MOUSTIER (M. de —, ministre des Affaires étrangères). Sa conduite dans l'affaire du Mexique, XI, 233 ; réponse à — sur la question romaine, 258.

MOUTONS. Diminution du nombre des — en France, causes, XII, 483.
V. *Laines*.

MULHOUSE. Son développement, dû au système protecteur, III, 283.

MULTITUDE. Ses caractères, ses vices politiques, IX, 40 et suiv.; dommages causés à tous les pays par la —, 263.
V. *Liberté.*

MURAT. Il a sacrifié Napoléon à ses intérêts, I, 98.

MUSÉES. État des — réunis au Louvre (1833), II, 135.
V. *Monuments de Paris.*

MUSÉUM. Questions relatives à l'achèvement du —, III, 375 et suiv.
V. *Monuments de Paris.*

MUSIQUE. Dépenses énormes occasionnées par les théâtres de —, III, 426 et suiv.
V. *Opéra-Comique, Théâtres.*

MUTUELLISTES (Société des). Son action dans les troubles de Lyon (1834), II, 590.

N

NAPIER (le commodore). Bat la flottille de don Miguel, IV, 66.
— Sa convention avec Méhémet-Ali (1840), VI, 32.
V. *Égypte, Miguel, Portugal.*

NAPLES. L'affaire de — en 1840, V, 213.
V. *Politique extérieure.*

NAPOLÉON Ier. Son opinion sur la Pologne, I, 104 ; son opinion sur l'extension de la Russie en Europe, 105 ; ses motifs pour refaire la Pologne, 105; il veut régler lui-même la question russe, 106 ; il n'a pu refaire la Pologne, 106 ; pourquoi il n'a pas refait la Pologne après Tilsitt, 107 ; il est affaibli par sa lutte contre le pape, 115 ; constitue une réserve métallique, 163 ; son opinion sur le luxe chez les fonctionnaires, 261 ; a jugé nécessaire de choisir ses diplomates parmi les hommes spéciaux, pourquoi, 351 ; sa manière de distribuer les pensions, 405 ; il rappelle les émigrés, 411 ; il n'a pu unifier ni l'Italie, ni la Pologne, 436 ; il comprenait l'utilité de la diplomatie, 456 ; il a su éviter l'esprit d'exclusion, 458 ; il a appelé tout le monde à son service, sans distinction de caste, 459 ; sa politique intérieure pendant le Consulat, 492.
— Rétablit les impôts indirects, II, 25 ; ses projets pour l'achèvement du Louvre, 132 ; pourquoi il a accordé une amnistie en 1804, 477 ; son attitude vis-à-vis des partis, 482.
— Ses efforts pour constituer une ligue des neutres contre l'Angleterre, III, 41 ; — apprécié par M. Thiers, 42 ; son but en établissant le blocus continental, 43 ; sa haine contre l'Angleterre, 50 ; il savait entendre la vérité, 53 ; sa politique vis-à-vis de l'Espagne, 181 ; sa haine contre les Anglais est justifiée, 437 ; ses vues sur l'Égypte, 512.
— Causes de son intervention en Espagne, IV, 27.
— Il fonde la Banque de France,

V, 9; a songé à fortifier Paris, 315 et suiv.; son opinion sur le temps nécessaire pour faire un soldat, 391 ; sur l'utilité des places fortes, 392 ; côté positif de son génie, 398 ; son opinion sur la nécessité de fortifier Paris, 398 ; ses Mémoires sont-ils authentiques, 398 ; il a sauvé la Révolution en 1800, 403 ; motifs de son succès au 13 vendémiaire, 418.

— Il organise l'enseignement public, VI, 465 ; dispositions de — en matière de congrégations religieuses, 628 ; mesures prises en 1804 et 1809, 634 ; son opinion sur les fortifications de Paris, 668.

— Sens de sa conception en organisant l'Université, VII, 42 ; conséquences de sa politique en Espagne, 400; son rôle en Suisse, 522.

— Il a réorganisé l'enseignement et créé l'Université, VIII, 392.

— Prévoit la rivalité maritime des États-Unis et de l'Angleterre, IX, 162 ; consent à régner sous un régime de liberté, 366.

— Causes de sa chute, X, 364 ; son opinion sur les jeunes soldats, 519.

— Résultats de sa politique d'ambition, XI, 24 ; son opinion sur l'importance de Constantinople, 75.

— Cité par M. Thiers, XII, 83 ; projette la rue de Rivoli, 208 ; — homme de guerre, 628.

— M. Thiers cite un mot de — adressé à Talleyrand, XIII, 257.

— Son opinion sur la durée nécessaire du service militaire, XIV, 289.

— La France s'est livrée à —, XV, 110.

V. *Acte additionnel, Angleterre, Armée, Autriche, Bibliothèque, Politique extérieure, Politique intérieure.*

NAPOLÉON (Joseph). Sa conduite comme roi d'Espagne, VII, 400.

NAPOLÉON III. Il a peu d'action sur l'armée (1837), IV, 139; son coup de main de Strasbourg, 11.

— Appelé à la présidence de la République, VIII, 203 ; sa lettre à E. Ney (aff. de Rome, 1849), 308.

— Son attitude en 1850, IX, 59 et suiv. ; ses réformes politiques de 1861, 361.

— Son discours d'ouverture de la session de 1865, X, 1 ; variété des entreprises du gouvernement de —, 374.

— Son attitude après Sadowa, XI, 2 ; sa politique en 1866, 66, 144; exposé de son plan, 148 ; sa responsabilité dans l'affaire du Mexique, 242 ; son discours d'ouverture de la session de 1867, 343 ; cité par M. Thiers (discussion sur le libre-échange, 1868), 564.

— Dangers de sa politique pour la France, XII, 47.

— Proposition de déchéance contre — (1871), discours de M. Thiers, XIII, 28 ; sa rentrée en France combattue par M. Thiers (1848), XIII, 309.

V. *Allemagne, Mexique, Orient, Politique extérieure et intérieure, Prusse, Second Empire.*

NAPOLÉON (Jérôme). Explique

pourquoi il siège à gauche dans l'Assemblée législative (1850), IX, 44.

NARVAEZ. Jugement sur son rôle, VII, 284.
V. *Espagne*.

NASSAU (Duché de). Son traité de commerce avec la France, il reste inexécuté, pourquoi ; III, 488.

NATION. Les — de l'Europe, leurs sympathies pour la France en 1830, I, 60 ; le gouvernement de Juillet s'appuie sur la —, 534.
— Elles ne se déterminent que par leur propre intérêt, III, 347.
— Nécessité de l'ambition chez une nation, VI, 41.
— Variété de leurs caractères, VIII, 458.
— Nécessité des libertés politiques pour permettre à la — d'exprimer son avis, X, 10 ; influence de la constitution politique sur l'avenir d'une —, 335 ; avantages de la liberté pour une — 390.
— Formation des — de l'Europe, XI, 39 ; état de leurs relations, 274 ; nécessité de l'ambition chez une —, 320 ; capacité politique de la nation, 471.
— Ses droits sont supérieurs à ceux du souverain, XII, 332 ; effets du système militaire dit de la — armée, 625.
— Idées fausses qui ont cours touchant le système de la — armée, XIV, 216.

NATIONAL (le journal le). Extraits du —, cités par M. Thiers, III, 136, 138.

NATIONALITÉ. Le gouvernement de Juillet admet le principe de —, dans quelle mesure, II, 158.
— Questions relatives à la — dans l'Amérique du Sud, IV, 549.
— Danger du principe dit des —, X, 150.
— Abus de la théorie des —, XI, 7 ; politique des —, ses caractères et ses dangers, 35 ; fausses applications du principe, 36 ; impossibilité actuelle de la politique des —, 38 ; ses caractères, 39 ; vanité de la politique des —, 76 ; le système des — défendu par M. Émile Ollivier (1867), 93 ; ses conséquences dans l'affaire du Danemark, 132, 135 ; effets de cette théorie en Europe, 154 ; portée de la théorie des —, 345.
— Dangers de la politique des —, XIII, 409.
V. *Politique extérieure*.

NAVARIN. Attitude des gouvernements français et anglais après l'affaire de —, VI, 346.

NAVIGATION. Projets de loi sur la — intérieure, discours de M. Thiers y relatif, V, 119 ; efforts faits par divers pays pour développer la — à vapeur (1840), V, 133 ; difficultés relatives à la — du Rhin, 637 ; question de la — des fleuves dans les traités de 1815, 644 ; développements de la — à vapeur, 647.
— Activité de la — à vapeur sur le Rhin (1842), VI, 168.
— Déclin de la — en France (1849), VIII, 336.
— Calcul des frais de — pour un navire français de 500 tonneaux, X, 525.
V. *Marine marchande*.

NAVIRES. L'invention des — cuirassés appartient à la France, IX, 563.
— Conditions de la construction des navires en France, X, 497; avenir du navire en fer, 568.

NECKER. Cité par M. Thiers, I, 358.

NÉGOCIATIONS. Dans la question belge, I, 93; en faveur de la Pologne, leur insuccès, 109; les — sont souvent gênées par les interpellations parlementaires, 422.
— Avec l'Angleterre, relatives à la question d'Orient en 1836, V, 243; et en 1839, 244 et suiv.
— Une — commencée doit être soutenue jusqu'au bout, X, 400.
— Discours de M. Thiers sur la rupture des — avec la Prusse (15 juillet 1870), XII, 635.
— Exposé des — avec l'Allemagne (7 décembre 1871), XIII, 530; entre M. Thiers et les maires des grandes villes en 1871, 213.
— Relatives à la Commune de Paris, XV, 89, 193; suivies par M. Thiers durant la guerre de 1870, 540, 576.
V. *Politique extérieure* et *intérieure*.

NÈGRES. Nécessité de les affranchir dans nos colonies (1840), IV, 613.
— Questions relatives à la traite des —, VI, 53.
V. *Droit de visite, Traite des Noirs*.

NEMOURS (le duc de). Exclu du trône de Belgique, pourquoi, I, 97.
— Projet d'apanage pour le — (1837), IV, 173; demande d'une dotation pour le — (1840), 461.

NEUMAYER (le général). Frappé pour avoir réprimé des manifestations impérialistes dans l'armée (1851), IX, 60, 93.

NEUTRALITÉ. De l'Angleterre en 1830, ses raisons, I, 62; de la Belgique, son importance pour la France, 95; la — donnée comme appui à la Belgique, 428.
— Théorie de la — établie par M. Thiers, III, 37; la — ne doit pas nécessairement s'appuyer sur la force, 46.
— En quoi le droit de visite est contraire aux droits résultant de la —, VI, 58.
— Avantages de la — maritime pour la France, VII, 157; utilité de la — suisse pour la France, 565.
V. *Alliances, Angleterre, Marine, Politique extérieure*.

NEUTRES. Action des neutres en faveur de la paix (1870), XV, 549, 579.
V. *Guerre de 1870*.

NEY (M. Edgar). Sa mission à Rome (1849), VIII, 308.
V. *Italie*.

NEZIB. Défaite des Turcs à —, (1839), IV, 413.
— Résultats de la bataille de —, V, 166.
V. *Égypte, Orient, Turquie*.

NICOLAS (le Czar). Il est hostile à la révolution de 1830, I, 89; sa lettre au roi des Pays-Bas, 89.
— Accepte un règlement en rente

pour les achats de blé faits en Russie, XV, 431.
V. *Banque de France, Politique extérieure, Russie.*

NIEL (le maréchal). Bon effet produit par ses armements en 1867, XII, 607.
— Résultats de son passage au ministère de la Guerre, XV, 510.
V. *Armée.*

NÎMES. Ses intérêts dans l'affaire des indemnités d'Amérique, III, 16.

NOAILLES (le duc de —, membre de la Chambre des Pairs). Combat le projet de loi sur la garantie de l'emprunt grec, II, 144; son opinions sur le procès d'avril (1835), 465.
— Sa critique du traité de la quadruple alliance (1836), III, 180 ; réponse de M. Thiers, 181 ; ses observations sur la politique extérieure (1836), 595 ; réponse de M. Thiers, 596.
— Il parle sur la question d'Orient (1840), IV, 494 ; réponse de M. Thiers, 509.
V. *Politique extérieure.*

NOBLESSE. La — rétablie par Napoléon Ier, I, 177.

NOGENT-SAINT-LAURENS. (M. —, député). Rapporteur du projet de loi sur la presse (1868), XI, 359, 423.

NON-INTERVENTION. Le principe de —, applicable à la Pologne, I, 110 ; principe de la —, proclamé par Canning, par M. Thiers, son application en 1830, I, 111 ; appliqué à la question d'Italie (1831), 112 ; signification exacte du principe de —, 433; ses résultats en Pologne, Italie, Belgique, 434 ; le principe de — posé par la France en 1830, conséquences en Belgique, 425.
— Ce principe est opposé à celui de la Sainte-Alliance, IV, 20.
V. *Belgique, Espagne, Intervention, Politique extérieure.*

NON POSSUMUS. La raison d'être et la portée du — papal, X, 144.
V. *Italie, Papauté.*

NORD (départements du). Crise du coton dans les —, XII, 456.
V. *Coton, Protection.*

NORMANDIE. Crise du coton en —, XII, 455.
V. *Coton, Protection.*

NOTAIRES. Les — de Paris et la spéculation en 1825, III, 231.

NOTE du 8 octobre 1840. Sa portée, V, 565.
V. *Orient, Politique extérieure.*

NOVARE. Affaire de —, VIII, 204.
V. *Italie, Piémont.*

NUIT du 4 août 1789. Sa portée, X, 43.
V. *Révolution.*

NUMÉRAIRE. Idées de Proudhon sur le —, VIII, 87.
— La balance du commerce appliquée au —, XV, 462, le — comparé au papier, 472.
V. *Banque de France, Circulation.*

O

OBÉLISQUE (de Louqsor). Dépenses occasionnées par le transport de l' —, III, 399; même sujet, XV, 343.

OBLIGADO. Rosas battu à — par les Français, VIII, 358.
V. *Plata (La)*.

OBLIGATIONS TRENTENAIRES. Leur emploi sous le second Empire, X, 286.
V. *Emprunts, Finances*.

OBLIGATIONS DU TRÉSOR. Discours de M. Thiers sur la création de 200 millions d' — (11 mars 1831), I, 11; projet proposé par M. Laffitte, 11; discussion de ce projet à la Chambre, 12; leurs différences avec les bons royaux (1831), 18; avec les assignats, 19.
V. *Emprunts, Finances*.

O'BRIEN (le général). Le — cité par M. Thiers, VII, 239.
V. *Plata (La)*.

OBSERVATIONS diverses de M. Thiers : sur la suspension des séances de l'Assemblée nationale (19 février 1871), XIII, 5; sur la nécessité de prononcer l'urgence pour la discussion des préliminaires de paix (28 février 1871), 17; sur l'impression d'un rapport relatif aux finances (11 mars 1871), 103; sur les moyens de pacifier Paris (24 mars 1871), 139; sur la question de M. Mortimer-Ternaux (11 mai 1871), XIII, 213; sur une demande d'enquête relative à la capitulation de Metz (29 mai 1871), 287; sur la question des services ministériels (1er juin 1871), 291; sur les projets d'impôts nouveaux (12 juin 1871), 335; sur diverses propositions, 453.
V. *Finances, Impôts, Paris, Politique intérieure, Traité de Francfort*.

OCTROIS. La surcharge des — est le résultat des emprunts communaux, II, 84; les — alourdissent l'impôt des boissons (1834), 214.
— Ils sont surchargés de la contribution personnelle et mobilière dans les grandes villes, III, 363.
— Produit des — en 1851 et 1865, IX, 632.
— Motifs de la progression des — en France, XII, 184.
V. *Communes, Finances, Impôts*.

ODILON BARROT.
V. *Barrot (Odilon)*.

O'DONNEL (le maréchal). Cité par M. Thiers, XI, 175.

OFFICIERS. Causes de leur mécontentement en 1830, I, 145; nombre excessif des — généraux en 1831, 255; proposition de la commission du budget de 1832 pour réduire ce nombre, 256; solde des — en France, comparée à celle des — étrangers (1832), 357.
— Situation des — au point de vue pécuniaire, XII, 54.
— Question de la situation des — après la guerre, XIII, 565.
V. *Armée, Cadres*.

OLLIVIER (M. Émile —, député,

puis Garde des sceaux). Parle sur la question de l'unité italienne. X, 135.
— Soutient la politique des nationalités (1867), XI, 93; parle sur la politique extérieure (décembre 1867), XI, 344.
— Ses déclarations relatives à l'incident entre la France et la Prusse (1870), XII, 637, 650.
— Son attitude dans l'affaire Hohenzollern (1870), XV, 494.
V. *Espagne, Politique extérieure, Prusse.*

OPÉRA. On demande la réduction de la subvention de l' — (1833), II, 315.
— M. Thiers pense à réunir l'Opéra-Comique à l' —, III, 429.
V. *Théâtres.*

OPÉRA-COMIQUE. Nécessité d'enlever la subvention (1834), II, 322.
— Sa situation en 1836, III, 426; sa subvention en 1836, 417; M. Thiers pense à le réunir à l'Opéra, 429; nécessité de conserver le genre de l'—, 435.
V. *Théâtres.*

OPÉRATIONS de l'armée allemande. Discours de M. Thiers sur une proposition concernant les — (29 mars 1871), XIII, 153.

OPINION PUBLIQUE. L' — en Europe rendue favorable à la France par une politique pacifique, I, 68; le gouvernement de Juillet la suit fidèlement, 125; l' — est favorable à la royauté en 1831, 155; mobilité de l' — en France, 161 et suiv.
— Elle constitue la force du gouvernement (1836), III, 195.
— État de l'opinion des hommes compétents en ce qui concerne notre intervention en Espagne, IV, 63; comment s'opère la conciliation des —, 479.
— Force de l' — à propos de la question d'Égypte, V, 266.
— Sa puissance en Europe (1848), VII, 494.
— Son action sur le gouvernement, X, 6; inconsistance de l' —, 126; son importance actuelle, 344.
— Son action sur le pouvoir judiciaire, XI, 386; l' — considérée comme le frein du pouvoir parlementaire, 478.
— Puissance de l' — en France, XIII, 407.
— Puissance de l' — dans les relations internationales, XV, 31; influence des assemblées délibérantes sur l' —, 150.
V. *Allemagne, Angleterre, Politique extérieure, Politique intérieure.*

OPORTO. Circonstances de la prise d' —, V, 433.
V. *Espagne.*

OPPOSITION. L' — parlementaire ne fait pas d'émeutes, I, 140; ses projets d'économie en 1828, 320; le gouvernement de Juillet les a réalisés, 321; exagération des économies réclamées par l' — en 1832, 325; elle a pris de terribles engagements; pourrait-elle les remplir? (1832), 319, 321; les économies proposées par l' — sont plutôt des transpositions de dépenses (1832), 355; l' — ne

pourrait renoncer aux traditions diplomatiques établies (1832), I, 457; ses critiques contre la politique du gouvernement (1832), 468; critique de ses vues politiques (1832), 490; inanité de ses critiques contre la politique du gouvernement (1832), 498; divergences d'opinions qui la divisent (1832), 504; erreurs de l' — concernant la politique extérieure (1830-1833), 551.
— Son attitude inquiète l'Europe et oblige à des armements extraordinaires (1830-1833), II, 47; variations de son attitude dans les questions extérieures, 145; l' — est toujours portée à demander l'impossible, 155; diversité des systèmes dans l' — (1834), 178; ses diverses critiques exposées par M. Thiers (janvier 1834), 178; comment elle doit se manifester dans un pays libre, 273; sa responsabilité dans les troubles de 1834, 360; l' — serait incapable de gouverner (1835), 530.
— Ses doctrines sous la Restauration, III, 134; but de ses efforts sous la Restauration, 141.
— Son erreur au sujet de l'Espagne (1823), IV, 59; puissance de ses moyens après 1830, 183; l' — en 1830, son erreur d'appréciation, 236; ses attaques contre le régime de Juillet, 263; nécessité de tenir compte de l' —, 489.
— Son rôle selon M. Thiers, VI, 248; le gouvernement doit faire des concessions à l' —, 261.
— Faute commune de l' — sous tous les régimes, VII, 131; motifs du passage de M. Thiers dans l' —, 263; attaques du gouvernement contre l' —, 429, 585.
— Ses devoirs, XII, 285; attitude nouvelle de M. Thiers dans l'opposition (1870), 615.
— Son attitude vis-à-vis du Cabinet Ollivier, XV, 485.
V. *Angleterre, Politique intérieure et extérieure.*

O'QUIN (M. —, député). Rapporteur de la Commission du budget (1865), X, 257; réponse de M. Thiers à son rapport, 257.
V. *Budget, Finances.*

OR. Production d' — de la Russie, VIII, 146.
V. *Russie.*

ORAN. Les Espagnols occupent —, III, 626; Abd-el-Kader établi à —, 627.
— La situation dans la province d' —, IV, 135.
V. *Algérie.*

ORANGE (le prince d'). Exclu du trône de Belgique, pourquoi, I, 97.
V. *Belgique.*

ORDONNANCES. De répartition des crédits sous le régime de la loi de 1817, rendue tardivement, I, 4; doit être rendue en décembre (1822), 5; — de 1827, elle est incomplète, mais constitue une amélioration décisive en matière budgétaire, 5; ses dispositions, 5.
— Du 27 avril 1814, ses prescriptions relatives aux pensions militaires, II, 6.
— Danger des ouvertures de crédit par simple —, V, 587.
— De 1828 sur les petits séminaires, VI, 550.

— Relatives à l'Université sous la Restauration, VII, 35, 54.
— Leur force peut être confirmée et étendue par des actes divers postérieurs, VII, 59.
V. *Budget, Enseignement.*

ORDRE MORAL. Nécessité de le maintenir dans le pays, XIV, 519.
— Absence d' — en France (1873), XV, 198; ceux même qui le réclament contribuent à le troubler, 199; l' — est-il menacé? 200.
V. *Politique intérieure.*

ORDRE PUBLIC. L' — est aussi important que la liberté, II, 179; l' — est un élément de la patrie, 352.
— Nécessité d'assurer l' — et résolutions du Cabinet à cet égard, III, 243.
— Nécessité pour le gouvernement d'assurer l' — dans le pays, IX, 359.
— L'ordre matériel assuré en France (août 1871), XIII, 468; existence et causes du désordre moral, 472.
— Résultats du maintien de l' — en France (1872), XV, 25; nécessité absolue du maintien de l' —, 76.
V. *Politique intérieure.*

ORDRE SOCIAL. Les Puissances ont un intérêt général d' —, son importance, I, 442.
V. *Alliances, Politique extérieure.*

O'REILLY. Le nommé — condamné pour détention de munitions de guerre (1832), I, 471.

ORGANISATION DÉPARTEMENTALE. Projet de loi de 1833 sur l'organisation départementale, discours de M. Thiers à ce sujet, I, 529.
V. *Conseil général, Département.*

ORGANISATION MILITAIRE. Nécessité d'une forte — (1870), XII, 606.
V. *Armée, Garde nationale mobile.*

ORIBE (Le général). Son attitude vis-à-vis de la flotte française (1840), IV, 555.
— Met le siège devant Montevideo, VI, 350, 375; actes de cruauté commis par —, 411.
— Même sujet, VII, 239.
— Ses violences contre les Français, VIII, 344, 369; reconnu comme président de la république de l'Uruguay, 373.
V. *Plata (La), Montevideo.*

ORIENT (Question d'). Intérêts de la France dans la —, II, 151; la — en 1834, 206; politique de la France dans la —, 207.
— Intérêts parallèles de la France et de l'Angleterre dans la — (1836), III, 456; la — définie par M. Thiers, 456; importance de la —, intérêts de la France et de l'Angleterre, 607.
— Discours de M. Thiers, relatif à la — (13 janvier 1840), IV, notice, 413; motifs de son intervention dans le débat, 417; il admet le système du gouvernement, 418; tendance de la Russie, 419; toute l'Europe veut le statu quo, 420; nécessité de l'alliance anglaise, 422; tendance vraie de la politique russe, 424; affaire du pacha d'Égypte, 426; ses vues, 427; politique à suivre en France, 428; situation actuelle de la Porte,

IV, 429; politique à suivre après Nezib, 431; intervention des Puissances après Nezib, 436; conséquences de la politique de la France, 439; utilité de l'alliance anglaise pour la France, 447; l'Angleterre veut-elle aller en Égypte? 456; la — en avril 1840, 510 et suiv.

— Second discours de M. Thiers relatif à la — (25 novembre 1840), V, notice, 149; situation extérieure au début de la —, 155; récit des faits relatifs à la —, 157; propositions de l'Angleterre en 1839, 159; de la France, 162; on propose une conférence européenne, 164; plans de la Russie, 170; rupture avec l'Angleterre, 173; politique du Cabinet du 1er mars, 175; rapports entre MM. Thiers et Guizot, 182; la France n'a pas cherché à conclure un arrangement direct avec la Porte, 188; le pacha se rapproche du sultan, 206; les Puissances accusent la France de ménager un arrangement direct entre l'Égypte et la Turquie (1840), 207; effet produit à Londres, 207; circonstances qui ont accompagné la signature du traité du 15 juillet, 211; effets en France, 214; politique suivie après le traité, 218; retraite du Cabinet, 223; intervention du duc de Broglie, 224; situation laissée par le Cabinet du 1er mars, 228; autre discours de M. Thiers sur la — (27 novembre 1840), notice, 237; il entend garder toute sa responsabilité, 240; incident Bourqueney, 242; proposition de lord Palmerston, 244; politique de la France, 249; dispositions des Puissances au sujet des concessions réclamées pour Méhémet-Ali, V, 263; politique personnelle de M. Thiers, 272; rapports entre ce dernier et M. Guizot pendant son ambassade de Londres, 276; M. Thiers décidé à la guerre, 296; nouvel exposé de la politique du Cabinet du 1er mars 1840 dans la —, 498; les intérêts français en — niés par le maréchal Sébastiani, 559.

— Discours de M. Thiers relatif à la — (adresse de 1842), VI, notice, 1; rappel du débat précédent, 4; influence des Puissances allemandes dans la question, 7; isolement de la France, 13; justification de la politique de la France dans la —, 19; attitude de l'Europe à son égard, 26; effet produit par le changement du Cabinet français, 33; faces diverses de la —, 38; portée de la politique russe en —, 41; action de la France sur la —, 48; attitude que la France aurait dû prendre en 1840 dans la —, 297; situation de la — en 1844, 313.

— Dangers de la — (1865), X, 65.

— État de la question d' — en 1867, XI, 74.

V. *Angleterre, Adresse, Égypte, Politique extérieure, Russie, Turquie.*

ORIZABA. Conférences d' — (aff. du Mexique), IX, 485.

V. *Mexique, Politique extérieure.*

ORLÉANS. Proposé pour devenir le centre militaire de la France, V, 394.

V. *Fortifications de Paris.*

ORLÉANS (le duc d'). Conséquences de sa mort (1842), VI, 205;

effets de cet événement sur les partis, 240.
V. *Régence.*

OTHON, roi de Grèce. Autorisé à contracter un emprunt sous la garantie des Puissances, II, 143.
— Causes qui ont déterminé le choix d' — comme roi de Grèce, III, 476; insurrection de l'Acarnanie contre lui, 480.
— Réformes imposées au roi —, VI, 281.
V. *Grèce.*

OUDINOT (le général). Dirige l'expédition de Rome (1849), VIII, 246.
V. *Italie, Papauté, Rome.*

OUEST (Chemin de fer de l'). Discours de M. Thiers relatif à l'achèvement de ce chemin de fer, IX, 115.
V. *Chemins de fer, Travaux publics.*

OUEST. La situation dans les départements de l' — en 1831, I, 138.
V. *Monarchie de Juillet.*

OUVRIERS. Les coalitions d' — (1834), II, 291; faible nombre des — de Lyon dans les rangs des insurgés d'avril 1834, 357.
— Les — ont peu recours aux caisses d'épargne (1837), IV, 115.
— Valeur technique des — français (1840), V, 138.
— Leur situation en 1848 comparée à celle des époques antérieures, VIII, 71; impossibilité de supprimer tout intermédiaire entre les — et le capital, 484, immigration des — étrangers en France, VIII, 519; leur tendance à créer des sociétés de secours mutuels, 547; absence de la prévoyance chez l'ouvrier, 552.
— Prix de la vie pour l' — à Paris et à Londres (1851), IX, 230; les bons —, chassés par les troubles politiques, portent nos industries à l'étranger (1848), 263.
— Effets des grands travaux urbains sur la population rurale, X, 417 et suiv.
— Effets du libre-échange sur la condition des —, XI, 543.
— Effets de la concentration industrielle sur la condition de l' —, XII, 552.
— Influence de l'Internationale sur la situation des —, XV, 630.
V. *Assistance, Émeutes, Travail.*

P

PACTE DE BORDEAUX. Le — de février 1871, sa portée, XIII, 312, 321.
— Circonstances de sa formation, XV, 81; ses clauses, 84; nécessité de son maintien (1872), 95; le — encore applicable en 1873, 130; sa signification, 132; nécessité de le continuer (1873), 168.
V. *Politique intérieure.*

PACTE DE FAMILLE. La politique du — observée par le gouvernement de Juillet, III, 452.
V. *Espagne.*

PAGÈS (M. —, député). Demande un impôt sur la rente (1832), I, 298; M. Thiers critique les pro-

positions financières de (1832), I, 325.
— Attaque la politique du gouvernement (1835), III, 94; prend part à la discussion relative aux droits de douane sur les fers (1836), 316.
V. *Impôts*.

PAGÉZY (M. —, député). Ses propositions relatives aux finances de Paris, XII, 260.
V. *Paris*.

PAIRIE. État de la question de la — en 1831, I, 49; raisons qui ont fait rejeter l'hérédité de la —, 125; projet de loi de M. Casimir Perier sur la —, 149; caractère de cette institution, 150; discours de M. Thiers sur la Constitution de la — (1831), 151; la — héréditaire, inconvénients qu'on lui prête, 166; la — défendue par M. Thiers, 166; l'hérédité de la — est un droit, 172; la — héréditaire neutralise l'aristocratie, 183; sa nécessité affirmée par M. Thiers en novembre 1832, 480.
— Montant des pensions de la — en 1833, II, 3.
— Composition de la — en Angleterre (1865), X, 46.
V. *Aristocratie*, *Chambre* et *Cour des Pairs*.

PAIRS DE FRANCE. Règles posées par les Chartes de 1814 et de 1830 touchant la situation des —, II, 149.
— Discours de M. Thiers relatif à la construction d'une salle provisoire pour la Cour des —, II, 445.
V. *Aristocratie*, *Procès d'avril*.

PAIX. Exposé des raisons en faveur de la — (1830), I, 61; motifs du gouvernement de Juillet pour conserver la paix en 1830-1831, 82; motifs des divers Cabinets pour désirer la — en 1830, I, 92; nécessité de prouver que le gouvernement de Juillet voulait la — en 1830, 92; la — est présumable en 1831, 115; effet de la — armée en Europe, 202; le système de — défendu par M. Thiers en 1831, 210; effet de la — sur l'état intérieur du pays (1831), 220; l'éventualité de la — est la plus probable en 1831, 292; durée des périodes de — au XVIIIe siècle, 385; la — rendue possible en 1830 par l'attitude de la France, 423; le gouvernement de Juillet a assuré le maintien de la paix par sa conduite modérée (1832), 448, 552.
— La paix générale est le résultat de la modération du gouvernement français (1834), II, 414.
— Elle est la base du système politique du gouvernement de Juillet, III, 440; la paix assurée par l'alliance franco-anglaise en 1830, 444.
— Utilité de la conserver, mais à quelle condition? IV, 266; la France veut la — (1839), 324; désir général de — en Europe (1840), 420.
— Le Cabinet du 29 octobre 1840 a été constitué pour assurer la —, V, 229; la France a assuré la — de l'Europe en 1839-1840, 250; le ministère vit sous le régime de la — armée (1840), 584.
— Nécessité de la — en 1863, IX, 350.
— Nécessité de la — en Europe (1866), X, 575.
— La France doit diriger sa politique dans le sens de la — (1869), XII, 340; action de la liberté po-

litique sur la —, XII, 350; la paix encore possible, à quelle condition? (30 juin 1870), 617.
— La politique du gouvernement français est une politique de — (1872), XIII, 417.
— Motifs en faveur du maintien de la — en Europe, XIV, 190.
V. *Politique extérieure.*

PAIXHANS (le général). Invente les navires cuirassés, IX, 563.
— Même sujet, X, 200.
V. *Marine.*

PALAIS DE CRISTAL de Londres. But de sa construction, IX, 203.
V. *Exposition.*

PALERME. Le port de — bombardé par le gouvernement napolitain (1847), VII, 491.
— Insurrection à — contre l'union à l'Italie, XI, 114.
V. *Italie.*

PALMERSTON (Lord). Son opinion sur l'occupation de Cracovie, III, 465.
— Sa politique en Orient (1840), IV, 414.
— Ses vues à propos de la question d'Égypte, V, 150; son plan d'action commune en Orient (1839), 160; son attitude en mai-juin 1840, 203; blâmé en Angleterre pour sa conduite vis-à-vis de la France (1840), 212; son opinion touchant l'attitude probable de la France après le traité de juillet 1840, 218; son attitude en 1836 et en 1839, 244; ses propositions relatives à l'Égypte au 5 mai 1840, 283; motifs de sa détermination en juillet 1840, 289; nouvel exposé de ses idées sur l'attitude probable de la France après son échec dans la question d'Égypte, V, 292.
— Sa réputation en Europe après 1830, VI, 17.
— Son attitude dans l'affaire des mariages espagnols, VII, 379.
V. *Angleterre, Espagne, Orient, Politique extérieure, Pologne.*

PANAMA. L'idée de percer l'isthme de — appréciée par M. Thiers, VIII, 357.
V. *Isthme de Panama.*

PANTHÉON. Nécessité d'une décoration intérieure pour le —, III, 394.
V. *Monuments de Paris, Paris.*

PAPAUTÉ. Force de son principe, I, 115.
— Convention avec la — au sujet des Romagnes, IV, 332; nécessité d'assurer la liberté de la —, 338; la — a eu souvent besoin de la France, 348.
— Utilité de son indépendance, VIII, 314.
— Nécessité du pouvoir temporel X, 55; atteinte portée à la liberté de conscience par la spoliation du domaine de la —, 57; nécessité de la souveraineté temporelle au point de vue catholique, 102; la France a le sort de la — entre ses mains, au point de vue du pouvoir temporel (1865), 105; sans pouvoir temporel la — n'est pas libre, 115; droits des Romains vis-à-vis de la —, 128; détails sur la question romaine (avril 1865), 135; faits qui ont amené le démembrement des États de la —, 141; la — ne peut abandonner sa situation temporelle, 147.

— Sa situation (1867), XI, 123; discours de M. Thiers sur la question romaine (1867), 255; droits du pape, 257; ses prétentions sur Rome, 258; politique à suivre par la France, 262; ses droits vis-à-vis de l'Italie, ses devoirs envers le pape, 263; difficultés résultant de l'unité, 265; dangers d'un conflit religieux, 266; erreur du parti libéral dans la question de la papauté, 267; nécessité de laisser à Rome les troupes françaises, 268, 288; attitude de la France devant les empiétements de la maison de Savoie, 290; la convention du 15 septembre, 294; la France a le droit de préserver Rome, 298; motifs de cette politique, 301; raisons qui militent en faveur de la souveraineté temporelle du pape, 312; responsabilité de la France en cas de chute de la —, 322; signification de l'occupation française, 326; situation actuelle de la —, 330; nécessité de régler définitivement la question, 338.

— Discours de M. Thiers relatif au rétablissement du pouvoir temporel (1871), XIII, 405; effets de l'opinion en France, 407; sa situation avant 1859, 408; faute commise en Italie, 409; danger de toucher aux questions religieuses, 410; rôle de la France comme protectrice du catholicisme, 412; situation de la —, 413; impossibilité d'intervenir, 414; politique pacifique du gouvernement, 417; son attitude vis-à-vis de la —, 419; effets du Concordat, 421; obligations qui en résultent, 422; ordre du jour Marcel Barthe, 426; adhésion de la gauche, protestation de la droite, XIII, 428; nécessité de l'union, 430; politique de la France à l'égard du pape (1871), 543.

— Nécessité de soutenir la —, XV, 78.

V. *Italie, Politique extérieure, Rome.*

PAPIER. L'impôt sur le — n'en a pas ralenti la fabrication, XIV, 663.

V. *Impôts.*

PAPIER-MONNAIE. Le — repoussé par M. Thiers (1848), VIII, 52; discours de M. Thiers sur le — (10 octobre 1848), notice 107; abus du — pendant la Révolution, 110 et suiv.; divers procédés d'émission du —, 142; leurs effets sur le numéraire, 150; sur le crédit, 154; sur les finances publiques, 156.

— Il est employé comme moyen de préparer le communisme, IX, 18.

— Rôle du — dans la circulation, XV, 368.

V. *Angleterre, Assignat, Banques, Billet de Banque, Crédit, Finances, Russie.*

PAQUEBOTS. Établis pour le service postal dans la Méditerranée, III, 569.

— Discours de M. Thiers relatif aux — transatlantiques (3 juillet 1840), V, 131; les services de — se multiplient partout, 133; points de départ des services français, 146.

V. *Havre (le), Marine marchande, Méditerranée.*

PARIS. Donne le mot d'ordre aux insurgés d'Italie (1830), I, 113.

— Discours de M. Thiers sur l'achèvement des monuments de Paris (30 mai 1833), 113; exemple d'un

arrêté municipal violant à — la liberté du commerce, II, 219; la guerre civile dans — a été une guerre d'assassinats (1834), 355; l'insurrection est préparée à — (1834), 601.
— Autre discours de M. Thiers sur l'achèvement des monuments de Paris (1836), III, 365; autre, même sujet, voy. XV, 327.
— Nécessité de fortifier —, V, 319; rapport de M. Thiers sur le projet de fortifications (1841), V, 313; nécessité de fortifier —, 330; son importance comme centre de la vie nationale, 330; la ville de — pourrait-elle soutenir un siège? 337; nécessité d'une double enceinte, 364; discours de M. Thiers sur la question des fortifications, 375; nécessité de n'établir qu'à — le centre militaire de la France, 394; dangers d'un bombardement pour — 407; Paris, est-il capable de se défendre contre un siège? 409; opinion de M. Thiers sur le système à adopter, 410; détails sur l'artillerie nécessaire pour assiéger —, 479; conséquences militaires de sa transformation en place forte, 480.
— Discours de M. Thiers sur l'armement de l'enceinte et des forts de — (1845), VI, 667.
— Exagération des dépenses au budget de —, IX, 634.
— Exagération des travaux de — (1865), X, 178; motifs de la construction des fortifications de —, 266.
— Questions relatives aux finances de —, XII, 104; discours de M. Thiers relatif aux finances de la ville de — (23 février 1869), dépenses engagées, 169; leur exagération, XII, 174; augmentation du budget, 179; excès général des dépenses locales, 179; procédés employés pour dissimuler les dépenses, 180; détail du budget ordinaire, 182; progression de l'octroi, 184; budget extraordinaire, 186; budget sur fonds spéciaux, 191; budget supplémentaire, 192; naissance des embarras financiers, 193; dangers de sa situation financière, 201; critique de l'œuvre de M. Haussmann, 205; moyens financiers, 222; emploi illégal des emprunts, 223; pertes causées par les emprunts indirects, 231; comparaison des dépenses et des recettes afférentes, 235; effets sur les prix, 246; situation actuelle, 250; nécessité de faire contrôler le budget de — par les Chambres, 255; de donner à — un conseil élu, 256; discours de M. Thiers sur le traité passé entre la Ville de — et le Crédit foncier, 259; proposition Calley-Saint-Paul, 259; proposition Pagézy, 260; préférence du gouvernement pour le Crédit foncier, 262; nécessité de condamner les irrégularités commises dans la gestion de M. Haussmann, 264; situation du Crédit foncier, 266.
— Capitulation de —, XIII, 1; nécessité d'y transporter le gouvernement, 61 et suiv.; situation de — pendant le siège de 1870, 74; éloge de —, 82; discours de M. Thiers sur un projet de déclaration concernant les élections municipales de — (21 mars 1871), 113; proposition Clémenceau, 113; situation particulière de —, 114; violence de la faction qui occupe —, 119; conduite du gouverne-

ment vis-à-vis des insurgés, XIII, 121; refus de rendre les canons, 122; conduite de l'armée, 124; nécessité d'abandonner Paris, 127; observations de M. Thiers sur une proposition concernant les mesures à prendre pour pacifier — (24 mars 1871), 139; proposition Arnaud de l'Ariège, 139; nécessité d'éviter tout débat public sur la question de —, 140; discours de M. Thiers sur une proposition concernant des maires de — (27 mars 1871). nécessité de réserver les principes pour rester unis, 145; engagement de ne rien faire contre aucun parti, 148; conseils aux divers partis, 150; communication de M. Thiers relative aux événements de — (27 avril 1871), 189; reconstitution de l'armée, 191; la liberté établie en France, 196; il n'existe pas de complots contre la République, 197; faible nombre des soldats engagés dans l'insurrection, 198; le droit est du côté du gouvernement, 200; dangers des projets communalistes, 202; communication de M. Thiers relative à l'entrée des troupes dans — (22 mai 1871), 263; attitude de l'armée, 264; prise du Point-du-Jour, 265; caractère de la répression à opérer, 266; projet de loi tendant à la réédification de la colonne Vendôme et de la Chapelle expiatoire, 268; vote d'une résolution portant que l'armée et M. Thiers ont bien mérité de la patrie, 270; discours de M. Thiers relatif aux événements de — (24 mai 1871), 273; incendie des monuments, 275; nécessité de punir, mais légalement, 278; tentative pour réorganiser la garde nationale, XIII, 280; attitude de M. Jules Ferry comme préfet de la Seine, 281; rôle de — pendant la guerre de 1870-1871, 313; utilité de sa résistance en 1870, 355; nécessité d'indemniser les personnes lésées par l'entrée des troupes dans — (1871), 446.

— Discours de M. Thiers sur les nouveaux forts à construire autour de — (1874), XV, 225; but primitif des fortifications de —, danger d'étendre le système, 236; force de l'enceinte ancienne, 242; points à compléter, 246; danger des forts avancés, 257; nécessité d'étudier plus à fond la question, 267; danger d'exagérer les dépenses militaires, 272; discussion des points nouveaux à couvrir, 278; nécessité de couvrir Versailles, 285; discours de M. Thiers relatif à l'achèvement des monuments de — (1836), 327; difficulté d'éviter les dépenses imprévues, 329; travaux du Jardin des plantes, 330; du Collège de France, 334; du palais du quai d'Orsay, 336; de la Madeleine, 339; de l'obélisque de Louqsor, 343; infériorité du système de l'adjudication pour les grands travaux publics, 346; utilité de sa résistance en 1870, 558; influence des troubles de Paris sur les négociations de novembre 1870, 560; déposition de M. Thiers relative aux événements du 18 mars (24 août 1871), 567 et suiv.; sa situation après la sortie des Allemands (1871), 592; détails sur la journée du 18 mars, 607.

V. *Commune de Paris, Fortifications de Paris, Monuments de Paris.*

PARISIS (Mgr. —, évêque de Langres). Appréciation de ses vues relatives au projet de loi sur l'Instruction publique, VIII, 646; parle dans la discussion de la loi sur l'enseignement (question des congrégations, 1850), 661, 671.
V. *Congrégations, Enseignement, Instruction publique.*

PARLEMENTS judiciaires. Leur action sur les Universités avant 1789, VI, 463.
V. *Enseignement, Université.*

PARLEMENT représentatif. Le — comparé aux assemblées de l'Antiquité, I, 157.
— Ils ont parfois gêné l'action judiciaire, III, 304.
— Efforts faits dans le — anglais pour diminuer la corruption des individus par le pouvoir, VII, 106.
— Sa responsabilité en matière de finances, X, 182.
— Nécessité d'assurer au — une liberté entière, XII, 320.
— Utilité du système des deux Chambres, XV, 151.
V. *Administration, Gouvernement parlementaire, Liberté, Pairie.*

PARLEMENTAIRE. Caractère du Cabinet dans le gouvernement —, IV, 495.
— Définition du système dit —, XV, 156.
V. *Cabinet, Gouvernement parlementaire, Ministère.*

PARQUET. L'institution du — désirée en Angleterre, I, 277.

PARTAGE POLITIQUE. La France ne peut admettre aucun acte de — en Europe (1842), VI, 46.
V. *Politique extérieure.*

PARTI. Le — républicain est devenu parti de gouvernement, I, 8; situation des — en 1831, 57; attitude du gouvernement de Juillet envers les —, 126; situation des — en 1831, 127; effet des conspirations sur les —, 128; le — des modérés, son importance, 134; les — se réunissent pour faire des émeutes, 139; attitude du — patriote en 1832, nécessité de le réprimer, 485; aspirations du — révolutionnaire (1832), 503; les — désirent que le gouvernement intente un procès politique à la duchesse de Berry, 526; tendances du — ultra royaliste sous la Restauration, 285; tendances du — républicain (1834), 286.
— Attitude des — selon l'état de leurs forces, II, 356; les — présentent l'état de l'Europe comme menaçant (1834), 415; nécessité de contenir les —, 424; les — en 1835, 478; impossibilité de les réconcilier autrement que par l'épuisement, II, 482; le parti du juste-milieu défini par M. Thiers (1835), 541; impossibilité d'une fusion des — (1835), 542; aveuglement général des —, 600.
— Persistance de leurs menées (1835), III, 93; difficulté d'éviter leurs calomnies, 102; leur attitude vis-à-vis de la révolution de Juillet, 131; le gouvernement ne doit pas faire d'avances aux —, 194, leur action sous la Restauration, 588.
— Faiblesse des — en Espagne

(1836), IV, 52; état des — dans la Chambre des députés en 1840, 474.
— Effet produit sur les — par la mort du duc d'Orléans (1842), 240; idées du — conservateur exposées par M. Thiers (1844), 259; état des — dans les Chambres (1844), 259; tendances des — (1844), 260.
— Leurs fautes en Italie (1849), VIII, 312.
— Division des — en 1851, IX, 64; leur situation en 1851, 106; utilité du jeu des —, 419.
— Erreurs du — libéral en matière de politique extérieure, XI, 32; opinion du — libéral allemand sur la question de l'unité, 50; le — libéral n'a pas fait l'unité de l'Italie, 117; conséquences de l'unité, 120.
— Leur situation en 1871, nécessité de les concilier provisoirement, XIII, 88 et suiv.; engagement pris par le gouvernement de ne rien faire contre aucun — (1871), 149; dangers résultant des passions des — en 1871, 578.
— Efforts de M. Thiers pour ménager les — (1872), XV, 96; leurs divisions (1872), 110; situation des — en 1873, 127; situation des — dans l'Assemblée nationale (1873), 180; leur impuissance à rétablir la monarchie en 1871 et 1874, 636, 646, 650.
V. *Administration, Gouvernement parlementaire, Libéralisme, Opposition, Politique intérieure, Tory, Whig.*

PASSY (M. H. —, député). Fait partie du ministère des trois jours (1834), II, 380.
— Réclame la réduction de la rente (1836), III, 200; nommé ministre du Commerce (1836), 239; son second projet de loi sur les douanes (1836), 345; ses réserves au sujet de l'occupation d'Alger (1836), 501, 622.
— Son opinion sur l'opportunité d'une intervention en Espagne, IV, 84; son rôle dans la crise ministérielle de mars 1839, 406; nommé ministre des Finances (1839), 411.
— Ses explications relatives à la politique du Cabinet du 12 mai en Égypte, V, 237; réponse de M. Thiers, 241.
V. *Douanes, Égypte, Orient.*

PATENTES. Précision et valeur de l'impôt des —, XIV, 426; ses avantages, bases de l'assiette, 435; discours de M. Thiers sur le projet Gaslonde, relatif aux — et autres impôts (12 juillet 1872), 483; second discours sur le même sujet (13 juillet), 535; proposition Féray relative aux — (1872), 551; discours de M. Thiers à ce sujet (16 juillet), 552; question de la revision des —, 556; l'impôt des — est un des mieux établis, 561.
V. *Impôts.*

PATRIE. Distinction entre la — matérielle et la — morale, XV, 141.

PATRIOTES. Abus de cette appellation en 1830, I, 55; causes des poursuites fréquentes exercées contre les —, 57; leur erreur touchant les moyens de faire la guerre, 90; leur attitude en 1832, 485.
V. *Gouvernement de Juillet, Partis, Politique intérieure.*

PATRIOTISME. Influence du — sur l'enseignement, VI, 459.

PATRONS. Leur situation comparée à celle des ouvriers (1848), VIII, 78; rôle des — en matière d'assurance obligatoire, 570.
V. *Assistance, Ouvriers, Travail.*

PAUL Ier (le Czar). Accepte l'idée d'une ligue des neutres (1800), III, 41.
V. *Neutralité, Russie.*

PAVILLON FRANÇAIS. Le — n'apparaît que rarement dans les ports étrangers (1842), VI, 70.
V. *Marine.*

PAXTON. Le sieur — imagine le Palais de Cristal, IX, 203.
V. *Expositions.*

PAYEURS GÉNÉRAUX. Utilité du service des —, réductions proposées par la commission du budget de 1832, I, 258.
V. *Budget, Finances.*

PAYSAN. Sa passion pour la propriété foncière, VIII, 118; conséquences de la passion du — pour la terre, 492.

PAYS-BAS. Le royaume des — a été détruit sans guerre, I, 117; le royaume des — divisé par l'action de la France en 1830, 425.
— Intérêt de la France à diviser le royaume des — établi en 1815, III, 450.
— Impossibilité de maintenir le royaume des —, IV, 305.
— Leur influence sur la politique de l'Espagne, VII, 397.
V. *Belgique, Politique extérieure.*

PEEL (sir Robert). Exemple de —, cité par M. Thiers, I, 182.
— Cité de nouveau par M. Thiers, VI, 135; son rôle dans l'affaire Pritchard, 569, 590.
— Son erreur en matière de protection, IV, 141, 162.
— Causes et effets de sa réforme douanière, X, 464.
— Motifs et phases de ses réformes, XIII, 610.
— Son attitude vis-à-vis des établissements de crédit, XV, 360; sa disposition relative aux émissions de la Banque d'Angleterre, 460.
V. *Angleterre, Banque, Commerce, Industrie, Pritchard, Libre-échange, Protection.*

PELET (M. —, de la Lozère). Nommé ministre de l'Instruction publique, III, 239.
— Nommé ministre des Finances (1840), IV, 462.

PENSÉE. La — humaine n'est pas entravée par l'Église, X, 113.
— Action de la — sur le sort de l'homme, XI, 369; nécessité de la liberté de la —, 372.
V. *Église, Liberté, Philosophie, Presse.*

PENSIONS. Les — sont de véritables dettes, I, 235; abus du principe, chiffre des — au budget de 1832, 236; détail des fonds attribués au service des —, 237; avis de la commission du budget de 1831 sur le régime à établir en matière de — civiles, 239; les — militaires, leur régime, exemple pris à l'étranger, 240; cette portion de la dette n'est pas réductible (1832), 349; discours de

M. Thiers sur la revision des — (1832), notice, leur montant total à la chute de l'Empire, I, 401; loi du 25 mars 1817, ses dispositions relatives aux —, 401; décret du 11 septembre 1807 sur les —, 402; loi du 3 janvier 1831 ordonnant la revision de certaines —, 402; catégories diverses des pensions en 1832, 403; on ne peut les réduire sans violer les lois et la Charte, 403; — accordées aux combattants de Juillet, 404; aux donataires, 404; aux ecclésiastiques, 404; le principe des — militaires reconnu par toutes nos lois, 405; historique de cette législation, 405; dispositions de la Charte de 1830 relatives aux —, 416; — accordées sous la Restauration aux émigrés et aux Vendéens, 407; on ne peut songer à les supprimer, pourquoi, 408; chiffre total de ces —, 413; dispositions de la loi de 1831, relatives aux porteurs de — ayant servi dans l'émigration, 410; l'article 60 de la Charte de 1830 s'applique à toutes les — acquises, 416; nombre des — civiles en 1832, 417; raisons générales qui en motivent la conservation quelle qu'en soit l'origine, 418.
— Discours de M. Thiers sur la revision des — accordées du 1er avril 1814 au 29 juillet 1830 (1833), II, notice, 1; nomenclature et montant des diverses catégories de — en 1833, 3; revision et réduction des — civiles en 1832, 4; les — ecclésiastiques sont la représentation des biens du clergé, 5; état de la législation sur les — militaires en 1833, 6; le licenciement de l'armée de la Loire nécessite la création d'un fonds de — très élevé, II, 7; dispositions de l'ordonnance du 1er août 1815 relatives aux pensions militaires, 7; impossibilité de reviser les motifs des —, 10; impossibilité d'une revision des pensions accordées par la Restauration, 17.
V. *Budget.*

PERCEPTEURS. Réductions proposées par l'opposition sur les traitements des — (1832), I, 335.
V. *Budget, Finances, Opposition.*

PÈRE DE FAMILLE. Ses droits en matière d'enseignement, VI, 454.
— La gestion financière de l'État, doit être celle d'un bon —, X, 184.
V. *Budget, Finances, Instruction publique.*

PERIER (M. Eugène). Sa mission au Caire (1840), V, 206.
V. *Orient.*

PERSÉVÉRANCE (La). Navire américain saisi et remboursé, question qu'il soulève dans l'affaire des indemnités, III, 71.
V. *États-Unis.*

PERSIL. (M.). Nommé ministre de la Justice (1834), II, 302; fait partie du ministère des trois jours (1836), 380.
— Ministre de la Justice (1836), IV, 3.
V. *Politique intérieure.*

PERSONNEL des ministères. Exemples des réformes opérées dans le — de 1814 à 1831, I, 266.
V. *Ministères, Travail.*

PETIT (M. —, chargé d'affaires de France aux États-Unis). Cité par M. Thiers, III, 52.

PÉTITION. Action du droit de — au point de vue de la responsabilité des fonctionnaires, III, 299.
V. *Agent du pouvoir, Fonctionnaires, Responsabilité.*

PÉTROLE. Emploi du — par les communards (1871), XIII, 276.
V. *Commune de Paris.*

PEUPLES. Les — changent d'alliances en même temps que d'intérêts, III, 446 et suiv.
— Leur sympathie pour la cause révolutionnaire, sa valeur dans un conflit avec l'Europe (1849), VIII, 214.
— Le peuple doit être distingué de la multitude, IX, 49.
V. *Élections, Loi électorale, Multitude.*

PEYRON. Le nommé — condamné pour port du drapeau rouge (juin 1832), I, 472.

PHILIPPE V. Sa politique vis-à-vis de la France, VII, 399.
V. *Espagne, Politique extérieure.*

PHILIPPE DE GIRARD. Sa machine à filer le lin réimportée en France, IX, 209.
V. *Lin.*

PHILOSOPHIE. Nécessité de l'enseignement de la —, VI, 541.
— On peut concilier la religion et la —, VIII, 446, 651; M. de Lasteyrie propose de l'exclure des programmes de l'enseignement secondaire (1850), VIII, 653, discours de M. Thiers à ce sujet, 655.
— Opinion de M. Thiers sur le rôle de l'État en matière de cultes, XI, 301.
V. *Instruction publique, Religion.*

PICARD (M. —, Ernest, député). Parle sur les travaux de Paris, XII, 170; son interpellation sur l'application du décret du 2 février 1852, 271.
— Nommé ministre de l'Intérieur (1871), XIII, 8.

PICHON (M. —, consul à Montevideo). Sa conduite est incriminée par M. Thiers (1844), VI, 351, 376; son attitude vis-à-vis des résidents français, 426.
V. *Plata (La).*

PIE IX. Amnistie les condamnés politiques (1846), VII, 359; effet de ses premières réformes en Italie, 420; détails sur ses premières réformes, 487.
— Sa retraite à Gaëte, VIII, 204; ses réformes en 1849, 322.
— Son attitude vis-à-vis de la France en 1870-1871, XIII, 420.
V. *Italie, Papauté, Piémont, Rome.*

PIÉMONT. Ses forces militaires disponibles en 1831, I, 216.
— Attaques dirigées contre le — par les réfugiés politiques (1834), IV, 4.
— Politique à suivre à l'égard du — (1849), VIII, 237.
— Son rôle dans l'unification de l'Italie, X, 74.
V. *Italie.*

PIERRE A BÂTIR. Qualité de la — de Château-Landon, III, 382.
V. *Monuments de Paris.*

PIRATERIE. La France l'a détruite dans la Méditerranée, III, 509; — des Barbaresques, nécessité d'une répression, 516.
— Dans la Méditerranée, son extinction, IV, 157; la France pourrait l'utiliser en cas de guerre maritime, 158.
V. *Algérie.*

PISCATORY (M. —, député). Recommande l'occupation limitée de l'Algérie, IV, 148; attaque la politique étrangère du gouvernement (1839), 353; son opinion sur l'Algérie (1840), 635.
V. *Algérie.*

PITT (William). Exemple de la vie de — cité par M. Thiers, I, 178.
— Le Cabinet présidé par — divisé sur la question de la traite, II, 173.
— Attaques de la presse contre —, III, 142.
— Son opinion sur la publicité donnée aux excès commis dans la répression de la traite, III, 548.
— Attaques dirigées contre lui, IV, 130,
— Il veut diviser l'Allemagne et la France, VI, 11.
V. *Angleterre, Politique extérieure, Traite des noirs.*

PLACES FORTES. Opinion de Napoléon Ier sur l'utilité des —, V. 392; la question des — en 1818. 453 et suiv.
V. *Fortifications de Paris.*

PLAN. Du recueil des discours de M. Thiers, I, XI.

PLATA (La). Discours de M. Thiers relatif aux affaires de — (1840). IV, notice, 547; exposé de la question, 548; politique suivie à —, 552; difficultés de la question. 559.
— Autre discours de M. Thiers concernant les affaires de — (29 mai 1844), VI, notice, 349; position de la question, 352; situation réciproque des partis à —, 355; activité de l'émigration française à —, 358; politique de M. Thiers à —, 360; rôle de Montevideo dans le blocus de —, 363; procédés violents de Rosas, 364; suites de la guerre entre Oribe et Rivera. 367; conduite des agents français à —, 367; conduite des volontaires français à —, 376; affaire du blocus, 391; nécessité d'une action commune de la France et de l'Angleterre, 394; questions posées au gouvernement, 395; autre discours sur le même sujet (31 mai 1844), notice, 399; nécessité d'une enquête, 401; chiffre des réclamations contre Rosas, 402; conduite d'Oribe, 411; inexécution du traité signé avec Rosas, 412; politique de M. Thiers à —, 415; critique de la politique du Cabinet, 418; nécessité d'assurer l'indépendance de Montevideo. 421; politique de M. Guizot, ses effets, 423; conduite de l'agent français à Montevideo, 426; blocus de cette ville, 439.
— Autre discours de M. Thiers sur les affaires de — (13 mai 1846). VII, notice, 237; mission Deffaudis à —, 237; nécessité d'agir à —

VII, 238; mission O'Brien, 239; politique suivie vis-à-vis de Rosas, 241; situation à Montevideo, 243; politique à suivre à —, 247.
— La France doit intervenir dans les affaires de — (1849), VIII, 333.
V. *Montevideo, Oribe, Politique extérieure, Rosas.*

PLÉBISCITE. Le — employé comme conséquence de la théorie des nationalités, ses conséquences, XI, 113.
V. *Nationalité, Politique extérieure.*

PLICHON (M. —, député). Parle sur la question de la marine marchande (1866). X, 561.
V. *Marine marchande, Protection.*

PLUCHET (M. Émile). Cité par M. Thiers, X, 431.

PLUS-VALUES. Des impôts indirects sous la Restauration, II, 27.
V. *Finances, Impôts, Restauration.*

PODENAS (M. de —, député). Ses critiques contre l'amortissement (1832), I, 375.
V. *Amortissement, Dette publique.*

POIDS ET MESURES. La commission du budget de 1832 propose de supprimer la dépense des —, I, 251.
V. *Budgets, Finances.*

POIREL (M. —, ingénieur). Ses travaux relatifs au port d'Alger, VI, 83 et suiv.

POLANGEN. Le port de —, impossibilité de s'en servir pour secourir la Pologne, I, 108.
V. *Politique extérieure, Pologne, Russie.*

POLICE. Les règlements de — municipale ont force de loi, II, 60; abus des règlements de — municipale par les maires, 63; arrêté préfectoral relatif à la — de la ville de Lyon (1839), 584.
— Nécessité d'une — secrète, III, 98; nécessité d'une — politique, 100; les dépenses de — sous l'Empire et la Restauration, 104 et suiv.); difficultés de son rôle, 165; une — secrète est indispensable, 167.
— Questions relatives à la — des habitations, VIII, 544.
— Rôle de la — dans les affaires de juillet 1870, XV, 502.
V. *Émeutes, Finances, Maires.*

POLIGNAC (le ministère). N'a pu présenter le budget de 1831, I, 225.
— Consent à négocier avec les États-Unis sur la question de l'indemnité, III, 32.
V. *Budget, États-Unis*

POLITIQUE GÉNÉRALE. Du gouvernement en 1830-1831, ses résultats, I, 116; la — est une science d'observation, 153; conséquences de l'esprit d'exclusion en politique (1832), 458; du gouvernement de Juillet, justifiée par M. Thiers (1832), 483; l'absolutisme populaire repoussé par M. Thiers (1833), 538.
— Du Cabinet du 22 février 1836, III, 240 et suiv.; danger des systèmes absolus en —, 601.

— Nécessité de l'esprit de décision en —, IV, 64; nécessité de la fermeté unie à la modération en —, 76; la — doit se plier aux circonstances, 264 et suiv. ; discours de M. Thiers sur le projet d'adresse de 1839, 269, 285; la — ne comporte pas de principes absolus, 358.
— Dangers de la — de personnalités, VI, 230.
— Discours de M. Thiers sur la — du gouvernement de Juillet (27 mai 1846), VIII, 261; second discours sur le même sujet (29 mai 1846), 331.
— Du gouvernement provisoire de 1848, VIII, 290.
— Influence du développement de l'industrie sur la —, IX, 238.
— Critique de la — dite de principes, ses dangers, XI, 21; nécessité de la discussion en —, 373.
— Liens entre la — et les finances, XII, 6; son action sur l'accroissement des budgets, 45; nécessité de pratiquer une bonne — pour assurer le rétablissement des finances (1868), 151.
V. *Budget, Finances, Politique extérieure, Politique intérieure.*

POLITIQUE EXTÉRIEURE. Du gouvernement de Juillet, jugée par la gauche (août 1831), I, 45; par M. Thiers, 59; discours de M. Thiers sur la — (20 septembre 1831), notice, 75; questions à examiner, 77; critique des idées belliqueuses, 79; motifs du gouvernement pour vouloir la paix, 82; intérêt de la liberté en Europe, 83; prospérité et tranquillité du pays, 84; les Puissances ne désirent pas la guerre, 87; les moyens manquent pour faire la guerre, I, 91; explications sur l'affaire de Belgique, 93; sur les affaires de Pologne, 101; causes de sa chute, 102; la — en 1830 devait s'appuyer sur le principe de non-intervention, 111; comparaison entre les deux systèmes : guerre et paix, 116; politique traditionnelle de la France vis-à-vis des cours secondaires, 246; discours de M. Thiers sur le budget des — (6 mars 1832), notice, 421; inconvénient des discussions relatives aux —, 422; excellence du système suivi en France depuis 1830, 424; affaires de Belgique, 425; affaires de Pologne, 428; affaires d'Italie, 432; effets de la révolution de Juillet en Europe, 442; situation en 1832, 444; la — du gouvernement de Juillet a dû être modérée, ses résultats (1832), 488; discours de M. Thiers à propos du budget du ministère des Affaires étrangères (20 février 1833), notice, 549; erreurs de l'opposition en ce qui touche la —, 551; la — a eu son centre en France et en Angleterre en 1830-1833, 553; situation actuelle de la France, 555.
— Appréciation de la — suivie par le gouvernement de Juillet (1834), II, 189; discours de M. Thiers sur la — (8 janvier 1834), notice, 191; danger des idées soutenues par l'opposition, 194; nécessité de respecter les traités de 1815, 196; affaires de Suisse, 198; impossibilité d'agir en Pologne, 199; affaires d'Italie, 202; d'Allemagne, 203; la France ne pouvait aller faire la guerre en Pologne, 204; affaires d'Orient, 206.

— Discours de M. Thiers sur l'alliance anglaise (1er juin 1836), III, notice, 437; continuité dans les affaires du pays, 439; le gouvernement de Juillet a voulu la paix, pourquoi, 440; ce principe a dirigé sa —, 442; dispositions de l'Angleterre vis-à-vis du gouvernement de Juillet, 443; théorie des alliances politiques, 446; parallélisme des intérêts anglais et français, 449; en Belgique, 450; en Espagne, 451; en Orient, 456; leurs intérêts s'écartent en matière économique, 457; effets de l'alliance franco-anglaise en Europe, 461; discours de M. Thiers sur la —(2 juin 1836), notice, 465; danger des discussions publiques en matière de —, 468; affaires de Cracovie, 469; de Grèce, 474; d'Allemagne, 484; d'Espagne, 492; détails sur la — à suivre en Afrique (1836), 526; discours de M. Thiers sur la — (4 juillet 1836). notice, 595; affaire d'Haïti, 596; des indemnités américaines, 598; d'Espagne, 599; nouvelle théorie des alliances, 601; le développement de la prospérité intérieure est la meilleure manière de s'agrandir, 604; intérêts de la France dans la question d'—, 606; motifs de la — de la France en Espagne, 607; en Allemagne, 612; la France est soustraite à la pression de la Sainte-Alliance, 616.

— Discours de M. Thiers sur la question franco-belge (11 janvier 1839), IV, notice, 301; conséquences de la politique du Cabinet, 304; exposé de l'affaire, 305; question du Luxembourg, 307; nécessité de la régler en faveur des Belges, 320; critique de la politique du Cabinet, IV, 328; discours de M. Thiers sur l'évacuation d'Ancône, notice, 331; engagements pris par la France, 335; politique de M. Casimir Perier, 336; de M. Thiers, 341; critique de la politique du Cabinet, 349; discours de M. Thiers sur la — (16 janvier 1839), notice, 353; la — de la France a-t-elle été unique depuis 1831? 355; exposé des systèmes en présence, 357; le Cabinet a rompu l'alliance anglaise, 360; vues de M. Thiers sur la — en avril 1839, 387; discours de M. Thiers sur la question d'Orient (13 janvier 1840), notice, 413; motifs du discours, 417; système de — possibles dans la question, 418; tendances de la Russie, 420; détails sur le différend entre le sultan et Mehemet-Ali, 426; nécessité de l'alliance anglaise, 447.

— Exposé de la — à suivre par la France en Orient, V, 156; nécessité de l'esprit de suite dans la —, 178; la — du gouvernement de Juillet, jugée par M. Thiers, 290; la France doit chercher des alliés parmi les Puissances secondaires, 659.

— Nécessité pour la France d'une — hardie (1842), VI, 23.

— Discours de M. Thiers sur la — (adresse de 1844), VI, notice, 281; question dominante du moment, 285; causes générales des alliances, 287; développement sur l'alliance franco-anglaise, 288; sa rupture, 293; échecs subis depuis lors par la France en matière de —, 294; avantages de la — fondée sur l'isolement de la France, 297; critique de la — du Cabinet, 299; conséquence du jeu des partis an-

glais pour notre —, VI, 304; occasions qui peuvent refaire l'alliance franco-anglaise, 307; situation en Belgique, 308; en Espagne, 309; en Orient, 313; le Cabinet s'engage trop vis-à-vis de l'Angleterre, 320.
— Sens de la — européenne depuis 1789, VII, 20; discours de M. Thiers sur la — (4 février 1847), notice, 359; difficultés de la situation, 363; affaires d'Espagne, 366; politique de Louis XIV en Espagne, 397; la question de l'alliance franco-anglaise. 408; l'agitation en Italie et les réformes de Pie IX, 420; affaires de Suisse, 422; d'Allemagne, 423.
— Fixité de ses principes généraux, X, 61; discours de M. Thiers, relatif à la — (3 mai 1866), 573: explications du gouvernement dans la question allemande, 573; ses résolutions à l'égard de l'Italie, 574; violation du droit en Europe, nécessité de la paix, 575; spoliation du Danemark, 577; obligations de l'Europe et de la France envers lui, 579; situation des duchés de l'Elbe, 582; droits de l'Allemagne, dans les duchés, 583; examen du traité de 1852, 586; renonciation de la Russie et de la famille d'Augustenbourg, 588; avènement de Christian IX, conflit qui en est la suite, 590; politique de l'Autriche et de la Prusse dans l'affaire des duchés, 592; héroïsme des Danois, 594; situation de l'Europe, influence de l'affaire de Pologne, 595; l'Europe refuse un congrès, pourquoi, 596; le principe des nationalités proposé par la France pour régler l'affaire des duchés, X, 598; délibérations de la Conférence, 599; prétentions des Puissances allemandes, 601; concessions faites par les Puissances, 602; avortement de la Conférence. 604; la Prusse exclut la maison d'Augustenbourg, 606; la convention de Gastein, 608; politique de la Prusse dans le Sleswig, 609; les préoccupations allemandes, 613; principe de sa constitution politique, 615; ambitions de la Prusse, 617; dangers de la reconstitution de l'empire germanique, 618; intérêts de la France à l'empêcher, 619; moyens à employer, 624; nécessité d'arrêter l'Italie dans ses tendances vers la Prusse, 626.
— Discours de M. Thiers sur la — (1867), XI, notice, 1; gravité de la situation, 3; coup d'œil sur notre — depuis Louis XI, 10; quel doit être le véritable rôle de la France. 20; dangers causés par l'ambition de la Russie et de la Prusse. 26; influence de la France en Europe après 1815, 29; erreurs du parti libéral français en matière de—, 32; notamment à propos de la Pologne, 32; de l'Italie, 33; abus du principe des nationalités, 36; ses conséquences possibles, 44; effets produits par cette théorie, 46; unité de l'Italie. 47; de l'Allemagne, 49; exposé de la politique vraie, opposée à la précédente, 54; appréciation du rôle de M. de Bismarck, 58; ses vues en 1866, 59; politique vraie de la France dans le conflit austro-prussien, 62; en 1866, le Parlement voulait la paix, 64; examen de la — du gouvernement en 1866, son caractère, 66; ses

conséquences, XI, 67 ; influence de l'Italie sur les affaires d'Allemagne, 68 ; situation actuelle en Allemagne, 70 ; dangers en Orient, 74 ; intérêt de la France en Orient, 75 ; nécessité de maintenir les Turcs à Constantinople, 77 ; union possible de la Prusse et de la Russie, 79 ; quelle doit être la — de la France, 80 ; son isolement, 84 ; nécessité de l'alliance anglaise, 88 ; second discours de M. Thiers sur la — de la France (18 mars 1867), notice, 93 ; nécessité de préciser la question, 95 ; danger du système des nationalités, 97 ; la — offre un caractère de permanence, 100 ; exemples divers à ce sujet, 102 ; on ne doit pas appuyer la — sur l'idée d'expansion d'un principe absolu, 107 ; procédés d'application de la théorie des nationalités, 113 ; vues des libéraux relativement à l'Italie, 118 ; conséquences de l'unité au point de vue français, 120 ; affaires danoises, 127 ; conséquences au point de vue de l'Allemagne, 136 ; influence du Zollverein, 139 ; de l'unité italienne, 143 ; situation actuelle de l'Europe, 149 ; politique à suivre, 152 ; discours de M. Thiers sur l'expédition du Mexique (9 juillet 1867), notice, 163 ; nécessité de traiter la question, 164 ; ses causes, 167 ; idée de restaurer la monarchie au Mexique, sa valeur, 172 ; expédition commune, 178 ; convention de la Soledad, 183 ; expédition Lorencez, ses résultats, 187 ; rupture entre les puissances intervenantes, 188 ; la France seule au Mexique, 190 ; intervention des États-Unis, 225 ; retraite de la France, XI, 227 ; résumé de la question, 236 ; ses effets sur la situation en Europe, 241 ; autre discours sur l'expédition du Mexique 249 ; nature de l'entente entre les Puissances au début de l'expédition 251 ; discours de M. Thiers sur la question romaine (4 décembre 1867), notice, 256 ; situation du moment, 259 ; principes qui dominent la question, 262 ; politique à suivre en Italie selon M. Thiers, 272 ; définition de la politique de l'équilibre, 275 ; danger de la politique des grandes agglomérations pour la France, 278 ; examen de la politique de la maison de Savoie, 281 ; peut-on intervenir en Italie, 284 ; politique du Piémont après 1859, 287 ; nécessité de défendre la papauté, 300 ; caractère nouveau de la — de la Russie, 319 ; intérêts religieux de la France en Italie, 322 ; politique à suivre à Rome, 329 ; liens entre les questions d'Italie et d'Allemagne, 335 ; conduite à tenir vis-à-vis de l'Italie, 338 ; discours de M. Thiers sur la — (9 décembre 1867), notice, 343 ; conséquences de la théorie des nationalités, 345 ; projets de Henri IV contre l'hégémonie autrichienne, 349 ; politique extérieure de la Révolution, 351 ; rôle vrai de la France, 352, cause des embarras du second Empire, 353 ; nécessité de respecter la paix, 354 ; convention du 15 septembre avec l'Italie, sa portée, 355 ; action des État-Unis sur l'affaire du Mexique, 356.

— Causes du maintien de la paix depuis 1866, XII, 607 ; situation actuelle de la Prusse, 610 ; état

de l'Europe en 1870, XII, 617; politique nécessaire de la France en Allemagne, 621 ; discours de M. Thiers sur la rupture des négociations avec la Prusse (15 juillet 1870), notice, 635; position de la question, 640 ; on a fait droit aux demandes de la France, 642; la guerre est une imprudence, 646 ; elle est due à une faute du Cabinet, 651 ; la France a obtenu satisfaction, 654 ; détails sur l'affaire d'Espagne, 662 ; la — à suivre en la circonstance, 666.

— La — traditionnelle de la France, XIII, 407.

— Situation de 1863 à 1870 au point de vue de la —, XV, 476; négociations du gouvernement impérial dans l'affaire Hohenzollern, 503 ; la France et l'Europe en 1875, 656.

V. *Adresse, Allemagne, Angleterre, Autriche, Danemark, Égypte, Espagne, Mexique, Nationalité, Orient, Plata (La), Prusse, Russie, Turquie.*

POLITIQUE INTÉRIEURE. Du gouvernement de Juillet, en 1830-1831, I, 49 ; critique de la — du gouvernement de Juillet par M. Laurence, 119; réponse de M. Thiers, 120 ; la — financière indiquée par M. Thiers en 1832, 370; nécessité de faire connaître la vérité sur l'état des affaires publiques, 371.

— Discours de M. Thiers sur la — (4 janvier 1834), II, notice, 161 ; réponse aux critiques de l'opposition, 164 ; détails sur la — du gouvernement de Juillet (1834), 190 et suiv.

— Exposé de la — du gouvernement de Juillet à l'intérieur (1836), III, 190.

— Caractères de la — du juste-milieu, IV, 76 ; conflit entre la — de détente et la — de résistance en 1837, 172 ; incidents de la lutte contre le gouvernement personnel sous Louis-Philippe (1839), 270 ; en matière de —, on peut toujours obéir à une conviction, 273; vues de M. Thiers sur la — en avril 1839, 385 ; plan du Cabinet du 1er mars 1840 en matière de —, 462, 494.

— Avis de M. Thiers sur la — en 1841, V, 510 ; en quoi consiste une bonne —, 516.

— Discours de M. Thiers sur la — (Adresse de 1844), VI, notice, 253 ; motif qui inspire le discours, 255 ; demandes de l'opposition, 258; effets de la centralisation sur la —, 263 ; critique de la — du Cabinet, 274.

— La — en 1864, considérations diverses, IX 357.

— Avantages d'une — conduite ouvertement, XI, 471.

— Discours de M. Thiers sur le refus d'une interpellation sur la — (1868), XII, notice, 155 ; nécessité de la liberté de discussion, 156 ; la Chambre doit pouvoir examiner la —, 161 et suiv.; discours de M. Thiers sur la — (2 avril 1869), 271 ; interpellation E. Picard, 271; développement nécessaire de la Constitution, 274 ; divisions des esprits en France depuis 1789, 276 ; questions capables de les concilier, 277 ; effets des principes de liberté, 282 ; nécessité de les appliquer pleinement, 284 ; devoirs de l'opposition, 285 ; attein-

tes à la liberté individuelle, XII, 286 ; nécessité du droit de réunion, 288 ; de la liberté de la presse, 291 ; politique suivie en Angleterre vis-à-vis de la presse, 294 ; utilité de soumettre les procès de presse au jury, 296 ; nécessité de la liberté électorale, 298 ; situation du suffrage universel, 299 ; emploi de la loi sur les circonscriptions électorales, 302 ; organisation du scrutin, 308 ; faits de pression électorale, 311 ; obstacles à l'exercice du droit de réunion, 318 ; nécessité de la liberté entière du Parlement, 320 ; de la responsabilité ministérielle, 325 ; ses résultats, 330 ; situation de la couronne dans le gouvernement représentatif, 333 ; dangers de la responsabilité du souverain, 341.

— Discours de M. Thiers (8 juin 1871) sur l'abrogation des lois d'exil et sur l'élection du prince de Joinville et du duc d'Aumale, XIII, notice, 297 ; motifs de M. Thiers dans l'affaire, 297 ; agitation du moment, 301 ; difficultés de la situation, 303 ; dangers de la présence des princes, 308 ; détails sur le sens et la portée du pacte de Bordeaux, 312; vues de M. Thiers sur la forme du gouvernement, 317 ; craintes dans le pays au sujet du maintien de la République, 325; engagements pris par les princes, 332.

— Discours de M. Thiers relatif à la proposition Kerdrel (29 novembre 1872), XV, notice, 63; exposé général de la — suivie par M. Thiers, 69; comment il a combattu le désordre, 73; ses relations avec l'Assemblée nationale, XV, 82; sa politique contre la Commune, 88; il ne veut pas pousser le pays dans un sens déterminé, 91; réponse de M. Ernoul, 108; réplique de M. Thiers, 109; vote de l'amendement Dufaure, 117; discours de M. Thiers sur la — (24 mai 1873), 171; interpellation du duc de Broglie, 172 ; situation personnelle de M. Thiers, 177 ; caractères de sa politique, 179 ; situation des partis dans l'Assemblée, 180; divisions des partis, 182 ; l'opinion publique est favorable à la République, 183 ; politique imposée par les faits, 186; situation en 1871, 188 ; politique de M. Thiers de 1871 à 1873, 191 ; situation de la France en Europe, 196 ; l'ordre moral et l'ordre matériel, 198 ; question de la forme du gouvernement, 200 ; impossibilité d'établir la monarchie, 206; nécessité de fixer la forme du gouvernement, 207; de conserver le suffrage universel, 210 ; d'établir deux assemblées, 211; forme à donner au pouvoir exécutif, 212 ; question de la dissolution, 214 ; vote de l'ordre du jour Ernoul, démission de M. Thiers, 223; discours de M. Thiers aux délégués républicains de la Gironde (25 mars 1874), XV, notice, 635; impossibilité de proclamer la monarchie en 1871, 636 ; on n'a pu le faire après M. Thiers, 638 ; discours de M. Thiers à Arcachon (17 octobre 1875), notice, 643; situation en 1871, 644 ; impossibilité de rétablir la monarchie, 647; nécessité de la prudence et de la modération, 651 ; dissolution de 1877 et manifeste de M. Thiers

aux électeurs du IXe arrondissement de Paris, XV, 966; situation en 1877, 665; attitude de l'administration depuis 1873, 678; nécessité d'un état gouvernemental stable, 682; pression électorale en 1877, 686; effets d'une réaction aveugle dans le gouvernement, 690; principes de la Constitution de 1875, 694.

V. *Administration, Adresse, Budget, Cabinet. Charte, Constitution, Finances, Gouvernement, Impôts, Liberté, Ministres, Presse, République.*

POLK (le président). Son message aux Chambres américaines (1845), VII, 2 et 6.

V. *État-Unis, Mexique, Texas.*

POLOGNE. Sympathie de M. Thiers pour la —, I, 70; inutilité et impossibilité de la secourir, 71; résolutions du gouvernement à son égard, 78; intérêt qui s'attache à la —, 101; insuccès constants de la — dans le Nord, pourquoi, 102; opinion de Napoléon Ier sur la —, 104; nature de l'intérêt qu'elle excite, 104; la — n'est pas une alliée utile pour la France, 104; motifs de Napoléon Ier pour reconstituer la —, 105; il n'y est pas parvenu, 106; la République n'a pu la refaire, le Cabinet de Versailles pas davantage, 107; impossibilité de la secourir, 108; négociations en sa faveur, leur insuccès, 109; le principe de non-intervention lui est applicable, 110; l'Angleterre refuse d'intervenir en sa faveur, 110; le gouvernement français n'a pas entravé sa résistance, I, 111; influence des clubs sur les opérations militaires, 111; effet des conspirations en Pologne, 129; la France ne pouvait intervenir en — en 1830, pourquoi? 428; ambiguïté des Traités de Vienne en ce qui concerne la —, 430; impuissance de la France vis-à-vis de la révolution de —, 489; intervention de l'opposition en faveur de la Pologne en 1833, 559 et suiv.

— Inutilité de la — au point de vue français, II, 154; la Chambre ajoute un paragraphe en faveur de la — à l'adresse de 1834, 194; causes de l'abstention de la France dans les affaires de — (1833), 199, 204; attitude du gouvernement français vis-à-vis de la —, 306; sa situation vis-à-vis de la France après 1815, 495.

— Impossibilité de la secourir en 1831, IV, 244.

— L'inertie de la France a facilité le partage de la —, VI, 47; son rôle dans la politique russe, 303.

— Effets des négociations entamées pour la — (1866), X, 302; leur inutilité, 399; influence des affaires de — sur la question danoise, 595.

— Dangers et inutilité d'une politique active en faveur de la —, XI, 32.

V. *Angleterre, Autriche, Politique extérieure, Prusse, Russie.*

POMARÉ, reine de Tahiti. Traite avec la France (1842), VI, 337.

V. *Tahiti.*

PONS (M. —, député). Sa proposi-

tion relative aux pensions (1832), I, 402.
V. *Pensions*.

PONT D'ARCOLE. Affaire du — (1833), II, 607.

PONTOIS (M. de). Ambassadeur à Constantinople ; instructions qui lui sont données par M. Thiers en mars 1840, V, 191.

PONTS ET CHAUSSÉES. Augmentation des crédits pour les — (budget de 1835), II, 420.
— Supériorité de l'administration des — en matière de travaux publics, XV, 310.
V. *Budget, Travaux publics*.

POPULARITÉ. L'estime des hommes éclairés vaut mieux que la —, I, 459.

POPULATION. Discours de M. Thiers sur la question du recensement de la — (1842), VI, 99.
— Mouvement de la — rurale vers les villes, X, 417.
— Influence du recrutement sur la —, XIV, 271.

PORTALIS (M. —, pair de France). Son rapport sur la pétition de M. de Montlosier contre les Jésuites, VI, 642.

PORT D'ALGER. Discours de M. Thiers sur le — (1842), VI, 83 ; son importance au point de vue militaire, 98.
V. *Alger, Algérie*.

PORTS MILITAIRES. Rôle des chemins de fer dans la défense des —, IX, 124.

PORTEFEUILLE du Trésor. Sa situation en 1831, I, 34 ; sa composition, son procédé de recouvrement (1832), 338 ; on propose de le négocier, inconvénients de cette méthode, 339.
V. *Budget, Emprunts publics, Finances, Receveurs généraux, Trésor*.

PORTUGAL. La France intervient en —, I, 67.
— Rétablissement de la reine dona Maria en —, II, 192.
— Sa situation commerciale, III, 282.
— Ses engagements vis-à-vis de la quadruple alliance (1834), IV, 33 ; causes de l'échec de don Miguel en —, 66.
V. *Angleterre, Espagne, Intervention, Politique extérieure*.

POSTES. Augmentation des crédits pour le service rural (budget de 1835), II, 420.
— Augmentation de dépenses et extension du service de 1830 à 1836, III, 569.

POTHUAU (l'amiral). Nommé ministre de la Marine (1871), XIII, 8.

POUVOIRS POLITIQUES. Mission des — en France, I, 162 ; les — ont seuls le droit de faire des électeurs, 538.
— Leurs inconvénients, II, 424.
— Opinion de M. Thiers sur l'existence d'un — constituant, VI, 214 ; il réside dans les Chambres, 216.
— Dangers du — absolu, X, 39 ; comment le droit d'initiative peut devenir un pouvoir absolu, 40.

— Proposition Dufaure relative à l'organisation des — (1872), XV, 63 ; votée par l'Assemblée, 117 ; discours de M. Thiers sur les attributions des — (1873), 119.
V. *Charte, Constitution, Politique intérieure, Souverain.*

POUVOIR EXÉCUTIF. Son organisation selon la Charte de 1830, VII, 341.
— Ses caractères en 1851, IX, 100 ; nécessité de lui donner l'initiative en toutes choses, 384.
— M. Thiers chef du —, XIII, 5.
V. *Charte, Constitution, Politique intérieure, Souverain.*

POUVOIR PERSONNEL. On reproche à M. Thiers d'assumer le —, XV, 71 et 153.

POUVOIR TEMPOREL. Exposé de la question de droit dans l'affaire du —, X, 103.
— Discours de M. Thiers relatif au rétablissement du — du pape (1871), XIII, 405.
V. *Papauté.*

POUYER-QUERTIER. (M. —, député). Demande l'établissement d'un droit de 2 francs sur les blés importés (1866), X, 407.
— Interpelle le gouvernement sur les traités de 1860 (1868), XI, 537.

POZZO DI BORGO (le comte). Cité par M. Thiers, IX, 429.

PRÉFACE. Au recueil des discours de M. Thiers, I, 1.
— Aux deux discours prononcés par M. Thiers sur le régime commercial de la France (juin 1851) IX, 277.

PRÉFETS. Traitements et classes des — en 1832, I, 252; leur rôle; nécessité de ces agents, 274.
— Danger de leur laisser l'approbation des arrêtés municipaux portant règlement permanent, II, 216; leur insuffisance pour le contrôle des arrêtés municipaux, 222; caractère de leurs fonctions, 570.
— Incompatibilité de leurs fonctions avec le mandat législatif, VII, 135.
— Leur rôle en matière de chemins vicinaux, XV, 301 et suiv.
V. *Chemins vicinaux, Communes, Conseil général, Département, Maires.*

PRÉLIMINAIRES DE PAIX. Communication de M. Thiers relative aux — (1871), XIII, 17 ; projet de loi, 18 ; résumé des —, 19 ; nécessité de prononcer l'urgence, 21 ; d'une discussion immédiate, 23 ; discours de M. Thiers sur le projet de loi relatif aux —, 33; nécessité d'accepter les —, 35 ; impossibilité de continuer la lutte, 37; situation militaire de la France, 39 ; nécessité de la paix, 42.
V. *Guerre de 1870, Traité de Francfort.*

PRÉROGATIVE. Opinion de M. Sauzet sur la — royale, II, 429.
— Le choix des ministres fait partie de la — royale (1837), IV, 50.
— Du gouvernement et des Chambres en matière financière dans un gouvernement représentatif, V, 589 et suiv.
V. *Cabinet, Charte, Constitution, Pouvoirs politiques, Souverain.*

PRÉSIDENT DU CONSEIL. Frais de représentation alloués au — (1831), I, 250.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. M. Thiers en reçoit le titre, I, VIII.
— Situation du — aux États-Unis, III, 18.
— Proposition Rivet tendant à attribuer le titre de — à M. Thiers (1871), XIII, 453 ; le titre de — décerné à M. Thiers (1871), 479.
— Discussion sur le droit du — de prendre part aux débats parlementaires, XV, 63 ; discussion du projet de loi réglant ses attributions (1873), 119.
V. *Thiers*.

PRESSE. Son influence, I, 164 ; nécessité de réprimer les excès de — (1832), 504.
— Son action sur l'unité nationale, II, 75 ; la — trouve sa répression dans ses propres excès, 181 ; la censure préventive ne vaut rien contre la —, 330 ; son action sur les troubles de Paris et de Lyon (1834), 332 ; son rôle dans les insurrections d'Avril 1835, 343 ; son rôle sous la Restauration, 554 ; son rôle sous un gouvernement représentatif, 560.
— Discours de M. Thiers sur la juridiction de la Cour des Pairs en matière de — (1835), III, notice, 127 ; examen du projet de loi sur la — (1835), 128 et suiv.; nécessité de la liberté de la —, 142 ; liberté dont elle jouit en Angleterre, 142; limites nécessaires de la liberté de la —, 143; discours de M. Thiers sur la législation de la — (incident sur les troubles d'avril, 25 août 1835), notice, III, 159; M. Thiers dégage la responsabilité du gouvernement, 161 et suiv.; la — favorable à la réduction des rentes (1836), 220 ; efficacité de son action au point de vue de la responsabilité des fonctionnaires, 300.
— Sa puissance après 1830, IV, 182; incident relatif aux lois de septembre 1835, 491, 500.
— Son attitude en 1839-1840, V, 268.
— Attitude de la — en 1846, VII, 293.
— Discours de M. Thiers relatif au projet de loi sur la — (24 juillet 1849), VIII, notice, 265; motifs du discours, 266; la liberté illimitée est impossible, 269; effets de la liberté illimitée de la —, 276; rigueurs de la loi du 11 août 1848 sur la —, 277; analyse du projet, 285; la politique modérée s'impose en toutes circonstances, 291.
— Nécessité de la liberté de la —, IX, 371; son action sur le public, 378.
— Rigueur du régime de la — (1865), X, 24; son rôle dans la question romaine, 92; nécessité de la liberté de la —, 346.
— Vanité de ses attaques, XI, 328; discours de M. Thiers sur la liberté de la —, notice, 359; régime du décret de 1852, 359; caractères du projet de 1867, 361; nécessité de certaines libertés politiques, 363; importance de la liberté de la —, 366; souffrances nécessaires de l'humanité et tableau de la marche de la civilisation, 369; nécessité de la liberté de la pensée, 372; nécessité et effets de la discussion, 373; né-

cessité du journal à côté du livre, XI, 374; cautionnement, sa raison d'être, 377; détermination des délits de —, 378; droits de la presse quant aux actes des fonctionnaires, 379; choix du tribunal, 385; nécessité de la publicité des débats, 386; vœu du pays en faveur de la liberté de la —, 390; besoins modernes en matière d'informations, 394; effets des moyens actuels de communication sur l'esprit public, 394; défaut d'une commune mesure pour juger les écarts de la —, 400; nécessité de la liberté, 404; régime de la — en Angleterre, 407; rôle de la — comme organe de la nation, 408; influence de la liberté sur les affaires publiques en 1848, 412; la liberté de la — est liée à la liberté politique, 415; tableau des libertés nécessaires, 416; second discours de M. Thiers sur la liberté de la —, 423; but des lois de septembre 1835, 426; compétence de la Cour des pairs, sa raison d'être; 431; troisième discours relatif à la liberté de la — (8 février 1868), 435; portée des lois de 1835, 437; insuffisance du jury pour certains faits, 439; quatrième discours sur la liberté de la — (15 février 1868), 441; attitude de M. Thiers en 1835 dans la discussion relative à l'article 75 de la Constitution de l'an VIII, 442 et suiv.; ses contrepoids nécessaires, 446; cinquième discours sur la liberté de la —, (21 février 1868), 453; amendement de Janzé, 454; sénatus-consulte du 2 février 1861, sa portée, 457; application faite en 1867, 464; nécessité de permettre la discussion des actes des Chambres, XI, 465; rôle de la — comme organe de l'opinion, 469; utilité de la publicité dans le gouvernement, 471; sa nécessité comme contrepoids du pouvoir parlementaire, 476; esprit de la législation actuelle en matière de —, 481; extension de la jurisprudence, 485; nécessité de compléter la législation, 501; nécessité de relever la —, 505; sixième discours relatif à la liberté de la —, 509; difficulté de limiter le droit de rendre compte des débats des Chambres, 510; mouvement des esprits en faveur de la liberté de la —, 514; pouvoirs réciproques du Sénat et du Corps législatifs en pareille matière, 515; but du Senatus-Consulte de 1861, 515; impossibilité de réprimer complètement la licence de la —, 523; nécessité de préciser la situation au point de vue du compte rendu des séances des Chambres, 530.

— Nécessité de la liberté de la —, XII, 291.

V. *Administration, Angleterre, Liberté.*

PRESSE (des marins). Ses abus, VII, 227.

V. *Inscription maritime, Marine.*

PRÊT. Discours de M. Thiers relatif à un projet d'impôt sur le — hypothécaire (1848), VIII, 29.

— Dangers du — sur titres, XV, 389; le — à long terme, questions y relatives, 449.

V. *Crédit, Impôts.*

PREUVE. Exception de la — en

matière de diffamation contre un agent public, XI, 441.
V. *Administration, Agents du pouvoir, Presse.*

PRÉVOYANCE. Rapport de M. Thiers sur la — publique (1850), VIII, 449; la — et le chômage, 514; absence de la — chez les classes laborieuses, 552; dangers de la — obligatoire, 563.
V. *Assistance, Crédit, Travail.*

PRIM (le général). Sa politique au Mexique, IX, 473.
— Chef de l'expédition combinée contre le Mexique, XI, 180.
V. *Espagne, Mexique.*

PRINCES. On ne juge pas les —, on ne peut prendre contre eux que des mesures politiques, I, 522.
— Discours de M. Thiers sur l'abrogation des lois d'exil contre les — (8 juin 1871), XIII, 297.
V. *Politique intérieure.*

PRINCIPES. Le — de non-intervention à propos de l'Italie, I, 112; les — économiques de M. Thiers, I, 541.
— Les — de 1789 violés par des arrêtés municipaux, II, 215.
— Il n'y a pas de — absolus en politique, IV, 358.
— Le principe des nationalités, ses dangers, X, 150; discours de M. Thiers sur les — de 1789 (1866), notice, 331; leur application à la liberté de la presse, 346; au droit de réunion, 350; à la liberté des élections, 350; au droit d'interpellation, 352; au gouvernement représentatif, 354; situation respective de la liberté et de l'autorité selon les principes de 1789, X, 360; leur origine, 362; la Constitution de 1791, causes de sa chûte, 363; caractères de la Constitution de l'an VIII, 364; les — exclus de la Constitution de l'an VIII, 365; rédaction de la Constitution de 1814, 366; de celle de 1830, 369; triomphe des institutions libérales en Europe, 370; preuve de l'utilité des libertés politiques, 374; leur influence sur les institutions, 375; activité réformiste du gouvernement, 376; danger de certaines combinaisons, affaires d'Italie, 380; de Pologne, 382; nécessité de la liberté pour arrêter les aventures, 388; le — des nationalités mis en avant par la France dans l'affaire des duchés danois, 598.
V. *Politique extérieure et intérieure.*

PRISONNIERS POLITIQUES. Leur nombre (1834), II, 410.
V. *Gouvernement de Juillet, Politique intérieure.*

PRITCHARD (M.). Ses intrigues à Tahiti, VI, 338, 344; saisi et expulsé par M. d'Aubigny, ses réclamations à Londres, 569, indemnité accordée au sieur —, 586; détails de l'affaire — selon M. Thiers (1845), 589.
V. *Politique extérieure, Tahiti.*

PRIVILÈGES. Les — sociaux ont entièrement disparu dans la nuit du 4 août, I, 167; le — politique défini par M. Thiers, 172.
— Certains — commerciaux rétablis par des arrêtés municipaux, II, 65.

— Le privilège de la Banque de France, discours de M. Thiers, V, 1.
— Suppression des divers — en France, X, 43.
V. *Banque de France, Élections, Maires.*

PRIX. Des fers français, anglais et autres de 1814 à 1836, III, 315 et suiv.; de construction des chemins de fer (1836), 340.
— Mouvement des — entre 1814 et 1848, VIII, 74 et suiv.; idées de Proudhon relativement à l'action de la loi sur les —, 86.
— Des denrées courantes, en France et en Angleterre (1851), IX, 229; de la journée d'ouvrier agricole en Russie (1851), 158; du blé en Russie, 152; des sucres indigènes et coloniaux, 552; des transports maritimes, 565.
— Avilissement des — des produits agricoles, X, 420; influence du marché anglais sur les — des produits agricoles, 455; le — de revient des navires construits en France, 499.
— Effets des tarifs douaniers sur les —, XI, 549; des admissions temporaires, 630.
— Effets des grands travaux de Paris sur les —, XII, 248; influence des traités de commerce sur les —, 367; effets des admissions temporaires sur les —, 448; effets de la concurrence internationale sur les —, 586.
V. *Admissions temporaires, Commerce, Industrie, Libre-échange, Protection, Traités de commerce.*

PROCÈS. Des ministres (1830), ses effets sur le crédit public, I, 34; effets de son heureuse issue, I, 35; dangers que pourrait présenter un procès politique intenté à la duchesse de Berry, 524.
— Nécessité de soumettre les — des communes à l'autorisation du conseil de préfecture, II, 70; les — de tendance imaginés par la Restauration, 282; affaire du — des insurgés d'avril, nécessité de construire une salle provisoire pour la Cour des Pairs, opinion de Berryer, II, 445, 485; nécessité du — des insurgés d'avril, 462; discours prononcé à la Chambre des Pairs par M. Thiers relatif aux dépenses du — d'avril (1835), 465; sa nécessité démontrée par M. Thiers (1835), 467.
— Exemples de — de presse sous l'Empire, XI, 485.
V. *Partis, Politique intérieure, Presse.*

PROCÈS-VERBAUX. La publication des — des Chambres est autorisée (1861), IX, 355.
V. *Chambres, Liberté.*

PROCLAMATION. Au peuple et à l'armée (1871), allocution de M. Thiers relative au projet, XIII, 107; proposition Peyrat, 107; nécessité de l'union, 109; intervention de M. Millière, 112.
V. *Commune de Paris, Politique intérieure.*

PRODUCTION. Influence des services publics sur la —, I, 342; sa vraie définition selon A. Smith, application aux dépenses publiques, 342; l'État ne doit pas intervenir dans la —, 343.
— Conséquences d'un impôt sur les

capitaux mobiliers quant à la —, VIII, 36.
— Conditions du bon marché dans la —, X, 489.
— Caractères de la — française, XII, 373.
— Effet des impôts sur la — française, XIV, 89.
V. *Impôts, Industrie, Libre-échange, Protection.*

PROFESSIONS. Leur variété et leur nombre, XIV, 451.
V. *Impôts, Travail.*

PROGRAMME. Du Cabinet du 22 février 1836, discours de M. Thiers, III, 239.
— Proposé pour l'instruction secondaire (1844), VI, 537.
— De M. Thiers en 1871, XIII, 10.
V. *Cabinet, Instruction publique, Politique extérieure et intérieure.*

PROGRÈS. M. Thiers affirme l'existence du — dans les sociétés, I, 159; il doit être graduel, 160; le — ne peut être rapide, 468.
— Réalisé par le pays en 1835, III, 116; sa lenteur nécessaire, 248.
— Il ne peut se réaliser que lentement, VIII, 304.
— Caractère vague de cette expression, IX, 418.
— Sa marche et ses conditions, XI, 369.

PROHIBITIONS. Tendance générale à la suppression des — (1833), I, 544.
— Projet de loi pour lever quelques — douanières (1836), III, 269.
V. *Douanes, Protection.*

PROPAGANDE POLITIQUE. La — par la guerre est une chimère, I, 67; l'exemple d'une liberté sage est la plus belle —, 222; on reproche au gouvernement de Juillet de n'avoir pas fait une — libérale en Europe, 421; la — révolutionnaire interdite par le gouvernement de Juillet, 488.
— Nécessité de repousser les idées de — extérieure (1834), II, 401.
— Le gouvernement de Juillet ne veut pas faire de — au dehors, III, 182; le gouvernement de Juillet ne veut faire aucune —, 461; effets de la — en Allemagne, 491.
— La — révolutionnaire condamnée par M. Thiers, IV, 485.
— La France ne doit pas suivre une politique de —, VII, 497; M. Thiers refuse d'appuyer la — des réfugiés politiques en Suisse (1836), 579.
— Dangers et côtés abusifs de la — extérieure, VIII, 317.
— Dangers de la — au dehors, XI, 107.
V. *Partis, Politique extérieure et intérieure.*

PROPRIÉTÉ. La division de la — approuvée par M. Thiers, II, 49.
— Respect dû au principe de la —, III, 589.
— Le droit de — nié par Proudhon, sa proposition en 1848, rapport de M. Thiers, VIII, 1; revenu de la — foncière en 1821 et 1848, 22; son principe, 63; situation de la — foncière au point de vue du crédit (1848), 112; dette hypothécaire de la —, 113; sa valeur,

VIII, 114; passion du paysan pour la — foncière, 118.
— Importance sociale de la petite propriété. X, 473.
— Poids exagéré des charges fiscales sur la — foncière, XII, 36.
— Charges fiscales qui pèsent sur la —, XIII, 594.
V. *Crédit, Impôts.*

PROSCRIPTION. L'idée de — repoussée par M. Thiers (1871), XIII, 159.

PROTECTION. Difficulté de l'établir au gré de toutes les industries, I, 501; avantages de l'égalité de traitement au point de vue du bien général, 543; nécessité d'une — pour les industries nouvelles, 545; ses limites, 545.
— Le système de la — commerciale a été utile au pays, III, 275; ses effets en Angleterre, 277; effets de la — sur les parties centrales du pays, 282; effet de la — sur les échanges, 284; elle profite à toutes les industries, 288; la — accordée à l'agriculture, 289; accordée aux fers en 1814 et 1822, 315, 345; la — douanière rend difficiles les alliances en Allemagne (1836), 349; la — est nécessaire aux industries françaises (1836), 358.
— Exagérations des intéressés en matière de —, IV, 585; ses résultats en France (1840), 592.
— Diverses applications de la —, V, 649.
— Ses effets en France (1849), VIII, 337.
— Étendue de la — en France (1851), IX, 149; ses effets sur la production de la laine, 167; opinion de Montesquieu sur la —, IX, 174; son influence sur le développement économique de l'Angleterre, 198; procédés de — en Angleterre, 215; la — en Russie (1851), 240; son principe, 242; son influence sur le développement commercial de l'Angleterre, 305; ses effets sur la production du sucre indigène, 545.
— Ses effets sous Colbert, X, 386.
— Son but, XII, 426; nécessité de la — pour l'agriculture, 571; la — ne doit pas être seulement temporaire, 581.
— Vues du gouvernement en matière de — (1872), XIV, 346.
V. *Angleterre, Commerce, Douanes, Industrie, Libre-échange, Traités de commerce.*

PROTESTANTISME. Son principe, X, 101.
V. *Religion.*

PROTESTATION. Des députés de l'Alsace et de la Lorraine contre toute cession de territoire (17 février 1871), discours de M. Thiers, XIII, 1.
V. *Alsace-Lorraine.*

PROUDHON. Rapport de M. Thiers sur sa proposition relative aux impôts et au crédit (1848), VIII, 1; ses idées relatives à l'action de la loi sur les prix, 86; au numéraire, 87.
V. *Crédit, Impôts, Prix, Propriété, Travail.*

PROVINCE. Effet des déclarations de M. Thiers en 1871, sur la —, XIII, 325.
V. *Politique intérieure.*

PRUNELLE (M. —, député). Rapporteur de la loi municipale de 1833, II, 54; ses opinions combattues par M. Thiers, 78, 89; intervient dans la discussion du projet de loi sur les associations, 289.

PRUSSE. Ses motifs pour rester pacifique en 1830, I, 62; sa situation territoriale en 1831 appréciée par M. Thiers, 87; dangers de son intervention en Belgique en 1830, 94; vend des armes à la Russie, la France impuissante à l'en empêcher, 109; sa situation militaire expliquée par M. Thiers (1831), 202; comparée à celle de la France, 203; ses forces militaires disponibles en 1831, 215; les frais d'entretien de son armée aussi élevés qu'en France (1831), 278; dépenses militaires de la — (1832), 357; la — n'a pas voulu interposer sa médiation en Pologne en 1830, 430.

— Ses relations douanières avec les petits États (1834), II, 302.

— Effets de la levée des tarifs prohibitifs en —, III, 269; prend une grande situation en Allemagne par le Zollverein, 345; causes des variations de sa politique vis-à-vis de la France, 448.

— Son attitude vis-à-vis de la France en 1840, V, 233; la — et l'Autriche auraient pu être amenées à faire des concessions dans la question d'Égypte, après le traité du 15 juillet 1840, 563.

— Son rôle dans les affaires d'Orient en 1840-1841, VI, 6; sa situation vis-à-vis de la France avant et après 1830, 11.

— Sa politique avant et après 1789, VII, 21.

— Détails sur son système militaire (1848), VIII, 184.

— La Prusse et l'affaire des côtes du Riff, IX, 456.

— Ses tendances à unifier l'Allemagne (1865), X, 64; permanence de son alliance avec la Russie, 67; violation des droits du Danemark par la —, 578; la politique de la — dans l'affaire des duchés danois, 592; ses ambitions en Allemagne (1866), 617; elle trouve un appui en Italie, 618; langage qu'il faut tenir à la — (1866), 623.

— Ses succès en Allemagne, XI, 1; dangers et but de son ambition après 1815, 26; son attitude dans la question danoise, 55; conséquences possibles de la guerre entre la — et l'Autriche (1866), 60; motifs qui la portent vers l'alliance russe, 79; son rôle dans la Révolution française, 103.

— Forces militaires de la — après 1867, XII, 611; discours de M. Thiers sur la rupture des relations avec la — (15 juillet 1870), notice, 635; déclaration Émile Ollivier, 637; démarches de M. Benedetti, 638; nécessité de laisser aux Chambres le temps de la réflexion, 640; défaut d'une cause sérieuse de guerre, 644; inopportunité d'un conflit, 646; politique de la — en Espagne, attitude de l'Europe, 647; réplique de E. Ollivier, 650; la guerre, suite d'une faute du Cabinet, 651; imprudence de la politique de la —, 652; position vraie de la question, 654; cause réelle de la guerre, 664.

— Causes de son succès en 1870, XIV, 213.
— Politique suivie vis-à-vis de la — en 1870, XV, 492; politique de la — en cette occasion, 497.
V. *Allemagne, Autriche, Danemark, Guerre de 1870, Italie, Orient, Politique extérieure, Pologne, Russie.*

PUBLIC. Le goût du — français en matière dramatique vers 1836, III, 420.
V. *Théâtres.*

PUEBLA. Insuccès de l'armée française à — (1862), IX, 487.
— Échec de —, ses résultats, XI, 190; prise de — (17 mai 1863), 193.
V. *Mexique, Politique extérieure.*

PUISSANCES EUROPÉENNES. Leurs raisons pour rester en paix avec la France (1831), I, 210; forces disponibles des diverses — en cas de guerre avec la France (1831), 215; par respect pour la paix, elles ont fait des concessions à la France (1831), 223; les — ont un intérêt général et commun d'ordre social, son importance, 442.
— Intervention des — dans les affaires d'Orient en 1840, IV, 436.
— La France doit chercher des alliés parmi les — secondaires, V, 659.
V. *Allemagne, Angleterre, Autriche, Égypte, Italie, Orient, Politique extérieure, Prusse, Russie, Turquie.*

PUISSANCE POLITIQUE. — Véritables bases de la — I, 106.
V. *Politique intérieure.*

PURVIS (le commodore). Son rôle dans les affaires de La Plata, VI, 382.
V. *Plata (La).*

PYAT (M. Félix —, député). Incident entre — et M. Thiers (12 juin 1849), VIII, 482.

Q

QUADRUPLE ALLIANCE. Ses mesures relatives à la fermeture de la frontière des Pyrénées (1835), III, 112; ses dispositions, 179; questions relatives à la — (1836), 466.
— La — de 1834 complétée en 1836, IV, 2; motifs du gouvernement français pour entrer dans la — de 1834, 32; son effet dans la Péninsule, 34; son effet en France, 35; sens du traité selon M. Thiers, 53; conséquences de son inexécution, 56; opinion du duc de Frias sur sa portée, 91; sa portée selon M. Molé, 215; l'esprit du traité de la — selon M. Thiers, 237; le gouvernement demande à faire partie de l'alliance contre don Carlos et don Miguel, 240.
— Dérogations faites par l'Espagne aux clauses de la — (1840), VII, 379.
V. *Angleterre, Espagne, Portugal.*

QUARANTE-CINQ CENTIMES. Détail sur l'impôt des —, IX, 591.
V. *Impôts.*

QUATRE SEPTEMBRE. Circonstances de la révolution du —, XV, 525, 529, 574.

QUESADA (le général). Sa mort, IV, 51.

QUESTEURS. Proposition des — relative au droit de réquisition directe, discours de M. Thiers, IX, 311.
V. *Empire, Politique intérieure.*

QUESTION DE CABINET. Exposé de la formation d'une —, II, 173.
V. *Cabinet.*

QUESTION. D'Allemagne.
V. *Allemagne, Autriche, Danemark, Politique extérieure, Prusse.*
— D'Espagne.
V. *Angleterre, Espagne, Politique extérieure, Portugal, Quadruple alliance.*
— D'Italie.
V. *Allemagne, Autriche, Italie, Papauté, Politique extérieure, Prusse, Rome.*
— D'Orient.
V. *Angleterre, Autriche, Égypte, Orient, Politique extérieure, Prusse, Russie, Turquie.*
— De Pologne.
V. *Cracovie, Politique extérieure, Pologne.*
— De Rome.
V. *Italie, Papauté, Politique extérieure, Rome.*

QUINCAILLERIE. Les droits de douane sur les fers ont peu d'influence sur la —, III, 319.
V. *Fers, Industrie, Libre-échange, Protection.*

R

RACHATS DE RENTES. Par l'amortissement, taux moyen sous la Restauration, I, 393; il est équitable de racheter plus cher qu'on n'a émis, I, 394; les rachats s'appliquent de préférence aux petites coupures, 394.
V. *Amortissement.*

RADICALISME. Le — dénoncé à l'Assemblée nationale (1872), XV, 63, 109.
V. *Partis, Politique intérieure.*

RAILS. Discours de M. Thiers sur l'introduction de rails étrangers (1836), III, 331.
V. *Fers, Industrie, Libre-échange, Protection.*

RAMBUTEAU (M. le comte de). Son administration à Paris, XII, 176.

RANC (M.). Effets de son élection à l'Assemblée nationale (1873), XV, 171.

RANCÉ (M. de —, député). Présente un ordre du jour dans l'affaire de la Plata (1849), VIII, 384.
V. *Plata (La).*

RAPATRIEMENT. Question du — des marins français, X, 507, 511.
V. *Marine, Marins.*

RATTI-MENTON (M.). Affaire de — à Damas (1840), V, 79.
V. *Syrie.*

RAUDOT (M. —, député). Parle sur le budget de 1872, réponse de M. Thiers, XIV, 159.
V. *Budget, Finances.*

RAVINEL (M. de —, député). Sa proposition relative à l'installation des services ministériels à Versailles, XIII, 291.

RAYNEVAL (M. de —, ambassadeur à Madrid). Son avis sur les affaires d'Espagne, V, 278.
V. *Espagne, Intervention, Quadruple alliance.*

RÉACTION. Faite dans la politique du gouvernement en 1846, VII, 262.
V. *Gouvernement de Juillet, Politique intérieure.*

RÉALIER DUMAS (M. —, député). Ses propositions relatives au budget de 1832, I, 297; ses projets de réforme financière appréciés par M. Thiers (1832), 329.
V. *Budget, Finances, Impôts.*

RECENSEMENT. Discours de M. Thiers sur la question du — (1842), VI, notice, 99; défauts du — de 1841, 105; raisons pour assurer aux agents du — l'appui des maires, 128.
V. *Population.*

RECETTES. Réalisées en 1831, probables pour 1832, I, 305.
— Chiffre réel du budget des — (1833), II, 30.
— Montant des — du Trésor en 1835, III, 570.
— La progression des — de 1830 à 1840, V, 550.
— Détail et insuffisance des — ordinaires en 1848, VII, 446.
— Détail des — pour 1866, X, 237; causes des excédents de — sur les impôts indirects, 323.
— Situation des — en 1868, XII, 35; progression des —, arrêt probable (1868), 146.
V. *Budget, Finances, Impôts.*

RECEVEURS GÉNÉRAUX. Leur rôle en 1830, I, 54; bonne organisation du service en 1831, 258; on propose de supprimer leurs bonifications (1832), 335.
— Le syndicat des — en 1825, IV, 105; sa liquidation, 114.
— Leur rôle, V, 36.
V. *Finances, Gouvernement de Juillet, Payeurs-généraux.*

RECEVEURS PARTICULIERS. On propose de supprimer leurs bonifications (1832), I, 335.
V. *Finances.*

RECHBERG (le comte de). Se retire du ministère autrichien à la suite de l'affaire des duchés danois, X, 20.

RÉCOLTES. Les belles — du siècle, X, 438.
V. *Agriculture.*

RECRUTEMENT DE L'ARMÉE. La statistique du — exposée par M. Thiers (1831), I, 199.
— La question du remplacement, traitée par M. Thiers (1848), VIII, 161.
— Détails sur les conditions du — XIII, 569.
— Nouvelles observations sur ce sujet, XIV, 193, 267; inconvénients du — régional, 222.
V. *Armée.*

REDEVANCES. Payées par les concessionnaires de mines (1832), I, 347.
V. *Mines.*

RÉFORMATION. Des actes des com-

munes dans un délai fixe, difficultés de ce système, II, 247.
V. *Communes, Conseils municipaux, Maires.*

RÉFORMES. Dans l'organisation financière et dans les ministères en 1831, I, 27; la — parlementaire en Angleterre, appréciée par M. Thiers, 83; la — religieuse, cause de guerre, pourquoi, 86; la — parlementaire en Angleterre, consentie par la Pairie, 167; les projets de — administratives appréciés par M. Thiers en 1831, 260.
— Le gouvernement a plus d'intérêt que l'opposition à faire de bonnes —, II, 46; nécessité de refuser la — électorale (1834), 400; la — parlementaire est généralement acceptée en Angleterre (1834), 415.
— Demandée au Pape en 1831, IV, 340; état de la question de la — électorale en 1840, 482, 501.
— Opinion de M. Thiers en matière de —, VII, 98; la question des — et l'adresse de 1848, six discours de M. Thiers (Janvier-Février 1848), 429 et suiv.; urgence de la réforme parlementaire selon M. Sallandrouze (12 février 1848), 597.
— Accordées par Pie IX en 1849, VIII, 322.
V. *Angleterre, Gouvernement de Juillet, Italie, Liberté, Papauté, Politique intérieure.*

RÉFRACTAIRES. Les conscrits — insurgés dans l'Ouest en 1830, I, 138.
V. *Gouvernement de Juillet, Politique intérieure.*

RÉFUGIÉS POLITIQUES. Secours prévus au budget de 1832 pour des —, I, 229.
— Conduite des — en Suisse, IV, 4; leur situation d'après le droit d'asile, 7.
— Incursions des réfugiés en Suisse sur les territoires voisins (1836), VII, 578.
V. *Droit d'asile.*

RÉGENCE. Discours de M. Thiers sur la — (20 août 1842), VI, notice, 205; les — ont été nombreuses en France, 207; but d'une —, principe de son pouvoir, 221; étendue des pouvoirs qu'il est bon d'attribuer à la —, 228; dangers de la désignation d'une — par élection, 229; nécessité d'en fixer d'avance l'ordre et les conditions, 229.
V. Gouvernement de Juillet, Politique intérieure.

RÉGICIDE. Impuissance des lois préventives contre le —, IV, 192.

RÉGIES FINANCIÈRES. Action des agents des — dans les élections, IX, 432.
V. *Élections.*

RÉGIME COMMERCIAL de la France. Proposition Sainte-Beuve sur le —, discours de M. Thiers (1857), IX, 135.
V. Commerce, Régime économique.

RÉGIME ÉCONOMIQUE de la France. Discours de M. Thiers (1868), XI, 537; comment il a été changé en 1860, 565.
— Discours de M. Thiers sur le —,

XII, notice, 421 et suiv.; nécessité d'assurer la prospérité du pays, 423; but de la protection, 426; effets de la protection en Angleterre, 429; action de Colbert sur l'industrie, 430; politique économique des colonies anglaises, 431; des États-Unis, 432; état des diverses industries françaises, 437; industries textiles, 438; avantages économiques de l'Angleterre, 440; de la Suisse, 445; insuffisance des tarifs, 447; effets des admissions temporaires. 447; crise du coton en Normandie, 455; dans le Nord, 456; déclin de l'industrie linière, 458; son rétablissement en France, 459; effets des traités de commerce, 461; situation de l'industrie de la laine, 461; taux véritable des droits perçus à la douane, 464; erreurs d'évaluation, 465; draperie, concurrence étrangère, 467; métallurgie, 470; effets des acquits-à-caution, 474; agriculture, 478; question des céréales, 485; marine marchande, 489; résultats du manque de fret, 492; surtaxes, leur définition, 493; effets de leur suppression, 494; comparaison du mouvement du commerce pendant diverses périodes, 499; difficultés de la lutte contre la concurrence anglaise, 508; situation spéciale de la France, 515; de l'Angleterre, 516.

V. Commerce, Industrie, Libre-échange, Protection, Traités de commerce.

RÉGIME REPRÉSENTATIF. Le —, but constant des efforts de M. Thiers, I, 1 et suiv.

— Bases du régime représentatif, XV, 102; ses caractères, 156.

V. *Gouvernement de Juillet, Gouvernement représentatif, Liberté, Politique intérieure.*

RÉGIMENTS. Nombre et rapport avec les effectifs des — de l'armée française à diverses époques, V, 599.

V. Armée.

RÈGLEMENT. Du budget de 1828, discours de M. Thiers, I, 1 et suiv.; projet de — de la comptabilité publique, 9.

— Abus des — municipaux par les maires, II, 63; qui doit approuver les — permanents établis par arrêtés des maires, 214.

— Nécessité des — maritimes, X, 505 et suiv.

— Discours de M. Thiers sur le — du Corps législatif (1870), XII, 405.

V. *Adresse, Budget, Maires, Marine, Traités.*

RELIGION. La — d'État n'existe pas dans la Charte de 1830, I, 122; la — catholique ne peut subsister en France sans le secours pécuniaire de l'État, 354.

— Son influence, IV, 339.

— la question de la — dans les collèges publics (1844), VI, 525; son importance dans la société, 560; nécessité de la protéger, 656.

— La — peut vivre d'accord avec la philosophie, VIII, 446.

— Rôle de la — en matière d'influence politique, X, 107.

— Sa nécessité comme sanction de la morale, XI, 303; nécessité de

ménager spécialement la — nationale, XI, 317.
V. *Angleterre, Clergé, Congrégations, Instruction publique, Jésuites, Pape, Philosophie.*

REMBOURSEMENT des dettes publiques, il faut y pourvoir pendant la paix, I, 289.
— La clause de sauvegarde appliquée au — des fonds des caisses d'épargne, IV, 102.
V. *Amortissement, Caisses d'épargne, Dette publique, Rentes.*

REMILLY (M. —, député). Sa proposition relative aux députés fonctionnaires (1840), IV, 529.
V. *Elections, Politique intérieure.*

REMISES ET BONIFICATIONS. Aux agents financiers, on propose de les supprimer (1832), I, 335.
V. *Receveurs généraux et particuliers.*

REMPLACEMENT MILITAIRE. Discours de M. Thiers sur le — (1848), VIII, notice, 161 ; il a des partisans autorisés, 162; vices du système actuel, 165 et suiv.
V. *Armée.*

RÉMUSAT (M. de —, député). Nommé ministre de l'Intérieur (1840), IV, 462.
— Sa proposition relative à la formation du nouveau ministère, discours de M. Thiers (1851), IX, 59.
— Assiste M. Thiers à Versailles, (1870), XV, 560.

RENTE. La — loyer de l'argent, sa justification par M. Thiers, VIII, 92.

RENTE DU SOL. La — définie par Proudhon, VIII, 7.

RENTES. Baisse des — en 1831, I, 14; les — perdent 20 0/0 sur le capital (1831), 19; M. Pagès propose d'établir un impôt sur la — (1832), 298; il est équitable de racheter les — plus cher qu'on ne les a émises, 394; leur situation en 1833, 561.
— La loi défend d'imposer les —, II, 37.
— Proposition de M. Jouin relative à la réduction des — (1836), discours de M. Thiers y relatif, III, 197; origines des — appartenant aux communes, 209; bénéfices des porteurs de — entre 1814 et 1836, 213, 224; discours de M. Thiers sur la conversion des — (1836), 249; déclassement des — par suite d'une menace de conversion, 263.
— Situation de la — en 1825, IV, 106; en 1830, 107 ; la conversion des — empêchée par la crise en 1836, 115; discours de M. Thiers sur la conversion (1840), 521 et suiv.
— Discours de M. Thiers relatif à la conversion des — (1840), V, 49; effet produit sur le cours de la — par le traité du 15 juillet 1840, 299.
— Délai nécessaire pour le classement des — (1842), VI, 150.
— On ne peut imposer la —, pourquoi, VIII, 37.
— Question de l'annulation des — rachetées par l'amortissement,

X, 215; influence de l'amortissement sur les cours, 274, 290.
— Réponse de M. Thiers à deux questions relatives aux émissions de — (8 mars 1871), XIII, 51.
V. *Amortissement, Conversion, Crédit public, Dette publique, Emprunts, Finances.*

RÉPARTITION. Projet de 1832 pour la — des contributions directes, VI, 99; mode de — des taxes directes, 105.
V. *Impôts.*

REPRÉSENTATION NATIONALE. Le défaut de — est le vice radical de la législation du premier Empire, I, 479.
V. *Empire, Liberté, Napoléon Ier, Politique intérieure.*

RÉPRESSION. Nécessité d'une — modérée contre les excès de la presse et les conspirations, II, 183; comment un gouvernement régulier doit user de la —, 483.
V. *Politique intérieure, Presse.*

RÉPUBLIQUE. Résumé de l'opinion de M. Thiers sur la — après 1871, I, VIII; la — française n'a pu refaire la Pologne, 107; dangers des mutations de pouvoir sous la —, 156; la première — a été obligée de choisir ses agents à l'extérieur parmi des hommes spéciaux, pourquoi, 351.
— Elle a été essayée pendant la Révolution, résultats de cette expérience, II, 279; la France n'en veut pas, 280; l'établissement de la — est le but des insurgés d'avril (1834), 364.
— Son impossibilité (1842), VI, 250.
— M. Thiers déclare l'accepter sans l'avoir désirée (1848), VIII, 59; ses chutes au 9 thermidor et au 8 brumaire, 297; son principal avantage en 1850, 608; rôle du parti conservateur dans la — de 1848, 684.
— Idées de M. Thiers sur la — en 1848, IX, 102; il faut en faire un essai loyal, 105.
— Situation du parti républicain en 1871, XIII, 92; la — acceptée comme gouvernement de fait (1871), 315; la monarchie doit être au fond une —, 319; la — n'a jamais réussi aux mains des républicains, 328, 627.
— Incident relatif à cette forme de gouvernement (1872), XIV, 519; la — doit être conservatrice, 523.
— La — acceptée en France (1872), XV, 26; elle doit être conservatrice, 28; nécessité de l'admettre en fait en 1871, 84; M. Thiers promet de la maintenir pendant la durée de son pouvoir, 89; la — imposée par les faits en 1871, 132; elle existe de nom et de fait, 159; inutilité de proclamer la — à titre définitif (1873), 162; l'opinion publique favorable à la — (1873), 183; M. Thiers décidé pour la —, 203; impossibilité de détruire la — en 1871, 636; motifs pour la conserver, 639, 646, 650, 676; définition de la bonne —, 683 et suiv.
V. *Politique intérieure.*

RÉQUISITION DIRECTE (Droit de).
V. *Assemblée nationale de 1848.*

RÉSISTANCE. La politique de — a amené la chute de trois dynasties, XV, 690.
V. *Politique intérieure.*

RESPONSABILITÉ. La — ministérielle est absolue, II, 169; elle se continue jusqu'à la constitution d'un nouveau Cabinet, 515; comment elle se répartit entre le Cabinet sortant et le Cabinet entrant, 531; discours de M. Thiers sur la — ministérielle, 549; appréciation de la portée de l'article 75 de la Constitution de l'an VIII, 550, 553, 565.
— Discours de M. Thiers sur la — des ministres et agents du pouvoir, III, 295; comment on a appliqué l'article 75 sous le régime de Juillet, 308; M. Thiers revendique la — de ses opinions économiques (1836), 357.
— Discours de M. Thiers sur la — ministérielle (1839), IV, 367 et suiv.; sa nécessité, 376.
— Comment il faut comprendre la — ministérielle, VII, 297; nécessité de la — chez les ministres, 349.
— Nécessité de la — ministérielle pour assurer la liberté politique, IX, 356, 387, 391.
— Nouvelle affirmation de la nécessité de la — ministérielle, X, 17, 34.
— Détails historiques sur la — ministérielle, XII, 325; on peut l'établir sans reviser la Constitution, 330.
— Discussion sur l'établissement de la — ministérielle (1872), XV, 63; amendement de M. Dufaure y relatif, 117; la — des assemblées électives, XV, 319; responsabilité des agents administratifs, XV, 320.
V. *Agents du pouvoir, Cabinet, Ministres.*

RESTAURATION. La politique intérieure de la — comparée à celle du gouvernement de Juillet, I, 126; causes de l'accroissement des charges financières, 295; ses agents ne se sont pas réfugiés dans l'administration (1832), 299; la — réduit le budget de la marine, résultats, 358; effets d'une augmentation décidée en 1820, 360; dettes qui lui ont été léguées par l'Empire, 365; ses caprices politiques lui ont fait dévorer les fruits de la paix, 366; faveurs financières accordées par la — aux émigrés, 367; les excédents de recettes sous la —, 390; causes de l'augmentation des pensions sous la —, 406; la — s'est honorée en respectant tous les engagements antérieurs, 420; la — a commis des actes de violence à son début, 478; sa faute principale est d'avoir méconnu la nécessité de suivre la majorité parlementaire de 1828, 480; le gouvernement de Juillet a rompu complètement avec la —, 494; la — était matériellement une monarchie représentative, 496; la dynastie de la — est étrangère à la France depuis plus d'un siècle, 516; la — a été fidèle à ses engagements financiers, 568.
— Elle a conservé l'organisation impériale, II, 104; prospérité matérielle du pays sous ce régime, 104; la — a imposé des dépenses extraordinaires aux communes, 111; elle a pris part

à l'émancipation de la Grèce sous l'inspiration du pays, II, 146: oppression politique organisée par la —, 147; elle était le gouvernement de l'étranger, 157; la — a été un gouvernement de droit, comment elle a perdu ce caractère, 158; son respect pour le droit d'association, 250; la — appréciée par M. Thiers, 280, elle se dit fondée sur le droit divin, 284; la — comparée au régime de Juillet, 285; ses erreurs font prévoir une révolution, 406; M. Thiers la compare au régime actuel, 422; son principe, 449; la — appréciée par M. Thiers, 449; mauvaise influence du clergé sous la — 452; sa rigueur opposée à la clémence du gouvernement de Juillet, 453; la — a eu besoin d'un appui étranger, 455, 463; elle a rendu la Révolution nécessaire, 457; facilités données à la —, 459; influence de l'étranger sur la —, 464.

— Son attitude dans l'affaire des indemnités dues aux États-Unis, III, 4; ses efforts pour éluder la question de l'indemnité due aux États-Unis, 30; dépenses de police sous la —, 106; rigueur de ses répressions politiques, 157; sa politique vis-à-vis de l'Espagne, 182; la — a dû s'appuyer sur la Sainte-Alliance, 554; la — a usé souvent des crédits supplémentaires, 555; les budgets de la — comparés aux budgets actuels, 535; la — obligée de se racheter vis-à-vis de l'étranger, 573; ses budgets comparés à ceux du gouvernement de Juillet, 583; ses fautes, 587; bonnes choses faites sous la —, 588; influences qui pesaient sur la Restauration, III, 616.

— Importance qu'elle attache aux affaires d'Espagne, IV, 27; résultats de sa politique en Espagne, 261; ses fautes, 292; sa lutte aveugle contre l'opposition, 489.

— Lois de la — relatives aux congrégations religieuses, VI, 636.

— Sa répulsion pour l'unité administrative, VII, 51; elle y revient bientôt, 53; ses idées sur la situation à donner à la marine, 172.

— Origines de la Pairie sous la Restauration, X, 50.

— M. Thiers justifie les traités de commerce conclus par la —, IX, 191.

V. *Administration, Algérie, Amortissement, Budget, Crédit public, Espagne, Finances, Grèce, Impôts, Politique extérieure et intérieure.*

RETENUES. Opérées pour constituer un fonds de retraites des fonctionnaires, reconnues insuffisantes dès 1818, I, 237.

— Élévation du taux de — sur les salaires avec le système de l'assurance obligatoire, VIII, 568; calcul des résultats à prévoir, 572; peut-on établir une — obligatoire sur le salaire des ouvriers, 575.

V. *Assistance, Pensions.*

RÉUNION (Ile de la). Causes temporaires de sa prospérité, IX, 537.

V. *Colonies.*

RÉUNION. Nécessité du droit de —, X, 350.

V. *Liberté.*

REVANCHE. Doit-on parler de — (mars 1872), XIV, 176; indication de la meilleure —, 190.
V. *Politique extérieure.*

REVENU. Évaluation du — foncier en France en 1831, I, 39.
— Discours de M. Thiers contre l'établissement d'un impôt sur le luxe et le — (1833), II, notice, 21; l'impôt sur le — est révolutionnaire en principe, 23; difficulté d'établir le — imposable de chacun, 39; il n'y a aucun moyen pratique de connaître les — privés, 40.
— Chiffre du — foncier en 1821 et en 1848, VIII, 22; l'impôt sur le —, ses caractères, 39 et suiv.; état du — de la propriété foncière (1848), 114.
— Inconvénients de l'impôt sur le revenu, X, 253.
— L'impôt sur le — ne peut donner que de mauvais résultats, XIII, 399.
V. *Impôts.*

RÉVOLUTIONS. La loi seule termine les —, I, 131; effet limité des —, 176; les — de 1789 à 1830 ont allégé les charges publiques, 363, 366; dans quelles conditions elles sont légitimes, 513.
— Leur effet sur les dépenses publiques, II, 419.
— Elles sont toujours coûteuses, III, 552; les — entraînent des augmentations de dépenses, 571.
— Les causes et les bases de leur succès, V, 361; conditions qui les font réussir, 418.
— Leurs effets sur l'industrie, VIII, 513.
— Conséquences ordinaires de toute révolution, XIII, 319.
V. *Politique intérieure.*

RÉVOLUTION DE 1789. Ses principes ont été une cause de guerre, pourquoi, I, 86; elle a fait la guerre avec des troupes disciplinées jusqu'à Jemmapes, 91; elle fut imprudente en attaquant le catholicisme, 115; son principe était de détruire, 123; son effet en Europe, 442.
— Son œuvre en matière d'impôts, II, 24; son action sur l'unité française, 73; sa grandeur et son utilité, 166; la — a marché trop vite, 188; son véritable esprit, 221; son rôle en matière administrative, 235; la — n'a été finie qu'en 1830, 398; ses résultats, 398; nécessité de la diriger, 400.
— Précautions légitimes des souverains contre la —, IV, 254; elle mérite le respect, 484.
— Comment elle a pu tenir tête à l'Europe, V, 324; la — louée par M. Thiers, 403; elle a été sauvée par Napoléon, 403.
— État de l'enseignement sous la —, VI, 465.
— Ses effets sur la politique européenne, VII, 20; vulgarisation de ses principes, 21.
— Rôle de l'échafaud et du papier-monnaie pendant la —, VIII, 110.
— Elle a établi l'égalité de l'impôt en France, IX, 147; causes de sa durée en France, 402.
— Elle a travaillé à affranchir l'État de la domination de l'Église, X, 98; ses deux buts, 340 et suiv.; son influence en Europe, 372.
— Politique extérieure de la —, XI, 102, 351.

— Son influence sur les esprits en France, XII, 276.
— Son action sur le système fiscal de la France, XIII, 581.
— Ses principes en matière d'impôts, XIV, 430.
— Son œuvre morale, XV, 30; grandeur et durée de son action, 661.
V. *Assignat, Crédit public, Finances, Impôts, Politique extérieure et intérieure.*

RÉVOLUTION DE 1830. Ses véritables causes, I, 40; elle a donné au pays la réalité du gouvernement représentatif, 41; son véritable but, 47; elle ne rend pas la guerre nécessaire, 87; son système et ses principes exposés par M. Thiers, 122; l'Europe craint une nouvelle — après 1830, 145; la France a eu la gloire de faire une — pacifique, 222; pensions accordées aux combattants de la —, 404; elle est restée pacifique, conséquences de ce fait, 423; ses conséquences à l'extérieur, 424; conséquence de la — en Italie (1832), 436; alarme qu'elle a répandue en Europe, 442; la — a produit très peu d'hommes, 457; son caractère, sa modération, 478; effet qu'elle a produit au dehors, 487; l'arrestation de la duchesse de Berry n'a pas eu pour but de donner un gage à la —, 495; elle était juste et nécessaire, 514; la — a détruit le système de la Sainte-Alliance, 557.
— Ses résultats, II, 417 et suiv.; apologie de la — par M. Thiers, 446; on redoute la — en France en 1830, 451.
— Son effet sur l'Europe, III, 441; le gouvernement de Juillet ne peut porter la révolution nulle part, III, 461; bilan de la —, 567, son effet en Angleterre, 602.
— La monarchie de Juillet représente une —, IV, 483.
— Sentiments des Puissances à son égard (1840), V, 232.
— Accueil fait à la — en Angleterre, VI, 288; la — et l'Église, 563.
V. *Adresse, Angleterre, Gouvernement de Juillet, Liberté, Politique extérieure et intérieure, Travail.*

RÉVOLUTION DE 1848. Ses effets sur la situation financière, VIII, 29 et suiv.; son contre-coup en Italie, 203; sympathie des peuples pour la —, sa valeur en cas de conflit avec l'Europe, 214.
— Son effet en Europe, XI, 103; sa politique extérieure, 104; effets de la liberté sur la —, 413.
V. *Assistance, Crédit, Politique extérieure et intérieure.*

RÉVOLUTIONS D'ANGLETERRE. Leur rôle et leur influence sur la formation politique du pays, I, 123.
V. *Angleterre.*

RÉVOLUTION D'ESPAGNE. Attitude du gouvernement de Juillet vis-à-vis de la —, III, 185.
— Périodes de — en Espagne, IV, 29; conséquences de la — de 1836, 50; effets de l'absence de centralisation sur les — en Espagne, 226.
V. *Espagne.*

REY (le capitaine). Assassiné pendant les journées d'avril 1834, II, 355.
V. *Procès d'avril.*

RHIN. Le — fermé aux importations hollandaises en France, V, 635; causes de cette interdiction, 637.
— Activité de la navigation à vapeur sur le — (1842), VI, 168.

RIBEIRA. Soutenu par la France à Montevideo, IV, 556.
V. *Plata (La)*.

RICARDO. Cité dans une discussion sur l'amortissement (1832), I, 392.

RICHARD (M. Maurice —, ministre des Beaux-Arts). Son attitude dans l'affaire Hohenzollern (1870), XV, 501.

RICHELIEU (le Cardinal de). Sa politique en Allemagne, III, 467.
— Caractères de sa politique, XI, 15.
V. *Allemagne, Politique extérieure*.

RICHELIEU (M. de). Son opinion sur la liquidation des créances pour et contre la France après 1815, II, 495.
V. *Finances*.

RICHES. Les — fournissent la moindre partie du revenu de l'État, VIII, 579.
V. *Impôts*.

RICHESSE PUBLIQUE. Le poids des charges publiques est en raison de l'état de la —, I, 295; la — ne s'accroît pas aussi vite que la dette, 383.
— La division des fortunes est une chose désirable, II, 35.
— Augmentation régulière de la richesse en France, III, 573.
— Exposé des caractères vrais de la —, VIII, 13.
— Ce qu'il faut entendre par —, IX, 650.
V. *Finances, Impôts*.

RIÉGO. Supplicié en présence de l'armée française en 1823, III, 186, 455.
V. *Espagne*.

RIFAAT-BEY. Incident relatif à — (1840), V, 306.
V. *Orient*.

RIFF. Affaire survenue sur les côtes du — à un bateau prussien, IX, 456.

RIGNY (l'amiral de). Nommé ministre des Affaires étrangères (1834), II, 302; son opinion sur la valeur des réclamations pécuniaires relatives au grand-duché de Varsovie, 490; nommé ministre sans portefeuille (12 mars 1835), 521.
— Son opinion relative à l'Algérie (1835), III, 500.
V. *Algérie, Politique extérieure*.

RIVES (M.). Envoyé spécial des États-Unis pour le règlement de la question des indemnités, III, 31.

RIVET (M. —, député). Sa proposition relative au titre du chef de l'État (1871), XIII, 453.

RODE (M.). Envoyé aux États-Unis pour négocier un traité contre la France, III, 55.

ROGNIAT (le général). Ses projets pour protéger la Mitidja, V, 97.
V. *Algérie.*

RÔLES DE CONTRIBUTIONS. La rédaction des — confiée aux communes, résultats de ce système, VI, 106.
V. *Impôts.*

ROMAGNES. Convention entre le Pape et la France au sujet des — et d'Ancône, IV, 332.
V. *Italie, Papauté, Rome.*

ROMAINS. Droits des — vis-à-vis de la Papauté, X, 128.

ROME. Danger d'une révolution à — au point de vue de la Papauté, I, 115.
— La politique de l'ancienne — en matière de conquêtes, IV, 155.
— La situation militaire à —, VIII, 173; affaires de — (1849), 245; rapport de M. Thiers sur le projet de loi relatif aux crédits extraordinaires pour l'expédition de — (1849), 306 et suiv.
— Mouvement des classes à —, X, 47; discours de M. Thiers sur la question romaine (13 avril 1865), 53; second discours de M. Thiers sur la question romaine (15 avril 1865), 135; importance de la perte de — pour la Papauté, 145; droits de l'Europe dans la question de —, 152; dispositions du gouvernement italien vis-à-vis de — (1866), 381.
— État de la question romaine (1867), XI, 123; discours de M. Thiers sur la question romaine (1867), XI, 255; prétentions de l'Italie sur Rome, 296.
— Système militaire de l'ancienne —, XIV, 217.
V. *Afrique, Ancône, Autriche, Italie, Papauté, Politique extérieure.*

ROQUE (la famille). Affaire de — à La Plata (1844), VI, 404.
V. *Plata (La).*

ROSAMEL (l'amiral). Ministre de la Marine (1836), IV, 3; de nouveau nommé ministre de la Marine (15 avril 1837), 172.

ROSAS (président de la République Argentine). Ses vexations contre les Français, IV, 547.
— Exemples de sa cruauté, VI, 356, 405; M. Guizot parle en sa faveur, 401.
— Négociations de la France et de l'Angleterre avec —, VII, 241; nouvelles preuves de sa barbarie, 258.
— Nécessité pour la France de lui faire la guerre (1849), VIII, 332 et suiv.; stipulations du traité conclu avec — (1848), 372.
V. *Plata (La).*

ROSSI (M. le comte). Envoyé à Rome pour négocier la retraite des Jésuites (1845), VI, 617, 666.
— Assassiné à Rome (1848), VIII, 203.
V. *Italie, Jésuites, Papauté, Politique extérieure, Rome.*

ROSTOLAN (le général). Envoyé à Rome (1849), VIII, 308.

ROUHER (M. —, ministre d'État). Parle sur les affaires de La Plata,

réponse de M. Thiers, VIII, 329.
— Parle sur la question romaine (1865), X, 135; ses attaques contre M. Thiers, 136; réplique de M. Thiers, 137; parle sur les affaires d'Allemagne, réponse de M. Thiers (1866), 573.
— Nouveau débat sur les affaires d'Allemagne et d'Italie, XI, 93; autre discussion entre — et M. Thiers (loi sur la presse, 1868), 441; autre sur la publicité des débats des Chambres, 529.
— Refus d'une interpellation par —, réponse de M. Thiers, XII, 159; réplique du même, 165.
— Explications données par M. Thiers sur l'arrestation de — (1871), XIII, 158.
V. *Politique extérieure et intérieure.*

ROULAND (M. —, président du Conseil d'État). Parle sur les candidatures officielles, réponse de M. Thiers, IX, 407.
V. *Élections.*

ROUSSET (M. Camille). Cité par M. Thiers, XIV, 288.
V. *Armée.*

ROUSSIN (l'amiral baron). Nommé ministre de la Marine (1840), IV, 462.
— Ambassadeur à Constantinople, son attitude en 1839, V, 164; instructions données à — le 7 juillet 1839, 252.
V. *Orient.*

ROUTES. Les — mal entretenues en 1831, pourquoi, I, 272; elles sont plus coûteuses en Angleterre que chez nous (1831), 273.
— Discours sur les routes stratégiques en Vendée (1833), II, 113.
V. *Vendée.*

ROY (M. —, ministre des Finances). Déclare en 1817 que certaines pensions pourraient être réduites, I, 402.
V. *Budget, Pensions, Restauration.*

ROYAUTÉ. L'opinion favorable à la — en France en 1831, I, 155; l'hérédité est attachée comme un droit à la —, 172; la — a neutralisé les tyrannies locales, 183.
— Sa situation dans le régime constitutionnel, II, 515.
— But de ses prérogatives, VI, 225; inconvénients du règne des femmes, 232.
V. *Gouvernement de Juillet, Politique intérieure, Régence, Souverain.*

ROYER-COLLARD (M. —, député). Attaque le projet de loi sur la presse (1835), III, 129.
— Son opinion sur la durée du premier Empire, XV, 163.
V. *Liberté, Presse.*

RUES de Paris, élargies, à élargir ou à percer, XII, 208.
V. *Paris.*

RUSSIE. Rien ne pousse la — à faire la guerre à la France après 1830, I, 89; elle a des prétentions sur la Moldo-Valachie, 103; opinion de Napoléon Ier sur l'extension de la — en Europe, 105; son intérêt particulier en 1830, 110; ses pertes dans l'affaire de

Pologne, elle ne peut songer à attaquer la France (1831), I, 212; la — n'a jamais consenti à restituer la Pologne, pourquoi, 429; elle a besoin des subsides de l'Angleterre pour attaquer la France (1832), 445.
— Elle rencontre l'opposition de la France à Constantinople (1833), II, 209; elle est arrêtée par l'opinion du monde en Orient, 211.
— Causes de la campagne de —, en 1812, III, 44.
— Les projets de la — en Orient (1840), IV, 419; sa politique en Orient selon M. Thiers, 424; ses propositions à l'Angleterre en 1840, 443; la — ne peut s'entendre avec l'Angleterre en Orient, 458; avantages de l'alliance russe (1840), 494.
— Lord Palmerston propose au Cabinet français une action commune contre la — (1839), V, 160; son refus de soumettre la question d'Orient à une conférence réunie à Vienne (1839), 164; négociations relatives à l'intervention de la — en Orient en 1836 et en 1839, 243; elle accède au concert européen en 1839, 260.
— Rapports de la France avec la — avant et après 1830, VI, 8; son attitude dans la question d'Orient (1842), 41; son influence en Grèce (1843), 281; la — rappelle son ambassadeur de Paris (1841), 300; rôle de la Pologne dans sa politique (1844), 303; conditions d'une alliance entre la France et la — (1845), 606.
— Ses procédés pour recruter les équipages de sa flotte, VII, 189.
— Introduction du papier-monnaie en Russie, VIII, 145; son accord avec l'Autriche (1849), 214.
— Production et prix des blés en —, IX, 158; son développement économique (1851), 236.
— Permanence de son alliance avec la Prusse, X, 67; la — emploie la religion comme moyen d'action politique, 107; la — renonce à ses droits sur le Holstein, 588.
— Dangers et but de son ambition après 1815, XI, 26; dangers de l'occupation de Constantinople par la —, 76; motifs qui la portent vers l'alliance prussienne, 79; caractère de sa politique en Orient, 320; rôle de la presse en —, 479.
— Son entente avec la Prusse en 1870, XV, 513; son attitude en 1870, mission de M. Thiers en —, 542, 576.
V. *Adresse, Angleterre, Autriche, Danemark, Égypte, Gouvernement de Juillet, Grèce, Orient, Politique extérieure, Prusse, Turquie.*

S

SADE (M. de —, député). Critique la politique du gouvernement (1832), I, 468.
— Ses observations relatives à la loi municipale (1834), II, 239; son interpellation relative à la crise ministérielle de février 1835, 513.
V. *Politique intérieure.*

SADOWA. Conséquences de la bataille de —, XI, 1; influence de

l'Italie sur l'issue de la bataille de —, XI, 68.
V. *Allemagne, Autriche, Politique extérieure, Prusse.*

SAINT-ACHEUL. Maison de —, fermée en 1828, VI, 506.
V. *Jésuites.*

SAINTE-ALLIANCE. La — garde la Belgique contre la France, I, 97; elle entretient les forteresses formant barrière contre la France, 425; il n'y a pas de — en 1832, 444; la — est détruite après 1830, 557.
— Elle était un régime étouffant, II, 147; la Restauration a recherché l'appui de la —, 282; la — a bien voulu accorder la paix à la Restauration, 423.
— Son influence sur la guerre d'Espagne de 1823, III, 9; influence de la — sur la politique française, 554, 615; la France n'a plus à la craindre, 617.
— Politique du gouvernement de Juillet vis-à-vis de la —, IV, 20; son but, 253; nécessité d'opposer une contre-ligue à la —, 254.
V. *Gouvernement de Juillet, Politique extérieure, Restauration.*

SAINT-ARNAUD (le général). Sa circulaire à l'armée (1851), IX, 311 et suiv.

SAINT-AULAIRE (le comte de). Cité par M. Thiers (affaires d'Égypte), V, 278.
V. *Orient.*

SAINT-CHAMOND. Son développement, dû au système protecteur, III, 284.
V. *Protection.*

SAINT-CYR. Détails sur l'École de —, XIV, 231.
V. *Armée.*

SAINT-DENIS. Affaire de la rue —. I, 143.
V. *Émeutes.*

SAINT-DOMINGUE. Abandonnée par l'Espagne, X, 19.

SAINTE-BEUVE (M. —, député). Propose un ordre du jour de défiance (1851), IX, 114; ses propositions relatives au régime commercial de la France (1851), 134, 245.
V. *Libre-échange, Protection, Régime économique.*

SAINT-ÉTIENNE. L'insurrection est préparée à —, (1834), II, 601.
— Ses intérêts dans l'affaire des indemnités d'Amérique, III, 16; causes de sa prospérité, 282.
V. *Émeutes, Industrie, Protection.*

SAINT-GEORGES (Banque de). Ses origines, XV, 370.
V. *Banque, Crédit.*

SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS. Affaire de —, ses effets sur le crédit public, I, 35.
V. *Gouvernement de Juillet.*

SAINT-MARC-GIRARDIN (M. —, député). Parle sur les affaires d'Espagne, IV, 206.
V. *Espagne, Quadruple alliance.*

SAINT-QUENTIN. Son développement sous l'influence de la protection, III, 283.
V. *Protection.*

SAINT-SÉBASTIEN. Les décrets de Berlin et de Milan appliqués à —, III, 57.

SAINT-SIÈGE.
V. *Italie, Papauté, Rome.*

SAISSET (L'amiral). Nommé chef de la garde nationale, inutilité de ses efforts (1871), XIII, 133.
V. *Commune de Paris.*

SALAIRES. Le gouvernement se refuse à intervenir dans la question des — (1834) II, 293; dangers d'une augmentation obtenue par la violence, 347.
— Comparaison des salaires en 1789 et 1848, VIII, 71; difficultés de l'assurance obligatoire par une retenue sur les —, 564; taux de la retenue nécessaire sur les — pour constituer l'assurance obligatoire, 566; le patron ne règle pas à volonté les —, 570.
— Augmentation des — agricoles (1866), X, 417.
— Influence des grèves sur les —, XV, 630.
V. *Assistance, Travail.*

SALIGNY (M. de). Sa mission au Mexique (1861), IX, 463.
V. *Mexique.*

SALLANDROUZE (M. —, député). Son amendement à l'Adresse de 1848, VII, 597.

SALUBRITÉ. Des habitations ouvrières, rôle de l'État, VIII, 542 et suiv.
V. *Assistance.*

SALVANDY (M. de). Ministre de l'Instruction publique (15 avril 1837), IV, 173.
— Discours de M. Thiers sur la démission de —, ministre de France à Turin (1844), VI, 327.
— Sa réforme du conseil de l'Instruction publique (1845), VII, 58.
V. *Gouvernement représentatif, Instruction publique, Louis-Philippe.*

SALVERTE (M. E. —, député). Critique la politique du gouvernement (1832), I, 468.
— Attaque la politique du gouvernement (1835), III, 94.
V. *Gouvernement de Juillet, Politique intérieure.*

SAMI-BEY. Sa mission à Constantinople, V, 208.
V. *Orient.*

SANDWICH (les îles). Occupées par l'Angleterre, VI, 351.

SATORY. Détails sur les manifestations impérialistes de — (1850), IX, 59, 90.
V. *Napoléon III, Second Empire.*

SAUVEGARDE. La clause de — appliquée aux remboursements des fonds des Caisses d'épargne, IV, 102.
V. *Caisses d'épargne.*

SAUZET (M. —, député de Lyon). Résumé de son discours relatif à la crise ministérielle de novembre 1834, I, 429; intervient dans la discussion relative à la formation du Cabinet du 12 novembre 1835, 539; nommé rapporteur du projet de loi sur la responsabilité des ministres, 549.

— Rapporteur du projet de loi sur la presse (1835), III, 129; rapporteur du projet d'Adresse de 1836, 188; nommé ministre de la Justice, 239.
V. *Adresse, Politique intérieure.*

SAVATIER-LAROCHE (M. —, député). Son amendement à la loi de 1850 sur l'Instruction publique, VIII, 661.
V. *Instruction publique.*

SAVOIE. Expédition organisée contre la — par des réfugiés politiques, IV, 8.
— Caractère de la maison de —, XI, 281; sa politique en Italie, 287.
V. *Italie, Papauté, Politique extérieure, Rome.*

SAXE. Difficultés pour la Prusse de la conquérir, I, 62.
V. *Allemagne, Politique extérieure, Prusse.*

SCHAUENBURG (M. —, député). discours de M. Thiers sur son amendement relatif à la réduction des cadres (1841), V, 607.
V. *Armée, Cadres.*

SCHNEIDER (le général). Son amendement au projet de loi relatif aux fortifications de Paris, V. 451.
V. *Fortifications de Paris, Paris.*

SCRIVE (M. —, fabricant). Réimporte en France la machine à filer le lin, IX, 209.
— Même sujet, XII, 459.
V. *Industrie, Lin, Protection.*

SCRUTIN. Organisation du — sous l'Empire, XII, 308; violations du scrutin dans les élections générales (1869), XII, 392 et suiv.
V. *Candidature officielle, Élections, Second Empire.*

SÉBASTIANI (le général). Annonce la prise de Varsovie à la Chambre des députés, I, 75.
— Chargé de former un Cabinet (1835), II, 513.
— Apprécié par M. Thiers, III, 75.
— Nie les intérêts français en Orient, V, 559.
V. *Orient.*

SÉBASTOPOL. Fait la force de la Russie en Orient, II, 210.
— Danger que — fait courir à Constantinople, IV, 422.
— Menace permanente contre Constantinople, VI, 112.
V. *Orient, Russie.*

SECOND EMPIRE. La dette flottante sous le —, discours de M. Thiers (1863), IX, 327; détail des libertés que le — doit rendre à la France (1864), 355; détails sur la pratique des candidatures officielles sous le — (1864), 407; discussion de l'affaire du Mexique, premier discours (1864), 447; second discours sur le même sujet, 519; état de la marine marchande (1864), 533; situation financière de la France (1864), 571.
— Discours sur les libertés politiques refusées par le — (1865), X, 1; la question romaine sous le —, 53, 135; situation financière du —, trois discours de M. Thiers (1865), 173, 257, 311; comment le — tient compte des principes de 1789, 331; variété de ses entreprises, 374; discussion de sa po-

litique en Allemagne, X, 395; de sa politique économique, 407, 479, 561; de sa politique extérieure (1866), 573.
— Politique du — en Allemagne et en Italie, XI, 1 et suiv., 93, 163, 249, 255, 343; embarras du —, ses causes, 353; situation de la presse sous le —, 359, 423, 435, 441, 453, 509; critique de la politique économique du —(1868), 537.
— Critique de la situation financière du — (1868), XII, 1, 77; de la politique intérieure du —(1869), 271, 381; de la politique économique du —(1869), 351, 421, 519; de sa politique extérieure (1870), 635.
— Fautes du —, leurs conséquences, XIII, 349; situation faite à la France par le —, 526.
— Impopularité du — après Sedan, désorganisation et chute du gouvernement, XV, 529 et suiv.; attitude de M. Thiers pendant les dernières années du —, 476.
V. *Élections, Empire, Finances, Gouvernement parlementaire, Impôts, Libre-échange, Liberté, Napoléon III, Politique extérieure et intérieure, Protection, Traités de commerce.*

SECOURS. A des réfugiés politiques, prévus au budget de 1832, I, 229.
— Accordés aux Vendéens, supprimés en 1832, II, 11.
— Moyens de — à employer pour les divers âges de la vie (rapport de M. Thiers, 1850), VIII, 450.
V. *Assistance.*

SECOURS A DOMICILE. Utilité des —, VIII, 582.
V. *Bienfaisance.*

SECOURS MUTUELS. Les sociétés de —, moyen de secours pour l'âge mûr, VIII, 480; leur rôle, leur utilité, 545 et suiv.; contrôle nécessaire sur les —, 551.
V. *Assistance, Sociétés mutuellistes.*

SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX. De préfecture, leur suppression proposée par la commission du budget de 1832, I, 251.

SEDAN. Effets du désastre de —, XIV, 211.
— L'expédition de —, ses origines, XV, 517.
V. *Guerre de 1870.*

SEGRIS (M. — ministre de l'Instruction publique). Son attitude dans l'affaire Hohenzollern (1870), XV, 501.
V. *Politique extérieure.*

SEIZE MAI. Le gouvernement dit du —, son attitude, XV, 678.
V. *Politique intérieure.*

SEL. Proposition de M. Bastide d'Izar, tendant à la suppression de l'impôt sur le — (1833), II, 21.
— Impopularité de l'impôt sur le sel en 1848, VIII, 51.
V. *Impôts.*

SÉMINAIRES (les petits). Dispositions du projet de loi Villemain, relatives aux — (1844), VI, 448; but principal des —, 474; régime des — (1844), 548; en 1828, 550.
— Les séminaires remis à la direction de l'Université (1808), VII, 64.

— Leur situation (1850), VIII, 404.
V. *Clergé, Enseignement, Instruction publique.*

SÉNAT. Attitude du — des États-Unis vis-à-vis de la France (affaire des indemnités), III, 88.
— Ses pouvoirs en matière législative (1868), XI, 513, 515.
— Utilité du système des deux Chambres, XV, 151; attitude du — français en 1877, 666.
V. *Chambre des Pairs, États-Unis, Gouvernement parlementaire.*

SÉNATUS-CONSULTE. Le — du 2 février 1861, sa portée, IX, 355.
V. *Second Empire.*

SÉNÉGAMBIE (le navire de guerre la). Affaire du — exposée par M. Thiers, VI, 183.

SÉPARATION DES POUVOIRS. Sa nécessité, III, 304.
— Nécessité d'en maintenir le principe, XIII, 48.
V. *Administration, Gouvernement parlementaire.*

SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT. Impossibilité de faire la —, X, 120.
V. *Église, État.*

SERRES du Jardin des Plantes. Études y relatives, III, 375 et suiv.
V. *Monuments de Paris.*

SERRURIER (le général). Envoyé comme ambassadeur à Madrid par le Directoire, I, 351.

SERVICE MILITAIRE. Ses limites raisonnables, I, 201; le — en France comparé au — en Prusse, 203.
— La question du remplacement traitée par M. Thiers (1848); VIII, 161 et suiv.; inconvénients du — quand il est général, 172; question de la durée du — traitée par M. Thiers (1848), 181; le — en Prusse, 182; en Angleterre, 183.
— Ses effets sur la production, XI, 632.
— Discours de M. Thiers sur la durée utile du — (1872), XIV, 193; le — en Prusse, 216; observations sur le terme proposé de cinq ans, 279.
V. *Armée.*

SERVICES PUBLICS. Distinction entre les — productifs et non productifs, M. Thiers la combat, I, 342.

SERVIE ou SERBIE. Détails sur les affaires de — (1844), VI, 318.
V. *Orient, Politique extérieure, Russie.*

SERVITUDES MILITAIRES. Détails sur les — sous les fortifications de Paris, V, 356.
V. *Fortifications de Paris.*

SESSION. De 1865, discours d'ouverture de Napoléon III, X, 1.
— Questions à résoudre pendant la — de 1867, XI, 255.
V. *Liberté, Napoléon III, Politique intérieure, Second Empire.*

SÈZE (M. de). Cité par M. Thiers, XI, 386.

SHERIDAN. Ses attaques contre Pitt, IV, 130.
V. *Angleterre.*

SHERMAN (le général). Sa mission au Mexique, XI, 233.
V. *États-Unis, Mexique.*

SIÈGE. D'Anvers en 1832, I, 549.
— Questions relatives à l'approvisionnement de Paris en cas de —, V, 342; exemples fournis par le — de Turin, 479.
— Le siège de Rome par les troupes françaises en 1849, VIII, 307.
— De Paris en 1871, XIII, 193, 274.
— Détails sur les deux sièges de Paris en 1870-1871, XV, 243, 607.
V. *Commune de Paris, Fortifications de Paris, Guerre de 1870, Politique extérieure.*

SIEYÈS (l'abbé). Envoyé comme ambassadeur en Allemagne, I, 351; envoyé à Berlin comme ambassadeur de la République, 456.

SILÉSIE. Fondation d'un crédit commun en —, VIII, 494.
V. *Assistance.*

SIMON (M. Jules). Parle sur la question de Rome (1867), XI, 256.
— Nommé ministre de l'Instruction publique (1871), XIII, 8.

SINCÉRITÉ. La — est la vraie loi de la diplomatie, III, 460.

SINÉCURES. Les — existent en Angleterre (1831), I, 265; leur rareté et leur caractère en France, 265.

SITUATION. De la France, M. Thiers la déclare grave (1831), I, 25; exposé de la — financière en 1839, 305 et suiv.; la — intérieure de la France en 1832, 491; sous le Consulat, 492.
— La situation en 1834, II, 403; la — extérieure en 1834, 412.
— Impossibilité d'apprécier exactement la — présente d'un pays par son passé, IV, 260.
— Situation économique en mai 1840, V, 69.
— La — morale de 1846 comparée à celle des temps antérieurs, VII, 103.
V. *Budget, Politique extérieure et intérieure.*

SKRZYNECKI (le général). Généralissime polonais (1831), veut traîner la guerre en longueur, subit la pression des clubs, I, 111.
V. *Pologne.*

SLESWIG. Situation du —, X, 583; l'Allemagne n'a pas de droits sur le —, 605.
V. *Danemark, Prusse.*

SMITH (Adam). Cité par M. Thiers à propos de la distinction entre les services publics productifs et non productifs, I, 342.
V. *Services publics.*

SOCIALISME. Critique des divers systèmes de — par M. Thiers (1848), VIII, 81; son impuissance (1848), 300.
— Il y a plusieurs variétés de —, IX, 14 et suiv.
— Le — n'est pas un système unique, XIV, 39; le — appliqué sous la forme de l'impôt sur le revenu, 39.

— L'impôt considéré comme moyen d'arriver au socialisme, XV, 631; le — affaibli en France, établi en Allemagne (1877), 670.
V. *Assistance*, *Travail*.

SOCIÉTÉ politique. La — est menacée en France, pourquoi (1835), II, 467.
— Bases de l'ordre dans la —, VIII, 62; nécessité de défendre la — d'accord avec le clergé contre les doctrines antisociales (1850), 409; le travail, loi fondamentale de la société, 454; situation faite à l'individu par la — actuelle, 562.
— Nécessité des idées morales dans la —, X, 94.
— Leur évolution de l'état de nature à l'état civil, XI, 272.
V. *Liberté*, *Travail*.

SOCIÉTÉS par actions. Elles sont peu développées en France (1833), II, 50; la — comparée à l'association politique au point de vue de la surveillance, 264.

SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE. Ses travaux en 1872, XIV, 586.

SOCIÉTÉS MUTUELLISTES. Leur influence politique à Lyon, II, 289.
V. *Émeutes*.

SOIE. Développement de l'industrie de la soie (1833), II, 418.
— Effet des tarifs sur l'écoulement des — et soieries aux États-Unis. III, 82.
— Exportation des — françaises en Amérique, V, 144.
— Efforts faits en France pour importer l'industrie de la soie. IX, 205.
— Situation de l'industrie de la — (1870), XII, 438, 536.
— Possibilité d'établir un droit fiscal à l'importation des — (1872), XIV, 75, 359, 407, 675.
V. *Impôts*, *Industrie*, *Libre-échange*, *Protection*.

SOLDATS. Les — ramassés à la hâte ne valent rien, I, 92.
— Nécessité d'honorer les — tombés en combattant l'émeute, II, 352.
— Dépense moyenne d'un — à diverses époques, III, 560.
— Qualités du — français, VIII, 195.
— Tableau de la vie du —, XIV, 241; nécessité d'une éducation spéciale, 242; définition du vrai — par Kléber, 243.
V. *Armée*, *Cadres*, *Service militaire*.

SOLDE. Des officiers en France et à l'étranger (1832), I, 357.
V. *Armée*.

SOLEDAD (la). Convention de — (affaire du Mexique, 1862), IX, 479.
V. *Mexique*.

SONDERBUND. Formation du —, VII, 516, 535.
V. *Suisse*.

SONORA. Conditions défavorables de la province de —, IX, 512.
V. *Mexique*.

SOULT (le maréchal). Son opinion sur la probabilité de la guerre en 1840, I, 66.

— Président du Conseil (11 octobre 1832), 467.
— Donne sa démission de ministre de la Guerre, II, 379.
— Chargé de former un Cabinet (1835), 513.
— Proposé pour la Présidence du Conseil (1839), IV, 390; lettre de M. Thiers au — (mars 1839), et réponse de celui-ci, 398.
— Nommé Président du Conseil (1840), V, 152; son projet de défense pour Paris, 376; sa belle conduite sous Gênes, 425; son opinion sur le système à suivre pour fortifier Paris, 425; la prise d'Oporto par —, 433.
V. *Cabinet, Fortifications de Paris, Gouvernement de Juillet, Politique intérieure.*

SOURDS-MUETS. Moyens de les instruire, VIII, 472.
V. *Assistance.*

SOUS-OFFICIERS. Difficulté de former de bons —, XIV, 233; temps d'instruction nécessaire, 237.
V. *Armée, Cadres, Service militaire.*

SOUS-PRÉFET. Exposé du rôle et de l'utilité du —, I, 275.
— Caractères de ses fonctions, II, 570.
V. *Administration, Centralisation.*

SOUVERAIN. Il doit rester au-dessus des discussions parlementaires (1833), I, 558.
— La personne du — est au-dessus de toutes les attaques, III, 144.
— Il a la liberté de choisir ses ministres (1837), IV, 50.
— Conséquences de l'inviolabilité du souverain, VI, 226; M. Thiers constate l'intervention du — dans le détail du gouvernement, 329.
— Le roi règne et ne gouverne pas, VII, 144.
— Dangers de la responsabilité du —, IX, 388 et suiv.; le — ne doit pas figurer dans les élections, 424.
— Exemple donné par le roi des Belges, X, 359.
— Situation du — dans un gouvernement représentatif, XII, 333.
V. *Gouvernement de Juillet, Gouvernement représentatif, Politique intérieure.*

SOUVERAINETÉ (la — nationale). Manière de la comprendre, selon M. Thiers, 1, 124; le gouvernement de Juillet reconnaît la —, 537; elle doit être exercée par les pouvoirs de l'État, non par la foule, 538.
— Elle ne peut être engagée irrévocablement par les votes généraux des Chambres, II, 11.
— La — est un principe fondamental, IX, 358.
V. *Gouvernement représentatif, Liberté.*

SPÉCIALITÉ BUDGÉTAIRE. La — principe utile et salutaire, I, 3 et suiv.; dispositions de la loi de 1817 y relatives, 4; de l'ordonnance de 1827, 5; convenance d'une double spécialité, l'une législative et générale, l'autre ministérielle et détaillée, 6; une spécialité trop étroite n'est pas favorable à l'économie, 8; projet

ses avantages économiques sur la France. XII, 465.
V. *Adresse. Industrie. Libre-échange. Politique extérieure. Protection. Sonderbund.*

SURETÉ GÉNÉRALE. Loi de. Nécessité de l'abroger (1867). IX, 374.
V. *Politique intérieure. Second Empire.*

SURTAXES DE PAVILLON. Loi du 28 avril 1816 sur les —. V, 629.
— Effets de leur disparition. X, 543.
— Utilité des — d'entrepôt et de pavillon, XI, 572, 605.
— Définition et effets. XII, 493.
V. *Marine marchande.*

SURVEILLANTS. Question des — dans les collèges publics (1844). VI, 530.
V. *Instruction publique.*

SYLLABUS. Le — prête aux attaques. XI, 327.
V. *Papauté.*

SYNDICAT des Receveurs généraux. L'affaire du — citée par M. Thiers. IV, 105.

SYRIE. La — cédée à Méhémet-Ali. II, 191.
— Motifs de sa prospérité dans l'antiquité et au moyen âge, III, 624.
— Intérêts de l'Angleterre en — et en Égypte, IV, 510.
— Projet d'annexer la — à l'Égypte, V, 150; la — soulevée par des agents anglais contre la politique française, 190, 210; effets de l'insurrection de la — en 1840, 291; droit exclusif de la France au protectorat de la Syrie. V, 571.
— Rôle de l'Angleterre en Syrie, VII, 279.
V. *Acre. Adana. Diarbekir, Égypte. Méhémet-Ali. Orient. Politique extérieure.*

SYSTÈME ADMINISTRATIF. Les projets de réforme du — appréciés par M. Thiers en 1831. I, 260.
V. *Administration.*

SYSTÈME POLITIQUE. Variété des — en France. I, 161; il faut perfectionner le — du gouvernement, non le changer, 284.
— Le — du gouvernement est bon (1834). II, 174, 430, 438; le seul bon — est celui de la résistance aux partis (1834), 421 et suiv.
— Éloge du — actuel (1835), III, 115; danger des — absolus en politique, 601.
— Exposé du — du gouvernement de Juillet après 1830, IV, 357.
— Le meilleur — comporte des concessions, VI, 262.
V. *Paris. Politique intérieure. Temporisation.*

T

TABAC. Production et consommation du — en France (1870), XIII, 598.
V. *Impôts.*

TAFNA (La). Expédition de —, ses causes. III, 628.
— Motifs de l'expédition de —, IV, 137; sens du traité conclu à —, 624.

— Causes qui ont amené le traité de —, V, 90.
V. *Abd-el-Kader, Algérie.*

TAILLANDIER. (M. —, député). Dépose un amendement au projet de loi sur les associations (1834), II, 289.

TAILLE. Caractères de la —, XIV, 433.
V. *Impôts.*

TAHITI. Discours de M. Thiers relatif aux affaires de — (1844), VI, 337; affaires de —, second discours de M. Thiers (1845), 569; motifs de l'expédition de —, 588.
V. *Adresse, Angleterre, Politique extérieure, Pomaré, Pritchard.*

TALABOT (M.). A créé le chemin de fer de Lyon, XII, 541.

TALHOUET (M. le marquis de). Son rapport sur les crédits de guerre (juillet 1870), XII, 668.

TALLEYRAND (le prince de). Son rôle en 1830 apprécié par M. Thiers, III, 444.

TARARE. Son développement dû au système protecteur, III, 283.
V. *Protection.*

TARGET (M.—, député). Sa motion relative à la déchéance de la dynastie (1871), XIII, 28; sa proposition concernant la prorogation de l'Assemblée, message de M. Thiers (13 septembre 1871), 483.

TARIFS DE DOUANE. Tendance générale à modérer les tarifs de douane (1833), I, 544.
— Importance de la question des — aux États-Unis en 1831, III, 33; projet de revision des — (1836), 269; origines de la protection commerciale par des —, 275.
— Accordés aux vins français en Hollande, (1840), V, 630.
— Leur influence sur la production, IX, 208; leurs divers buts, 254.
— Leur variabilité, X, 412; causes et effets de la réforme des — en Angleterre, 464; leur variabilité nécessaire, 483.
— Nécessité des — protecteurs, XI, 542; leur but, 548; leurs effets sur les prix, 549; leur utilité spécialement pour la France, 553; promptitude du changement opéré dans les — en 1860, 567; effets de ce changement, 568; nécessité de soumettre les — au vote des Chambres, 644.
— Inutilité des guerres de —, XII, 591.
— Possibilité de les éluder en partie, XIII, 540.
— Utilité de substituer des — établis d'accord, aux traités de commerce, XIV, 376.
V. *Commerce, Douanes, Industrie, Libre-échange, Protection, Traités de commerce.*

TAUX de l'intérêt. Impossibilité de le fixer arbitrairement, III, 223.
— Impossibité de le fixer législativement, V, 24; — de l'escompte, ses variations en Angleterre, 25.
V. *Banque, Intérêt, Rente.*

TÉLÉGRAPHIE. Progrès de la — électrique, XI, 395.

TEMPORISATION. La politique de — était indispensable en 1830, I, 66.
V. *Gouvernement de Juillet, Politique extérieure. Politique intérieure.*

TERRE. L'agiotage sur la — en Algérie. III, 518.
— Elle ne peut pas se mobiliser. VIII, 128.
V. *Algérie. Crédit.*

TERREUR. La —, conséquence de la pénurie financière du gouvernement révolutionnaire. V, 324.
V. *Révolution.*

TERRITOIRE. L'expansion territoriale de la France considérée comme nécessaire par les partis avancés (1831), I, 208.
— Discours de M. Thiers sur une convention relative à l'évacuation du — (16 septembre 1871), XIII, 495 ; situation actuelle, 500 ; marche de l'évacuation, 502 ; succès des emprunts, 505 ; difficultés des opérations de payement, 506 ; avantages de la combinaison proposée, 511 ; précautions prises contre l'abus, 515 ; négociations relatives à l'évacuation du — (1871), 530.
V. *Allemagne, Partis. Politique extérieure.*

TESTE (M.) Fait partie du ministère des trois jours, II, 380.
— Nommé ministre de la Justice, (1839), IV, 411.
— Nommé ministre des Travaux publics (1840), V, 152.
— Son projet de loi sur les chemins de fer (1842), VI, 137.

TEXAS. Discours de M. Thiers sur l'affaire du — (1846), VII, 1 ; son annexion aux États-Unis, 10.
V. *Adresse, États-Unis, Mexique.*

TEXTILES. Les traités de commerce et les industries des —, XI, 591, 622.
— État des industries — en France (1870), XII, 438.
— Question de l'impôt sur les matières premières, à propos des —, XIV, 667.
V. *Protection, Traités de commerce.*

THÉATRES. Discours de M. Thiers sur les subventions aux — (1834), II, 311.
— Décret de 1806 relatif au contrôle des —. M. Thiers se déclare décidé à l'appliquer, 325 ; esprit de la législation impériale (de 1806) sur les —, 327.
— Discours de M. Thiers sur la censure théâtrale (29 août 1835), III, 169 ; nécessité de la censure préalable, 171 ; discours de M. Thiers relatif aux subventions aux — (1836), 417 ; le goût public et le théâtre en 1836, 420 ; élévation des frais dans les — lyriques, 526.

THÉATRE-FRANÇAIS. On demande la suppression de la subvention au — (1834), II, 311 ; sa situation en 1834, 317.
— Sa situation en 1836, III, 417 ; le — n'attire qu'un public restreint (1836), 422 ; procédés employés par l'Empire pour le recrutement du personnel du —, 424.

THÉORIE. Impuissance de la — en présence des faits, I, 317.
V. *Nationalités, Politique générale.*

THÉSAURISATION. La — employée comme moyen d'État, XV, 414.
V. *Finances.*

THIÉBAULT (le colonel). Son rôle dans les affaires de La Plata, VI, 381.
V. *Plata (La).*

THIERS (M. Adolphe). Appréciations de M. Calmon sur sa carrière politique, Préface I, I; but constant de ses efforts, divisions de sa carrière, II; il combat les doctrines anarchiques en 1848, IV; il est nommé député de Paris (1862), ses idées, V; il réclame un contrôle politique, V; politique du second Empire, VI; attitude de M. Thiers en 1870 et 1871, VII; son rôle à l'Assemblée nationale, VII; nommé Président de la République, VIII; son opinion sur l'avenir de la République, VIII; sa retraite au 24 mai, IX; son attitude en 1877, X; discours sur le règlement du budget de 1828 (23 novembre 1830), 1; sur la création de 200 millions d'obligations du trésor et l'aliénation de 300,000 hectares de bois (11 mars 1831), 11; sur les contributions extraordinaires de 1831 (5 avril 1831), 23; sur le projet d'adresse (9 août 1831), 43 et suiv.; sur les Affaires étrangères (interpellation de M. Mauguin, 20 septembre 1831), 75; sur l'état intérieur de la France (23 septembre 1831), 119 et suiv.; sur la constitution de la Pairie (3 octobre 1831), I, 149; ses motifs personnels pour parler sur la question, 151; discours sur la mobilisation de la garde nationale (23 octobre 1831), 193 et suiv.; rapport sur le budget des dépenses de 1832 (31 décembre 1831), 225; résumé de la discussion générale du budget de 1832 (23 janvier 1832), 297 et suiv.; discours sur l'amortissement (26 janvier 1832), 373; sur la revision des pensions à la charge du Trésor, (2 février 1832), 401; sur le budget des Affaires étrangères (6 mars 1832), 421; sur le budget des Affaires étrangères (traitement des agents diplomatiques) (9 mars 1832), 451; sur l'Adresse de 1832 (29 novembre 1832), 467; nommé ministre de l'Intérieur (11 octobre 1832), 468; discours sur l'arrestation et la captivité de la duchesse de Berry (5 janvier 1833), 507; il revendique une pleine responsabilité dans l'affaire de la duchesse de Berry (1833), 511; discours sur l'organisation des conseils généraux et des conseils d'arrondissement (16 janvier 1833), 529; sa réplique à M. Odilon Barrot au sujet de l'extension du suffrage dans les élections locales (même discussion), 537; discours prononcé à l'ouverture des conseils généraux des manufactures, du commerce et de l'agriculture (15 février 1833), 541; exposé de ses principes économiques, 541; discours sur le budget des Affaires étrangères (20 février 1833), 549; sur l'amortissement (discussion du budget de 1833, 27 février 1833), 561.

— Discours sur la revision des pensions accordées du 1er avril 1814 au 29 juillet 1830, (5 mars 1833), II, 1; contre l'établissement d'un impôt sur le luxe et le revenu (15 avril 1833), 21; sur la décentralisation (projet de loi sur les attributions municipales) (6 mai 1833), 53; sur la division des communes en deux classes (7 mai 1833), 89; sur l'achèvement des monuments de Paris, divers travaux publics dans les départements et les routes stratégiques en Vendée (30 mai 1833), 113; sur la bibliothèque royale (31 mai 1833), 127; à la Chambre des Pairs sur la garantie de l'emprunt grec (18 juin 1833), 143; sur la politique intérieure (4 janvier 1834), 161; simple homme de lettres, il est devenu député, 164; il expose le but de son *Histoire de la Révolution*, 165; discours sur la politique étrangère (discussion de l'Adresse de 1834, 8 janvier 1834), 191; sur les attributions des maires (28 février 1834), 213; sur les attributions des conseils municipaux (3 mars 1834), 239; sur les associations (17 mars 1834), 249; sur les associations (amendement Taillandier, 19 mars 1834), 289; sur les affaires allemandes (9 avril 1834), 301; nommé ministre de l'Intérieur (1834), 302; discours sur les subventions aux théâtres (6 mai 1834), 311; sur les affaires de Lyon (12 mai 1834), 335; sur une demande de crédit pour secours aux victimes des troubles de Lyon, (16 mai 1834), 369; sur la crise ministérielle (5 décembre 1834), 378; son attitude pendant la crise ministérielle de novembre 1834, II, 393; discours sur la crise ministérielle de novembre 1834 (réponse à M. Sauzet, 6 décembre 1834), 429, sur la construction d'une salle provisoire pour la Cour des Pairs (1834), 445; sur les dépenses relatives au procès d'avril (Chambre des Pairs, 22 janvier 1835), 465; sur les réclamations pécuniaires du grand-duché de Varsovie (26 janvier 1835), 489; sur la crise ministérielle provoquée par la retraite du maréchal Mortier (11 mars 1835), 513; sur le ministère du 12 mars 1835 (14 mars 1835), 521; son opinion sur l'amnistie (1835), 534; son opinion sur le duc de Broglie (1835), 535; discours sur la responsabilité des ministres (27 mars 1835), 549; sur un secours de 1,200,000 francs au profit des victimes de l'insurrection de Lyon (6 avril 1835), 573; lettre à M. de Gasparin, relative aux troubles de Lyon (1834), 594.

— Discours sur l'indemnité de 25 millions proposée pour les États-Unis (2 avril 1835), III, 1; réponse au discours de M. Berryer sur l'indemnité américaine (16 avril 1835), 23; ses impressions comme ministre du Commerce (1834), 83; discours sur le projet d'Adresse (13 janvier 1836), 87; sur un crédit de 1,200,000 francs pour dépenses secrètes (29 avril 1835), 93; son mépris pour les attaques des partis, 103; discours sur la juridiction de la Cour des Pairs en matière de presse (25 août 1835), 127; ses sentiments sous la Restauration, 134; discours sur la législation de la presse (incident sur les troubles d'avril,

25 août 1835), III. 159; il justifie sa conduite dans l'affaire des complots d'avril, 161; discours sur la censure théâtrale (29 août 1835), 169; sur les affaires d'Espagne (6 janvier 1836), 179; sur le projet d'Adresse (13 janvier 1836), 187; sur la réduction des rentes (4 février 1836), 197; sur le programme du Cabinet (22 et 23 février 1836), 239; sur la conversion des rentes (28 mars 1836), 249; sur la loi de douanes (1836), 269; sur la responsabilité des ministres et agents du pouvoir (18 avril 1836), 295; sur le projet de loi des douanes (fers au bois, 20 avril 1836), 315; sur le projet de loi des douanes (rails étrangers, 21 avril 1836), 331; son opinion sur les chemins de fer (1836), 333; discours relatif à l'union douanière allemande (Zollverein, 2 mai 1836), 344; sur le second projet de loi de douanes (3 mai 1836), 355; il revendique toute la responsabilité de ses opinions économiques (1836), 357; critiques dirigées contre lui à propos de l'achèvement des monuments de Paris, 365; discours sur un crédit pour travaux à Paris (monuments à achever, 14 mai 1836), 365; difficultés de son rôle politique (1833-1836), 410; discours relatif aux subventions théâtrales (27 mai 1836), 417; sur l'alliance anglaise (1836), 437; allusion aux causes de son élévation, 464; discours sur les Affaires étrangères (2 juin 1836), 465; sur le budget de l'Algérie (9 juin 1836), 499; son opinion sur les débuts de l'expédition d'Alger, 507; discours sur le budget de l'Algérie (10 juin 1836), 537; sur le budget du ministère des Finances (15 juin 1836), III, 546; sur la politique extérieure (4 juillet 1836), 595; sur l'Algérie (5 juillet 1836), 619.

— Discours sur l'affaire Conseil (13 janvier 1837), IV, 1; son opinion sur le droit d'asile, 6; il proteste de sa bonne foi dans l'affaire Conseil, 14; discours sur les affaires d'Espagne (14 janvier 1837), 19; il expose les caractères de sa politique, 76; discours sur les affaires d'Espagne (18 janvier 1836), 79; son opinion sur la question de l'intervention en Espagne, 86; discours sur un projet de loi relatif aux caisses d'épargne (21 février 1837), 101; sur les affaires d'Afrique (21 avril 1837), 123; sur les dépenses secrètes (6 mai 1837), 171; justification de sa conduite politique (1837), 182; discours sur les affaires d'Espagne (10 janvier 1838), 205; contre l'amendement Hébert (affaires d'Espagne (12 janvier 1838), 221; dans la discussion du projet d'Adresse (coalition, 7 janvier 1839), 269; autre discours dans la discussion du projet d'Adresse (9 janvier 1839), 285; sur la question franco-belge (11 janvier 1839), 301; sur l'évacuation d'Ancône (14 janvier 1839), 331; sur la politique extérieure (16 janvier 1839), 353; sur la responsabilité ministérielle (Adresse de 1839), 367; sur les causes de la crise ministérielle (22 avril 1839) 381; M. Thiers partisan convaincu de la paix, 388; sa part dans la crise ministérielle d'avril 1839, 393; déclaration remise au roi par — (27 mars 1839), 309; discours sur

la question d'Orient (adresse de 1840), IV, 413; son opinion sur l'alliance anglaise (1840), 447; Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères (1er mars 1840), sa déclaration faite devant les Chambres (4 mars 1840), 461; discours sur les dépenses secrètes (24 mars 1840), 467; autre sur les dépenses secrètes (14 avril 1840), 493; sur la conversion de la rente (21 avril 1840), 529; sur la proposition Remilly (24 avril 1840), 529; sur les affaires de La Plata (27 avril 1840), 547; sur le projet de loi relatif aux sucres (8 mai 1840), 561; il est partisan de la suppression de l'esclavage, 613; discours sur les affaires d'Algérie, (14 mai 1840), 619.

— Discours sur le privilège de la Banque de France (19 mai 1840), V, 1; sur la conversion des rentes (30 mai 1840), 49; sur l'affaire des Juifs de Damas (2 juin 1840), 79; sur la colonisation de l'Algérie (6 juin 1840), 89; sur la garantie d'intérêt demandée pour le chemin de fer d'Orléans (12 juin 1840), 103; sur la navigation intérieure (24 juin 1840), 119; sur le projet de loi relatif aux paquebots transatlantiques (3 juillet 1840), 131; sur la question d'Orient (25 novembre 1840), 149; il donne sa démission (octobre 1840), 152; exposé de sa politique dans la question d'Égypte (1840), 175 et suiv.; motifs de sa détermination relativement aux affaires d'Égypte (1840), 215; son plan pour obtenir la modification du traité du 15 juillet 1840, 220; discours sur la question d'Orient (discussion de l'Adresse, réponse à MM. Passy et Guizot, 27 novembre 1840), V, 237; il ne craint pas l'épithète de révolutionnaire, 269; ses rapports avec M. Guizot, ambassadeur à Londres (1840), 279; il se dit trompé par lord Palmerston dans l'affaire d'Égypte, 288; ses projets à la suite du traité du 15 juillet 1840, 296; discours sur le projet d'Adresse (réponse à M. Desmousseaux de Givré, 5 décembre 1840), 299; rapport sur le projet de loi tendant à ouvrir un crédit de 140 millions pour les fortifications de Paris (13 janvier 1841), 313; discours sur le projet de loi relatif aux fortifications de Paris, 375; ses sentiments à l'égard de la Révolution, 403; son opinion sur le système de fortifications à adopter pour Paris, 422; discours sur le contre-projet du général Schneider, relatif aux fortifications de Paris, 451; sur le projet de loi relatif aux dépenses secrètes (25 février 1841), 495; motifs de sa politique dans la question d'Orient, 498; la politique à suivre en Orient en 1841, selon lui, 508; son avis sur la politique intérieure (1841), 510; discours sur le projet de loi relatif aux crédits supplémentaires (12 avril 1841), 519; sur le projet de loi relatif aux crédits supplémentaires de 1841 (15 avril 1841), 557; déclare que la France n'était pas prête à faire la guerre en 1840, 561; il ne voulait pas la guerre dans tous les cas en 1840, 583; discours sur la question des cadres (11 mai 1841), 587; sur l'amendement Schauenburg (réduction des cadres, 12 mai 1841), 607; sur le traité de commerce avec la Hol-

lande (21 mai 1841), V, 629; son opinion sur le système protecteur, 637.
— Discours sur la question d'Orient (Adresse de 1842, 20 janvier 1842), VI, 1; son attitude vis-à-vis de l'Europe en 1840; 27; discours sur le droit de visite (adresse de 1842, 22 janvier), 53; sur le port d'Alger (1842), 83; sur la question du recensement (7 avril 1842), 99; sur le projet de loi relatif aux grandes lignes de chemins de fer (10 mai 1842), 137; son opinion sur les chemins de fer, 160; discours sur le droit de visite (19 mai 1842), 181; son attitude dans la question de l'alliance anglaise, 197; discours sur la Régence (20 août 1842), 205; affirmation de ses opinions monarchiques (1842), 209; premier discours dans la discussion du projet d'Adresse (16 janvier 1844), 253; second discours dans la discussion de l'Adresse (22 janvier 1844, Affaires étrangères), 281; relatif à la démission de M. de Salvandy, ministre à Turin (22 février 1844), 327; sur les affaires de Tahiti (1er mars 1844), 337; premier discours sur les affaires de La Plata (29 mai 1844), 349; second discours sur les affaires de La Plata (31 mai 1844), 398; rapport sur le projet de loi relatif à l'Instruction secondaire (13 juillet 1844), 445; discours sur le projet d'Adresse (21 janvier 1845, Maroc, Tahiti, droit de visite), 569; il est partisan d'une alliance avec la Prusse (1845), 606; interpellation sur les congrégations religieuses (2 mai 1845), 617; comment il est voltairien, 654; discours sur l'armement de l'enceinte et des forts de Paris (7 mai 1845), VI, 667.
— Discours dans la discussion de l'Adresse de 1846 (affaires du Texas, 20 janvier 1846), VII, 1; il expose sa ligne politique (1846), 3; discours sur le Conseil de l'Instruction publique (29 janvier 1846), 35; sur la proposition de mettre à l'ordre du jour la loi de l'enseignement (21 février 1846), 83; sur les députés fonctionnaires (17 mars 1846), 95; sur les crédits demandés pour la marine (15 avril 1846), 151; sur les crédits extraordinaires de la marine (16 avril 1846), 209; sur le projet de loi relatif aux crédits supplémentaires (13 mai 1846), 237; dans la discussion du budget (politique générale, 27 mai 1846), 261; motifs de son passage dans l'opposition (1846), 263; second discours dans la discussion du budget de 1847 (réplique à MM. Guizot et Duchâtel, 29 mai 1846), 331; il affirme ses opinions monarchiques (1846), 347; discours sur la politique extérieure (4 février 1847), 359; sur la situation financière (Adresse de 1848, 25 janvier), 429; sur les affaires d'Italie (Adresse de 1848, 31 janvier), 487; troisième discours sur les affaires de Suisse (Adresse de 1848, 2 février 1848), 515; autre sur le même sujet (réplique à M. Guizot, 3 février 1848), 577; autre discours dans la discussion de l'Adresse de 1848 (affaire des banquets, 10 février 1848), 585; il n'a pas assisté aux banquets réformistes, 591; autre discours dans la discussion de l'Adresse de 1848 (question des

réformes, 12 février 1848), VII, 597.
— Rapport sur la proposition Proudhon (réorganisation de l'impôt et du crédit, 26 juillet 1848), VIII, 1 ; discours dans la discussion d'un projet d'impôt sur les prêts hypothécaires (2 août 1848), 29; sur le droit au travail (13 septembre 1848), 57; il accepte la République sans l'avoir désirée, 59; discours sur le papier-monnaie (10 octobre 1848), 107; sur le remplacement militaire (21 octobre 1848), 161; sur les affaires d'Italie (31 mars 1849), 203; discours sur la mise en accusation du Président de la République et des ministres (12 juin 1849), 245; sur le projet de loi relatif à la presse (24 juillet 1849), 265; rapport sur le projet de loi relatif à des crédits extraordinaires pour l'expédition de Rome (12 octobre 1849), 307; discours sur le projet de loi relatif à des demandes de crédits destinés à payer le subside dû par la France à la république de l'Uruguay (5 janvier 1850), 327; son attitude de 1848 à 1850, 329; discours sur l'Instruction publique (18 janvier 1850), 385; il est élu président des commissions chargées de préparer une loi sur l'Instruction publique (1850), 387; droiture de sa ligne politique, 390, 411, 599; rapport fait au nom de la Commission de l'assistance et de la prévoyance (26 janvier 1850), 449; discours sur les conseils académiques départementaux (13 février 1850), 593; dans la discussion du projet de loi sur l'Instruction publique (amendement Lasteyrie, 23 février 1850), 653; dans la discussion du projet de loi sur l'Instruction publique (congrégations religieuses non autorisées, 23 février 1850), VIII, 661; il ne pouvait rien pour sauver la monarchie en 1848, 692.
— Discours dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier la loi électorale du 15 mars 1849 (24 mai 1850), IX, 1; il fait partie de la commission chargée de modifier la loi, 2; discours sur la proposition de M. de Rémusat relative à la formation du nouveau ministère (17 janvier 1851), 59; son rôle dans l'élection du prince Napoléon, 67; raisons de sa visite à Claremont (1850), 86; ses préférences pour le système politique anglais, 102; à quelles conditions il admet la République, 105; discours sur le projet de loi relatif à l'achèvement du chemin de fer de l'Ouest (3 mai 1851), 115; sur le régime commercial de la France (proposition Sainte-Beuve, 27 juin 1851), 135; autre discours sur le régime commercial de la France (28 juin 1851), 245; préface concernant les deux discours sur le régime commercial de la France (1851), 277; résumé de sa carrière publique (1851), 278; discours sur le droit de réquisition directe (17 novembre 1851), 311; sur la dette flottante (24 décembre 1863), 327; il est élu député de Paris (mai 1863), 327; discours sur les libertés nécessaires à la France (11 janvier 1864), 355; exposé de ses principes politiques (1864), 358; discours sur les candidatures officielles (Adresse de 1864, 14 janvier), 407; premier discours sur

l'expédition du Mexique (Adresse de 1864), VIII, 447; second discours sur l'expédition du Mexique (27 janvier 1864), 519; sur la marine marchande (18 avril 1864), 533; sur les finances de la France (6 mai 1864), 571.

— Discours sur les libertés politiques (28 mars 1865), X, 1; il loue l'expédition de Crimée, 37; et blâme l'expédition du Mexique (1865), 37; discours sur la question romaine (13 avril 1865), 53; autre discours sur la question romaine (15 avril 1865), 135; réponse aux attaques de M. Rouher (1865), 137; discours sur les finances (discussion du budget, 2 juin 1865), 173; second discours sur les finances (réponse à M. O'Quin, 6 juin 1865), 257; il a été menacé d'une mise en accusation (1840), 271; troisième discours sur les finances (6 juin 1865), 311; discours sur les principes de 1789 (Adresse de 1866), 331; sur les affaires allemandes (2 mars 1866), 395; sur l'état de l'agriculture en France (10 mars 1866), 407; sur la marine marchande (14 avril 1866), 479; autre discours sur la marine marchande (discussion de l'article 3 du projet de loi, 18 avril 1866), 501; sur la politique extérieure (3 mai 1866), 573.

— Discours sur la politique extérieure de la France, spécialement en ce qui concerne l'Allemagne et l'Italie (14 mars 1867), XI, 1; second discours sur la politique extérieure de la France, spécialement en ce qui concerne l'Allemagne et l'Italie (18 mars 1867), 93; sur l'expédition du Mexique (9 juillet 1867), XI, 163; second discours sur l'expédition du Mexique (10 juillet 1867), 249; sur la question romaine (4 décembre 1867), 255; sur la politique extérieure (9 décembre 1867), 343; sur la liberté de la presse (30 janvier 1868), 359; évolution de ses idées dans le sens libéral, 412; autre discours sur la liberté de la presse (7 février 1868), 423; troisième discours sur la liberté de la presse (8 février 1868), 435; quatrième discours relatif à la liberté de la presse (15 février 1868), 441; cinquième discours sur la liberté de la presse (21 février 1868), 453; sixième discours sur la liberté de la presse (22 février 1868), 509; discours sur le régime économique de la France (13 mai 1868), 537.

— Discours sur les finances (1er juillet 1868), XII, 1; ses idées sur la forme du gouvernement, 45; second discours sur les finances (3 juillet 1868), 77; discours sur le refus d'une interpellation (27 janvier 1869), 155; sur les finances de la ville de Paris (23 février 1869), 169; relatif au traité passé entre la ville de Paris et le Crédit foncier (9 mars 1869), 259; sur la politique intérieure (2 avril 1869), 271; sur les traités de commerce (17 avril 1869), 351; sur l'élection de M. de Campaigno (23 décembre 1869), 381; sur le règlement de l'Assemblée (appel nominal et droit d'Adresse, 13 janvier 1870), 405; il se prononce contre le mandat impératif, 406; discours sur le régime économique de la France (22 janvier 1870), 421; sur les traités de commerce (27 janvier 1870), 519; dans la

discussion du projet de loi relatif à un appel de 90.000 hommes sur la classe de 1870 (30 juin 1870), XII, 603; sur la rupture des négociations avec la Prusse (15 juillet 1870), 635; interruptions violentes dont il est assailli, 648.
— Discours sur la protestation de M. Keller contre la cession de l'Alsace et de la Lorraine (17 février 1871), XIII, 1; nommé député de Paris et Chef du pouvoir exécutif, 5; communication relative à la constitution du Cabinet, et observations sur l'opportunité d'une suspension des séances (19 février 1871), 5; son programme, 9; communication des préliminaires du traité de paix et observations à l'effet d'obtenir la déclaration d'urgence (28 février 1871), 17; discours à l'occasion de la motion de déchéance (1er mars 1871), 27; sur le projet de loi relatif aux préliminaires de paix (1er mars 1871), 33; sur une proposition de loi relative à la nomination d'une commission des finances (3 mars 1871), 45; réponse à deux questions sur des émissions de rentes et des emprunts à la Banque (8 mars 1871), 51; discours sur le projet de translation du siège de l'Assemblée nationale dans un lieu plus rapproché de Paris (10 mars 1871), 61; observations sur l'impression d'un rapport relatif à l'état des finances (11 mars 1871), 103; allocution sur un projet de proclamation au peuple et à l'armée (21 mars 1871), 107; discours sur une déclaration concernant les élections municipales de Paris, 113; observations sur une proposition concernant les mesures à prendre pour pacifier Paris (24 mars 1871), XIII, 139; discours sur une proposition concernant les maires de Paris (27 mars 1871), 143; il ne fera rien pour préjuger la forme du gouvernement, 150; discours sur une proposition concernant les opérations des armées allemandes (29 mars 1871), 153; explications sur l'arrestation de MM. Rouher et G. de Cassagnac (31 mars 1871), 159; communication sur les résultats d'un engagement entre les troupes régulières et les insurgés (3 avril 1871), 171; compte rendu de la visite faite aux militaires blessés par la députation de l'Assemblee (4 avril 1871), 177; discours sur le projet de loi relatif aux élections municipales (8 avril 1871), 181; communication relative aux événements de Paris et à la situation de la France (27 avril 1871), 189; communication relative à la signature du traité de paix (11 mai 1871), 209; observations sur une question de M. Mortimer-Ternaux (11 mai 1871), 213; il obtient un ordre du jour de confiance, 234; discours sur le projet de loi portant ratification du traité de paix avec l'Allemagne (18 mai 1871), 235; communication au sujet de l'entrée des troupes dans Paris (22 mai 1871), 263; ordre du jour déclarant que l'armée et — ont bien mérité de la patrie, 270; discours au sujet d'un incident relatif aux événements de Paris (24 mai 1871), 273; observations sur une demande d'enquête au sujet de la capitulation de Metz (29 mai 1871), 287; observations sur une proposition de M. de Ra-

vinel concernant l'installation des services ministériels à Versailles (1er juin 1871), XIII, 291 ; discours sur l'abrogation des lois d'exil et sur l'élection du prince de Joinville et du duc d'Aumale (8 juin 1871), 295; dans quelle mesure — est attaché à la République, 317; observations sur un projet de loi concernant l'établissement d'impôts nouveaux (12 juin 1871), 335; discours sur l'emprunt de 2 milliards (20 juin 1871), 341; il reste protectionniste, 390; discours au sujet de pétitions demandant le rétablissement du pouvoir temporel du pape (22 juillet 1871), 405; sur le payement des dommages causés par l'invasion (5 août 1871), 435; observations sur les propositions Rivet et Adnet (12 août 1871), 453; discours sur le projet de loi relatif à la dissolution des gardes nationales (22 août 1871), 459; message adressé à l'Assemblée nationale par — comme Président de la République (1er septembre 1871), 479; il est proclamé Président de la République, 480; message sur la proposition Target (13 septembre 1871), 483; discours sur une nouvelle convention à conclure avec l'Allemagne (16 septembre 1871), 495; message à l'Assemblée nationale (7 décembre 1871), 525; discours contre l'établissement d'un impôt sur le revenu (26 décembre 1871), 581; discours sur le projet de loi relatif aux émissions de la Banque de France (29 décembre 1871), 631.

— Discours sur le mode de procéder à l'examen de divers impôts nouveaux (8 janvier 1872), XIV, 1; dans la discussion de l'impôt sur les matières premières (13 janvier 1872), XIV, 19; second discours dans la discussion de l'impôt proposé sur les matières premières (15 janvier 1872), 99; troisième discours dans la discussion de l'impôt proposé sur les matières premières (18 janvier 1872), 125; quatrième discours dans la discussion de l'impôt proposé sur les matières premières (19 janvier 1872), 131; donne sa démission de président de la République (20 janvier 1872, ordre du jour Batbie), 146; il la retire, 147; discours sur une proposition relative à la dénonciation des traités de commerce (1er février 1872), 149; discours dans la discussion générale du budget de 1872 (15 mars 1872), 159; sur diverses motions relatives au budget de 1873 (30 mars 1872), 177; sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée (8 juin 1872), 193; sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée (10 juin 1872), 267; sur plusieurs projets d'impôt (24 juin 1872), 301; dans la discussion générale d'un projet d'impôt sur le chiffre des affaires (2 juillet 1872), 335; second discours dans la discussion générale d'un projet d'impôt sur le chiffre des affaires (3 juillet 1872), 377; discours sur l'article 1er du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (10 juillet 1872), 411; sur l'établissement de centimes additionnels sur les patentes, les portes et fenêtres et la contribution personnelle-mobilière (12 juillet 1872), 483; second discours relatif à l'établissement de centimes

additionnels sur les patentes, les portes et fenêtres et la contribution personnelle mobilière (13 juillet 1872), XIV, 535; troisième discours relatif à l'établissement de centimes additionnels sur les patentes, les portes et fenêtres et la contribution personnelle et mobilière (projet Gaslonde, article additionnel Féray, 16 juillet 1872), 551; dans la discussion de l'impôt proposé sur les matières premières (17 juillet 1872), 565; dans la discussion de l'impôt sur les matières premières (18 juillet 1872), 613; relatif à l'impôt sur les matières premières (19 juillet 1872), 631. — Message du Président de la République lu le 13 novembre 1872, XV, 1; discours sur l'interpellation relative au banquet de Grenoble (18 novembre 1872), 45; sur les combinaisons de la commission chargée d'examiner la proposition de M. de Kerdrel (29 novembre 1872), 63; tableau de la politique de — depuis 1871, 63; discours sur les attributions des pouvoirs publics (4 mars 1873), 119; sa situation dans le gouvernement de 1871 à 1873, 153; nécessité de la tolérance politique, 161; discours sur la politique intérieure du gouvernement (24 mai 1873), 171; il donne sa démission de Président de la République (24 mai 1873), 223; discours sur les nouveaux forts à construire autour de Paris (27 mars 1874), 225; sur le classement des chemins vicinaux (29 février 1836), 293; sur les chemins vicinaux (3 mars 1836), 313; sur l'achèvement des monuments de Paris (crédit supplémentaire, 16 juin 1836, Chambre des Pairs), XV, 327; déposition dans l'enquête ouverte sur la Banque de France et sur la circulation fiduciaire (27 juillet 1866), 357; déposition devant la Commission d'enquête chargée d'examiner les actes du gouvernement de la Défense nationale (17 septembre 1871), 475; déposition devant la Commission d'enquête chargée de rechercher les causes de l'insurrection du 18 mars (24 août 1871), 567; discours aux délégués républicains de la Gironde (25 mars 1874), 635; prononcé à Arcachon (17 octobre 1875), 643; manifeste aux électeurs du IXe arrondissement de Paris (27 septembre 1877), 663; note de M. Mignet, 664.

THILLEMENT. Le nommé —, condamné pour embauchage politique (1832), I, 471.

THOMAS (le P.). Enlèvement du — à Damas (1840), V, 79.
V. *Syrie*.

THOURET (M. —, député). Son rapport sur la Régence, VI, 222.
V. *Régence*.

THOUVENEL (M. —, député). Parle au nom de la gauche, 9 août 1831, I, 45, ses critiques sur le projet de budget de 1832, 297.

THOUVENEL (M. —, ministre des Affaires étrangères). Son opinion sur la question romaine, X, 86.
V. *Italie, Papauté, Rome*.

THUROT (le général). Cité par M. Thiers, III, 52.

TIERS CONSOLIDÉ. La réduction du — a porté sur les tontines, III, 211.
V. *Crédit public, Dette, Tontine.*

TIERS PARTI. Le — entre au ministère (1836), III, 239.
V. *Gouvernement de Juillet, Partis, Politique intérieure.*

TISSAGE. Progression des salaires dans le —, VIII, 72.
V. *Industrie.*

TLEMCEN. Nécessité d'occuper —, III, 628.
— Occupation de —, IV, 137.
V. *Algérie.*

TOCQUEVILLE (M. de —, député). Parle sur la question de la Régence, VI, 207.
V. *Régence.*

TOLAIN (M. —, député). Proteste contre le projet de traité avec la Prusse, XIII, 21.
V. *Traité de Francfort.*

TOLÉRANCE. Son principe, XI, 308.
— Nécessité de la — en politique, XV, 128, 161.
V. *Enseignement, Jésuites, Liberté.*

TONNAGE. La question du — entre la France et les États-Unis en 1822, III, 86.
V. *Marine marchande.*

TONTINES. Leur avoir en rentes 5 °/₀ en 1836, III, 211.
— Le principe de la — appliqué à l'assurance obligatoire, VIII, 568.
V. *Assistance, Tiers consolidé.*

TORENO (M.). Succès de son ministère en Espagne (1835), IV, 36.

TORRÈS-VEDRAS. Situation des lignes de —, V, 437.
V. *Espagne, Portugal.*

TORTURE. La — appliquée à des Juifs de Damas (1840), V, 79.
V. *Syrie.*

TORY. Situation du parti — vers 1840, IV, 450.
— Avènement du parti — au pouvoir, conséquences au point de vue de l'alliance anglaise, VI, 304.
V. *Alliances, Angleterre, Partis, Politique extérieure.*

TOSCANE. La — accède aux traités pour la répression de la traite, VI, 193.
V. *Traite des noirs.*

TOTALISER. Ce qu'on entend par — en matière de budget, X, 184.
V. *Budget, Finances.*

TOULON. Situation du port de —, VI, 86.

TOULOUSE. Désordres causés à — par le recouvrement des impôts, VI, 120.
V. *Impôts, Recensement.*

TOURS. Question de la suppression des — pour l'enfance abandonnée, VIII, 474.
V. *Assistance.*

TRACY (M. de —, député). Ses critiques concernant le projet de budget de 1832, I, 298; ses

critiques relatives au budget de 1832, I, 342.
— Cité par M. Thiers à propos des systèmes de guerre, V, 484.

TRADITION. Nécessité de la — dans une Chambre haute, I, 168.
V. *Chambre des Pairs*, *Gouvernement représentatif*.

TRAITE DES NOIRS. Opinion de Pitt sur la publicité donnée aux excès commis dans la répression de la —, III, 548.
— Convention entre la France et l'Angleterre pour la répression de la —, VI, 53; résultats obtenus (1842), 67; zones de surveillance, 67 et suiv.; son peu d'importance (1842), 71; questions relatives à la —, 181 et suiv.; affaire des noirs engagés pour le service de Cayenne (1840), 183; traité de 1840 y relatif, 190; part prise par M. Thiers à la conclusion de ce traité, 195.
V. *Angleterre*, *Droit de visite*, *Marabout* (le).

TRAITÉS. Nécessité de les respecter, II, 402, 492; ce qui constitue la publicité des —, 500; comment on interprète les —, 501.
— Nécessité de les respecter en 1836, III, 441.
— Raison du respect dû aux —, VI, 46; un — ratifié ne peut plus être modifié, 201; les — ne sont pas toujours nécessaires pour la formation d'une alliance, 307.
V. *Politique extérieure*.

TRAITÉS DIVERS. Le — du 15 octobre 1831, loué par M. Thiers, I, 220.
— Traité du 13 mai 1832, pour la garantie de l'emprunt grec, II, 143.
— Traité de 1794, entre les États-Unis et l'Angleterre, III, 55.
— Traités relatifs au droit de visite, VI, 53, 67, 195; le — du 8 septembre 1842, relatif à Tahiti, 338; le — de novembre 1840 avec la République Argentine, 349, 363.
— Le — conclu avec Rosas, mal exécuté, VII, 238; le — d'Utrecht, de 1713, ses effets sur la politique espagnole, 398.
— Traité de Londres en 1852, relatif au Danemark, X, 590.
— Traité de La Soledad, ses clauses, XI, 182.
V. *Droit de visite*, *Grèce*, *Mexique*, *La Plata*, *Politique extérieure*.

TRAITÉS DE 1815. Les — doivent-ils être un motif de guerre en 1830, I, 61; M. Thiers les juge déplorables, 63; le moment n'est pas favorable pour les rompre, 63; nécessité d'avoir des alliés avant d'y renoncer, 64; ils sont ambigus en ce qui concerne la Pologne, 430; le gouvernement de Juillet a fondé sa politique extérieure sur le respect des — (1832), 488; les — définis par M. Odilon Barrot, 556.
— La monarchie de Juillet les a acceptés, pourquoi, II, 157, 197, 413, 424; le traité du 30 mai 1814 cité à propos des créances extérieures, 494; mention du traité du 20 novembre 1815, même sujet, 503.
— Leurs dispositions relatives à

Cracovie, III, 465; nécessité de les accepter, 603.
— La France ne peut aimer les —, IV, 358; la France les a respectés avec raison; opinion nouvelle de l'Angleterre sur les — (1840), 452.
— La seule clause acceptable des —, V, 644.
— Leur influence sur les rapports entre la France et l'Allemagne, VI, 11.
— Nécessité de les observer en les détestant, VII, 501; leur sens en ce qui concerne la Suisse, 527, 559.
— Leurs stipulations, VIII, 222; la France doit les observer en les détestant, 224.
— Nécessité de les respecter, XI, 25; l'équilibre européen repose sur les —, 28.
— Leur importance pour la France, XIII, 408.
V. *Politique extérieure, Restauration.*

TRAITÉS BELGES. Le — des Dix-huit articles, son but, ses dispositions en ce qui concerne le Luxembourg, IV, 312; le — des Vingt-quatre articles, ses dispositions relatives au Luxembourg, 312; difficulté de l'exécuter en 1839, 318.
V. *Belgique, Intervention, Luxembourg, Politique extérieure.*

TRAITÉS RELATIFS AUX AFFAIRES D'ORIENT. Le — d'Unkiar-Skelessi, juillet 1833, II, 209.
— Clauses de cet acte, IV, 413.
— Le — du 15 juillet 1840, mesures prises par M. Thiers à la suite du —, V, 151; on en a précipité la signature, pourquoi, V, 212 et suiv.; circonstances qui l'ont préparé à Londres, 285; pourquoi il a été publié tardivement, 303.
— Le traité d'Unkiar-Skelessi, sa portée selon M. Thiers, VI, 45; le — du 20 décembre 1841, but de l'Angleterre en le négociant, 72; origines de ce traité, 194.
V. *Égypte, Orient, Russie, Turquie.*

TRAITÉS RELATIFS A L'ESPAGNE. Le — de la quadruple alliance (1834), III, 179.
— Ses stipulations, IV, 33; sa portée, 88.
V. *Espagne, Politique extérieure, Portugal, Quadruple alliance.*

TRAITÉS RELATIFS A L'ALGÉRIE. Obscurité des — conclus avec les Arabes, III, 627.
— Le traité de février 1834 avec Abd-el-Kader, IV, 123; le — de la Tafna, de 1839, 625; et V, 90.
V. *Algérie, Tafna (la).*

TRAITÉ DE FRANCFORT. Le — communiqué à l'Assemblée par M. Thiers, XIII, 17, 209; discours de M. Thiers sur le projet de loi portant ratification du —, notice, 235; stipulations du —, 235; affaire de Belfort, 236; intérêts politiques sur la frontière du Luxembourg, 239; importance de la trouée de Belfort, 241; diminution de l'importance des places, 245; valeur défensive de Belfort, 246; motifs de M. de Bismarck pour céder sur la question de Belfort, 250; inquiétudes de l'Allemagne, 259; raisons stratégiques

TRAITES DE COMMERCE

tude du gouvernement français dans la question, XIV, 151 ; nécessité de lui attribuer la faculté de dénoncer les traités, 154; gêne résultant des — au point de vue fiscal, 341, 373, 382.
— Traité signé avec l'Angleterre, (1872), XV, 21.
V. *Commerce, Douanes, Industrie, Libre-échange, Protection, Tarifs.*

TRAITEMENTS. Réduction des — au budget de 1832, I, 243 ; des agents diplomatiques, discours de M. Thiers (1832). 451.
V. *Agents diplomatiques, Budget, Fonctionnaires.*

TRANSACTIONS COMMERCIALES. Projet d'impôt sur les —, combattu par M. Thiers, XIV, 184, 140.

TRANSIT. Des réfugiés politiques, convenu entre la France et la Suisse, IV, 11.
V. *Réfugiés, Suisse.*

TRANSLIMITATION. La — proposée par l'Angleterre comme procédé d'intervention en Espagne, IV, 44.
V. *Espagne, Quadruple alliance.*

TRANSNONAIN. Causes des événements de la rue —, II, 473.
V. *Émeutes, Gouvernement de Juillet.*

TRANSPORTS MARITIMES. Leur prix en France, IX, 565.
V. *Marine marchande.*

TRAVAIL. Observations sur la durée du travail dans les ministères (1832), I, 330.
— C'est le seul moyen d'enrichir le pays, II, 177.
— Discours de M. Thiers sur la question du droit au —, VIII, 57 ; théorie du droit au — (1848), 90; le — principe de la propriété, 63 le — loi fondamentale de la société, 454; influence de l'État sur les chômages, 581.
— Action des tarifs sur le —, XI, 259.
— Situation faite au — par le libre-échange, XI, 545; le — but des nations, 546.
V. *Assistance, Libre-échange, Protection.*

TRAVAUX PUBLICS. Dépenses du ministère du Commerce et des — au budget de 1832, I, 242, 250; la commission du budget de 1832 réclame l'application d'un système nouveau pour les —, 251; on ne peut recourir à l'industrie privée pour l'exécution des —, pourquoi, 272; somme nécessaire pour les achever (1832), 370.
— Augmentation des crédits relatifs aux — (1834), II, 420.
— Impulsion donnée aux — par la loi de 1833, III, 370; surveillance exercée par M. Thiers sur les — de Paris (1833-1836), 411 ; manière d'agir des entrepreneurs de —, 411.
— Causes des inexactitudes des devis en matière de —, V, 486; excès des — à la suite de la loi de 1833, 541 et suiv.
— Découvert résultant des — (1832), VI, 146.
— Excès des — sous le gouver-

nement de Juillet (1846), VII, 318; ordonnés par les lois de 1841 et 1842, 437 et suiv.; danger d'exécuter une masse trop considérable de — simultanément, 483.
— Emploi des — comme moyen d'atténuer les chômages, VIII, 514; combinaisons proposées à propos des —, 524.
— Ils sont employés comme moyen politique, danger de les exagérer, X, 177; exagération des — sous le second Empire, effets économiques, 383.
— Exagération des — sous le second Empire, XII, 178; détail des — à exécuter à Paris, 205 et suiv.
— Supériorité de l'administration des ponts et chaussées en matière de —, XV, 310; règles applicables en matière de — (1836), 316; discours de M. Thiers sur l'achèvement des monuments de Paris (crédit supplémentaire, 16 juin 1836), 327; infériorité de l'adjudication pour les grands —, 346; contrôle des —, 347.
V. *Adjudication publique*, *Assistance*, *Budget*.

TRÉSOR. Discours de M. Thiers sur une création d'obligations du — (1831), I, 11; on refuse de traiter avec le — pour un emprunt en 1830, 34; situation du portefeuille en 1831, 34; effets du danger de cette négociation, possibilité de l'agiotage, 340; création d'un ministère du — sous l'Empire, résultats, 361; pensions à la charge du — à la chute de l'Empire, 401; ses pertes par l'effet de l'amortissement, 572.
— Ses craintes au sujet de l'emploi des fonds des caisses d'épargne, IV, 101; inconvénient des avances au —, affaire du syndicat des receveurs généraux, 105, 114; le — ne doit pas spéculer, 111; ses relations avec la Banque, 117.
— Secours qu'il a tirés de la Banque à diverses époques, V, 12.
— Les engagements du — en 1842, VI, 146.
— Services rendus au — par la Banque de France, XV, 385; ses escomptes à la Banque de France, 412.
V. *Banque de France*, *Budget*, *Dette flottante*, *Emprunts*, *Finances*, *Obligations*.

TRÉZEL (le général). Loué par M. Thiers, sa conduite à Oran, IV, 136.
V. *Algérie*.

TRIBUNAL. Démarche du — de Lyon près du préfet du Rhône (mars 1834), II, 597.
— On ne peut donner aux — un droit de contrôle sur les agents du pouvoir, III, 303 et suiv.
— Choix du — le plus apte à juger les procès de presse, XI, 385.
V. *Agents du pouvoir*, *Cour des Pairs*, *Lyon*, *Presse*, *Troubles*.

TRIBUNE PARLEMENTAIRE. La liberté de la — doit être absolue, II, 295; danger des promesses et des accusations sans fondement faites à la —, 361.
— On y dit le vrai et le faux, IV, 130.
— Son rôle comme organe de l'opinion, VII, 493.
V. *Liberté*.

TRIPLE ALLIANCE. La — n'oserait

braver l'alliance de la France et de l'Angleterre, I, 554.
V. *Angleterre, Politique extérieure.*

TRONÇONS. La théorie des trois —, sa valeur, XI, 94.
V. *Allemagne, Politique extérieure.*

TROPLONG. (M.—, sénateur). Cité par M. Thiers (discussion sur la presse), XI, 482.

TROUBLES. En Vendée, attitude du gouvernement en 1830, I, 57 ; effet des — sur le pays, 144.
— Événements de Lyon en avril 1834, leur portée, II, 375.
V. *Émeutes, Insurrections.*

TROUPES. Attitude des — pendant l'insurrection de Lyon, II, 608.
— Nécessité de former des — indigènes en Algérie (1836), III, 527, 5 31.
V. *Algérie, Armée.*

TRUGUET (l'amiral). Cité par M. Thiers, V, 391.

TULLES. Crise de l'industrie des — en France, XI, 625.
V. *Protection.*

TUNIS (régence de). Son attitude vis-à-vis de la France (1845), VI, 574.
V. *Algérie.*

TURCK (M. —, député). Parle sur la question du crédit hypothécaire (1848), VIII, 108.
V. *Assistance, Crédit.*

TURQUIE. Elle est menacée de perdre la Moldo-Valachie, I, 103.
— Décadence irrémédiable de la Turquie, conséquences politiques de ce fait, II, 150; politique de la France vis-à-vis de la —, 207.
— Les Turcs ont été nos premiers ennemis en Algérie, III, 522.
— Ses relations avec l'Algérie, IV, 143 ; elle offre Constantine au bey de Tunis, 144 ; opinion de M. Thiers sur le partage éventuel de la —, 418 et suiv.; la Russie devenue l'auxiliaire de la —, 422; sa situation en 1840, 430; nécessité de maintenir l'intégrité de la —, 486; dangers d'une intervention européenne en — (1840), 515.
— Discours de M. Thiers sur la question d'Égypte, (1840), V, 149; but de la France en Orient, 156.
— Situation faite à la — par les conventions de 1840-1841, VI, 36 ; force de la —, 46 ; la France peut et doit garantir la — contre un partage, 48.
— Les Turcs viennent chercher en Europe un type de Constitution, VIII, 67.
— Sa situation (1867), XI, 76 ; nécessité de maintenir les Turcs à Constantinople, 77.
V. *Constantinople, Égypte, Orient, Politique extérieure, Russie.*

TUTELLE DES COMMUNES. Impropriété de cette expression, II, 56.
V. *Communes.*

U

ULTRAMONTANISME. Causes du mouvement de l'Église de France vers l' —, X, 111.
V. *Église, Enseignement, Liberté.*

UNION DOUANIÈRE. Causes de la formation de l' — allemande. III. 487; l' — n'est pas sortie d'une idée politique. 612; impossibilité d'en empêcher la formation. 613.
— Projet d'une — franco-belge. opposition de l'Angleterre. VI. 309.
V. *Allemagne. Angleterre, Belgique, Zollverein.*

UNITÉ ADMINISTRATIVE. Origine et rôle de l' — en France. II. 73; le gouvernement représentatif a réalisé l' — en France. 103; tendance générale en Europe vers l' —. 237.
— Résultats obtenus en France par l' —. VII. 40.
V. *Administration. Napoléon Ier, Révolution.*

UNITÉ DE L'ALLEMAGNE. Dangers qu'elle présente pour la France. X. 65; pour l'Europe. 616; pour les petits États. 620.
— L' — considérée au point de vue allemand. XI. 49; ses origines. 143.
V. *Allemagne, Politique extérieure. Prusse.*

UNITÉ DE LA FRANCE. L' — nationale est l'œuvre de la Révolution complétée par Napoléon Ier. II, 73.
— Origines et utilité de l' —, V, 329.
— Elle fait la force de la France, VI, 460.
— Quels sont les moyens d'atteindre à l' —. VIII, 638.
V. *France.*

UNITÉ ITALIENNE. Dangers de l' — pour la France, X, 60; difficultés nées de l'unité italienne, 72; son influence sur l'unité allemande. 64, 389, 618.
— Opinion de M. Thiers sur l' —. XI. 33; elle a préparé l'unité allemande. 49; elle devait nous préparer un adversaire. 122.
— Elle a préparé l'unité allemande, XIII. 413.
V. *Italie, Papauté, Rome.*

UNIVERSITÉ. Son avoir en rentes 500 (1836), III, 207.
— Situation de l' — avant 1789. VI. 462; caractère donné à l' — par Napoléon. 467; ses vicissitudes, 469; seule elle peut conférer des grades. 505; situation des fonctionnaires de l' —, 518; apologie de l' — 522; attaques dirigées contre l' — par certains évêques (1844), 659.
— Son organisation en 1808, en 1815 et en 1845. VII, 35; M. Thiers la défend contre M. de Salvandy, 42; son histoire, résumée par M. Thiers (1846), 43; il faut une loi pour opérer la réforme de l' —, 66; attaques du clergé contre elle, et attitude du gouvernement dans le conflit (1846), 304.
— Elle a été rétablie par Napoléon, VIII, 392; elle est respectée par la loi de 1850, 419; sa situation en 1850, 600; sa supériorité technique, 605; exagération de ses programmes, 611.
V. *Enseignement, Instruction publique.*

UNKIAR-SKELESSI. Conclusion du traité d' —, II, 191; signification du traité d' —, 210.
— Ses stipulations, IV, 443.
V. *Orient, Russie, Turquie.*

URUGUAY (la République de l'). Envahie par le général Oribe, VI, 350 et suiv.; discours de M. Thiers sur les affaires de la — (1854), 349; sa situation politique (1844), 358; émigration française dans la —, 358; autre discours de M Thiers sur les affaires de la — (31 mai 1844), 399; nécessité de protéger son indépendance, 420.
— Discours de M. Thiers relatif aux subsides dus à la République de l' —, VIII, 327.
V. *Oribe, Plata (La).*

UTILITÉ SOCIALE. Le principe de l'— s'oppose à l'extension du droit électoral, I, 532.
— Elle dirige seule la politique des États, VI, 287.
V. *Politique extérieure.*

UTOPIES. Danger des —, leur effet sur les masses, II, 42.
V. *Finances, Impôts.*

UTRECHT (traité d'). La France y reconnaît les droits des neutres, III, 41.
V. *Droit de Visite, Neutres.*

V

VACHON-IMBERT (M. —, adjoint au maire de Lyon). Sa lettre au préfet du Rhône (1834), II, 582.
V. *Émeutes, Lyon, Troubles.*

VAISSEAUX. Emploi du fer dans la construction des — (1846), VII, 200; enquête anglaise sur la forme à donner aux —, 203.
V. *Marine marchande.*

VALAIS. Situation politique dans le canton suisse du — (1848), VII, 538; influence du clergé, 539.
V. *Suisse.*

VALEURS FONCIÈRES. Évaluation de la propriété foncière (1848), VIII, 114.
V. *Impôts.*

VALEURS LOCATIVES. Emploi des baux pour fixer les —, VI, 131.
V. *Impôts.*

VALEURS MOBILIÈRES. Proportion des valeurs créées par la Banque de France, VIII, 131.
— Progression des — en France, XIII, 619.
— Impôt proposé sur le revenu des — (1872), XIV, 1; ses inconvénients, 14, 41.
V. *Impôts.*

VALMY (le duc de). Prend part à la discussion sur les affaires d'Orient (1840), IV, 415.
V. *Orient.*

VAN ROBAIX. Appelé en France par Colbert pour y importer l'industrie du drap, IX, 205.
V. *Industrie, Protection.*

VARÉLA (M.). Agent du gouvernement de l'Uruguay, cité par M. Thiers, VI, 354.
V. *Plata (La), Uruguay.*

VARSOVIE. La ville de — prise par les Russes, I, 75; le grand-duché de — réuni à la Russie en 1815, 431; il doit conserver une administration distincte, 431.

— Discours de M. Thiers sur les réclamations pécuniaires relatives au grand-duché de Varsovie (1835). II, 489.
— Circonstances de la prise de Varsovie par les Russes, V, 434.
— Accueil fait à M. Thiers à — en 1870. XV, 545.
V. *Politique intérieure, Pologne.*

VATOUT (M. —, député). Ses propositions relatives aux théâtres, II, 316.
V. *Théâtres.*

VAUBAN. Propose de fortifier Paris, V, 315; justification de son autorité en matière militaire, par M. Thiers, 381; ses idées sur la nécessité de fortifier Paris, 384.
— Éloge de — par M. Thiers, XIII, 400; cité par M. Thiers, 619.
V. *Fortifications de Paris, Impôts.*

VAUCHER (M.). Cité par M. Thiers, XI, 636.

VÉGÉTATION SOCIALE. Ce qu'il faut entendre par la —, X, 46.
V. *Population, Société politique.*

VENDÉE. Attitude du gouvernement de Juillet à l'égard des troubles de —, I, 57; pensions accordées aux Vendéens sous la Restauration, 407, 413; causes véritables des désordres de la — (1832), 484; moyens employés pour arrêter l'insurrection, 502; les Bourbons y cherchent une diversion contre le gouvernement de Juillet, 518.
— Les insurgés de la — participent aux pensions établies par l'ordonnance du 1er août 1815, II, 7; les secours accordés aux insurgés de la Vendée supprimés en 1832, 11.
— Citée comme exemple des changements produits par le temps dans l'esprit public d'un pays, IV, 60.
— Causes principales de l'insurrection de la —, VIII, 200.
V. *Gouvernement de Juillet, Insurrections, Troubles.*

VENISE. Le gouvernement de — cité par M. Thiers, I, 154.

VERA-CRUZ (La). Est occupée par les alliés (1861), leurs souffrances, IX, 475.
V. *Mexique.*

VÉRITÉ. On doit la dire aux peuples comme aux rois, I, 321.
— Les vérités fondamentales de la politique française depuis 1789, XV, 694.
V. *Politique extérieure et intérieure.*

VERSAILLES. Utilité de transporter l'Assemblée à — (1871), XIII, 84, 94; observations de M. Thiers sur une proposition de M. de Ravinel concernant l'installation des services ministériels à — (1871), 291.
V. *Assemblée nationale.*

VIEILLARD (M. —, sénateur). Ménage une entrevue entre M. Thiers et Louis-Napoléon, XIII, 309.

VIEILLESSE. Moyens d'assurer des ressources à la —, VIII, 553.
V. *Assistance.*

VIE PRIVÉE. Différence entre les institutions anciennes et modernes en ce qui concerne la —, VI, 458.

VIENNE. Le siège de — en 1809, V, 405.
V. *Fortifications de Paris.*

VILLÈLE (M. de). Garantit les avances des adjudicataires de l'emprunt d'Haïti, I, 29; constate l'excès du nombre des pensions, 402; mauvaise opération de — sur l'indemnité aux émigrés, 573.
— Sa politique vis-à-vis des États-Unis, III, 31; son opinion sur l'opportunité de la guerre d'Espagne, 615.
— Son rôle dans l'affaire du syndicat des Receveurs généraux, IV, 105, 114.
V. *Amortissement, Finances.*

VILLEMAIN (M.). Nommé ministre de l'Instruction publique (1839), IV, 411.
—De nouveau ministre de l'Instruction publique (1840), V, 152.
— Son projet de loi sur l'Instruction secondaire (1844), VI, 446.

VILLES. Accroissement de la population des —, ses conséquences, XII, 147.
— Difficultés financières causées aux — par les charges de la guerre de 1870-1871, XIV, 559.

VILLES HANSÉATIQUES. Les — accèdent aux conventions pour la répression de la traite des noirs, VI, 193.
V. *Traite.*

VINGT-QUATRE MAI (1873). Suites de la journée du —, XV, 639.
V. *Politique intérieure, Thiers.*

VINOY (le général). Son attitude en mars 1871, XV, 602.

VINS. Protection accordée aux — (1836), III, 291; difficulté de faire réduire les droits sur nos — à l'étranger, 360.
— La Hollande supprime les droits sur nos —, V, 651.
— Situation du commerce des vins (1870), XII, 539.
V. *Libre-échange, Protection, Traités de commerce.*

VISITE. Discours de M. Thiers relatif au droit de — (1842), VI, 53; second discours sur le même sujet, 181; ses conséquences parlementaires en France, 272, 610.
V. *Droit de visite, Traite des noirs.*

VISTULE. La ligne de la —, désirée par Frédéric II, I, 103.
V. *Pologne.*

VITET (M. —, député). Rapporteur du projet de résolution relatif à la présidence de la République (1871), XIII, 479.
V. *Thiers.*

VIVIEN (M. —, député). Ses critiques contre le projet de loi relatif à la responsabilité des fonctionnaires, (1835), II, 550.
— Parle sur les subventions théâtrales (1836), III, 417.
— Nommé ministre de la Justice IV, 462.

VOIES ET MOYENS. Proposés pour couvrir les dépenses de 1831, I, 15.
V. *Budget, Finances.*

VOLONTAIRES. Des — s'offrent pour servir en cas de guerre (1831), I, 217.
— La vérité sur les — de 1793, XIV, 288.
V. *Armée, Service militaire.*

VOLTAIRE. Il ne serait plus irréligieux à l'époque actuelle, XI, 321.
V. *Religion.*

VOSGES. Importance de la frontière des —, XIII, 241.
V. *Belfort, Traité de Francfort.*

VOTE. Utilité de la publicité du —, XII, 406.
V. *Élections.*

VUITRY (M. —, ministre présidant le Conseil d'État). Parle sur le budget de 1866, X, 311.
V. *Budget, Finances.*

W

WADDINGTON (M.). Nommé ministre de l'Instruction publique (1873), XV, 172.

WAGRAM. Napoléon avait déjà des troupes trop jeunes, à —, VIII, 197.
V. *Armée, Service militaire.*

WALEWSKI (le comte). Sa mission au Caire (1840), V, 220.
V. *Égypte, Orient.*

WALLON (M. —, député). Son amendement à l'article 7 de la loi de 1850 sur l'Instruction publique, VIII, 593.

WALPOLE (Sir Robert). Son opinion sur l'alliance française, III, 437.

WASHINGTON. Son opinion sur les associations politiques, II, 272.

WASHINGTON. La ville de — brûlée par les Anglais, III, 55.

WEIMAR. Suppression de la légation française à —, III, 486.
V. *Allemagne.*

WELLINGTON (le duc de). Division du Cabinet du — sur la question de l'émancipation de la Grèce, II, 173; préside la commission chargée de fixer les sommes dues par la France aux États étrangers, 490.

WELLS (M. —, commissaire du revenu intérieur aux États-Unis). Cité par M. Thiers, XIV, 444, 462.

WENTWORTH-DILKE (Sir). Cité par M. Thiers, XII, 431.

WESTERN (M. le sénateur). Se fait l'organe des réclamations adressées à la France au sujet des navires américains pris et détruits, III, 68.
V. *Indemnités, États-Unis.*

WHIGS. Utilité de leur présence au pouvoir au point de vue français (1830-1833), I, 553.
— Prépondérance de leur politique vers 1840, IV, 450.
— Le parti — et la France après 1830, VI, 305.
V. *Angleterre, Politique extérieure, Tory.*

WURTEMBERG. Le — commence le Zollverein, III, 345; forme la première association douanière, 477.
V. *Allemagne, Union douanière, Zollverein.*

WUSTEMBERG (M. —, député). Parle contre le système protecteur (1836), III, 270.

Z

ZÉA (M.). Ses déclarations relatives à la forme du gouvernement espagnol (1833), IV, 31.
V. *Espagne, Quadruple alliance.*

ZOLLVEREIN. Ses débuts en 1833, II, 302.
— Discours de M. Thiers sur le — (1836), III, 345; tendance unanime en Allemagne en faveur du — (1836), III, 347; la formation du — est plutôt utile que dommageable pour l'Europe, 352; impossibilité pour la France d'empêcher sa formation, 487; son influence sur la paix, 492; il n'est pas sorti d'une idée politique, 612; impossibilité d'en empêcher la formation, 613.
— Causes de sa formation, V, 656.
— La formation du — n'était pas une preuve du désir d'unité en Allemagne, XI, 140.
V. *Allemagne, Politique extérieure, Prusse, Union douanière.*

ZUMALACARRÉGUY. Dirige l'insurrection en Espagne, IV, 2; tué à Bilbao, 42.
V. *Espagne, Quadruple alliance.*

TABLE

DES DISCOURS DE M. THIERS

SELON L'ORDRE DES VOLUMES

PREMIER VOLUME.

		Pages
I.	Discours sur le règlement du budget de 1828, prononcé le 23 novembre 1830, à la Chambre des Députés. . .	1
II.	Discours sur la création de 200 millions d'obligations du Trésor et l'aliénation de 300,000 hectares de bois, prononcé le 11 mars 1831, à la Chambre des Députés	11
III.	Discours sur les contributions extraordinaires de 1831, prononcé le 5 avril 1831, à la Chambre des Députés.	23
IV.	Discours sur le projet d'adresse, prononcé le 9 août 1831, à la Chambre des Députés.	43
V.	Discours sur les Affaires étrangères (interpellation de M. Mauguin), prononcé le 20 septembre 1831, à la Chambre des Députés.	75
VI.	Discours sur l'état intérieur de la France, prononcé le 23 septembre 1831, a la Chambre des Députés. . . .	119
VII.	Discours sur la constitution de la Pairie, prononcé le 3 octobre 1831, à la Chambre des Députés	149
VIII.	Discours sur la mobilisation de la garde nationale (proposition du général Lamarque), prononcé le 23 octobre 1831, à la Chambre des Députés	193
IX.	Rapport sur le budget des dépenses de 1832, présenté le 31 décembre 1831, à la Chambre des Députés. . .	225
X.	Résumé de la discussion générale du budget de 1832,	

Pages.

[illegible] . [illegible]

[illegible] [illegible] . [illegible]

[illegible] [illegible] . [illegible]

[illegible] [illegible] . [illegible]

[illegible] [illegible] . [illegible]

[illegible] [illegible] . [illegible]

[illegible] [illegible] . [illegible]

[illegible] [illegible] . [illegible]

[illegible] [illegible] . [illegible]

[illegible] [illegible] . [illegible]

[illegible] [illegible] . [illegible]

DEUXIÈME VOLUME.

XXI. Discours sur la révision des pensions accordées du 6 avril 1814 au 29 juillet 1830, prononcé le 5 mars 1833, à la Chambre des Députés 1

XXII. Discours contre l'établissement d'un impôt sur le revenu, prononcé le 15 avril 1832, à la Chambre des Députés 29

Pages.

XXIII. Discours sur la décentralisation (projet de loi sur les attributions municipales), prononcé le 6 mai 1833, à la Chambre des Députés. 53

XXIV. Discours sur la division des communes en deux classes (projet de loi sur les attributions municipales), prononcé le 7 mai 1833, à la Chambre des Députés. . . 89

XXV. Discours sur l'achèvement des monuments de Paris, divers travaux publics dans les départements et les routes stratégiques en Vendée (ouverture d'un crédit de 100 millions), prononcé le 30 mai 1833, à la Chambre des Députés 113

XXVI. Discours sur la Bibliothèque royale (projet de loi des 100 millions pour travaux publics), prononcé le 31 mai 1833, à la Chambre des Députés. 127

XXVII. Discours sur la garantie de l'emprunt grec, prononcé le 8 juin 1833, à la Chambre des Pairs 143

XXVIII. Discours sur la politique intérieure (Adresse de 1834), prononcé le 4 janvier 1834. à la Chambre des Députés 161

XXIX. Discours sur la politique étrangère (Adresse de 1834), prononcé le 8 janvier 1834, à la Chambre des Députés 191

XXX. Discours sur les attributions des maires, prononcé le 28 février 1834, à la Chambre des Députés 213

XXXI. Discours sur les attributions des conseils municipaux, prononcé le 3 mars 1834, à la Chambre des Députés. 239

XXXII. Discours sur les associations, prononcé le 17 mars 1834, à la Chambre des Députés 249

XXXIII. Discours sur les associations (amendement Taillandier) prononcé le 19 mars 1834, à la Chambre des Députés 289

XXXIV. Discours sur les affaires allemandes (budget des Affaires étrangères), prononcé le 9 avril 1834, à la Chambre des Députés 301

XXXV. Discours sur les subventions aux théâtres, prononcé le 6 mai 1834, à la Chambre des Députés 311

XXXVI. Discours sur les affaires de Lyon (supplément de crédit au ministre de la Guerre), prononcé le 12 mai 1834, à la Chambre des Députés 335

Pages.

XXXVII. Discours sur une demande de crédit pour secours aux victimes des troubles de Lyon, prononcé le 16 mai 1834, à la Chambre des Députés. 369

XXXVIII. Discours sur la crise ministérielle du mois de novembre (explications demandées par M. Janvier), prononcé le 5 décembre 1834, à la Chambre des Députés . . . 379

XXXIX. Discours sur la crise ministérielle du mois de novembre (réponse à M. Sauzet), prononcé le 6 décembre 1834, à la Chambre des Députés. 429

XL. Discours sur la construction d'une salle provisoire pour la Cour des Pairs, prononcé le 31 décembre 1834, à la Chambre des Députés. 445

XLI. Discours sur les dépenses relatives au procès des accusés d'avril devant la Cour des Pairs, prononcé le 22 janvier 1835, à la Chambre des Pairs. 465

XLII. Discours sur les réclamations pécuniaires du grand-duché de Varsovie, prononcé le 26 janvier 1835, à la Chambre des Députés. 489

XLIII. Discours sur la crise ministérielle provoquée par la retraite du maréchal Mortier (interpellation de M. de Sade), prononcé le 11 mars 1835, à la Chambre des Députés 513

XLIV. Discours sur le ministère du 12 mars (interpellation de M. Mauguin), prononcé le 14 mars 1835, à la Chambre des Députés 521

XLV. Discours sur la responsabilité des ministres, prononcé le 27 mars 1835, à la Chambre des Députés. 549

XLVI. Discours sur un secours de 1,200,000 francs au profit des Lyonnais, victimes de l'insurrection de 1834, prononcé le 6 avril 1835, à la Chambre des Députés . . 573

TROISIÈME VOLUME.

XLVII. Discours sur l'indemnité de 25 millions proposée pour les États-Unis (réponse au duc de Fitz-James), prononcé le 9 avril 1835, à la Chambre des Députés. . . 1

XLVIII. Discours sur l'indemnité de 25 millions proposée pour

Pages.

les États-Unis (réponse à M. Berryer), prononcé le 16 avril 1835, à la Chambre des Députés. 23

XLIX. Discours sur un crédit de 1,200,000 francs pour dépenses secrètes, prononcé le 29 avril 1835 à la Chambre des Députés. 93

L. Discours sur la juridiction de la Cour des Pairs en matière de presse, prononcé le 25 août 1835, à la Chambre des Députés. 127

LI. Discours sur la législation de la presse (incident sur les troubles d'avril), prononcé le 25 août 1835, à la Chambre des Députés. 159

LII. Discours sur la censure théâtrale, prononcé le 29 août 1835, à la Chambre des Députés. 169

LIII. Discours sur les affaires d'Espagne (discussion de l'Adresse), prononcé le 6 janvier 1836 à la Chambre des Pairs. 179

LIV. Discours sur le projet d'Adresse, prononcé le 13 janvier 1836, à la Chambre des Députés 187

LV. Discours sur la proposition de M. Gouin ayant pour objet la réduction des rentes, prononcé le 4 février 1836, à la Chambre des Députés. 197

LVI. Discours sur le programme ministériel du Cabinet du 22 février, prononcé à la Chambre des Députés le 22 février 1836 et à la Chambre des Pairs le 23 février 1836. 239

LVII. Discours sur la conversion des rentes (proposition Gouin), prononcé le 21 mars 1836 à la Chambre des Députés. 249

LVIII. Discours sur la loi des douanes, prononcé le 15 avril 1836, à la Chambre des députés. 269

LIX. Discours sur la responsabilité des ministres et agents du pouvoir, prononcé le 18 avril 1836, à la Chambre des Députés 295

LX. Discours sur le projet de loi des douanes (fers fabriqués au bois), prononcé le 20 avril 1836, à la Chambre des Députés 315

LXI. Discours sur le projet de loi des douanes (introduction de rails étrangers), prononcé le 21 avril 1836, à la Chambre des députés. 331

Pages.

LXII. Discours sur le projet de loi des douanes (association douanière allemande), prononcé le 2 mai 1836, à la Chambre des Députés. 345

LXIII. Discours sur le deuxième projet de loi des douanes, prononcé le 3 mai 1836, à la Chambre des Députés. . . 355

LXIV. Discours sur un crédit de 4,580,000 francs pour l'achèvement des monuments de la capitale, prononcé le 14 mai 1836, à la Chambre des Députés 365

LXV. Discours sur le budget de l'intérieur (subvention aux théâtres), prononcé le 27 mai 1836, à la Chambre des Députés 417

LXVI. Discours sur l'alliance anglaise (réponse au duc de Fitz-James), prononcé le 1er juin 1836, à la Chambre des Députés 437

LXVII. Discours sur les Affaires étrangères, prononcé le 2 juin 1836, à la Chambre des Députés. 465

LXVIII. Discours sur le budget de l'Algérie (prononcé le 9 juin 1836, à la Chambre des Députés. 499

LXIX. Discours sur le budget de l'Algérie (réponse à M. Guizot), prononcé le 10 juin 1836, à la Chambre des Députés. 537

LXX. Discours sur le budget du ministère des Finances (réponse à MM. Berryer et Laffitte), prononcé le 15 juin 1836, à la Chambre des Députés 549

LXXI. Discours sur la politique extérieure, prononcé le 4 juillet 1836, à la Chambre des Pairs 595

LXXII. Discours sur l'Algérie, prononcé le 5 juillet 1836, à la Chambre des Pairs. 619

QUATRIÈME VOLUME.

LXXIII. Discours sur l'affaire Conseil (discussion de l'Adresse), prononcé le 13 janvier 1837, à la Chambre des Députés 1

LXXIV. Discours sur les affaires d'Espagne (discussion de l'Adresse), prononcé le 14 janvier 1837, à la Chambre des Députés 19

Pages.

LXXV. Discours sur les affaires d'Espagne (discussion de l'Adresse), prononcé le 18 janvier 1837, à la Chambre des Députés . . . . . .

LXXVI. Discours sur un projet de loi relatif aux caisses d'épargne, prononcé le 21 février 1837, à la Chambre des Députés 101

LXXVII. Discours sur les affaires d'Afrique, prononcé le 21 avril 1837, à la Chambre des Députés 123

LXXVIII. Discours sur les dépenses secrètes, prononcé le 6 mai 1837, à la Chambre des Députés. 171

LXXIX. Discours dans la discussion du projet d'Adresse (affaires d'Espagne), prononcé le 10 janvier 1838, à la Chambre des Députés 205

LXXX Discours dans la discussion du projet d'Adresse (amendement Hébert), prononcé le 12 janvier 1838, à la Chambre des Députés. 221

LXXXI. Discours dans la discussion du projet d'Adresse (coalition), prononcé le 7 janvier 1839, à la Chambre des Députés 269

LXXXII. Discours dans la discussion du projet d'Adresse (réponse à M. le comte Molé), prononcé le 9 janvier 1839, à la Chambre des Députés. 285

LXXXIII. Discours dans la discussion du projet d'Adresse (question franco-belge), prononcé le 11 janvier 1839, à la Chambre des Députés. 301

LXXXIV. Discours dans la discussion du projet d'Adresse (évacuation d'Ancône), prononcé le 14 janvier 1839, à la Chambre des Députés 331

LXXXV. Discours dans la discussion du projet d'Adresse (politique étrangère), prononcé le 16 janvier 1839, à la Chambre des Députés. 353

LXXXVI. Discours dans la discussion du projet d'Adresse (responsabilité ministérielle), prononcé le 19 janvier 1839, à la Chambre des Députés. 367

LXXXVII. Discours sur les causes de la crise ministérielle (interpellation Mauguin), prononcé le 22 avril 1839, à la Chambre des Députés. 381

Pages.

LXXXVIII. Discours dans la discussion du projet d'Adresse (question d'Orient), prononcé le 13 janvier 1840, à la Chambre des Députés 413

LXXXIX. Déclaration faite devant les Chambres, le 4 mars 1840 (formation du nouveau ministère). 461

XC. Discours sur les dépenses secrètes, prononcé le 24 mars 1840, à la Chambre des Députés 467

XCI. Discours sur les dépenses secrètes, prononcé le 14 avril 1840, à la Chambre des Députés. 493

XCII. Discours sur la conversion de la rente, prononcé le 21 avril 1840, à la Chambre des Députés 521

XCIII. Discours sur la proposition Remilly, prononcé le 24 avril 1840, à la Chambre des Députés. 529

XCIV. Discours sur les affaires de la Plata, prononcé le 27 avril 1840, à la Chambre des Députés 547

XCV. Discours sur le projet de loi relatif aux sucres, prononcé le 8 mai 1840, à la Chambre des Députés. . . 561

XCVI. Discours sur les affaires de l'Algérie, prononcé le 14 mai 1840, à la Chambre des Députés. 619

CINQUIÈME VOLUME.

XCVII. Discours sur le privilège de la Banque de France, prononcé le 19 mai 1840, à la Chambre des Députés . . 1

XCVIII. Discours sur la conversion des rentes, prononcé le 30 mai 1840, à la Chambre des Pairs. 49

XCIX. Discours sur l'affaire des Juifs de Damas, prononcé le 2 juin 1840, à la Chambre des Députés. 79

C. Discours sur la colonisation de l'Algérie (amendement du général Bugeaud), prononcé le 6 juin 1840, à la Chambre des Députés. 89

CI. Discours sur la garantie d'intérêt demandée pour le chemin de fer d'Orléans, prononcé le 12 juin 1840, à la Chambre des Députés. 103

CII. Discours sur le projet de loi relatif à la navigation intérieure, prononcé le 24 juin 1840, à la Chambre des Pairs 119

Pages.

CIII. Discours sur le projet de loi relatif aux paquebots transatlantiques, prononcé le 3 juillet 1840, à la Chambre des Pairs 131

CIV. Discours sur la question d'Orient (discussion de l'Adresse), prononcé le 25 novembre 1840, à la Chambre des Députés 149

CV. Discours sur la question d'Orient (discussion de l'Adresse, réponse à MM. Passy et Guizot), prononcé le 27 novembre 1840, à la Chambre des Députés. . . . 237

CVI. Discours sur le projet d'Adresse (réponse à M. Desmousseaux de Givré), prononcé le 5 décembre 1840, à la Chambre des Députés. 299

CVII. Rapport sur le projet de loi tendant à ouvrir un crédit de 140 millions pour les fortifications de Paris, lu le 13 janvier 1841, à la Chambre des Députés 313

CVIII. Discours sur le projet de loi relatif aux fortifications de Paris, prononcé le 26 janvier 1841, à la Chambre des Députés 375

CIX. Discours sur le projet de loi relatif aux fortifications de Paris (amendement Schneider), prononcé le 29 janvier 1841, à la Chambre des Députés. 451

CX. Discours sur le projet de loi relatif aux dépenses secrètes, prononcé le 25 février 1841, à la Chambre des Députés 495

CXI. Discours sur le projet de loi relatif aux crédits supplémentaires, prononcé le 12 avril 1841, à la Chambre des Députés. 519

CXII. Discours sur le projet de loi relatif aux crédits supplémentaires de 1841 (négociations relatives aux affaires d'Orient), prononcé le 15 avril 1841, à la Chambre des Députés 557

CXIII. Discours sur la question des cadres (budget du ministère de la Guerre), prononcé le 11 mai 1841, à la Chambre des Députés. 587

CXIV. Discours sur l'amendement Schauenburg (budget du ministère de la Guerre), prononcé le 12 mai 1841, à la Chambre des Députés 607

CXV. Discours sur le traité de commerce avec la Hollande, prononcé le 21 mai 1841, à la Chambre des Députés. 629

Pages.

SIXIÈME VOLUME.

CXVI. Discours dans la discussion de l'Adresse (question d'Orient), prononcé le 20 janvier 1842, à la Chambr des Députés 1

CXVII. Discours dans la discussion de l'Adresse (droit de visite), prononcé le 22 janvier 1842, à la Chambre des Députés 53

CXVIII. Discours sur le port d'Alger, prononcé le 4 avril 1842, à la Chambre des Députés. 83

CXIX. Discours sur la question du recensement, prononcé le 7 avril 1842, à la Chambre des Députés 99

CXX. Discours sur le projet de loi relatif aux grandes lignes de chemins de fer, prononcé le 10 mai 1842, à la Chambre des Députés. 137

CXXI. Discours sur le droit de visite, prononcé le 19 mai 1842, à la Chambre des Députés. 181

CXXII. Discours sur la régence, prononcé le 20 août 1842, à la Chambre des Députés 205

CXXIII. Premier discours dans la discussion du projet d'Adresse (politique intérieure), prononcé le 16 janvier 1844, à la Chambre des Députés. 253

CXXIV. Second discours dans la discussion du projet d'Adresse (politique étrangère), prononcé le 22 janvier 1844, à la Chambre des Députés. 281

CXXV. Discours sur la démission de M. de Salvandy, prononcé le 22 février 1844, à la Chambre des Députés. . . . 327

CXXVI. Discours sur les affaires de Tahiti, prononcé le 1er mars 1844, à la Chambre des Députés. 337

CXXVII. Premier discours sur les affaires de la Plata, prononcé le 29 mai 1844, à la Chambre des Députés. 349

CXXVIII. Second discours sur les affaires de la Plata, prononcé le 31 mai 1844, à la Chambre des Députés. 309

CXXIX. Rapport sur le projet de loi relatif à l'Instruction secondaire, déposé le 13 juillet 1844, à la Chambre des Députés. 445

Pages.

CXXX. Discours dans la discussion du projet d'Adresse (Maroc, Tahiti, droit de visite), prononcé le 21 janvier 1845, à la Chambre des Députés. 569

CXXXI. Interpellation sur les congrégations religieuses, faite le 2 mai 1845, à la Chambre des Députés 617

CXXXII. Discours sur l'armement de l'enceinte et des forts de Paris, prononcé le 7 mai 1845, à la Chambre des Députés 667

SEPTIÈME VOLUME.

CXXXIII. Discours dans la discussion de l'Adresse (affaire du Texas), prononcé le 20 janvier 1846, à la Chambre des Députés 1

CXXXIV. Discours sur le Conseil de l'Instruction publique, prononcé le 29 janvier 1846, à la Chambre des Députés. 35

CXXXV. Discours sur la proposition de mettre à l'ordre du jour la loi de l'enseignement, prononcé le 21 février 1846, à la Chambre des Députés. 83

CXXXVI. Discours sur les députés fonctionnaires, prononcé le 17 mars 1846, à la Chambre des Députés. 95

CXXXVII. Discours sur les crédits demandés pour la marine, prononcé le 15 avril 1847, à la Chambre des Députés. . 151

CXXXVIII. Discours sur les crédits extraordinaires de la marine, prononcé le 16 avril 1846, à la Chambre des Députés. 209

CXXXIX. Discours sur le projet de loi relatif aux crédits supplémentaires, prononcé le 13 mai 1846, à la Chambre des Députés 237

CXL. Discours dans la discussion du budget du ministère de l'Intérieur, prononcé le 27 mai 1846, à la Chambre des Députés 261

CXLI. Discours dans la discussion du budget du ministère de l'Intérieur (réplique à MM. Guizot et Duchâtel), prononcé le 29 mai 1846, à la Chambre des Députés. 331

CXLII. Discours sur la politique extérieure, prononcé le 4 février 1847, à la Chambre des Députés 359

Pages.

CXLIII. Discours dans la discussion de l'Adresse (situation financière), prononcé le 25 janvier 1848, à la Chambre des Députés 429

CXLIV. Discours dans la discussion de l'Adresse (affaires d'Italie), prononcé le 31 janvier 1848, à la Chambre des Députés 487

CXLV. Discours dans la discussion de l'Adresse (affaires de Suisse), prononcé le 2 février 1848, à la Chambre des Députés 515

CXLVI. Discours dans la discussion de l'Adresse (réplique à M. Guizot dans le débat sur les affaires suisses), prononcé le 3 février 1848, à la Chambre des Députés 577

CXLVII. Discours dans la discussion de l'Adresse (paragraphe relatif aux banquets), prononcé le 10 février 1848, à la Chambre des Députés. 585

CXLVIII. Discours dans la discussion de l'Adresse (amendement Sallandrouze), prononcé le 12 février 1848, à la Chambre des Députés. 597

HUITIÈME VOLUME.

CXLIX. Rapport fait au nom du comité des finances, sur la proposition du citoyen Proudhon, relative à la réorganisation de l'impôt et du crédit, le 26 juillet 1848, à l'Assemblée constituante 1

CL. Discours dans la discussion d'un projet d'impôt sur les prêts hypothécaires, prononcé le 2 août 1848, à l'Assemblée constituante. 29

CLI. Discours sur le droit au travail (discussion du projet de constitution), prononcé le 13 septembre 1848, à l'Assemblée constituante 57

CLII. Discours sur le papier-monnaie, prononcé le 10 octobre 1848, à l'Assemblée constituante. 107

CLIII. Discours sur le remplacement militaire (discussion du projet de constitution), prononcé le 21 octobre 1848, à l'Assemblée constituante. 161

Pages.

CLIV. Discours sur les affaires d'Italie, prononcé le 31 mars 1849, à l'Assemblée constituante. 203

CLV. Discours sur la mise en accusation du Président de la république et des ministres (proposition de M. Ledru-Rollin, question romaine), prononcé le 12 juin 1849, à l'Assemblée législative 245

CLVI. Discours sur le projet de loi relatif à la presse, prononcé le 24 juillet 1849, à l'Assemblée législative 265

CLVII. Rapport sur le projet de loi relatif à des crédits extraordinaires pour l'expédition de Rome, présenté le 12 octobre 1849, à l'Assemblée législative. 307

CLVIII. Discours sur le projet de loi relatif à des demandes de crédits destinés à payer le subside dû par la France à la république de l'Uruguay, prononcé le 5 janvier 1850, à l'Assemblée législative. 327

CLIX. Discours sur l'Instruction publique (discussion générale du projet de loi), prononcé le 18 janvier 1850, à l'Assemblée législative 385

CLX. Rapport fait au nom de la commission de l'Assistance et de la Prévoyance, le 26 janvier 1850, à l'Assemblée législative 449

CLXI. Discours sur l'Instruction publique (conseils académiques départementaux), prononcé le 13 février 1850 à l'Assemblée législative. 593

CLXII. Discours dans la discussion du projet de loi sur l'Instruction publique (amendement Lasteyrie), prononcé le 23 février 1850, à l'Assemblée législative 653

CLXIII. Discours dans la discussion du projet de loi sur l'Instruction publique (congrégations religieuses non autorisées), prononcé le 23 février 1850, à l'Assemblée législative 661

NEUVIÈME VOLUME.

CLXIV. Discours dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier la loi électorale du 15 mars 1849, prononcé le 24 mai 1850, à l'Assemblée législative. 1

Pages.

CLXV. Discours sur la proposition de M. de Rémusat relative à la formation du nouveau ministère, prononcé le 17 janvier 1851, à l'Assemblée législative. 59

CLXVI. Discours sur le projet de loi relatif à l'achèvement du chemin de fer de l'Ouest, prononcé le 3 mai 1851, à l'Assemblée législative. 115

CLXVII. Discours sur le régime commercial de la France, discussion de la proposition de M. Sainte-Beuve, prononcé le 27 juin 1851, à l'Assemblée législative. 135

CLXVIII. Discours sur le régime commercial de la France, discussion de la proposition de M. Sainte-Beuve, prononcé le 28 juin 1851, à l'Assemblée législative. 245

CLXIX. Préface concernant les deux discours sur le régime commercial de la France, prononcés les 27 et 28 juin 1851, à l'Assemblée législative. 277

CLXX. Discours sur le droit de réquisition directe, prononcé le 17 novembre 1851, à l'Assemblée législative. . . 311

CLXXI. Discours sur la dette flottante, prononcé le 24 décembre 1863, au Corps législatif. 327

CLXXII. Discours sur les libertés nécessaires à la France (discussion de l'adresse), prononcé le 11 janvier 1864, au Corps législatif. 355

CLXXIII. Discours sur les candidatures officielles (discussion de l'adresse), prononcé le 14 janvier 1864, au Corps législatif. 407

CLXXIV. Discours sur l'expédition du Mexique (discussion de l'Adresse), prononcé le 26 janvier 1864, au Corps législatif. 447

CLXXV. Discours sur l'expédition du Mexique (discussion de l'Adresse), prononcé le 27 janvier 1864, au Corps législatif. 519

CLXXVI. Discours sur la marine marchande (loi des sucres), prononcé le 18 avril 1864, au Corps législatif. 533

CLXXVII. Discours sur les finances de la France, prononcé le 6 mai 1864, au Corps législatif. 571

Pages

DIXIÈME VOLUME.

CLXXVIII. Discours sur les libertés politiques, prononcé le 28 mars 1865, au Corps législatif 1

CLXXIX. Discours sur la question romaine, prononcé le 13 avril 1865, au Corps législatif 5

CLXXX. Discours sur la question romaine (réplique à M. Rouher) prononcé le 15 avril 1865, au Corps législatif. . . 135

CLXXXI. Discours sur les finances (discussion du budget), prononcé le 2 juin 1865, au Corps législatif. 173

CLXXXII. Discours sur les finances (discussion du budget, réponse à M. O'Quin), prononcé le 6 juin 1865, au Corps législatif 257

CLXXXIII. Discours sur les finances (réponse à M. Vuitry), prononcé le 6 juin 1865, au Corps législatif 311

CLXXXIV. Discours sur les principes de 1789 (discussion de l'Adresse), prononcé le 26 février 1866, au Corps législatif 331

CLXXXV. Discours sur les affaires allemandes (discussion de l'Adresse), prononcé le 2 mars 1866, au Corps législatif 395

CLXXXVI. Discours sur l'état de l'agriculture en France (discussion de l'Adresse), prononcé le 10 mars 1866, au Corps législatif 407

CLXXXVII. Discours sur la marine marchande, prononcé le 14 avril 1866, au Corps législatif. 479

CLXXXVIII. Discours sur la marine marchande (discussion de l'article 3 du projet de loi), prononcé le 18 avril 1866, au Corps législatif. 561

CLXXXIX. Discours sur la politique extérieure, prononcé le 3 mai 1866, au Corps législatif. 573

ONZIÈME VOLUME.

CXC. Discours sur la politique extérieure de la France, spécialement en ce qui concerne l'Allemagne et l'Italie, prononcé le 14 mars 1867, au Corps législatif. . . 1

Pages.

CXCI. Discours sur la politique extérieure de la France, spécialement en ce qui concerne l'Allemagne et l'Italie, en réponse à M. Rouher, prononcé le 18 mars 1867, au Corps législatif. 93

CXCII. Discours sur l'expédition du Mexique, prononcé le 9 juillet 1867, au Corps législatif. 163

CXCIII. Discours sur l'expédition du Mexique, prononcé le 10 juillet 1867, au Corps législatif. 249

CXCIV. Discours sur la question romaine, prononcé le 4 décembre 1867, au Corps législatif. 255

CXCV. Discours sur la politique extérieure, à l'occasion d'une interpellation de M. Garnier-Pagès, prononcé le 9 décembre 1867, au Corps législatif 343

CXCVI. Discours sur la liberté de la presse, prononcé le 30 janvier 1868, au Corps législatif. 359

CXCVII. Discours sur la liberté de la presse, en réponse à M. Nogent Saint-Laurens, prononcé le 7 février 1868, au Corps législatif. 423

CXCVIII. Discours sur la liberté de la presse, en réponse à M. Baroche, prononcé le 8 février 1868, au Corps législatif 435

CXCIX. Discours sur la liberté de la presse, en réponse à M. Rouher, prononcé le 15 février 1868, au Corps législatif. 441

CC. Discours sur la liberté de la presse (amendement Janzé), prononcé le 21 février 1868, au Corps législatif. . . 453

CCI. Discours sur la liberté de la presse (réplique à M. Baroche), prononcé le 22 février 1868, au Corps législatif 509

CCII. Discours sur le régime économique de la France, prononcé le 13 mai 1868, au Corps législatif 537

DOUZIÈME VOLUME.

CCIII. Discours sur les finances, prononcé le 1er juillet 1868, au Corps législatif. 1

Pages.

CCIV. Discours sur les finances, prononcé le 3 juillet 1868, au Corps législatif 77

CCV. Discours sur le refus d'une interpellation, prononcé le 27 janvier 1869, au Corps législatif. 155

CCVI. Discours sur les finances de la ville de Paris, prononcé le 23 février 1869, au Corps législatif. 169

CCVII. Discours sur le projet de loi relatif au traité passé entre la ville de Paris et le Crédit foncier, prononcé le 9 mars 1869, au Corps législatif 259

CCVIII. Discours sur la politique intérieure (discussion générale du budget), prononcé le 2 avril 1869, au Corps législatif 271

CCIX. Discours sur les traités de commerce (discussion du budget du ministère de l'Agriculture et du Commerce), prononcé le 17 avril 1869, au Corps législatif. 351

CCX. Discours sur l'élection de M. de Campaigno, prononcé le 23 décembre 1869, au Corps législatif. 381

CCXI. Discours sur le règlement de l'Assemblée (appel nominal et droit d'Adresse), prononcé le 13 janvier 1870, au Corps législatif. 405

CCXII. Discours sur le régime économique de la France, prononcé le 22 janvier 1870, au Corps législatif. . . . 421

CCXIII. Discours sur les traités de commerce (interpellation de M. Brame), prononcé le 27 janvier 1870, au Corps législatif 519

CCXIV. Discours dans la discussion au projet de loi relatif à un appel de 90,000 hommes, sur la classe de 1870, prononcé le 30 juin 1870, au Corps législatif. . . . 603

CCXV. Discours sur la rupture des négociations avec la Prusse (communication de M. Émile Ollivier), prononcé le 15 juillet 1870, au Corps législatif. 635

TREIZIÈME VOLUME.

CCXVI. Discours sur la protestation de M. Keller contre la cession de l'Alsace et de la Lorraine, prononcé le 17 février 1871, à l'Assemblée nationale. 1

Pages.

CCXVII. Communication relative à la constitution du Cabinet et observations sur l'opportunité d'une suspension des séances, présentées le 19 février 1871, à l'Assemblée nationale 5

CCXVIII. Communication des préliminaires du traité de paix et observations à l'effet d'obtenir la déclaration d'urgence, présentées le 28 février 1871, à l'Assemblée nationale 17

CCXIX. Discours à l'occasion de la motion de déchéance, prononcé le 1er mars 1871, à l'Assemblée nationale . . 27

CCXX. Discours sur le projet de loi relatif aux préliminaires de paix, prononcé le 1er mars 1871, à l'Assemblée nationale 33

CCXXI. Discours sur une proposition relative à la nomination d'une commission des finances, prononcé le 3 mars 1871, à l'Assemblée nationale 45

CCXXII. Réponse à deux questions sur des émissions de rentes et des emprunts à la Banque, faite le 8 mars 1871, à l'Assemblée nationale. 51

CCXXIII. Discours sur le projet de translation du siège de l'Assemblée nationale dans un lieu plus rapproché de Paris, prononcé le 10 mars 1871, à l'Assemblée nationale. 61

CCXXIV. Observations sur l'impression d'un rapport relatif à l'état des finances, présentées le 11 mars 1871, à l'Assemblée nationale. 103

CCXXV. Allocution sur un projet de proclamation au peuple et à l'armée, prononcée le 21 mars 1871, à l'Assemblée nationale 107

CCXXVI. Discours sur une déclaration concernant les élections municipales de Paris, prononcé le 21 mars 1871, à l'Assemblée nationale 113

CCXXVII. Observations sur une proposition concernant les mesures à prendre pour pacifier Paris, présentées le 24 mars 1871, à l'Assemblée nationale. 139

CCXXVIII. Discours sur une proposition concernant les maires de Paris, prononcé le 27 mars 1871, à l'Assemblée nationale 143

Pages

CCXXIX. Discours sur une proposition concernant les opérations de l'armée allemande, prononcé le 29 mars 1871, à l'Assemblée nationale 153

CCXXX. Explications sur l'arrestation de MM. Rouher et G. de Cassagnac, données dans la séance du 31 mars 1871, à l'Assemblée nationale. 159

CCXXXI. Communication sur les résultats d'un engagement entre les troupes régulières et les insurgés de la Commune faite dans la séance du 3 avril 1871, à l'Assemblée nationale 171

CCXXXII. Compte rendu de la visite faite par la députation de l'Assemblée nationale aux militaires blessés, séance du 4 avril 1871. 177

CCXXXIII. Discours sur le projet de loi relatif aux élections municipales, prononcé le 8 avril 1871, à l'Assemblée nationale 181

CCXXXIV. Communication relative aux événements de Paris et à la situation de la France, faite le 27 avril 1871, à l'Assemblée nationale 189

CCXXXV. Communication relative à la signature du traité de paix avec l'Allemagne, faite le 11 mai 1871, à l'Assemblée nationale 209

CCXXXVI. Observations sur une question de M. Mortimer-Ternaux, présentées le 11 mai 1871, à l'Assemblée nationale 213

CCXXXVII. Discours sur le projet de loi portant ratification du traité de paix avec l'Allemagne, prononcé le 18 mai 1871, à l'Assemblée nationale. 235

CCXXXVIII. Communication au sujet de l'entrée des troupes dans Paris, faite le 22 mai 1871, à l'Assemblée nationale. 263

CCXXXIX. Discours au sujet d'un incident relatif aux événements de Paris, prononcé le 24 mai 1871, à l'Assemblée nationale 273

CCXL. Observations sur une demande d'enquête au sujet de la capitulation de Metz, présentées le 29 mai 1871, à l'Assemblée nationale 287

CCXLI. Observations sur une proposition de M. de Ravinel concernant l'installation des services ministériels à Versailles, présentées le 1er juin 1871, à l'Assemblée nationale. 291

Pages.

CCXLII. Discours sur l'abrogation des lois d'exil et sur l'élection du prince de Joinville et du duc d'Aumale, prononcé le 8 juin 1871, à l'Assemblée nationale. . . 295

CCXLIII. Observations sur un projet de loi concernant l'établissement d'impôts nouveaux, présentées le 12 juin 1871, à l'Assemblée nationale. 335

CCXLIV. Discours sur l'emprunt de deux milliards, prononcé le 20 juin 1871, à l'Assemblée nationale. 341

CCXLV. Discours au sujet de pétitions demandant le rétablissement du pouvoir temporel du Pape, prononcé le 22 juillet 1871, à l'Assemblée nationale 405

CCXLVI. Discours sur le payement des dommages causés par l'invasion, prononcé le 5 août 1871, à l'Assemblée nationale. 435

CCXLVII. Observations sur les propositions Rivet et Adnet, présentées le 12 août 1871, à l'Assemblée nationale. . 453

CCXLVIII. Discours sur le projet de loi relatif à la dissolution des gardes nationales, prononcé le 24 août 1871, à l'Assemblée nationale. 459

CCXLIX. Message du Président de la République, adressé le 1er septembre 1871, à l'Assemblée nationale. . . . 479

CCL. Message du Président de la République sur la proposition Target, adressé le 13 septembre 1871, à l'Assemblée nationale. 483

CCLI. Discours sur une nouvelle convention à conclure avec l'Allemagne, prononcé le 16 septembre 1871, à l'Assemblée nationale. 495

CCLII. Message du Président de la République, lu le 7 décembre 1871, à l'Assemblée nationale 525

CCLIII. Discours contre l'établissement d'un impôt sur le revenu, prononcé le 26 décembre 1871, à l'Assemblée nationale 581

CCLIV. Discours sur le projet de loi relatif aux émissions de la Banque de France, prononcé le 29 décembre 1871, à l'Assemblée nationale. 631

Pages.

QUATORZIÈME VOLUME.

CCLV. Discours sur le mode de procéder à l'examen de divers impôts nouveaux, prononcé le 8 janvier 1872, à l'Assemblée nationale. 1

CCLVI. Discours dans la discussion de l'impôt proposé sur les matières premières, prononcé le 13 janvier 1872, à l'Assemblée nationale 19

CCLVII. Second discours dans la discussion de l'impôt proposé sur les matières premières, prononcé le 15 janvier 1872, à l'Assemblée nationale. 99

CCLVIII. Troisième discours dans la discussion de l'impôt proposé sur les matières premières, prononcé le 18 janvier 1872, à l'Assemblée nationale. 125

CCLIX. Quatrième discours dans la discussion de l'impôt proposé sur les matières premières, prononcé le 19 janvier 1872, à l'Assemblée nationale. 131

CCLX. Discours sur une proposition relative à la dénonciation des traités de commerce, prononcé le 1er février 1872, à l'Assemblée nationale. 149

CCLXI. Discours dans la discussion générale du buget de 1872, prononcé le 15 mars 1872, à l'Assemblée nationale. 159

CCLXII. Discours sur diverses motions relatives au budget de 1873, prononcé le 30 mars 1872, à l'Assemblée nationale 177

CCLXIII. Discours sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée (durée du service militaire), prononcé le 8 juin 1872, à l'Assemblée nationale 193

CCLXIV. Discours sur le projet de loi relatif au recrutement de l'armée (durée du service, amendement Chareton), prononcé le 10 juin 1872, à l'Assemblée nationale. . 267

CCLXV. Discours sur plusieurs projets d'impôt, prononcé le 24 juin 1872, à l'Assemblée nationale. 301

CCLXVI. Premier discours dans la discussion générale d'un projet d'impôt sur le chiffre des affaires, prononcé le 2 juillet 1872, à l'Assemblée nationale. 335

CCLXVII. Second discours dans la discussion générale d'un projet d'impôt sur le chiffre des affaires (réponse à M. Leurant et au duc Decazes), prononcé le 3 juillet 1872, à l'Assemblée nationale. 377

Pages.

CCLXVIII. Discours sur l'article premier du projet de loi relatif à l'impôt sur le chiffre des affaires (contre-projet Gaslonde), prononcé le 10 juillet 1872, à l'Assemblée nationale 411

CCLXIX. Premier discours relatif à l'établissement de centimes additionnels sur les patentes, les portes et fenêtres et la contribution personnelle et mobilière (projet Gaslonde), prononcé le 12 juillet 1872, à l'Assemblée nationale. 483

CCLXX. Second discours relatif à l'établissement de centimes additionnels sur les patentes, les portes et fenêtres et la contribution personnelle et mobilière (projet Gaslonde, réponse à M. Magne), prononcé le 13 juillet 1872, à l'Assemblée nationale 535

CCLXXI. Troisième discours relatif à l'établissement de centimes additionnels sur les patentes, les portes et fenêtres et la contribution personnelle et mobilière (projet Gaslonde, article additionnel de M. Feray), prononcé le 16 juillet 1872, à l'Assemblée nationale 551

CCLXXII. Discours dans la discussion de l'impôt proposé sur les matières premières (réponse à MM. de la Bouillerie et de Meaux), prononcé le 17 juillet 1872, à l'Assemblée nationale. 565

CCLXXIII. Discours dans la discussion de l'impôt proposé sur les matières premières (réponse à M. Deseilligny), prononcé le 18 juillet 1872, à l'Assemblée nationale. . . 613

CCLXXIV. Discours dans la discussion de l'impôt proposé sur les matières premières (réponse à MM. de Montgolfier et Leurant), prononcé le 19 juillet 1872, à l'Assemblée nationale 631

QUINZIÈME VOLUME.

CCLXXV. Message du Président de la République, lu le 13 novembre 1872, à l'Assemblée nationale. 1

CCLXXVI. Discours sur l'interpellation relative au banquet de Grenoble, prononcé le 18 novembre 1872, à l'Assemblée nationale. 4

Pages.

CCLXXVII. Discours sur les conclusions de la commission chargée d'examiner la proposition de M. de Kerdrel, prononcé le 29 novembre 1872, à l'Assemblée nationale. 63

CCLXXVIII. Discours sur les attributions des Pouvoirs publics, prononcé le 5 mars 1873, à l'Assemblée nationale . . . 119

CCLXXIX. Discours sur la politique intérieure du gouvernement (réponse au duc de Broglie), prononcé le 24 mai 1873, à l'Assemblée nationale. 171

CCLXXX. Discours sur les nouveaux forts à construire autour de Paris, prononcé le 27 mars 1874, à l'Assemblée nationale 225

LVI *bis*. Discours sur le classement des chemins vicinaux, prononcé le 29 février 1836, à la Chambre des Députés. 293

LVI *ter*. Discours sur les chemins vicinaux (répartition des subventions départementales), prononcé le 3 mars 1836, à la Chambre des Députés. 313

LXX *bis*. Discours sur l'achèvement des monuments de Paris (crédit supplémentaire), prononcé le 16 juin 1836, à la Chambre des Pairs. 327

Déposition dans l'enquête ouverte sur la Banque de France et sur la circulation fiduciaire, faite le 27 juillet 1866. 357

Déposition devant la commission d'enquête chargée d'examiner les actes du gouvernement de la Défense nationale, faite le 17 septembre 1871. 475

Déposition devant la commission d'enquête chargée de rechercher les causes de l'insurrection du 18 mars, faite le 24 août 1871. 567

Discours aux délégués républicains de la Gironde, prononcé à Paris le 25 mars 1874. 635

Discours prononcé à Arcachon, le 17 octobre 1875 643

Manifeste aux électeurs du IXe arrondissement de Paris, publié le 27 septembre 1877. 663

MAY 9 1918

PARIS. — MAISON QUANTIN.
7, rue Saint-Benoît.